

Commerce en Europe

Données 1995-1999



COMMISSION
EUROPÉENNE



THÈME 4
Industrie,
commerce
et services

4

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2001

ISBN 92-894-1427-8

© Communautés européennes, 2001

Le commerce en Europe, 2001
Cette publication a été financée par la DG Entreprises de la Commission européenne. Elle a été réalisée sous la responsabilité de l'unité D2 d'Eurostat, chargée des statistiques structurelles sur les entreprises (chef d'unité, M. Bernard Langevin). Les avis formulés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la Commission européenne.

Coordinateur:
Joachim Hubertus
Eurostat Unit D2
Office statistique des
Communautés européennes
Bâtiment Joseph Bech
rue Alphonse Weicker, 5
L-2721 Luxembourg.
joachim.hubertus@cec.eu.int

Production:
Traitement des données, analyse
statistique, analyse économique,
conception et mise en page:

Artemis Information Management SA
Rue du Fort Dumoulin, 1
L-1425 Luxembourg

Gruppo CLAS srl
Via Lattuada 20
20135 Milano, Italie

Expert du commerce:
Enrico Colla, Négocia, Paris

Traduction:
service de traduction de la Commission
européenne, Luxembourg

Publié par:
Office des Publications Officielles
des Communautés Européennes,
Luxembourg 2001

Les demandes concernant l'achat
de données doivent être
adressées au:
Datashop Eurostat
Rue Alphonse Weicker, 4
L-2721 Luxembourg
tel: (352) 43 35 22 51
fax: (352) 43 35 22 221
dslux@eurostat.datashop.lu
[http://europa.eu.int/comm/
eurostat/](http://europa.eu.int/comm/eurostat/)

De nombreuses informations
supplémentaires sur l'Union
européenne sont disponibles sur
Internet.
Vous pouvez y accéder via le
serveur Europa à l'adresse
<http://europa.eu.int>

© Communautés européennes,
2001

Préface

Le secteur du commerce crée le lien nécessaire entre la production d'un bien dans l'économie et sa consommation finale. Il s'assure que les consommateurs peuvent accéder à un éventail suffisamment large de marchandises en tous temps et en tous lieux tout en bénéficiant de biens et services toujours plus nombreux et de meilleure qualité. De fait, nous sommes tous, au quotidien, des consommateurs potentiels.

Cependant, dans notre société actuelle, le secteur du commerce doit faire face à des défis toujours plus nombreux: le marché intérieur, l'Union monétaire et la mondialisation accélèrent la concurrence internationale, ce qui contraint les négociants à s'adapter rapidement. Davantage de biens et services sont requis, particulièrement pour les nouvelles technologies de l'information; de plus, de nouvelles formes de commerce, comme le commerce électronique, se développent rapidement.

Dans notre environnement commercial en rapide expansion, des décisions politiques efficaces dans le secteur du commerce en vue d'améliorer l'environnement du marché, renforcer la compétitivité ou promouvoir l'esprit d'entreprise nécessitent des données statistiques fiables et récentes.

La collecte de ces données sur le commerce a pour cadre juridique le règlement n°58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 sur les Statistiques Structurelles d'Entreprises (anglais: Structural Business Statistics - SBS) ainsi que ses différentes dispositions d'application.

L'analyse présentée dans cette publication est principalement basée sur les données fournies dans le cadre du règlement SBS susmentionné. Elle fournit un aperçu de l'importance du secteur du commerce et de ses différentes activités économiques en Europe: en 1999, environ 5 millions d'entreprises employaient plus de 22 millions de personnes.

Les données SBS sont complétées par un certain nombre de données connexes provenant de différentes Directions d'Eurostat, à savoir, les Comptes Nationaux ou l'Enquête sur les Forces de Travail, afin de mettre en lumière d'autres aspects du secteur du commerce.

En outre, les récents développements dans le secteur du commerce sont analysés dans les chapitres thématiques (par exemple: le commerce électronique, l'internationalisation et la concentration) en utilisant des données ne provenant pas d'EUROSTAT.

Nous espérons que cette publication satisfera aux besoins des spécialistes, des universitaires, des entrepreneurs, ainsi que des décideurs politiques, considérés comme les principaux utilisateurs des données statistiques sur le commerce, et dont les commentaires seraient d'un intérêt primordial pour les producteurs de données.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yves Franchet'.

Yves FRANCHET
Directeur général
Eurostat

Table des matières

1. Résumé analytique	3
1.1 Part du commerce dans l'économie totale	5
1.2 Les principales activités du commerce	6
1.3 Performances dans le secteur du commerce	10
1.4 Aperçu des analyses thématiques	13
2. Analyse structurelle	17
2.1 Le commerce dans l'économie totale et son évolution à long terme	18
2.2 Les entreprises dans le secteur du commerce	20
2.3 L'emploi dans le secteur du commerce	23
2.4 Caractéristiques liées aux classes de taille des entreprises dans le commerce	28
2.5 Performances	31
2.6 Importance des entreprises sous contrôle étranger dans le commerce	40
Annexe statistique	46
3. Analyse sectorielle	51
3.1 Commerce automobile	51
Annexe statistique	66
3.2 Commerce de gros	71
Annexe statistique	89
3.3 Commerce de détail	97
Annexe statistique	114
4. Analyse par pays	121
Belgique	122
Danemark	124
Allemagne	126
Grèce	128
Espagne	130
France	132
Irlande	134
Italie	136
Luxembourg	138
Pays-Bas	140
Autriche	142
Portugal	144
Finlande	146
Suède	148
Royaume-Uni	150
Islande	152
Norvège	154
5. Analyse thématique	157
5.1 Le commerce dans la Triade	157
5.2 Internationalisation et concentration dans le commerce de détail	173
5.3 Le commerce de centre-ville: évolution et politique commerciale en Europe	193
5.4 Le commerce électronique: diffusion, secteurs et entreprises	205
Notes explicatives	225

Abréviations

EU-15	Total des Etats membres de l'Union européenne
B	Belgique
DK	Danemark
D	Allemagne
EL	Grèce
E	Espagne
F	France
IRL	Irlande
I	Italie
L	Luxembourg
NL	Pays-Bas
A	Autriche
P	Portugal
FIN	Finlande
S	Suède
UK	Royaume-Uni
IS	Islande
NO	Norvège
EEA	Espace économique européen
US	Etats-Unis
JAP	Japon
ECU	Unité monétaire européenne
Mio.	Million
:	non disponible

1. RESUME ANALYTIQUE

Objectif de la présente publication

La publication '**Le commerce en Europe, édition 2001**' fournit une analyse détaillée du secteur du commerce en Europe¹. Elle est destinée à satisfaire le besoin d'informations accru des décideurs et des analystes qui s'intéressent à cette activité.

Le nombre important de données présentées dans cette publication vise à répondre aux besoins internes de la Commission, mais peut également se révéler précieux pour d'autres décideurs et acteurs au sein des structures gouvernementales ou administratives des pays observés.

Sources de données

La présente publication est basée principalement sur les données fournies dans le cadre du **règlement n° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux Statistiques Structurelles sur les Entreprises** (anglais: Structural Business Statistics - SBS), qui a été brillamment mis en œuvre depuis son adoption et qui comporte une annexe spéciale (Annexe 3) consacrée exclusivement aux statistiques du commerce.

Les données SBS disponibles couvrent la période allant de 1995 à 1998; pour 1999, on dispose de données préliminaires pour la plupart des pays de l'EEE. Sur la base de ces données préliminaires, des agrégats EU-15 ont été estimés pour quelques variables².

La collecte des données SBS repose sur la nomenclature statistique des activités économiques (NACE Rév. 1). Le **commerce** est classé dans la Section G de cette nomenclature sous l'intitulé '*Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques*' et est constitué des trois activités suivantes (Divisions de la NACE Rév. 1):

¹ Dans le cadre de cette publication, on entend par 'Europe' l'Espace Economique Européen (EEE).

² Tous les agrégats EU-15 de cette publication, se basant sur les données SBS, sont estimés.

Commerce automobile: Division 50, NACE Rév. 1, qui est défini comme 'commerce et réparation automobile';

Commerce de gros: Division 51, NACE Rév. 1, qui est défini comme 'commerce de gros et intermédiaires du commerce';

Commerce de détail: Division 52, NACE Rév. 1, qui est défini comme 'commerce de détail et réparation d'articles domestiques'.

Les données SBS sont complétées par un certain nombre d'ensembles de données connexes provenant de différentes directions d'Eurostat (données tirées, par exemple, des comptes nationaux, de l'enquête sur les forces de travail - EFT -, des enquêtes démographiques).

Toutes les données d'Eurostat sont extraites de la base de données de référence de l'Office statistique, New Cronos.

Des informations complémentaires (principalement dans les analyses thématiques) ont été tirées de multiples autres sources (instituts économiques, notamment), lorsqu'il n'existait pas de données officielles d'Eurostat ou que leur volume était très réduit.

Différences méthodologiques dans les sources de données

Les méthodologies utilisées pour les données tirées des comptes nationaux et de l'EFT sont légèrement différentes de celle des SBS; il en est de même pour les données provenant d'autres sources qu'Eurostat.

Les données qui ne sont pas extraites de la base de données SBS sont utilisées pour illustrer des tendances économiques spécifiques ou pour fournir des informations complémentaires aux données SBS. Il convient donc de n'utiliser ni les différentes sources d'Eurostat, ni les 'autres' sources citées ci-dessus pour effectuer des comparaisons directes de données, de manière à éviter toute interprétation trompeuse.

Contenu de la présente publication

Le contenu de la présente publication peut être résumé de la manière suivante:

- **L'analyse structurelle** (Chapitre 2) met en évidence l'importance du secteur du commerce, son évolution au fil des années et les principales caractéristiques de l'emploi et de la productivité. Elle fait apparaître également les disparités majeures entre les trois activités économiques (Divisions de la NACE) qui constituent le secteur du commerce et l'importance des entreprises sous contrôle étranger pour ce secteur.
- **L'analyse sectorielle** (Chapitre 3) livre des informations approfondies sur chaque activité au niveau des Divisions (deux chiffres) et des groupes (trois

chiffres) de la NACE Rév. 1 (commerce automobile, commerce de gros et commerce de détail).

- Dans l'**analyse par pays** (Chapitre 4), la situation dans chaque pays est illustrée par un ensemble de tableaux, afin de donner un aperçu rapide des données disponibles sur le commerce et des tendances récentes pour les principales variables.
- L'**analyse thématique** (Chapitre 5) comprend quatre chapitres indépendants traitant de thématiques liées au commerce. Le Chapitre 5.1 donne une vue d'ensemble comparative du commerce dans les économies de la Triade. Les Chapitres 5.2 à 5.4 se concentrent sur des tendances particulières observées dans le commerce de détail. L'évolution de l'*internationalisation*, du *commerce en centre-ville*, ainsi que certains *aspects du commerce électronique*, font ainsi l'objet d'analyses plus approfondies. L'analyse thématique doit être considérée séparément des autres Chapitres (2 à 4) de la présente publication, car les sources de données utilisées dans ses différents chapitres ne sont pas comparables.

Les résultats clés de ces analyses sont présentés ci-dessous.

1.1 Part du commerce dans l'économie totale

Aux fins de cette analyse, l'importance du commerce dans l'économie totale est mesurée à l'aide de deux indicateurs, la *valeur ajoutée* et l'*emploi*, et de leur part respective dans l'économie totale.

Les données tirées des comptes nationaux³ montrent qu'en 1997, le commerce représentait environ 13% de la valeur ajoutée totale générée dans l'UE. On constate des disparités tout à fait remarquables entre les différents États membres, avec des proportions variant entre 9% en Finlande et 16,7% au Portugal.

En ce qui concerne l'emploi, le commerce représentait, en 1997, environ 16% de l'emploi total dans l'Union européenne. Les parts respectives dans les différents pays oscillaient entre 11% au Danemark et 18% aux Pays-Bas et étaient supérieures à celles de la valeur ajoutée générée dans le commerce dans tous les pays, sauf au Danemark et au Portugal.

Pour ce qui est de dégager une tendance géographique, les données disponibles indiquent que l'importance relative du commerce dans l'économie totale est en

Dans l'Union européenne, le commerce représente 13% de la valeur ajoutée totale et environ 16% de l'emploi

³ Les données des comptes nationaux sont collectées selon le système de la nomenclature NACE-CLIO. L'une de ses branches couvre les catégories 'récupération et réparation' et 'services de commerce', qui sont également regroupées sous le terme 'commerce' dans le cadre de la présente publication. Cependant, les informations ne sont pas totalement comparables avec celles d'autres chapitres et sections de cette publication, qui reposent sur la nomenclature NACE Rév. 1. Néanmoins, ces données ont été utilisées pour montrer l'importance du commerce en termes économiques larges.

général plus élevée dans les Etats membres d'Europe méridionale⁴ que dans la plupart des pays du Nord de l'Europe⁵.

Ces différences peuvent s'expliquer par les caractéristiques des économies des différents pays: elles sont liées à l'évolution du secteur du commerce lui-même et à la tendance économique générale observée dans l'Etat concerné. Dans les pays où la production industrielle est fortement spécialisée (par exemple en Allemagne ou au Royaume-Uni), le secteur du commerce a généralement un poids moindre dans l'économie totale.

Le commerce: un secteur dominé par les petites entreprises

Les petites entreprises et les micro-entreprises dominent nettement le secteur du commerce. Dans les pays fournissant des données, les entreprises comptant moins de 20 personnes représentent 95% ou plus du nombre total des entreprises de ce secteur.

Les micro-entreprises (employant moins de 5 personnes) atteignent toutefois des parts variant entre 70% et 92%. Le nombre de grandes entreprises (occupant 50 personnes ou plus) est négligeable, même si celles-ci emploient une part importante de la main d'œuvre travaillant dans le commerce dans la majorité des pays observés.

Le secteur du commerce est composé du commerce automobile, du commerce de gros et du commerce de détail (divisions de la NACE). La prédominance des petites entreprises est évidente dans ces trois branches d'activité, mais le commerce de détail, tout particulièrement, se caractérise par une fragmentation importante et une forte proportion de micro-entreprises (de 1 à 4 personnes occupées), avec des parts de plus de 80% dans la plupart des pays étudiés.

1.2 Les principales activités du commerce

Selon la nomenclature NACE Rév. 1, on distingue, dans une première ventilation large, trois activités (Divisions de la NACE Rév. 1) dans le secteur du commerce: commerce automobile, commerce de gros et commerce de détail.

Les principales constatations découlant de l'analyse de ces activités sont présentées dans les paragraphes suivants.

Au sein du secteur du commerce, le commerce automobile affiche les parts les plus faibles pour le nombre d'entreprises, l'emploi et le chiffre d'affaires

Commerce automobile

Le commerce automobile joue un rôle mineur pour le nombre d'entreprises dans le secteur du commerce. Dans l'Union européenne, le nombre d'entreprises opérant dans ce secteur est estimé à environ 600 000 en 1998.

⁴ Les Etats membres d'Europe méridionale (appelée également Europe du sud) sont la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal. Toutefois, dans le cadre de la présente publication, les Etats membres d'Europe méridionale n'incluent pas toujours la Grèce, en raison d'un manque de données. Il n'y a, en particulier, pas de données sur la Grèce dans la base de données SBS.

⁵ Aux fins de cette publication et en fonction de la disponibilité des données, on entend par 'pays du Nord de l'Europe' les pays nordiques membres de l'EEE.

Avec près de 3,3 millions de personnes occupées (données provisoires pour 1999) dans l'UE, le commerce automobile représente également une part relativement réduite de l'emploi total dans le commerce (14,8%). L'Italie et la France enregistrent les chiffres absolus les plus élevés (respectivement 465 000 et 382 000 personnes occupées).

Le chiffre d'affaires réalisé dans le commerce automobile en 1999 est estimé à environ 880 milliards d'euros dans l'Union européenne. Ensemble, les cinq plus grands Etats membres représentent plus de 70% de ce total. Pour cette variable également, le commerce automobile a un poids relativement faible dans l'ensemble du commerce (16,2% dans l'UE) (Tableau 1.1).

Tableau 1.1
Commerce: principales variables
et leurs parts relatives, par activité
(%)

	Nombre d'entreprises, 1998			Nombre de personnes occupées, 1999			Chiffre d'affaires, 1999		
	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail
EU-15	:	:	:	14.8	33.5	51.6	16.2	54.2	29.6
B	:	:	:	14.1	37.7	48.2	19.2	59.6	21.2
DK	17.4	38.7	43.9	14.9	40.1	45.0	11.6	63.4	25.0
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	12.0	34.2	53.8	16.2	55.5	28.3
F	13.0	25.7	61.3	15.4	36.1	48.5	13.7	53.2	33.1
IRL	16.5	16.0	67.4	14.2	23.6	62.2	20.7	46.3	33.0
I	12.6	30.7	56.7	14.4	32.8	52.8	19.4	49.3	31.3
L	12.6	44.4	43.0	16.5	35.1	48.3	19.5	57.6	22.9
NL	12.9	32.5	54.6	11.2	35.0	53.7	:	:	:
A	12.9	30.3	56.8	14.3	36.2	49.5	15.6	57.3	27.0
P	12.7	23.2	64.0	13.3	32.2	54.5	19.1	53.1	27.8
FIN	18.1	33.2	48.7	15.1	36.2	48.7	16.8	54.8	28.4
S	15.5	35.4	49.1	14.6	43.9	41.5	17.8	57.2	25.0
UK	17.7	29.4	52.9	:	:	:	17.9	49.2	32.8
IS	:	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	14.4	31.1	54.5	15.2	31.9	52.9	18.9	55.5	25.7

DK: données de 1995; IRL, NO: données de 1997; I, S: données de 1997 pour le nombre d'entreprises; L, NL: données de 1998
Source: Eurostat, base de données SBS

Le commerce de véhicules automobiles constitue l'activité la plus importante du commerce automobile dans la majorité des pays. Le chiffre d'affaires de cette activité représente, en particulier, plus de la moitié du chiffre d'affaires généré dans l'ensemble des pays fournissant des données: cela est dû à la valeur unitaire élevée des véhicules automobiles, par rapport aux produits vendus ou aux services offerts dans les autres activités du commerce automobile.

Commerce de gros

Le nombre d'entreprises opérant dans le commerce de gros dans l'UE est estimé à plus de 1,2 million en 1998, soit deux fois plus que les entreprises du commerce automobile, ou encore près de 27% du nombre total d'entreprises dans le secteur du commerce.

Le commerce de gros génère
54% du chiffre d'affaires de
l'ensemble du secteur du
commerce

Les entreprises de commerce de gros emploient quelque 7,4 millions de personnes dans l'UE (données provisoires de 1999), ce qui représente un tiers des emplois du secteur du commerce.

Les chiffres absolus les plus élevés pour l'emploi sont enregistrés en Allemagne avec 1,2 million de personnes occupées dans le commerce de gros (les données ne tiennent pas compte des intermédiaires du commerce de gros - groupe 51.1, NACE Rév. 1). En Suède, le commerce de gros a l'importance relative la plus grande pour l'emploi, avec une part de 43,9% de l'emploi total du secteur du commerce.

En termes de chiffre d'affaires, le commerce de gros est de loin l'activité la plus importante de tout le secteur du commerce. Avec plus de 2 000 milliards d'euros en 1999, il représente 54% du chiffre d'affaires total généré par le commerce dans l'Union européenne. Pour cette variable, le commerce de gros se classe premier dans tous les pays, sans exception.

Parmi les activités du commerce de gros, les quatre suivantes sont les plus importantes et, réunies, représentent, en 1999, 80% de l'emploi et 84% du chiffre d'affaires au niveau européen:

- commerce de gros de produits alimentaires (groupe 51.3, NACE Rév. 1)
- commerce de gros de biens de consommation non alimentaires (groupe 51.4, NACE Rév. 1)
- commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles (groupe 51.5, NACE Rév. 1)
- et commerce de gros d'équipements industriels (groupe 51.6, NACE Rév. 1).

Commerce de détail

Le commerce de détail emploie plus de la moitié de la main-d'œuvre occupée dans l'ensemble du secteur du commerce

Dans l'Union européenne, le nombre d'entreprises de commerce de détail a été estimé, en 1998, à environ 3 millions, elles représentent ainsi la part la plus importante des entreprises du commerce. Dans la plupart des pays, plus de la moitié - et parfois même les deux tiers - des entreprises du commerce opèrent dans ce secteur. Ces parts élevées reflètent les principales caractéristiques du commerce de détail lui-même, qui rassemble un grand nombre de petites entreprises. Cette part tend à être inférieure dans les pays d'Europe du Nord, ce qui peut s'expliquer par une distribution de grande échelle mieux développée et par un processus de concentration plus intensif au fil des ans.

Le commerce de détail domine également en termes d'emploi et occupe plus de la moitié de la main-d'œuvre du commerce dans un grand nombre de pays; la moyenne de l'UE se situe aux alentours de 52%.

Le chiffre absolu pour l'emploi dans ce secteur dans l'UE (1999) est estimé à environ 11,4 millions de personnes. L'Allemagne emploie, à elle seule, plus de 2,5 millions de personnes dans le commerce de détail (chiffres ne comprenant pas

les emplois dans la réparation d'articles personnels et domestiques - groupe 52.7, NACE Rév. 1). En Italie, près de 1,7 million de personnes travaillent encore dans le commerce de détail.

On estime que le chiffre d'affaires total du commerce de détail a atteint presque 1 600 milliards d'euros en 1999. La moyenne communautaire est d'environ 30%: elle est donc nettement inférieure à la part du commerce de gros dans l'ensemble du secteur du commerce, tout en restant supérieure à la part du commerce automobile.

Deux activités dominent clairement le commerce de détail:

- le 'commerce de détail en magasin non spécialisé (groupe 52.1, NACE Rév. 1), qui comprend les points de vente de la grande distribution et
- les 'autres commerces de détail en magasin spécialisé' (groupe 52.4, NACE Rév. 1) qui regroupent le commerce de détail de différentes catégories de produits non alimentaires (par exemple, textiles, meubles et équipements du foyer).

Ces deux groupes représentent ensemble 75% de l'emploi et 80% du chiffre d'affaires généré dans le commerce de détail en 1999.

Parmi les trois activités du commerce, le commerce de détail affiche, avec 27,1%, le niveau d'emploi indépendant le plus élevé dans l'UE. Cela s'explique, entre autres, par le fait qu'il y a généralement, dans le commerce de détail, davantage de petites entreprises, gérées souvent par le propriétaire et les membres de sa famille, qui ne sont pas considérés comme des salariés. Les États membres d'Europe méridionale, où le secteur du commerce est traditionnellement plus fragmenté, se distinguent nettement par des taux d'emploi indépendant élevés. Cela est valable pour l'ensemble des activités du commerce, mais tout particulièrement pour le commerce de détail. Ces taux atteignent approximativement 60% en Italie et en Grèce, environ 45% au Portugal et 43% en Espagne.

L'emploi féminin est également sensiblement plus élevé dans le commerce de détail que dans les deux autres branches d'activité du commerce. Au niveau communautaire, les femmes représentent environ 60% de la main-d'œuvre totale dans le commerce de détail, 32% dans le commerce de gros et moins de 18% dans le commerce automobile. L'Autriche (68%) et l'Allemagne (67%) enregistrent les parts les plus importantes d'emploi féminin dans le commerce de détail.

La structure de l'emploi à temps partiel est identique à celle de l'emploi féminin, mais à un niveau moindre. En moyenne communautaire, 30% des personnes employées dans le commerce de détail et environ 10% de celles travaillant dans le commerce automobile et de gros occupent un emploi à temps partiel. C'est aux Pays-Bas que l'on enregistre la part la plus élevée de personnes travaillant à temps partiel dans le commerce de détail dans l'UE: celle-ci dépasse 50%.

Le commerce de détail enregistre des taux de travail indépendant élevés et emploie plus de femmes et de personnel à temps partiel que le commerce automobile ou de gros

1.3 Performances dans le secteur du commerce

Chiffre d'affaires et valeur ajoutée par personne occupée

Une façon simple de mesurer les performances d'une activité économique consiste à mettre en relation la valeur ajoutée générée et l'emploi. La valeur ajoutée d'une activité économique est obtenue en soustrayant du chiffre d'affaires les frais de matériel et les autres dépenses liées à la production. La valeur ajoutée par personne occupée (productivité apparente du travail) est ainsi liée au niveau du chiffre d'affaires. En général, un chiffre d'affaires par personne occupée plus élevé entraîne aussi une productivité du travail supérieure.

Les entreprises du commerce de gros ont une productivité plus élevée que celles du commerce automobile ou de détail

Le commerce de gros est la branche d'activité du commerce qui présente la meilleure productivité (mesurée sous forme de valeur ajoutée par personne occupée) et le chiffre d'affaires par personne occupée le plus élevé. Cela s'explique probablement par la nature du commerce de gros lui-même qui implique souvent l'achat et la revente virtuels de marchandises et, donc, une intensité et une rotation de capital plus importantes.

À l'inverse, le commerce de détail affiche la productivité la plus faible du secteur du commerce. L'explication réside vraisemblablement dans le fait que cette activité tend à réclamer une plus forte intensité de main-d'œuvre et à être moins automatisée que le commerce de gros.

Le commerce automobile se situe à un niveau intermédiaire, avec des valeurs qui ne sont souvent pas beaucoup plus faibles que celles du commerce de gros.

Au niveau des pays, le niveau de productivité le plus élevé (valeur ajoutée par personne occupée) dans l'ensemble du commerce est atteint au Luxembourg et en Finlande, puis en France et en Belgique.

En ce qui concerne les principales activités du commerce, le Luxembourg affiche, en 1998, les valeurs les plus élevées pour le commerce automobile (46 000 écus par personne occupée) et pour le commerce de gros (60 000 écus par personne occupée). Pour le commerce de détail, la Finlande présente, en 1998, la meilleure productivité (32 000 écus par personne occupée). Le Portugal enregistre les chiffres de productivité les plus faibles pour les trois branches d'activité du commerce.

Coûts unitaires de la main-d'œuvre

Les entreprises du commerce de gros affichent les coûts unitaires de la main-d'œuvre les plus élevés, alors que celles du commerce de détail enregistrent les plus faibles

La réussite économique d'une activité peut être exprimée par son résultat d'exploitation, calculé à partir de la valeur ajoutée après rémunération des salariés. Le coût unitaire de la main-d'œuvre (dépenses de personnel par salarié) représente la rémunération des salariés. Lorsqu'on le compare à la valeur ajoutée par personne occupée (productivité du travail), il apparaît que, dans le secteur du

commerce, ces deux variables se situent à un niveau comparable, si l'on observe le même pays et la même activité.

Dans les pays fournissant des données, le commerce de gros est l'activité qui enregistre le coût unitaire de la main-d'œuvre le plus élevée (et également la meilleure productivité). Cela peut s'expliquer par le fait que les personnes occupées dans le commerce de gros doivent disposer de qualifications supérieures pour effectuer les tâches administratives que cette activité implique. Les salaires respectifs de ces personnes tendent, en moyenne, à être supérieurs à ceux versés aux salariés travaillant dans le commerce automobile ou de détail.

Comme on l'a déjà observé dans le cas du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée par personne occupée, le commerce automobile se classe deuxième en termes de coût unitaire de la main-d'œuvre, alors que le commerce de détail enregistre les valeurs les plus faibles.

Au niveau des pays, la Belgique présente le coût unitaire de la main-d'œuvre le plus élevé dans l'ensemble du secteur du commerce en 1998, avec 31 000 écus par salarié.

Dans le commerce automobile et de gros, la Belgique se classe également première avec, respectivement, 31 000 et 41 000 écus par salarié, en 1998, alors que la première place pour le commerce de détail est occupée par la France avec 25 000 écus par salarié (1998).

Le Portugal présente les coûts unitaires de main-d'œuvre les plus bas (dépenses de personnel par salarié) dans toutes les branches d'activité du commerce en 1998.

Taux brut d'exploitation

Le taux brut d'exploitation indique la part de l'excédent brut d'exploitation dans le chiffre d'affaires et peut être considéré comme un indicateur de la réussite d'une activité économique.

Parmi les trois branches d'activité du commerce, le commerce de détail enregistre les taux bruts d'exploitation les plus élevés et ce, dans tous les pays fournissant des données.

Il convient de noter, toutefois, que le résultat d'exploitation dans le commerce de détail peut être légèrement gonflé, car il inclut le revenu des travailleurs indépendants qui jouent un rôle important dans cette activité.

Le commerce automobile et le commerce de gros ont en général des taux d'exploitation inférieurs, qui se situent cependant à un niveau relativement similaire, ce qui peut s'expliquer par la nature de ces activités. Celles-ci impliquent des biens à forte valeur unitaire ou l'achat et la revente de grandes quantités de marchandises, qui entraînent une rotation du capital plus importante que dans le commerce de détail. Des marges réduites permettent donc néanmoins de générer un profit économique acceptable.

Les entreprises du commerce de détail opèrent généralement avec des marges plus importantes que les entreprises des autres branches d'activité du commerce

Parmi les pays qui fournissent des données, le taux d'exploitation le plus élevé dans l'ensemble du commerce est relevé en Italie: il atteint quelque 8% en 1998.

En ce qui concerne les principales activités du commerce, le Royaume-Uni se distingue pour le commerce automobile, avec 7,6% (1998). L'Espagne et l'Italie (environ 8% dans ces deux pays) affichent les valeurs les plus élevées pour le commerce de gros - dans le commerce de détail, c'est l'Espagne qui présente encore le meilleur taux d'exploitation (11,2% - données de 1997).

La France enregistre les taux d'exploitation les plus faibles pour le commerce automobile et de gros (environ 3% pour les deux), alors que pour le commerce de détail, c'est la Suède qui présente la valeur la plus basse en 1998, avec 4,2%.

Investissements

Le commerce est un secteur où les investissements ne sont pas particulièrement importants, comparés à ceux effectués dans les activités industrielles. Les investissements (mesurés par rapport à l'emploi) varient considérablement d'un pays à l'autre.

Néanmoins, ils tendent à être plus importants dans le commerce automobile, même si, dans certains pays -Europe du Nord et Portugal -, des valeurs élevées sont également enregistrées dans le commerce de gros. Le niveau des stocks et des autres investissements fixes a tendance à être réduit au minimum dans le commerce de détail, qui enregistre les valeurs les plus basses pour les investissements.

Parmi les pays fournissant des données, les investissements les plus élevés par personne occupée, dans l'ensemble du secteur du commerce, sont relevés en Belgique, où ils atteignent 7 000 écus par personne occupée, en 1998.

Lorsque l'on considère les différentes activités du commerce, la Norvège (avec 12 200 écus par personne occupée) se distingue pour le commerce automobile. Les valeurs les plus élevées pour le commerce de gros sont enregistrées en Belgique et en Suède (plus de 8 000 écus par personne occupée, dans les deux cas); pour le commerce de détail, la Belgique affiche une fois encore les meilleurs chiffres en 1998 (5 300 écus par personne occupée).

1.4 Aperçu des analyses thématiques

Les sujets suivants, en rapport avec le secteur du commerce, sont analysés dans le Chapitre 5 de la présente publication (analyse thématique).

Le commerce dans la Triade

La comparaison de certaines variables clés et tendances économiques du commerce aux Etats-Unis, au Japon et dans l'Union européenne permet d'aboutir aux principales conclusions suivantes.

En 1997, le commerce représente environ 13% de la valeur ajoutée totale générée dans l'Union européenne. Il atteint 12% au Japon et enregistre son pourcentage le plus élevé aux Etats-Unis, avec 14% en 1997. La part du commerce dans l'emploi total s'est accrue dans toute la Triade: on relève une augmentation de 16% dans l'UE, de 19% aux Etats-Unis et de 18% au Japon.

Entre 1985 et 1997, la croissance réelle de la valeur ajoutée a été plus élevée dans ce secteur que dans l'économie totale aux Etats-Unis et au Japon. En revanche, elle a été légèrement inférieure dans l'UE.

Néanmoins, durant cette même période, l'emploi dans l'UE a progressé plus rapidement dans le secteur du commerce que dans l'économie totale. Aux Etats-Unis, la croissance de l'emploi a suivi le même rythme dans le secteur du commerce et dans l'économie totale, alors qu'au Japon, elle a ralenti.

Internationalisation et concentration dans le commerce de détail

L'internationalisation du commerce de détail s'est accrue au niveau mondial et, au cours des dernières années, les entreprises européennes de ce secteur ont refait leur retard par rapport à l'explosion observée à l'étranger.

Les marchés nationaux atteignant progressivement la saturation, de plus en plus d'entreprises ont recherché de nouvelles possibilités d'expansion sur des marchés moins développés. Plus tard, de nouvelles législations commerciales (comme en France et en Espagne) ont contraint certaines entreprises à se tourner vers l'étranger. L'élargissement de l'UE et la dérégulation des économies mondiales, parallèlement à la création d'autres grandes zones de libre échange (ALENA, Mercosur, Asean), ont favorisé la mondialisation des marchés, d'abord pour le secteur industriel, puis pour les entreprises de commerce de détail. La baisse du coût des systèmes de communication et d'information a également facilité l'internationalisation de ces activités.

Les **distributeurs européens de produits alimentaires**, principalement allemands et français, occupent dix des vingt premières positions du classement mondial en

Dans l'ensemble de la Triade, la part du commerce dans l'économie totale est plus importante pour l'emploi que pour la valeur ajoutée

La saturation des marchés nationaux contraint les entreprises de commerce de détail à chercher de nouveaux débouchés dans d'autres pays

termes de ventes. La saturation des marchés nationaux européens les a en partie forcés à s'ouvrir vers l'extérieur, mais ils ont dû faire face, dans le même temps, à une forte concurrence, puisque le plus grand distributeur mondial de produits alimentaires, **Wal-Mart**, a décidé de s'implanter en Europe en 1997.

En Europe, dans le **domaine spécialisé des produits non alimentaires**, les grands magasins commencent seulement à atteindre le point de saturation dans certains secteurs du marché (jouets, bricolage, appareils ménagers, matériel de bureau) et les concentrations deviennent courantes, tout comme les opérations internationales.

Commerce de centre-ville

Les entreprises de commerce de détail de toute taille redécouvrent les avantages de l'implantation en centre-ville

À la suite d'importants changements socio-démographiques, un nouvel équilibre entre commerce de **banlieue** et commerce de **centre-ville** est en train de se dessiner en Europe. La saturation et les difficultés d'ouverture des grandes surfaces dans les banlieues font redécouvrir aux commerçants les opportunités de croissance en centre-ville.

Les aspects plus novateurs de ces changements concernent la **redécouverte de la proximité** de la part de grandes chaînes de supermarchés, la multiplication des enseignes de grandes surfaces spécialisées et la réaménagement de grandes gares.

Même si le commerce de centre-ville a le vent en poupe, toute croissance doit répondre aux attentes et aux exigences des citoyens et consommateurs, qui recherchent en même temps équipement commercial, confort et plaisir. La variété des produits, les facteurs environnementaux et culturels sont devenus des points capitaux.

Il semble que le succès ne puisse être atteint sans une **gestion associative** du commerce de centre-ville. Seule une gestion unitaire peut permettre de prévenir et d'éviter les multiples faiblesses et inconvénients de la présence plus importante du commerce dans la ville et d'en mettre en valeur les avantages. On reconnaît de plus en plus que le commerce de centre-ville doit être pensé comme un tout, qu'il est important de stimuler l'initiative privée et de constituer des structures de gestion managériales pour l'ensemble des commerces de centres-ville.

Commerce électronique

Ce chapitre aborde le thème du commerce électronique ou e-commerce, c'est à dire l'ensemble des ventes effectuées à travers Internet, entre entreprises (business-to-business ou **B2B**) ou entre une entreprise et un consommateur (business-to-consumer ou **B2C**).

Le commerce sur Internet demeure encore marginal, mais la croissance des ventes a été très importante au cours de 1999-2000. En outre, les prévisions pour les prochaines années sont très positives, surtout en ce qui concerne le B2B qui apportera des avantages significatifs aux entreprises du secteur.

Le commerce électronique est moins développé en Europe qu'aux Etats-Unis, son retard étant dû essentiellement à une moindre diffusion du Web. Mais les distributeurs européens ne sont pas moins actifs que leurs homologues américains dans les initiatives en B2B et en B2C et, dans certains secteurs, comme les produits alimentaires, ils se développent bien.

Au début, le commerce en ligne semblait menacer le commerce traditionnel par des effets de substitution et de désintermédiation, mais il apparaît aujourd'hui plutôt comme un atout pour celui-ci, car de plus en plus de distributeurs multicircuits intègrent cette forme de vente et trouvent des synergies avec leurs ventes en magasin.

Les ventes entre entreprises (B2B) se développent aussi à travers Internet et des centrales d'achats 'virtuelles' réunissent désormais les principaux distributeurs.

Le commerce électronique: une activité encore marginale, mais qui est appelée à croître rapidement dans un futur proche

2. ANALYSE STRUCTURELLE

Le secteur du commerce correspond à la Section G de la nomenclature NACE Rév. 1 et englobe trois branches d'activité (Divisions): le commerce automobile (Division 50, NACE Rév. 1), le commerce de gros (Division 51, NACE Rév. 1) et le commerce de détail (Division 52, NACE Rév. 1).

Ce chapitre vise à mettre en perspective l'ensemble du commerce ainsi que les trois divisions précitées, en s'intéressant en particulier à leur importance dans l'économie totale, à leur évolution au fil des années et aux principales caractéristiques de l'emploi et de la productivité.

Les données sont principalement extraites de la base de données SBS d'Eurostat qui contient des statistiques structurelles sur les entreprises (anglais: Structural Business Statistics - SBS).

Les bases de données concernant les Comptes nationaux, l'Enquête sur les Forces de Travail (EFT) et les petites et moyennes entreprises (SME) complètent l'information disponible (en SBS) sur le commerce. Ces données sont utilisées afin de mettre en évidence différents aspects de l'analyse (par exemple, évolution à long terme, ventilations par classes de taille, caractéristiques de l'emploi).

Ces dernières sources appliquent des méthodologies qui sont différentes de celles des statistiques structurelles sur les entreprise (SBS); c'est pourquoi elles ne peuvent pas être utilisées dans des comparaisons directes.

Une analyse détaillée de ces trois activités figure au Chapitre 3 – Analyse sectorielle.

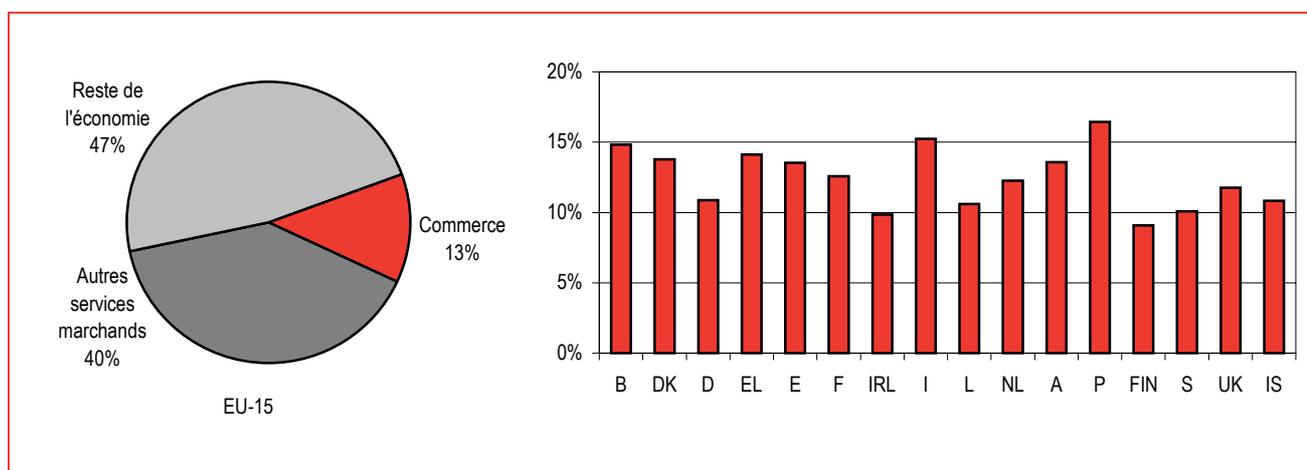
2.1 Le commerce dans l'économie totale et son évolution à long terme

La mesure de l'importance du commerce dans l'économie totale et les comparaisons avec d'autres domaines, essentiellement d'autres services marchands, sont effectuées par le biais de deux indicateurs principaux: la valeur ajoutée et l'emploi¹.

Valeur ajoutée

En 1997, la valeur ajoutée totale aux prix du marché générée dans l'Union européenne s'élevait à près de 6 700 milliards d'écus, la moitié provenant des services marchands et environ 13% du commerce, qui représente donc à peu près 25% des services marchands (Graphique 2.1).

Graphique 2.1
Commerce: part de la valeur ajoutée
(prix courants) dans l'économie totale,
EU-15 et pays, 1997



Source: Eurostat, comptes nationaux. Base de données HSEC2 et estimations

La contribution que le commerce apporte à la valeur ajoutée totale varie d'un État membre de l'UE à l'autre: cette contribution va de 9% en Finlande à 16,7% au Portugal. Dans les États membres d'Europe méridionale, l'importance relative du commerce dans l'économie totale est en général supérieure à ce qu'elle est dans la plupart des pays du Nord de l'Europe.

Ces pourcentages différents s'expliquent par les caractéristiques différentes des économies de ces pays: elles sont liées à l'évolution du secteur du commerce lui-même et à la tendance économique générale observée dans l'État concerné. Les

¹ Les données utilisées dans cette section 2.1 sont tirées de la base de données 'Comptes nationaux' d'Eurostat. Cette source contient des informations sur une grande variété de secteurs d'activité, dont l'un couvre les catégories 'récupération et réparation' et 'services de commerce', regroupées ci-après également sous le terme 'commerce'. Les informations concernant ce secteur sont collectées selon le système de la nomenclature NACE-CLIO et ne sont pas totalement comparables avec celles données dans d'autres chapitres et sections de cette publication, qui reposent sur la nomenclature NACE Rév. 1. Toutefois, les données ont été utilisées afin d'indiquer l'importance économique en terme général.

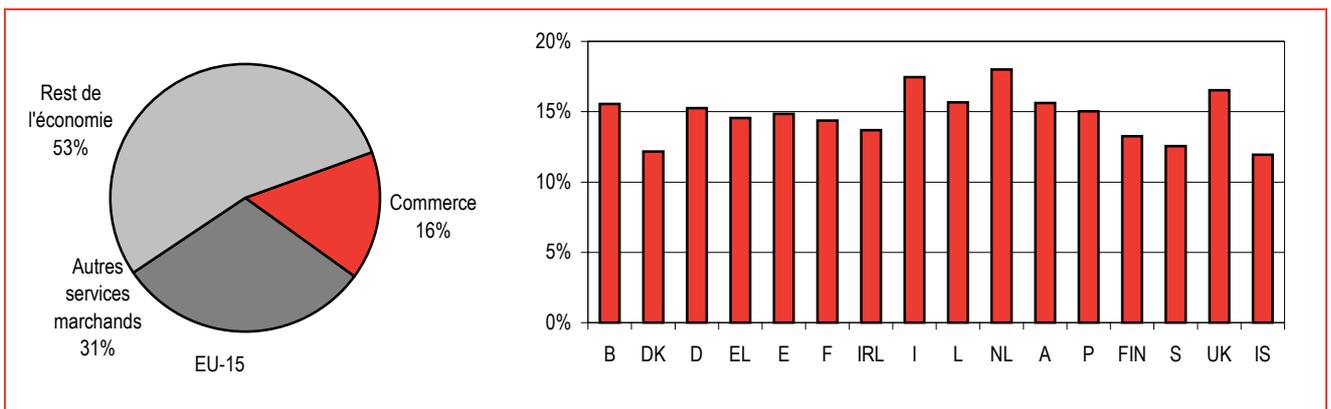
chiffres révèlent que les parts du commerce dans l'économie totale sont inférieures dans les pays hautement industrialisés (tels que l'Allemagne ou le Royaume-Uni) et supérieures dans les pays où l'industrie est moins fortement développée et où les activités commerciales n'ont pas encore atteint leur maturité.

Emploi

Le Graphique 2.2 montre que, en 1997, le commerce représentait 16% de l'emploi total au niveau communautaire – soit 3% de plus que sa part dans la valeur ajoutée.

Le secteur du commerce enregistre les parts d'emploi les plus faibles, comprises entre 12,2% et 13,2%, dans les pays du Nord de l'Europe et en Irlande. Les Pays-Bas enregistrent, avec 18%, le plus fort taux d'emploi dans le commerce; ils sont suivis par l'Italie avec 17,5%. Le pourcentage de l'Italie peut s'expliquer par la structure traditionnellement fragmentée du secteur du commerce en Europe méridionale et en Italie en particulier, alors que la spécialisation, résultat de facteurs historiques et géographiques, est évidente aux Pays-Bas.

Graphique 2.2
Commerce: part de l'emploi du commerce dans l'emploi total, EU-15 et pays, 1997



Source: Eurostat, comptes nationaux. Base de données HSEC2 et estimations

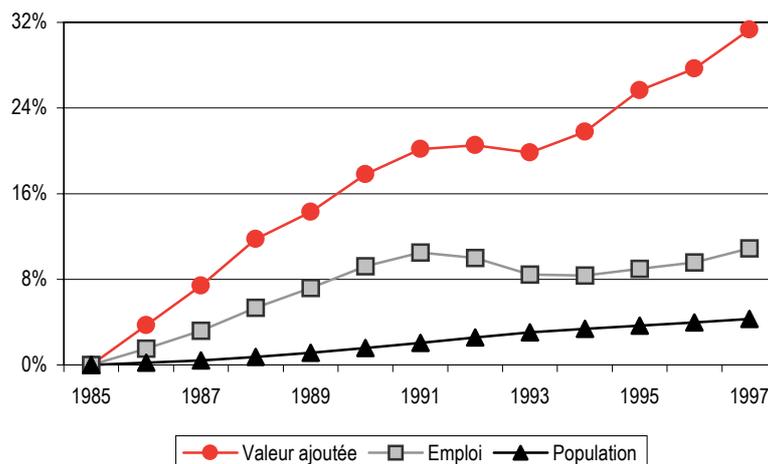
Evolution à long terme du secteur du commerce

Sur la période 1985-1997, le secteur du commerce dans l'Union européenne a obtenu de bons résultats tant en termes de valeur ajoutée que d'emploi.

Avec une augmentation réelle de 31% au cours de la période observée, la valeur ajoutée dans le secteur du commerce a enregistré la même croissance que les économies totales des Etats membres. L'emploi a augmenté de 11% durant le même temps, dépassant de 3,5 points de pourcentage l'évolution de l'ensemble des économies des Etats Membres².

² Voir aussi Chapitre 5.1 - Le commerce dans la Triade.

Graphique 2.3
Valeur ajoutée (prix constants) et
emploi dans le commerce,
évolution à long terme dans
l'EU-15, 1985-1997



Source: Eurostat, comptes nationaux. Base de données HSEC2 et estimations. Pour la population, base de données demo

Le Graphique 2.3 montre qu'il n'y a pas eu de hausse uniforme durant la période observée. Après une croissance soutenue entre 1985 et 1990, on note, au début des années 1990, un fléchissement qui a eu une incidence majeure sur l'emploi.

Ce fléchissement a succédé à la crise économique générale et au ralentissement subséquent dans la croissance des dépenses de consommation, qui a touché la plupart des pays européens durant ces années.

Le rétablissement s'est amorcé en 1994 et, jusqu'en 1997, le commerce a enregistré des taux de croissance positifs tant pour la valeur ajoutée que pour l'emploi. Après la crise, la valeur ajoutée s'est redressée à un rythme plus rapide que l'emploi, qui a progressé parallèlement à l'évolution démographique.

2.2 Les entreprises dans le secteur du commerce

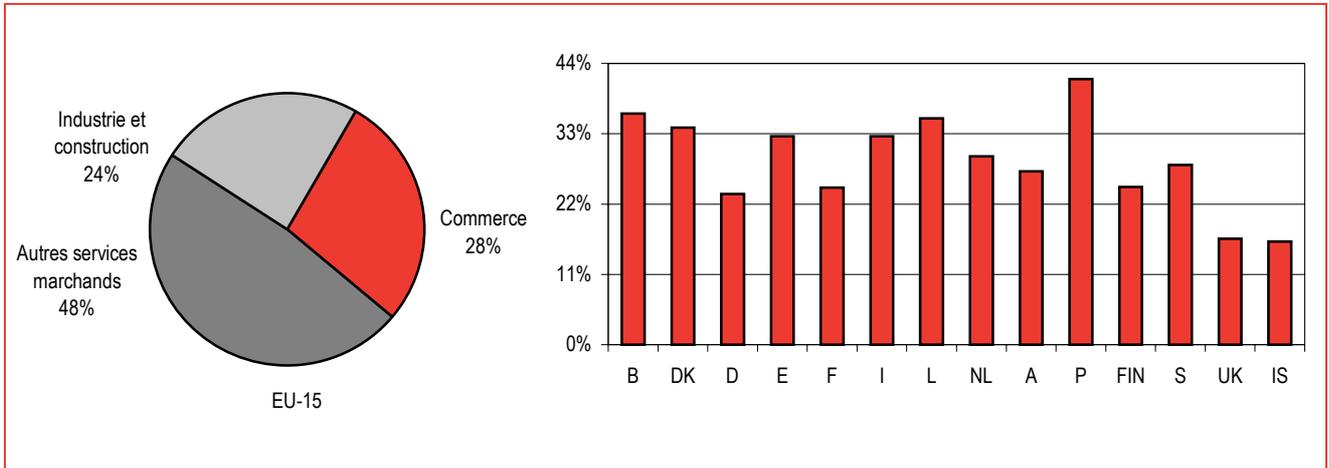
Importance pour l'économie totale

Des estimations pour 1997 (Graphique 2.4) montrent qu'environ trois quarts des entreprises européennes opèrent dans le secteur des services, les 25% restants se trouvant dans les activités industrielles³. Ces proportions différentes sont principalement dues au fait que le secteur des services est nettement plus fragmenté que l'industrie. Les entreprises industrielles ont tendance à être plus grandes en termes d'effectifs, mais elles sont moins nombreuses que dans le secteur des services qui est dominé par les petites unités.

³ Étant donné que les données du Graphique 2.4 ne couvrent pas l'agriculture et les services non marchands, les parts des entreprises du commerce dans l'économie totale ne sont pas directement comparables avec les parts en termes de valeur ajoutée et d'emploi, telles qu'elles sont présentées dans les paragraphes précédents de ce chapitre.

Plus d'un tiers des entreprises de service, soit 28% des entreprises présentes dans l'UE, opèrent dans le secteur du commerce. La part des entreprises du commerce dans l'économie totale varie considérablement d'un pays à l'autre.

Graphique 2.4
Nombre d'entreprises, part du commerce dans l'économie totale, EU-15 et pays, 1997



DK, F, I, NL, P, S, IS: 1996; L: 1994
Les données ne tiennent pas compte de l'agriculture et des services non marchands
Source: Eurostat, estimations reposant sur des données tirées de la base SME

Les pourcentages les plus élevés – largement supérieurs à la moyenne européenne – sont enregistrés au Portugal (42%), en Belgique (36%) et au Luxembourg (35%). Ces pourcentages élevés s'expliquent peut-être essentiellement par la fragmentation du secteur du commerce, par rapport aux autres secteurs de l'économie du pays en question, ou encore par l'importance relative supérieure du commerce – ou des services – dans le pays. Cela est particulièrement vrai pour le Luxembourg, dont l'économie est dominée par les services (qui représentent à eux seuls près de 87% des entreprises du pays).

L'Islande (16%) et le Royaume-Uni (16,5%), où les entreprises du commerce affichent les parts les plus faibles dans l'économie nationale totale, sont des exemples d'un secteur du commerce particulièrement concentré.

Densité des entreprises

Une autre façon de mesurer l'importance d'une activité économique consiste à examiner la densité des entreprises, qui doit être considérée en corrélation avec la taille moyenne de celles-ci.

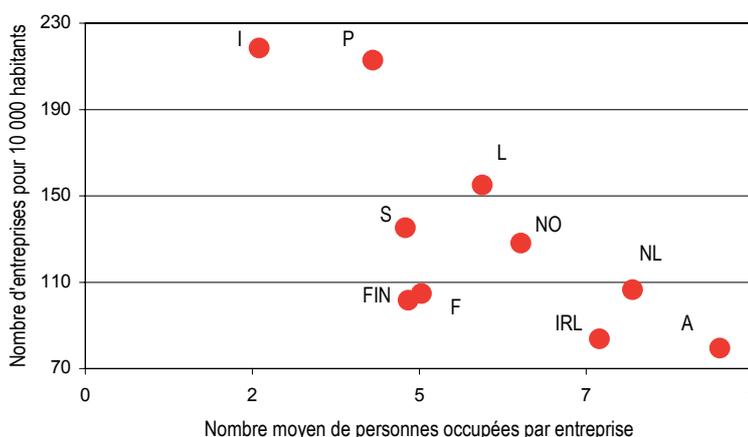
Le Graphique 2.5 présente une comparaison croisée entre ces deux variables (la densité est exprimée par le nombre d'entreprises pour 10 000 habitants)⁴. La

⁴ L'Allemagne ne transmet pas de données SBS pour les groupes de la NACE Rév. 1 50.2 (entretien et réparation de véhicules automobiles), 51.1 (intermédiaires du commerce de gros) et 52.7 (réparation d'articles personnels et domestiques). Elle n'est donc pas incluse dans les comparaisons directes.

tendance escomptée est confirmée: la densité des entreprises diminue à mesure que la taille moyenne s'accroît.

C'est en Italie que l'on relève la densité la plus élevée et la taille moyenne la plus réduite, avec 218 entreprises pour 10 000 habitants et une moyenne de 2,3 personnes occupées par unité. Au Portugal, la densité des entreprises est très similaire (213 pour 10 000 habitants), mais celles-ci sont plus grandes (3,9 personnes occupées). Les densités les plus faibles, environ 80 entreprises pour 10 000 habitants, sont relevées en Irlande et en Autriche, où les entreprises sont plus grandes (respectivement 7 et 8,5 personnes occupées).

Graphique 2.5
Commerce: densité et taille
moyenne des entreprises, 1998



IRL, I, S, NO: 1997

Source: Eurostat, base de données SBS et estimations; pour la population: Eurostat, base de données aux_ind

Entreprises dans les trois branches d'activité du commerce

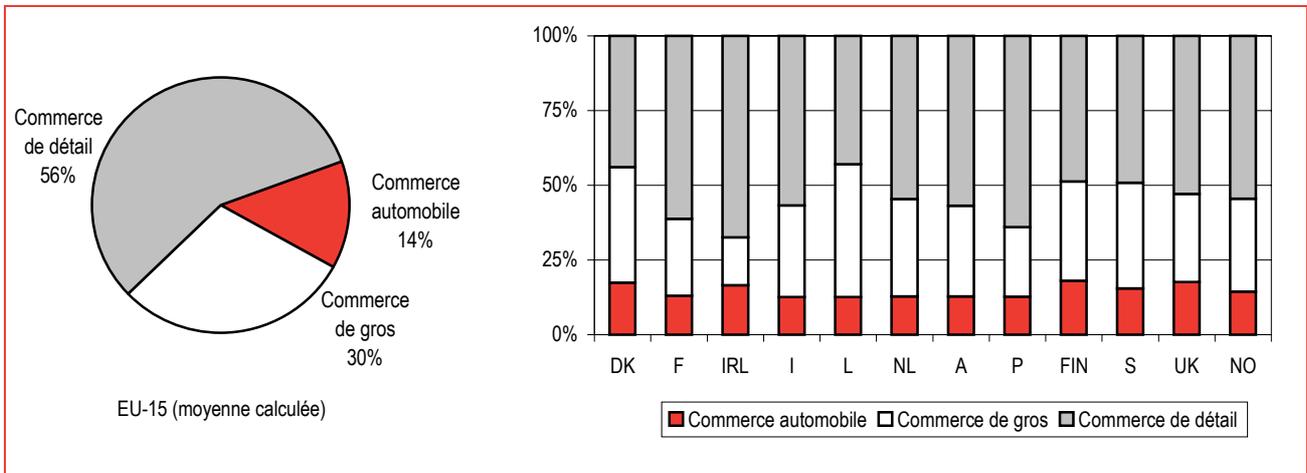
Le Graphique 2.6 montre que, en termes de nombre d'entreprises, le commerce de détail domine dans tous les pays transmettant des données, sauf au Luxembourg (données de 1998) et au Danemark (1995), où il représente néanmoins encore 43–44% des entreprises du secteur du commerce. Dans tous les autres pays, la part du commerce de détail varie de 49% (Finlande) à 67% (Irlande).

Ces parts élevées reflètent les principales caractéristiques du commerce de détail lui-même, qui rassemble un grand nombre de petites entreprises.

Au Luxembourg, le commerce de gros est légèrement plus important que le commerce de détail, avec une part de 44% dans le nombre total d'entreprises du commerce, tandis que l'Irlande affiche le pourcentage le plus faible pour le commerce de gros (16%).

Le commerce automobile joue un rôle mineur en ce qui concerne le nombre d'entreprises dans le secteur du commerce. Le Danemark (données de 1995), la Finlande (1998) et le Royaume-Uni (1998) enregistrent les pourcentages les plus élevés, situés entre 17% et 18%.

Graphique 2.6
Commerce: nombre d'entreprises,
ventilé par activité, EU-15 et pays,
1998



La moyenne calculée n'inclut pas B, DK, D, EL, E
Données par pays: DK: 1995; IRL, I, S, NO: 1997
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

2.3 L'emploi dans le secteur du commerce

Emploi dans les trois branches d'activité du commerce

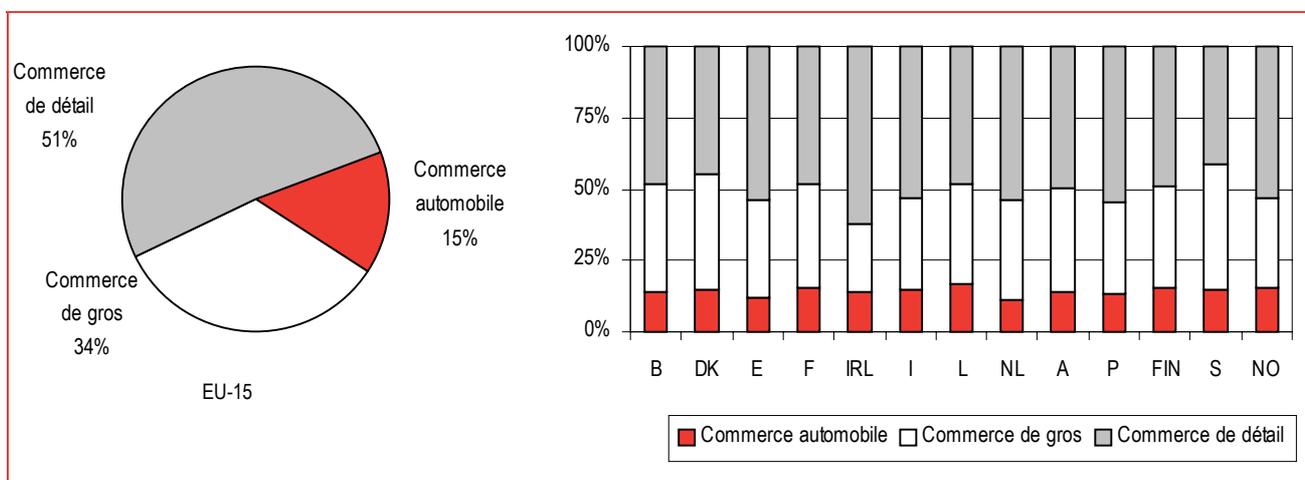
L'importance relative des différentes branches d'activité du commerce par rapport à l'emploi total dans ce secteur est identique à celle du nombre d'entreprises. Au niveau européen, la moitié de la main-d'œuvre employée dans le commerce travaille dans le commerce de détail, contre un tiers dans le commerce de gros (Graphique 2.7).

Comme pour le nombre d'entreprises, le commerce de détail représente, en Irlande, la part la plus élevée (62%) de l'emploi total du commerce et le commerce de gros la part la plus faible (24%).

La Suède constitue une exception: 44% de la main d'œuvre du commerce est occupée dans le commerce de gros, tandis que le commerce de détail mobilise 42% de ces forces de travail.

Le commerce automobile est également l'activité du commerce la moins importante en termes d'emploi, avec des pourcentages allant de 11% (Pays-Bas) à 16,5% (Luxembourg).

Graphique 2.7
Commerce: nombre de personnes occupées ventilé par activité, EU-15 et pays, 1999



Données par pays: DK: 1995; IRL, NO: 1997; L, NL: 1998
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

Caractéristiques de l'emploi

Emploi indépendant

Le Tableau 2.1 montre que, dans le secteur du commerce, le commerce de détail est l'activité qui enregistre le niveau d'emploi indépendant le plus élevé: 27,1% dans l'Union européenne. Cela s'explique, entre autres, par le fait que, dans un grand nombre de pays, il y a davantage de petites entreprises dans le commerce de détail que dans les deux autres branches d'activité. Ces entreprises sont souvent gérées par le propriétaire et les membres de sa famille qui ne sont pas considérés comme des salariés.

Tableau 2.1
Commerce: pourcentages de travailleurs indépendants, de femmes et de travailleurs à temps partiel dans l'emploi total, par branche d'activité, 1999 (%)

	Emploi indépendant			Emploi féminin			Emploi à temps partiel		
	Commerce			Commerce			Commerce		
	automobile	de gros	de détail	automobile	de gros	de détail	automobile	de gros	de détail
EU-15	23.7	17.0	27.1	17.6	32.0	58.5	9.5	10.6	29.8
B	30.6	23.9	37.5	21.6	36.6	57.0	7.1	8.7	23.3
DK	16.8	12.5	12.2	20.9	27.4	57.0	23.7	8.6	34.9
D	13.2	13.1	14.5	21.0	37.1	66.8	9.6	15.6	36.0
EL	50.2	30.9	60.2	10.9	30.0	46.7	2.1	2.7	5.1
E	25.3	22.4	42.7	10.7	30.0	56.1	3.2	4.9	10.5
F	18.4	7.9	21.1	17.9	31.2	58.4	9.2	8.1	25.6
IRL	26.4	18.7	16.0	17.7	28.8	60.2	13.5	9.9	34.3
I	49.7	44.4	58.9	14.5	30.6	45.6	4.3	6.4	10.2
L	10.8	12.7	20.1	24.7	23.8	63.4	10.2	6.1	14.0
NL	17.0	8.2	14.7	18.8	26.8	60.3	24.8	17.7	59.3
A	11.7	11.3	13.9	21.5	39.3	68.0	10.0	13.7	32.0
P	25.7	26.1	45.6	10.9	23.7	54.1	2.5	5.3	9.0
FIN	21.8	13.3	18.2	19.8	32.8	65.4	6.5	6.5	31.9
S	25.3	8.8	19.9	13.4	33.1	61.7	12.2	10.8	40.0
UK	16.7	10.3	11.9	20.3	31.0	60.5	15.6	12.8	48.8
IS	17.5	22.9	14.3	21.0	24.5	62.0	19.8	19.5	44.3
NO	5.5	2.7	8.5	22.8	27.3	64.6	21.7	10.4	47.9

Source: Eurostat, enquête sur les forces de travail

Le commerce de gros enregistre la proportion d'emploi indépendant la plus faible au niveau européen, avec 17%, alors que le commerce automobile affiche un pourcentage de 23,7%. La part relativement élevée d'emploi indépendant dans le commerce automobile est due en partie au fait que cette branche englobe les activités d'entretien et de réparation, qui sont souvent de petites entreprises familiales.

Les Etats membres d'Europe méridionale, où le secteur du commerce est plus fragmenté qu'ailleurs, se distinguent nettement par l'emploi indépendant remarquablement élevé dans toutes les activités de commerce et, en particulier, dans le commerce de détail: environ 60% en Italie et en Grèce, 45% au Portugal et 43% en Espagne. La Belgique enregistre dans toutes les branches d'activité du commerce, des niveaux d'emploi indépendant relativement hauts et plus élevés que la moyenne communautaire.

Les autres pays européens affichent des chiffres relativement plus bas pour l'emploi indépendant dans toutes les activités du commerce.

Dans la plupart des pays du Nord de l'Europe, les travailleurs indépendants sont plus nombreux dans le commerce automobile que dans le commerce de détail, ce qui s'explique principalement par la plus forte concentration du commerce de détail dans ces pays; cette dernière entraîne des entreprises de taille majeure. En outre, les formes intégrées de distribution ne sont pas dominantes dans le commerce automobile, où les petites et moyennes entreprises restent majoritaires.

Emploi féminin

L'emploi féminin est sensiblement plus élevé dans le commerce de détail que dans les deux autres branches d'activité. Au niveau communautaire, les femmes représentent 58,5% de la main-d'œuvre totale dans le commerce de détail, 32% dans le commerce de gros et moins de 18% dans le commerce automobile. La structure est identique d'un pays à l'autre, même si les niveaux sont quelque peu différents.

La structure typique dans le commerce automobile en particulier est celle de petites et moyennes entreprises, telles que des concessions automobiles. Les femmes sont encore une minorité dans ce type d'environnement.

L'Autriche se distingue par ses taux d'emploi féminin élevés dans le secteur du commerce: 68% dans le commerce de détail, 39% dans le commerce de gros (dans les deux cas, les taux les plus élevés en Europe) et 21,5% dans le commerce automobile.

Les Etats membres d'Europe méridionale enregistrent en général des taux de participation féminine relativement faibles dans le commerce automobile (inférieur à 11% en Grèce, en Espagne et au Portugal) et dans le commerce de détail (environ 46-47% en Grèce et en Italie) – des chiffres très différents de ceux des autres pays européens. Néanmoins, dans le commerce de gros, il y a proportionnellement

davantage de femmes dans la main-d'œuvre qu'au Luxembourg (24%) et que dans certains autres pays du Nord de l'Europe.

Emploi à temps partiel

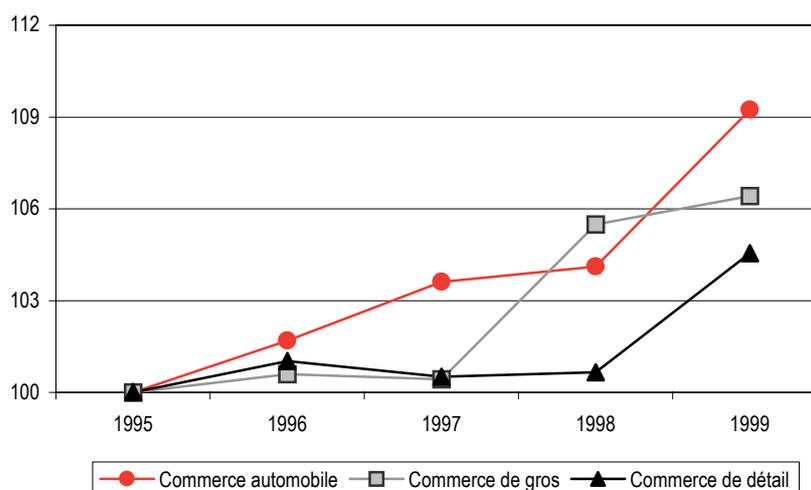
La structure de l'emploi à temps partiel dans le commerce est identique à celle de l'emploi féminin, mais à un niveau moindre. En moyenne communautaire, 30% des personnes employées dans le commerce de détail et environ 10% de celles travaillant dans le commerce automobile et de gros occupent un emploi à temps partiel.

Les Pays-Bas et les États d'Europe du Nord affichent des proportions nettement supérieures à la moyenne communautaire. En ce qui concerne le commerce automobile, le Danemark et les Pays-Bas enregistrent, pour le travail à temps partiel, des parts supérieures à celles de l'emploi féminin. Cela semble indiquer que l'image traditionnelle des femmes travaillant à temps partiel pour des raisons familiales est dépassée dans ces pays.

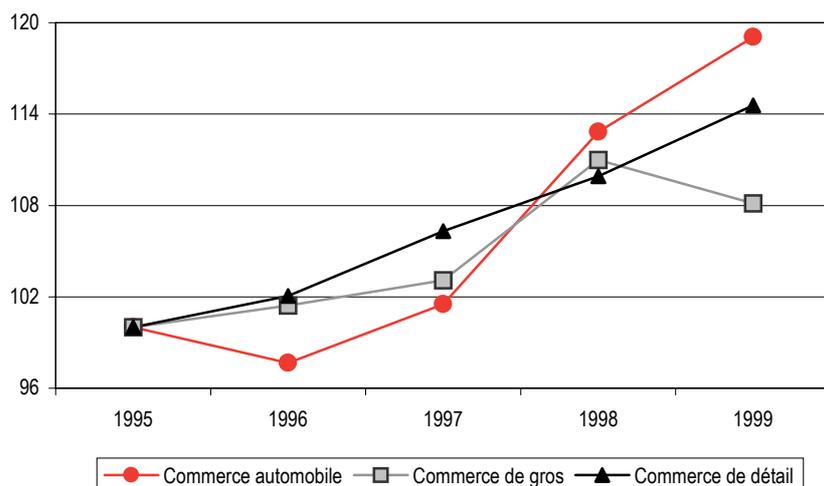
Evolution de l'emploi féminin et de l'emploi à temps partiel

Toutes les branches d'activité du commerce ont enregistré un accroissement notable de l'emploi féminin entre 1995 et 1999. Alors que le commerce de détail employait déjà de nombreuses femmes, le commerce automobile (avec une hausse de 9,2%) et le commerce de gros (+6,4%) sont devenus des domaines d'activité plus accessibles aux femmes. Comme le montre le Graphique 2.8, ces deux secteurs d'activité ont assisté à une augmentation particulièrement importante de l'emploi féminin. Ces taux confirment la participation croissante des femmes dans la main d'œuvre totale, également dans des domaines considérés masculins.

Graphique 2.8
Commerce: évolution de l'emploi
féminin dans l'EU-15, par activité
(1995=100)



Source: Eurostat, enquête sur les forces de travail



Graphique 2.9
Commerce: évolution de l'emploi à temps partiel dans l'EU-15, par activité (1995=100)

Source: Eurostat, enquête sur les forces de travail

La libéralisation du marché du travail a entraîné une forte croissance de l'emploi à temps partiel au cours de ces dernières années, principalement dans le commerce automobile et de détail.

Le commerce de détail en particulier a enregistré une augmentation presque linéaire, atteignant 14,5% sur la période observée (1995-1999). La courbe de l'emploi à temps partiel dans le commerce automobile a amorcé son redressement un an plus tard, après avoir décliné en 1995-1996, mais l'accroissement sur l'ensemble de la période a été si remarquable (+19%) qu'il a été supérieur à l'augmentation totale observée dans le commerce de détail.

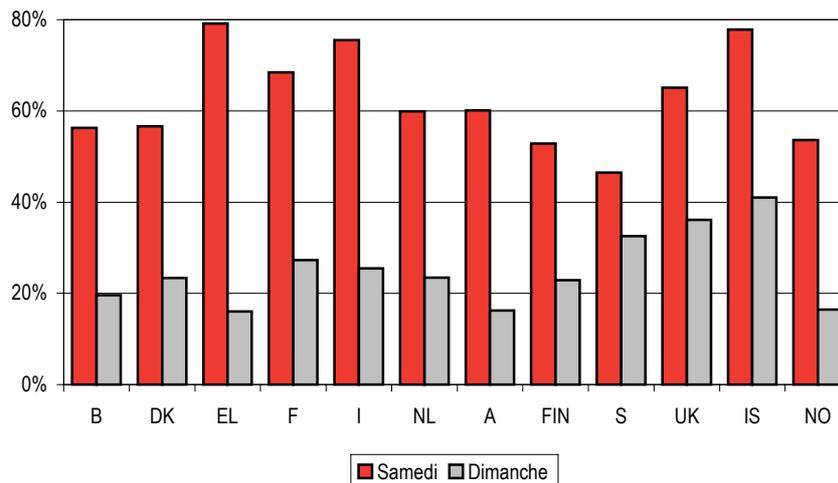
La structure est différente en ce qui concerne le commerce de gros: on relève d'abord une tendance à la hausse jusqu'en 1998, puis un ralentissement en 1999, qui se traduit par une évolution de +8% durant la période observée.

Travail de week-end

L'ensemble du secteur du commerce est touché par l'ouverture quasi-généralisée des points de vente de détail le samedi et parfois le dimanche. Tous les pays fournissant des données relèvent des proportions élevées de personnes travaillant le week-end.

À l'exception de la Suède, plus de 50% de la main-d'œuvre du secteur du commerce – et même deux tiers en Grèce, en France, en Italie et en Islande – travaillent le samedi. La proportion de personnes travaillant le samedi tend à être plus faible dans les pays d'Europe du Nord.

Graphique 2.10
Commerces: part des personnes travaillant
le week-end dans l'emploi total (1), 1999



(1) Les 'travailleurs du week-end' sont les personnes qui ont déclaré travailler de manière régulière ou ponctuelle les samedi et dimanche

Source: Eurostat, enquête sur les forces de travail

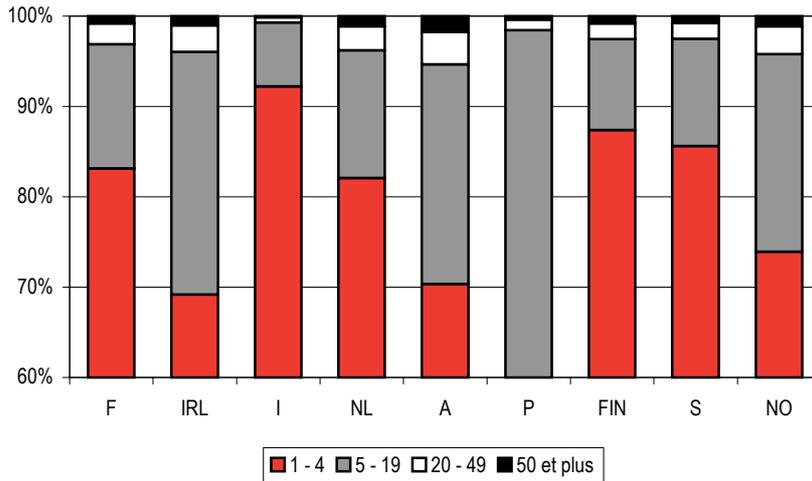
En ce qui concerne le travail du dimanche, les pourcentages de l'emploi total sont évidemment plus faibles et semblent sans commune mesure avec le travail du samedi. L'Islande et le Royaume-Uni se classent aux deux premières places, avec respectivement 41% et 36%, suivis par la Suède avec 33%.

À l'autre extrémité de l'échelle, la Grèce, l'Autriche et la Norvège affichent toutes environ 16%. La religion, le climat et la densité des stations de vacances sont les principales influences pouvant expliquer ces différences.

2.4 Caractéristiques liées aux classes de taille des entreprises dans le commerce

Le Graphique 2.11 montre que les petites entreprises sont nettement majoritaires dans le secteur du commerce dans les pays fournissant des données: de 95% (Autriche) à 99% (Italie) des entreprises emploient moins de 20 personnes. La taille moyenne des entreprises est respectivement la plus grande et la plus petite dans les deux pays cités.

Une ventilation supplémentaire indique que les très petites entreprises, employant moins de 5 personnes, dominent dans l'ensemble des pays: elles représentent à peu près 92% des entreprises en Italie et environ 70% en Irlande et en Autriche, qui enregistrent les valeurs les plus faibles.



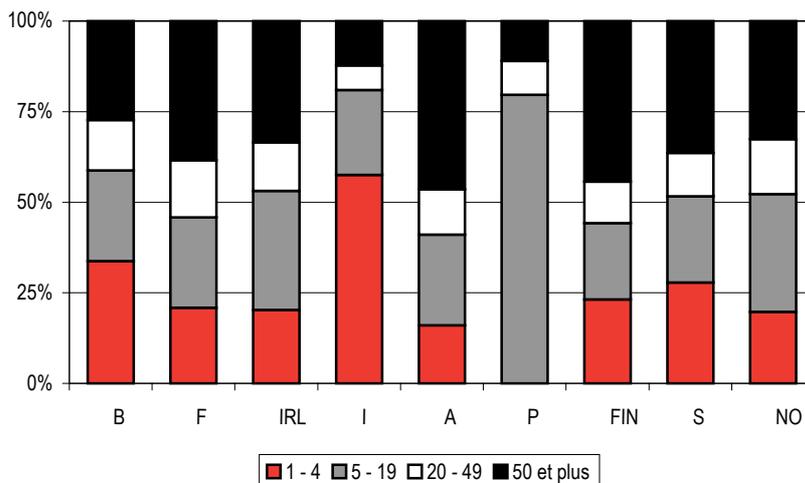
Graphique 2.11
Commerce: nombre d'entreprises ventilé par classe de taille d'emploi (personnes occupées), 1998

Pour raisons de présentation, l'échelle commence à 60%
Pour le Portugal, les entreprises occupant moins de 5 personnes sont incluses dans la classe de taille 5-19
I, S, NO: 1997; IRL: 1996
Source Eurostat, base de données SBS

Les pays transmettant des données comptent très peu de grandes entreprises (occupant 50 personnes ou plus) dans le commerce, même si celles-ci tendent à fournir la majeure partie de l'emploi dans ce secteur.

Même si elles sont relativement rares dans le secteur du commerce, les grandes entreprises représentent une part importante de l'emploi.

Le Graphique 2.12 montre que les entreprises occupant 50 personnes ou plus fournissent des emplois à 46% de la main-d'œuvre du secteur du commerce en Autriche, à 44% en Finlande et à 38% en France. Les parts aussi élevées observées dans ce secteur s'expliquent par le fait que cette classe de taille englobe quelques très grandes entreprises.



Graphique 2.12
Commerce: nombre de personnes occupées, ventilé par classe de taille d'emploi de l'entreprise, 1998

Pour le Portugal, les entreprises occupant moins de 5 personnes sont incluses dans la classe de taille 5-19
IRL, I, S, NO: 1997
Source Eurostat, base de données SBS

Cependant, au Portugal et en Italie, un nombre relativement réduit de personnes (respectivement 11% et 12%) travaille pour de très grandes entreprises.

En Italie, l'emploi dans le secteur du commerce est dominé par les très petites entreprises (comptant moins de 5 personnes) qui fournissent 57% des emplois. Cette classe de taille représente également un pourcentage élevé de l'emploi en Belgique (34%), mais la part la plus faible (16%) en Autriche.

Dans la classe de taille des entreprises employant de 5 à 19 personnes, on note peu de différences significatives entre les pays transmettant des données: la part de l'emploi total varie de 21% en Finlande à 33% en Irlande. Relativement peu de personnes occupées dans le commerce semblent travailler pour des entreprises comptant entre 20 et 49 personnes.

Classes de taille dans les branches d'activité du commerce

La ventilation des entreprises et de l'emploi par classe de taille est assez similaire dans les trois branches d'activité composant le commerce, les petites entreprises dominant dans l'ensemble des pays. Le Tableau 2.2 indique que, dans les pays pour lesquels on dispose de données, plus de 75% des entreprises du commerce automobile et de gros occupent entre 1 et 4 personnes, à l'exception de l'Irlande et de l'Autriche (ainsi que de la Norvège, pour ce qui est du commerce automobile), où ces secteurs d'activité comptent un nombre important d'entreprises employant de 5 à 19 personnes.

Une fragmentation poussée est manifeste dans le commerce de détail, qui compte un nombre plus important de très petites entreprises (1 à 4 personnes occupées): plus de 80% dans tous les pays observés (94% en Italie), à l'exception de l'Irlande, l'Autriche et la Norvège. La classe de taille '5 à 19 personnes occupées' est considérable dans ces pays, ce qui indique une tendance à la concentration.

Tableau 2.2
Commerce: nombre d'entreprises,
ventilé par classe de taille d'emploi et
par activité, 1998 (%)

	B	DK	E	F	IRL	I	NL	A	P	FIN	S	NO
Commerce automobile												
Total	:	:	:	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1 - 4 personnes occupées	:	:	:	75.5	65.9	87.3	76.1	56.2	:	88.3	84.8	66.4
5 - 19	:	:	:	20.3	28.8	11.7	19.5	35.3	:	9.5	12.8	27.8
20 - 49	:	:	:	3.1	4.5	0.9	3.3	6.5	2.1	1.4	1.4	4.5
50 et plus	:	:	:	1.0	0.8	0.1	1.1	1.9	:	0.8	1.0	1.3
Commerce de gros												
Total	:	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1 - 4 personnes occupées	:	77.7	78.1	77.4	56.5	90.4	76.3	67.7	:	86.1	82.1	77.5
5 - 19	:	15.0	18.5	16.9	33.3	8.5	17.1	24.0	:	10.6	13.9	17.6
20 - 49	:	4.8	2.5	4.1	7.2	0.9	4.5	5.2	2.7	2.2	2.8	3.2
50 et plus	:	2.5	0.9	1.6	3.0	0.3	2.1	3.2	:	1.1	1.3	1.6
Commerce de détail												
Total	:	100.0	:	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1 - 4 personnes occupées	:	84.3	:	87.2	72.6	94.3	86.9	75.0	:	88.0	87.8	73.9
5 - 19	:	12.8	:	11.0	25.1	5.3	11.1	22.0	:	9.8	10.3	22.7
20 - 49	:	2.3	:	1.4	1.7	0.3	1.4	2.1	0.5	1.6	1.4	2.6
50 et plus	:	0.7	:	0.4	0.7	0.1	0.6	1.0	:	0.6	0.5	0.8

IRL, I, NO: données de 1997

Source: Eurostat, base de données SBS

Le Tableau 2.3 montre que, dans tous les pays, le pourcentage d'emploi dans les petites entreprises est, comme on pouvait s'y attendre, beaucoup plus réduit que le pourcentage de petites entreprises correspondant.

Dans de nombreux pays, les grandes entreprises fournissent un nombre important d'emplois dans toutes les branches du commerce. L'Italie, où les petites entreprises emploient encore plus de 50% de la main-d'œuvre occupée dans l'ensemble des activités du commerce, est une évidente exception à cette règle.

Dans le commerce de gros en particulier, davantage de personnes tendent à travailler pour des entreprises plus grandes. C'est uniquement dans les États membres d'Europe méridionale et, dans une moindre mesure, en Belgique que les petites entreprises représentent une part importante de l'emploi.

Tableau 2.3
Commerce: nombre de personnes occupées, ventilé par classe de taille d'emploi de l'entreprise et par activité, 1998 (%)

	B	DK	E	F	IRL	I	NL	A	P	FIN	S	NO
Commerce automobile												
Total	100.0	:	:	100.0	100.0	100.0	:	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1 - 4 personnes occupées	36.5	:	:	24.3	23.1	52.8	:	13.9	:	31.7	29.8	17.1
5 - 19	32.6	:	:	32.0	42.8	34.3	:	34.8	:	22.6	25.7	40.6
20 - 49	14.1	:	:	19.2	21.2	8.7	:	20.6	13.0	11.6	10.8	20.7
50 et plus	16.8	:	:	24.5	12.8	4.2	:	30.7	:	34.1	33.7	21.6
Commerce de gros												
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	:	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1 - 4 personnes occupées	23.0	12.9	27.8	11.2	11.7	49.1	:	11.9	:	18.3	22.6	18.0
5 - 19	28.4	18.7	34.1	26.0	28.7	27.3	:	21.9	:	20.3	24.5	26.3
20 - 49	20.0	18.4	15.6	21.5	20.8	10.3	:	15.3	15.0	13.3	16.5	16.3
50 et plus	28.6	50.0	22.6	41.3	38.8	13.3	:	50.8	:	48.1	36.4	39.5
Commerce de détail												
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	:	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1 - 4 personnes occupées	41.2	21.5	57.0	26.1	22.9	64.2	:	19.7	:	24.3	29.8	21.5
5 - 19	20.3	18.8	:	22.3	32.2	17.9	:	24.4	:	21.0	21.4	34.0
20 - 49	9.2	10.7	5.4	11.2	8.8	4.0	:	8.1	4.5	10.1	10.0	12.9
50 et plus	29.3	48.9	:	40.4	36.1	13.8	:	47.7	:	44.6	38.9	31.6

E: données de 1997 pour le commerce de détail; IRL, I, NO: données de 1997 pour les trois activités
Source: Eurostat, base de données SBS

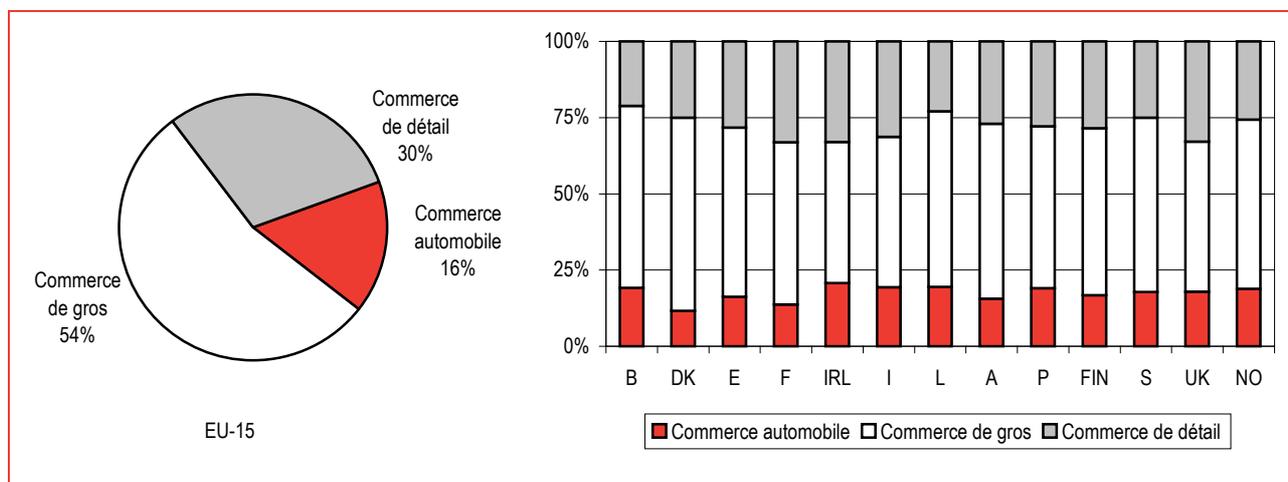
2.5 Performances

Chiffre d'affaires

Au niveau communautaire, le commerce de gros génère plus de 50% du chiffre d'affaires total du commerce et constitue, pour cette variable, l'activité dominante dans tous les pays sans exception. Cette part est particulièrement élevée au Danemark (63%), en Belgique (60%) et au Luxembourg (58%), le pourcentage le plus faible étant relevé en Irlande (46%).

En Irlande, néanmoins, le commerce automobile semble être plus important que dans les autres pays observés: il représente 21% du chiffre d'affaires total du commerce – la part la plus élevée de tous les pays fournissant des données.

Graphique 2.13
Commerces: chiffre d'affaires ventilé par
activité, EU-15 et pays, 1999



Données par pays: DK: 1995; IRL, NO: 1997; L: 1998
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

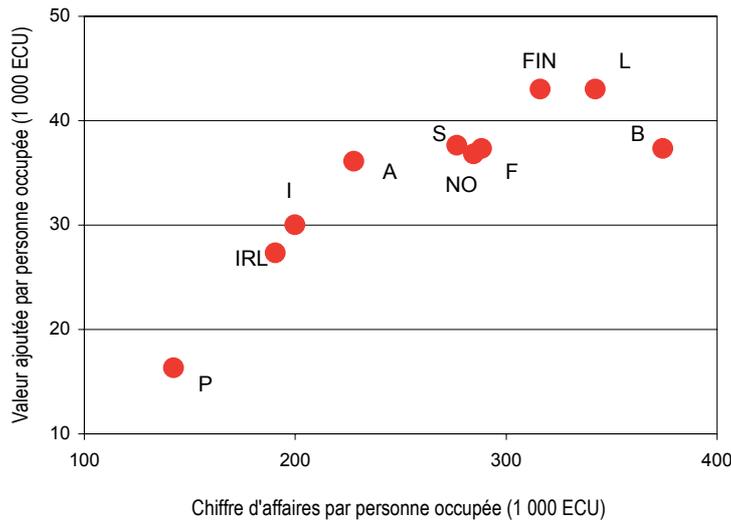
Même si le commerce automobile génère le plus faible pourcentage du chiffre d'affaires du commerce, sa part dans le nombre d'entreprises et l'emploi est encore plus réduite – ceci est directement lié aux marchandises à valeur élevée (essentiellement des véhicules automobiles) vendues dans le cadre de cette activité.

Dans le commerce de détail, qui représente la majorité des entreprises et des personnes occupées dans le secteur du commerce, le chiffre d'affaires est inférieur en termes relatifs, ce qui est certainement dû aussi à la nature des marchandises vendues. Le pourcentage varie de 21-23% en Belgique et au Luxembourg à 33% au Royaume-Uni, en France et en Irlande.

Indicateurs de performance

Afin de mesurer les performances d'une activité économique, le chiffre d'affaires généré doit être mis en relation avec l'emploi. La valeur ajoutée d'une activité économique est obtenue en soustrayant principalement du chiffre d'affaires les frais de matériel et les autres dépenses liées à la production.

La valeur ajoutée par personne occupée (appelée aussi productivité du travail) est ainsi liée directement au niveau du chiffre d'affaires. En général, un chiffre d'affaires par personne occupée plus élevé signifie aussi une productivité du travail supérieure.



Graphique 2.14
Commerce: valeur ajoutée et chiffre d'affaires par personne occupée, 1998

IRL, I, S, NO: 1997

Source: Eurostat, base de données SBS

Parmi les pays fournissant des données, c'est en Finlande et au Luxembourg que l'on relève la plus forte productivité du travail dans le secteur du commerce, avec 43 000 écus par personne occupée en 1998 (Graphique 2.14). La même année, les valeurs du chiffre d'affaires par personne occupée dans ces mêmes pays étaient respectivement de 316 000 et 342 000 écus⁵. Toutefois, le chiffre d'affaires le plus élevé a été enregistré en Belgique (374 000 écus par personne occupée en 1998), où la productivité du travail était légèrement inférieure aux valeurs luxembourgeoises et finlandaises, avec 37 000 écus par personne occupée (1998). Cela signifie que les frais de matériel et les autres dépenses liées à la production sont, en moyenne, plus élevés en Belgique qu'au Luxembourg ou en Finlande.

Les valeurs les plus faibles pour la productivité du travail et le chiffre d'affaires par personne occupée ont été observées au Portugal (respectivement 16 000 et 142 000 écus par personne occupée, en 1998).

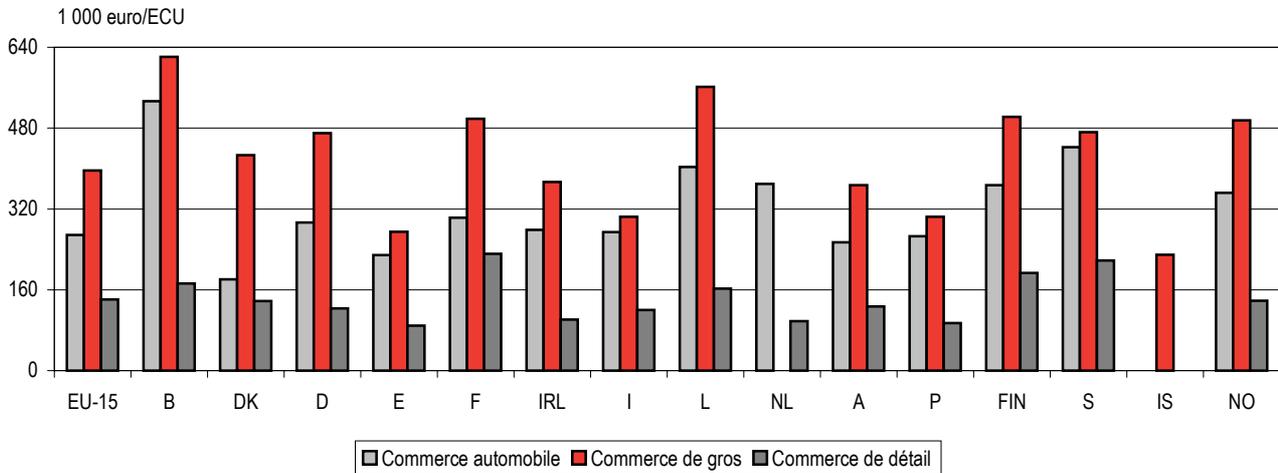
Performances dans les branches d'activité du commerce

Le commerce de gros est l'activité du commerce qui affiche les meilleures performances, tant en termes de valeur ajoutée que de chiffre d'affaires par personne occupée. Cela s'explique probablement par la nature de l'activité qui implique souvent l'achat et la revente virtuels de marchandises et, donc, une intensité et une rotation de capital plus importantes.

⁵ Le chiffre d'affaires par personne occupée pour 1999 n'est pas présenté dans le graphique parce qu'il n'est pas disponible pour tous les pays.

Graphique 2.15
Commerce: chiffre d'affaires par
personne occupée, ventilé par
activité, 1999

Le Graphique 2.15 montre qu'il s'agit d'une caractéristique commune à tous les pays fournissant des données, sans exception.



IRL, NO: 1997; L, NL: 1998; IS: 1995; DK: données de 1995 pour le commerce automobile
D: le commerce automobile exclut NACE Rév. 1 50.2; le commerce de gros exclut NACE Rév. 1 51.1; le commerce de détail exclut NACE Rév. 1 52.7
Les données de 1999 sont exprimées en euros, celles des années précédentes en écus
Source: Eurostat, base de données SBS

Le chiffre d'affaires par personne occupée généré dans le commerce de gros varie de 229 000 écus en Islande (1995) à 620 000 euros en Belgique (1999).

Le commerce de détail enregistre la productivité la plus faible du secteur du commerce (avec des chiffres (1999) allant de 89 000 euros en Espagne à 231 000 euros en France). L'explication réside peut-être dans le fait que cette activité tend à réclamer une plus forte intensité de main-d'œuvre et à être moins automatisée que le commerce de gros.

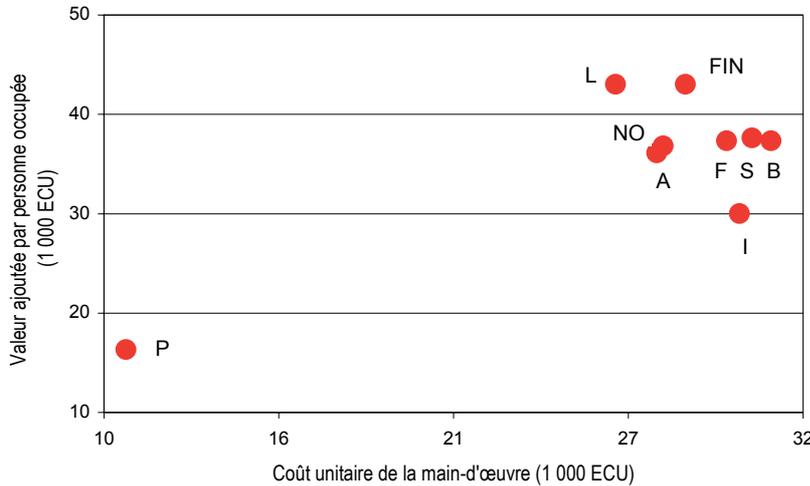
Le commerce automobile se trouve à un niveau intermédiaire, avec des valeurs souvent à peine inférieures à celles du commerce de gros (notamment en Belgique, en Irlande, en Suède et dans les États membres d'Europe méridionale).

Coût de la main-d'œuvre

Pour évaluer la réussite économique d'une activité, il faut comparer la valeur ajoutée (par personne occupée) avec les dépenses de personnel par salarié (coût unitaire de la main-d'œuvre).

Une comparaison croisée entre la productivité du travail (valeur ajoutée par personne occupée) et le coût unitaire de la main-d'œuvre dans le secteur du commerce fait apparaître que tous les pays, à l'exception du Portugal, enregistrent simultanément des valeurs élevées pour ces deux variables. Le Luxembourg et la Finlande affichent la productivité du travail la plus forte, mais aussi un coût unitaire

de la main-d'œuvre légèrement plus faible que dans la plupart des autres États fournissant des données. Le Luxembourg est incontestablement le pays qui présente la meilleure relation économique entre ces deux variables dans le secteur du commerce, avec 26 000 écus par salarié pour le coût unitaire de la main-d'œuvre et 43 000 écus par personne occupée pour la productivité du travail en 1998 (Graphique 2.16).



Graphique 2.16
Commerce: coût unitaire de la main-d'œuvre et valeur ajoutée par personne occupée, 1998

I, S, NO: 1997
Source: Eurostat, base de données SBS

L'Italie se classe parmi les pays ayant les coûts de main-d'œuvre les plus élevés, mais affiche une productivité relativement basse: 30 000 écus par salarié/personne occupée pour les deux variables (données de 1997). En termes absolus, les coûts unitaires de la main-d'œuvre les plus importants sont relevés en Belgique et en Suède et se montent respectivement à 31 000 et 30 000 écus par salarié (données de 1998).

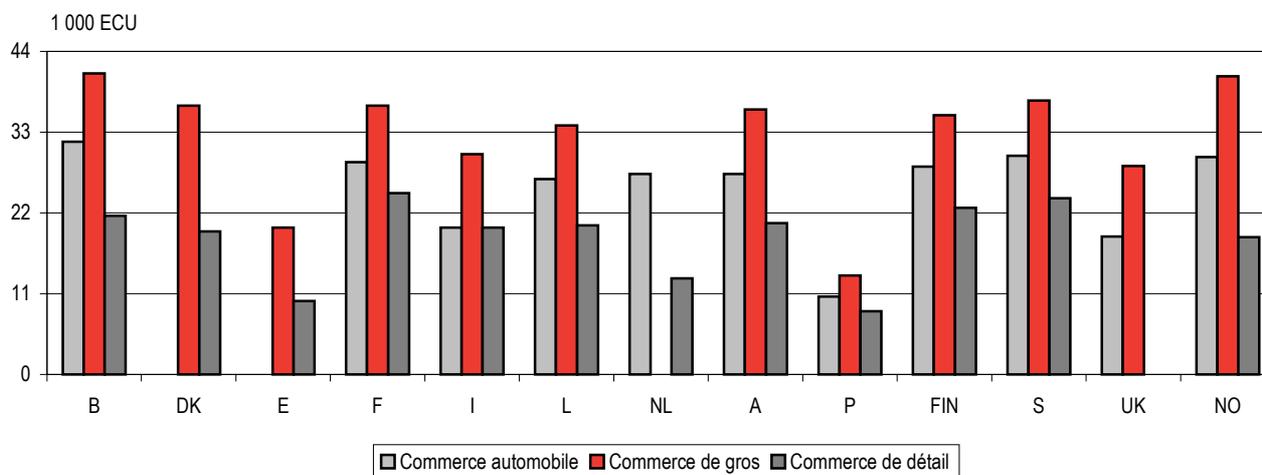
Le Portugal s'illustre non seulement par sa faible productivité, mais aussi par ses coûts de main-d'œuvre très bas dans le secteur du commerce (moins de 11 000 écus par salarié), ce qui peut s'expliquer en partie par les salaires plus réduits dans ce pays que dans les autres États européens.

Coût de la main-d'œuvre dans les branches d'activité du commerce

Le Graphique 2.17 montre que, dans les pays fournissant des données, le commerce de gros est l'activité qui enregistre le coût unitaire de la main-d'œuvre le plus élevé et présente également la valeur ajoutée la plus importante. Cela est vraisemblablement dû au fait que la main-d'œuvre travaillant dans le commerce de gros doit disposer de meilleures qualifications que celle employée dans le commerce de détail, par exemple, pour effectuer les tâches administratives plus complexes que cette activité implique.

Figure 2.17
Commerce: coût unitaire de la main-
d'œuvre ventilé par activité, 1998

Comme on l'a déjà observé dans le cas du chiffre d'affaires par personne occupée, le commerce automobile se classe deuxième en termes de coût unitaire de la main-d'œuvre et le commerce de détail troisième.

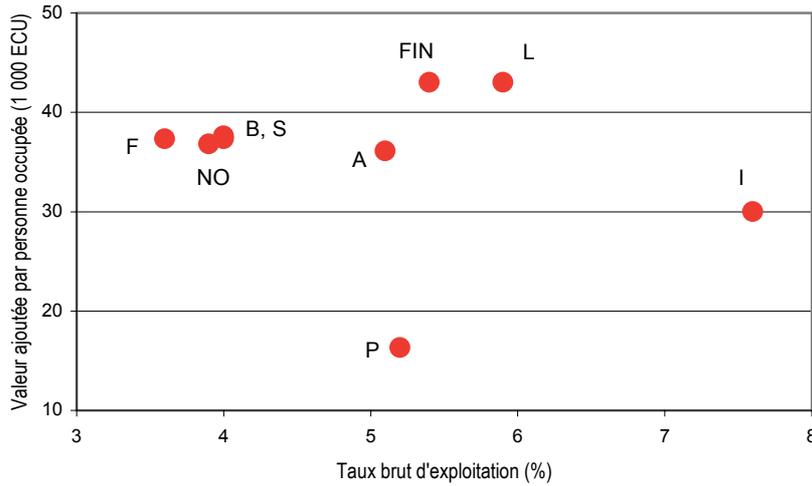


I, S, UK, NO: 1997; E: données de 1997 pour le commerce de détail
Source: Eurostat, base de données SBS

Taux brut d'exploitation

Le taux brut d'exploitation indique la part de l'excédent brut d'exploitation dans le chiffre d'affaires et peut être considéré comme un indicateur de la réussite d'une activité économique. Une productivité élevée ne garantit cependant pas seule la réussite économique d'une activité, car d'autres facteurs de coûts interviennent. Néanmoins, une productivité importante permet généralement aux entreprises d'opérer avec des marges réduites, les coûts de la main-d'œuvre représentant en effet un faible pourcentage du revenu des ventes.

Le Graphique 2.18 montre que les taux bruts d'exploitation sont particulièrement bas – entre 3,6% et 4,0% – dans certains pays (Belgique, France, Suède et Norvège) présentant une productivité élevée dans le secteur du commerce (entre 36 000 et 38 000 écus par personne occupée, données de 1997 et 1998). L'Italie, en revanche, enregistre une productivité relativement faible (30 000 écus par personne occupée), combinée avec un taux d'exploitation élevé (7,6%). Cette situation peut s'expliquer, premièrement, par la fragmentation de son système commercial, synonyme d'un niveau élevé d'emploi indépendant et d'un résultat d'exploitation relativement peu affecté par les dépenses de personnel, ou encore de dépenses de personnel généralement plus réduites et, deuxièmement, par la pénétration limitée des entreprises étrangères dans ce pays, qui se traduit par une concurrence moindre et permet aux entreprises d'obtenir des marges importantes malgré la faible productivité.



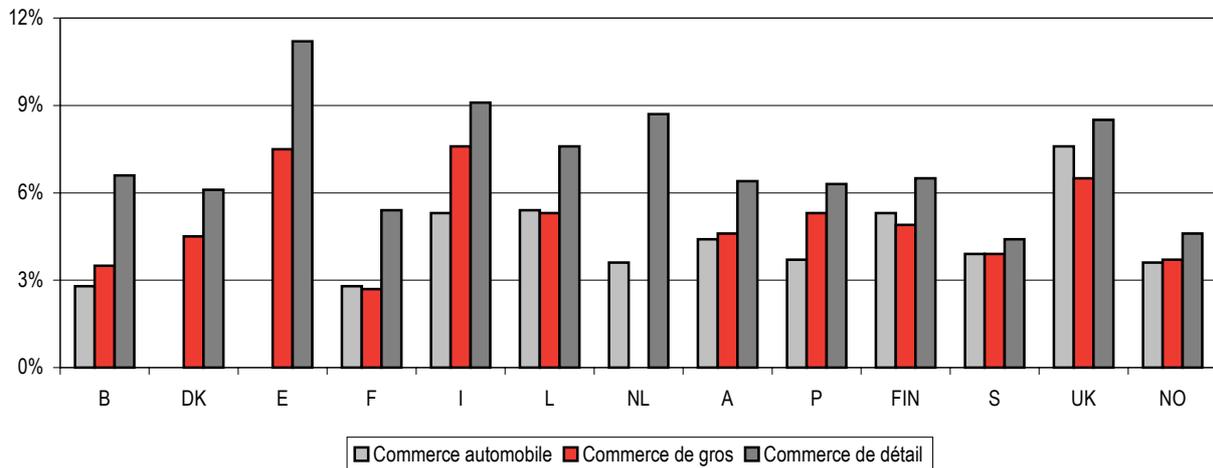
Graphique 2.18
Commerce: taux brut d'exploitation et valeur ajoutée par personne occupée, 1998

I, S, NO: 1997
Source: Eurostat, base de données SBS

Taux brut d'exploitation dans les branches d'activité du commerce

Parmi les trois branches d'activité du commerce, le commerce de détail enregistre les taux bruts d'exploitation les plus élevés et ceci, dans tous les pays fournissant des données (Graphique 2.19). L'Espagne (11,2%), l'Italie (9,1%) et les Pays-Bas (8,7%) affichent les taux les plus hauts, alors que la Suède (4,4%) et la Norvège (4,6%) obtiennent les valeurs les plus basses.

Figure 2.19
Commerce: taux brut d'exploitation ventilé par activité, 1998



I, S, NO: 1997; E: données de 1997 pour le commerce de détail
Source: Eurostat, base de données SBS

Le commerce de gros et le commerce automobile ont en général des taux d'exploitation identiques. Les différences entre ceux-ci et le commerce de détail sont importantes dans la plupart des pays observés. L'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni enregistrent les taux bruts d'exploitation les plus élevés pour les trois branches d'activité du commerce.

Les taux d'exploitation relativement faibles du commerce de gros et du commerce automobile peuvent s'expliquer par la nature de ces activités: le commerce automobile se compose principalement de la vente de véhicules automobiles et de motos. Étant donné que celle-ci concerne des marchandises de valeur unitaire élevée, il reste possible de générer, avec des marges réduites, un bénéfice économique important. Le commerce de gros implique généralement l'achat et la revente de grandes quantités de marchandises, ce qui nécessite une rotation plus importante du capital. L'excédent économique peut donc être élevé, même si les marges d'exploitation sont faibles.

Il faut néanmoins noter, que l'excédent brut d'exploitation du commerce de détail peut être gonflé parce qu'il englobe le revenu des travailleurs indépendants. Ceux-ci jouent un rôle important dans cette branche d'activité.

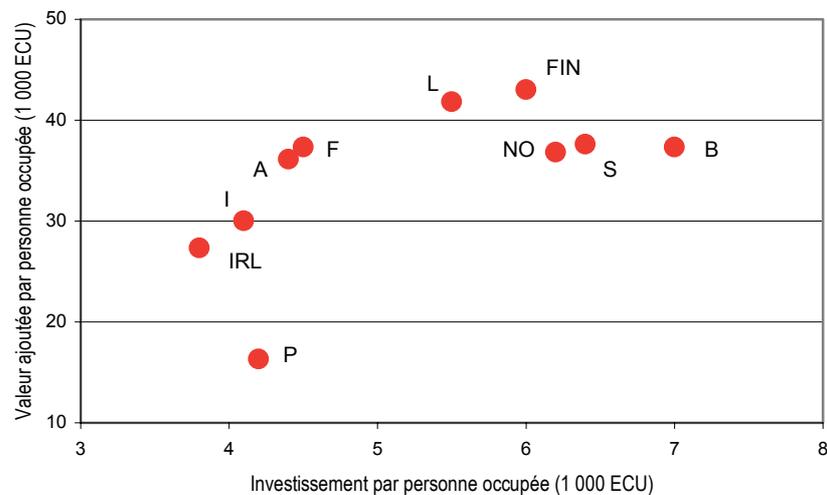
Investissements

Le commerce est un secteur où les investissements ne sont pas particulièrement importants, comparés à ceux effectués dans les activités industrielles.

Le Graphique 2.20 illustre la relation existant entre la valeur ajoutée et les investissements par personne occupée dans le secteur du commerce. En général, une valeur ajoutée élevée permettrait à un chef d'entreprise d'investir davantage dans un domaine donné, à condition, évidemment, qu'il considère cela comme raisonnable.

Certains États affichent néanmoins des tendances légèrement différentes. Parmi les pays fournissant des données, les investissements les plus élevés dans le secteur du commerce se montent à 7 000 écus par personne occupée et sont enregistrés en Belgique, puis au Luxembourg et dans les pays du Nord de l'Europe (de 5 500 à 6 400 écus, 1997-1998). Le Luxembourg et la Finlande enregistrent également les productivités (valeur ajoutée par personne occupée) les plus élevées.

Graphique 2.20
Commerce: investissement et valeur
ajoutée par personne occupée, 1998



IRL, I, S, NO: 1997; L: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

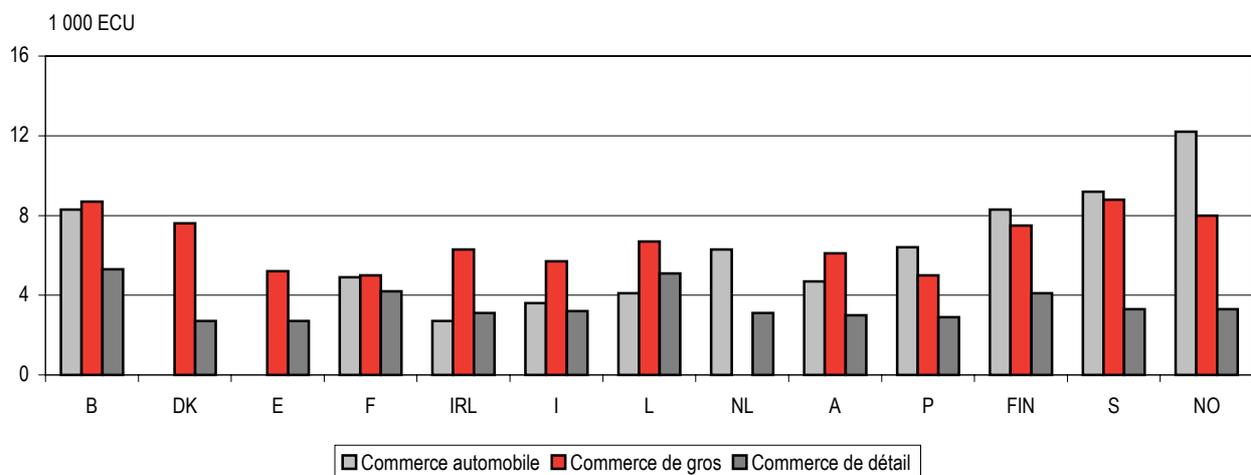
Toutefois, les investissements dans le secteur du commerce semblent faibles en France et en Autriche, avec 4 400 à 4 500 écus par personne occupée, comparés à la forte productivité du travail relevée dans ces pays.

Le Portugal affiche des investissements légèrement inférieurs à ceux enregistrés en Autriche et en France, mais il est distancé en ce qui concerne la productivité.

Investissements dans les branches d'activité du commerce

Le Graphique 2.21 montre que, parmi les pays transmettant des données, on note des écarts importants entre les trois branches d'activité du commerce en termes d'investissement par personne occupée.

Graphique 2.21
Commerce: Investissement fixe par personne occupée dans le secteur du commerce, ventilé par activité, 1998



IRL, I, S, NO: 1997; E: données de 1997 pour le commerce de détail; L: 1995; NL: données de 1996 pour le commerce de détail
Source: Eurostat, base de données SBS

Les investissements tendent à être plus importants dans le commerce automobile, particulièrement en Norvège, où une valeur de 12 200 écus par personne occupée est enregistrée en 1998. Néanmoins, dans certains cas des valeurs élevées se présentent également dans le commerce de gros (la Belgique et la Suède en 1998 avec plus de 8 000 écus par personne occupée).

L'investissement est de loin le plus faible dans le commerce de détail, où les valeurs sont inférieures à 5 300 écus par personne occupée (Belgique, données de 1998). Le niveau des stocks et des autres investissements fixes a tendance à être réduit au minimum dans ce secteur.

2.6 Importance des entreprises sous contrôle étranger dans le commerce

À la fin de l'année 1998, Eurostat a lancé une étude pilote visant à collecter des données dans un nombre restreint d'États membres afin de pouvoir examiner de plus près les statistiques sur les filiales étrangères dans les services marchands. Le champ d'application de l'étude a ensuite été élargi à l'industrie. Dans l'intervalle, les États membres participant au projet (Danemark, Espagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Finlande, Suède et Royaume-Uni) ont, pour la plupart, fourni des données relatives à trois années consécutives (1996-1998) et portant sur une sélection de variables.

Eurostat a publié récemment deux études sur ce sujet: un rapport détaillé dénommé '*Foreign Owned Enterprises in the EU - results for 8 Member States*' prenant 1997 comme année de référence des données et un 'Statistiques en bref' intitulé '*Les entreprises sous contrôle étranger*', qui analyse les données couvrant toute la période (1996-1998).

Ces deux études révèlent que le commerce est, parmi les services, l'activité économique sur laquelle le contrôle étranger a la plus forte incidence.

Les activités économiques qui présentent un intérêt pour les entreprises sous contrôle étranger

Le Tableau 2.4 donne un aperçu de l'importance des entreprises sous contrôle étranger (mesurée selon la part produite de valeur ajoutée) dans les différentes activités économiques au sein des pays étudiés en 1998.

L'industrie manufacturière (Section D de la NACE Rév. 1) et le commerce (Section G) s'avèrent être les activités économiques les plus intéressantes pour les entreprises sous contrôle étranger dans la plupart des pays observés. Dans certains cas, ces entreprises sont à l'origine de plus de 30% de la valeur ajoutée totale générée dans l'activité en question.

La part de la valeur ajoutée produite par les entreprises sous contrôle étranger dans les industries extractives (Section C) atteignait le chiffre impressionnant de 47% au Royaume-Uni en 1998.

	DK	IRL	NL	FIN	S	UK
Industrie						
C - Industries extractives	:	:	15.4	12.5	10.7	47.0
D - Industrie manufacturière	12.0	:	28.8	14.0	23.5	30.1
E - Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	:	:	0.0	2.5	5.5	4.1
F - Construction	3.8	:	3.1	9.0	4.9	4.5
Services						
G - Commerce	14.5	31.7	15.1	19.1	20.9	13.6
H - Hôtels et restaurants	5.6	:	13.5	7.4	12.9	6.4
I - Transports et communications	:	4.9	5.0	3.4	7.9	8.7
K - Immobilier, location et services aux entreprises	9.5	10.3	10.2	9.8	9.8	9.4

*IRL: 1997; les données ne concernent que les entreprises employant 20 personnes ou plus
Source: Eurostat, base de données FATS*

Tableau 2.4
Industrie et services, part des entreprises sous contrôle étranger dans la valeur ajoutée totale par activité (sections de la NACE), 1998 (%)

Le contrôle étranger dans le commerce

Bien que le commerce soit l'activité des services qui présente le plus d'intérêt pour les entreprises sous contrôle étranger dans tous les pays étudiés, la part de la valeur ajoutée produite par ces dernières varie considérablement. Alors qu'en Irlande, les entreprises sous contrôle étranger génèrent jusqu'à près d'un tiers de la valeur ajoutée totale du commerce (31,7%), dans les autres pays observés, ces valeurs vont de 13,6% au Royaume-Uni à 20,9% en Suède. Il convient de remarquer que les données de l'Irlande et l'Italie sont celles de 1997 et qu'elles ne concernent que les entreprises employant plus de 20 personnes (Tableau 2.5).

L'incidence des entreprises sous contrôle étranger sur l'emploi est toujours inférieure à celle sur la valeur ajoutée, ce qui indique une productivité élevée de la main-d'œuvre de ces entreprises (la valeur ajoutée par personne employée) dans le commerce. Cela peut s'expliquer par le fait que seules les grandes entreprises bien structurées ont tendance à s'implanter sur les marchés du secteur de la distribution des pays étrangers.

Parmi les trois activités du commerce, le **commerce de gros** est celle qui rencontre, de loin, le plus de succès auprès des entreprises sous contrôle étranger. Celles-ci ont généré environ un tiers de la valeur ajoutée totale du commerce de gros en Irlande (36%, données de 1997), en Finlande (33%) et en Suède (32%) et quelque 20% dans les autres pays étudiés.

Bien que l'incidence sur l'emploi soit toujours inférieure et suive donc la tendance de l'ensemble du commerce, le pourcentage varie considérablement selon les pays (entre 8,3% en Espagne et 27,9% en Finlande). Toutefois, les entreprises sous contrôle étranger emploient davantage de personnes dans le commerce de gros que dans les autres activités commerciales; la seule exception étant l'Irlande, où le commerce de détail est légèrement plus important (22,8% de l'emploi y a été créé par des entreprises sous contrôle étranger en 1997).

Le niveau de contrôle étranger dans le **commerce de détail** est bien inférieur au niveau observé dans le commerce de gros, à l'exception de l'Irlande (29% de la valeur ajoutée et 22,8% de l'emploi en 1997). Dans tous les autres pays étudiés, les entreprises sous contrôle étranger jouent un rôle mineur dans le commerce de

détail, leurs parts étant inférieures à 10% tant pour la valeur ajoutée que pour l'emploi.

Par contre, dans le **commerce automobile**, les entreprises sous contrôle étranger jouent de nouveau un rôle plus important, du moins en ce qui concerne la valeur ajoutée. Cette prépondérance est particulièrement évidente au Royaume-Uni, où les entreprises sous contrôle étranger sont à l'origine de 22,3% de la valeur ajoutée totale générée dans cette activité en 1998, ce qui constitue la valeur la plus élevée de toutes les activités du commerce dans ce pays.

Tableau 2.5
Commerce: contribution relative des entreprises sous contrôle étranger à la valeur ajoutée et à l'emploi par activité du commerce (Divisions de la NACE), 1998 (%)

	Valeur ajoutée				Emploi			
	Ensemble du commerce	automobile	Commerce de gros	de détail	Ensemble du commerce	automobile	Commerce de gros	de détail
DK	14.5	12.2	20.5	4.5	8.8	2.6	17.6	2.9
E	:	:	19.4	:	:	:	8.3	:
IRL	31.7	23.1	36.0	29.0	21.1	6.9	22.5	22.8
I	:	:	:	:	13.0	12.3	20.6	6.9
NL	15.1	11.6	21.7	4.0	8.2	7.6	15.6	3.2
FIN	19.1	16.6	33.1	1.6	12.6	10.3	27.9	1.9
S	20.9	10.0	32.2	6.4	12.3	6.2	22.9	4.6
UK	13.6	22.3	20.2	2.9	6.5	6.1	16.2	2.4

IRL, I: données de 1997, ne couvrent que les entreprises employant 20 personnes ou plus
Source: Eurostat, base de données FATS

Commerce de gros: l'activité du commerce qui intéresse le plus les entreprises sous contrôle étranger

Les Tableaux 2.6 et 2.7 présentent la contribution des entreprises sous contrôle étranger à la valeur ajoutée et à l'emploi pour les différentes activités du commerce de gros (groupes de la NACE). Dans la plupart des États membres étudiés, les parts les plus importantes de contrôle étranger sont observées dans le **commerce de gros d'équipements industriels** (NACE Rév. 1 51.6). Les entreprises sous contrôle étranger sont à l'origine de plus de la moitié de la valeur ajoutée de cette activité en Irlande (1997) et de 46,0% en Finlande. L'Espagne arrive en dernière position avec 25,5%, alors que dans les autres pays observés, les parts représentent environ un tiers de la valeur ajoutée totale du commerce de gros.

En ce qui concerne l'emploi, les parts vont de 16,2% en Espagne à 44,4% en Irlande (1997) et atteignent, dans tous les pays (à l'exception de l'Italie), les niveaux les plus élevés de toutes les activités du commerce de gros.

Les deux autres activités du commerce de gros dans lesquelles la part des entreprises sous contrôle étranger dans la valeur ajoutée et l'emploi est, en général, élevée sont le **commerce de gros de biens de consommation non alimentaires** (NACE Rév. 1 51.4) et le **commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles** (NACE Rév. 1 51.5). En outre, certaines activités du commerce de gros ne semblent présenter un intérêt pour les entreprises sous contrôle étranger que

dans certains pays (le **commerce de gros de produits alimentaires** en Finlande et en Irlande, par exemple).

Tableau 2.6
Commerce de gros: contribution relative des entreprises sous contrôle étranger à la valeur ajoutée totale par activité du commerce de gros (groupes de la NACE), 1998 (%)

	DK	E	IRL	I	NL	FIN	S	UK
51 Commerce de gros	20.5	19.4	36.0	:	21.7	33.1	32.2	20.2
51.1 intermédiaires	:	8.2	0.0	:	12.8	19.6	13.9	12.4
51.2 de produits agricoles bruts	:	16.9	0.0	:	8.1	:	6.8	7.6
51.3 de produits alimentaires	11.0	6.4	25.6	:	9.6	28.9	7.4	5.1
51.4 de bien de consommation non alimentaires	19.8	27.3	:	:	19.5	33.1	39.1	19.9
51.5 de produits intermédiaires non agricoles	16.7	21.2	:	:	20.9	33.5	34.1	16.8
51.6 d'équipementd industriels	33.2	25.5	50.6	:	32.9	46.0	38.3	32.5
51.7 Autres commerce de gros	14.5	12.4	29.1	:	23.5	5.1	7.6	14.0

IRL, I: données de 1997, ne couvrent que les entreprises employant 20 personnes ou plus
Source: Eurostat, base de données FATS

Tableau 2.7
Commerce de gros: contribution relative des entreprises sous contrôle étranger à l'emploi total par activité du commerce de gros (groupes de la NACE), 1998 (%)

	DK	E	IRL	I	NL	FIN	S	UK
51 Commerce de gros	17.6	8.3	22.5	20.6	15.6	27.9	22.9	16.2
51.1 intermédiaires	:	3.8	0.0	10.5	9.5	12.6	10.5	10.8
51.2 de produits agricoles bruts	:	5.1	0.0	20.0	6.2	0.0	4.5	4.2
51.3 de produits alimentaires	10.7	3.4	7.6	3.2	7.1	20.6	6.2	8.0
51.4 de bien de consommation non alimentaires	14.6	13.9	:	24.3	13.2	24.0	28.2	15.2
51.5 de produits intermédiaires non agricoles	16.5	6.3	:	21.5	17.3	32.4	23.7	11.0
51.6 d'équipementd industriels	27.1	16.2	44.4	27.9	23.1	41.5	28.8	33.3
51.7 Autres commerce de gros	12.0	5.7	21.2	46.0	21.9	4.6	5.6	11.6

IRL, I: données de 1997, ne couvrent que les entreprises employant 20 personnes ou plus
Source: Eurostat, base de données FATS

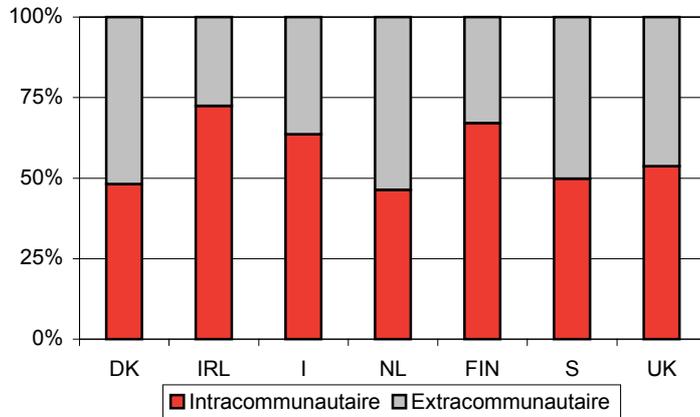
Origine des entreprises sous contrôle étranger dans le commerce - intracommunautaire et extracommunautaire

Les données sur les origines des entreprises sous contrôle étranger permettent d'analyser les effets de la création du marché intérieur. D'une part, grâce à l'harmonisation des réglementations, les entreprises de l'UE ont peut-être estimé que la création d'un tel marché rendait plus intéressante l'implantation de filiales étrangères dans d'autres États membres de l'UE (intracommunautaire). D'autre part, la création d'un marché européen unique a sans doute encouragé la venue d'entreprises extracommunautaires étant donné que les marchés européens devenaient moins fragmentés.

Le Graphique 2.22 montre que les valeurs ajoutées produites dans le commerce, en 1998, par les entreprises sous contrôle intracommunautaire et celles sous contrôle extracommunautaire sont sensiblement égales au Danemark, aux Pays-Bas, en Suède et au Royaume-Uni.

Dans les autres pays observés, les entreprises sous contrôle intracommunautaire sont à l'origine de la majeure partie de la valeur ajoutée (chiffre d'affaires en l'Italie) générée par les entreprises sous contrôle étranger: 72% en Irlande, 64% en Italie (données de 1997 dans les deux cas) et 67% en Finlande.

Graphique 2.22
Commerce: ventilation de la valeur ajoutée des entreprises sous contrôle étranger par type de contrôle, 1998

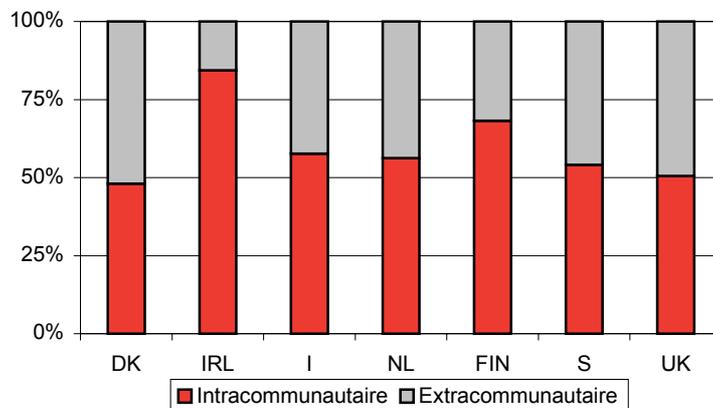


IRL: données de 1997, ne couvrent que les entreprises employant 20 personnes ou plus;
I: données de 1997, ne couvrent que les entreprises employant 20 personnes ou plus. La valeur ajoutée est remplacée par le chiffre d'affaires
Source: Eurostat, base de données FATS

En ce qui concerne l'emploi (Graphique 2.23), la contribution des entreprises sous contrôle intracommunautaire et celles sous contrôle extracommunautaire dans le commerce est équitablement répartie dans tous les pays, à l'exception de la Finlande (68% intracommunautaire) et de l'Irlande (84% intracommunautaire - données de 1997), où l'importance des entreprises originaires de pays tiers est beaucoup moins grande.

En Irlande (données de 1997), aux Pays-Bas, en Suède et, dans une moindre mesure, en Finlande, les entreprises sous contrôle intracommunautaire contribuent davantage à la création d'emplois qu'à la production de valeur ajoutée dans le commerce, ce qui permet de déduire que la productivité de la main-d'œuvre des entreprises des États membres est inférieure (valeur ajoutée par personne occupée) à celle des entreprises des pays tiers établies dans ces mêmes pays.

Graphique 2.23
Commerce: ventilation de l'emploi dans les entreprises sous contrôle étranger par type de contrôle, 1998



IRL, I: données de 1997, ne couvrent que les entreprises employant 20 personnes ou plus
Source: Eurostat, base de données FATS

L'Italie (données de 1997) et le Royaume-Uni connaissent une situation inverse - la valeur ajoutée par personne occupée (chiffre d'affaires en Italie) est plus élevée dans les entreprises originaires d'autres États membres de l'UE que dans les entreprises originaires de pays tiers. Le Danemark ne présente aucune différence significative entre les entreprises sous contrôle intracommunautaire et celles sous contrôle extracommunautaire en ce qui concerne l'emploi.

Tableau 2.8: Variables principales, 1998

G - Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	22 010 500	5 400 304	:	:	:	:	:
B	:	579 032	227 293	215 731	21 486	12 843	8 643	4 024
DK	73 049	421 586	97 789	:	21 395	:	:	:
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	2 723 933	460 947	:	:	:	:	:
F	627 303	2 484 589	841 369	224 910	106 143	76 931	29 212	12 895
IRL	30 628	212 259	40 450	9 023	5 801	:	:	810
I	1 255 460	3 232 991	655 833	246 497	76 548	32 590	43 958	12 074
L	6 647	35 590	12 182	2 444	1 530	815	716	188
NL	166 940	1 231 565	:	:	:	:	:	:
A	64 039	561 341	130 340	38 564	19 748	13 421	6 327	2 403
P	212 080	860 605	159 025	81 177	13 392	7 241	6 151	3 444
FIN	52 270	231 779	76 793	16 530	9 787	5 871	3 915	1 363
S	119 521	433 036	156 814	37 342	19 367	13 624	5 743	3 290
UK	408 206	:	1 066 909	:	150 752	80 046	70 706	22 981
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	56 376	331 070	94 254	25 272	12 183	8 476	3 706	2 039

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK: données de 1995; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 2.9: Principaux indicateurs, 1998

G - Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	245.4	:	:	:	:	:
B	:	:	392.5	37.3	120.4	31.0	4.0	7.0
DK	139.9	5.8	232.0	50.7	:	:	:	:
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	169.2	:	:	:	:	:
F	104.7	4.5	338.6	37.3	126.3	29.6	3.6	4.5
IRL	83.7	6.9	190.6	27.3	:	:	:	3.8
I	218.3	2.3	202.9	30.0	103.8	30.0	7.6	4.1
L	154.9	5.4	342.3	43.0	164.8	26.1	5.9	5.5
NL	106.3	7.4	:	:	:	:	:	:
A	79.3	8.6	232.2	36.1	131.7	27.4	5.1	4.4
P	212.7	3.9	184.8	16.3	152.5	10.7	5.2	4.2
FIN	101.4	4.4	331.3	43.0	151.8	28.3	5.4	6.0
S	135.1	4.3	362.1	37.6	123.5	30.4	4.0	6.4
UK	68.9	:	:	:	:	:	7.3	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	128.0	5.9	284.7	36.8	133.6	27.6	3.9	6.2

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1997), L (1998), NO (1997).

DK données de 1995; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée;

L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 2.10: Variables principales, 1998
50 – Commerce et réparation automobile

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	3 264 200	877 246	:	:	:	:	:
B	:	81 779	43 612	41 348	2 897	1 746	1 152	654
DK	12 726	62 997	11 377	:	2 731	:	:	:
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	326 550	74 768	:	:	:	:	:
F	81 777	381 754	115 635	27 530	14 180	11 096	3 084	2 061
IRL	5 061	30 089	8 378	1 348	865	:	:	81
I	157 960	464 526	127 323	39 366	10 620	4 860	5 760	1 563
L	836	5 885	2 372	380	269	141	128	24
NL	21 485	138 542	51 211	12 067	4 920	3 061	1 863	869
A	8 244	80 205	20 385	5 377	2 790	1 945	844	368
P	26 954	114 147	30 388	15 007	2 197	1 271	925	874
FIN	9 453	35 057	12 871	2 211	1 466	843	623	284
S	18 534	63 208	27 944	4 526	2 756	1 834	922	664
UK	72 105	:	191 209	:	25 085	11 324	13 760	2 995
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	8 133	50 455	17 767	3 658	2 032	1 391	641	617

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK: données de 1995; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 2.11: Principaux indicateurs, 1998
50 – Commerce et réparation automobile

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	268.7	:	:	:	:	:
B	:	:	533.3	36.6	115.5	31.7	2.8	8.3
DK	24.4	5.0	180.6	43.4	:	:	:	:
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	229.0	:	:	:	:	:
F	13.6	5.1	302.9	34.0	117.6	28.9	2.8	4.9
IRL	13.8	5.9	278.5	28.8	:	:	:	2.7
I	27.5	2.7	274.1	20.0	108.4	20.0	5.3	3.6
L	19.5	7.0	403.1	45.7	171.5	26.6	5.4	4.1
NL	13.7	6.4	369.6	35.5	130.3	27.3	3.6	6.3
A	10.2	9.5	254.2	35.6	130.1	27.3	4.4	4.7
P	27.0	5.0	266.2	16.2	152.3	10.6	3.7	6.4
FIN	18.3	3.6	367.2	43.0	151.8	28.3	5.3	8.3
S	21.0	3.9	442.1	38.2	128.3	29.8	3.9	9.2
UK	12.2	:	:	:	:	18.8	7.6	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	18.5	6.2	352.1	40.3	135.9	29.6	3.6	12.2

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée;

L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 2.12: Variables principales, 1998

51 – Commerce de gros et intermédiaires du commerce

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	7 379 600	2 924 676	:	:	:	:	:
B	:	218 244	135 521	129 409	11 556	7 043	4 514	1 882
DK	22 733	179 530	76 581	23 501	9 487	6 158	3 329	1 345
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	183 124	930 651	255 688	51 756	30 775	14 029	16 746	4 562
F	161 287	898 068	447 418	113 849	45 848	34 039	11 809	4 697
IRL	4 914	50 157	18 732	3 992	2 517	:	:	316
I	385 128	1 061 389	323 076	136 416	36 741	14 804	21 938	5 584
L	2 953	12 499	7 018	1 220	744	369	375	79
NL	54 300	431 243	218 001	:	:	:	:	:
A	19 409	203 452	74 741	21 582	9 947	6 641	3 306	1 213
P	49 308	277 165	84 395	39 606	6 403	3 250	3 153	1 341
FIN	17 358	83 809	42 083	8 593	4 749	2 799	1 950	624
S	42 295	190 022	89 671	21 815	10 263	7 036	3 227	1 853
UK	120 101	:	525 232	:	66 487	34 521	31 966	7 778
IS	1 469	7 018	1 610	:	278	:	:	:
NO	17 521	105 576	52 289	14 406	6 053	4 093	1 960	847

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998),

NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), IS (1995), NO (1997).

IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires;

L données de 1995 pour les investissements; IS données de 1995.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 2.13: Principaux indicateurs, 1998

51 – Commerce de gros et intermédiaires du commerce

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	396.3	:	:	:	:	:
B	:	:	621.0	53.7	130.9	41.0	3.5	8.7
DK	42.9	7.8	426.6	53.7	146.7	36.6	4.5	7.6
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	46.5	4.8	274.7	30.0	183.6	20.0	7.5	5.2
F	26.9	5.9	498.2	48.4	132.3	36.6	2.7	5.0
IRL	13.4	10.2	373.5	50.2	:	:	:	6.3
I	67.0	2.5	304.4	40.0	128.2	30.0	7.6	5.7
L	68.8	4.2	561.5	59.5	175.4	33.9	5.3	6.7
NL	34.6	7.9	:	:	:	:	:	:
A	24.0	10.3	367.4	49.9	138.4	36.1	4.6	6.1
P	49.5	5.4	304.5	24.0	178.4	13.5	5.3	5.0
FIN	33.7	4.8	502.1	57.2	162.2	35.3	4.9	7.5
S	47.8	5.0	471.9	49.0	131.3	37.3	3.9	8.8
UK	20.3	:	:	:	:	28.4	6.5	:
IS	55.0	4.8	229.4	39.6	:	:	:	:
NO	39.8	6.0	495.3	57.3	141.3	40.6	3.7	8.0

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NO (1997), IS (1995).

IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre; IS données de 1995.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 2.14: Variables principales, 1998
52 – Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	11 366 800	1 598 382	:	:	:	:	:
B	:	279 009	48 160	44 974	7 033	4 055	2 978	1 489
DK	31 912	198 470	27 322	8 147	4 990	3 371	1 619	519
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	555 609	1 466 732	130 491	32 736	23 579	10 702	12 877	3 771
F	384 239	1 204 767	278 316	83 530	46 115	31 797	14 319	6 137
IRL	20 653	132 013	13 340	3 683	2 419	:	:	412
I	712 372	1 707 076	205 434	70 715	29 186	12 926	16 260	4 927
L	2 858	17 206	2 792	845	518	305	212	86
NL	91 155	661 780	68 005	23 069	13 079	7 418	5 661	1 960
A	36 386	277 685	35 214	11 605	7 011	4 835	2 177	822
P	135 818	469 293	44 242	26 565	4 792	2 719	2 073	1 229
FIN	25 459	112 913	21 838	5 726	3 572	2 229	1 343	455
S	58 692	179 806	39 199	11 001	6 348	4 754	1 594	773
UK	216 000	:	350 468	:	59 181	34 201	24 980	12 208
IS	1 670	7 742	:	:	:	:	:	:
NO	30 722	175 039	24 198	7 208	4 098	2 992	1 106	576

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour nombre de personnes occupées), IS (1995 pour nombre de personnes occupées), NO (1997).
E, I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; IRL, NO données de 1997;
L données de 1995 pour les investissements; NL données de 1996 pour les investissements; IS données de 1995.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 2.15: Principaux indicateurs, 1998
52 – Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	140.6	:	:	:	:	:
B	:	:	172.6	25.0	115.6	21.6	6.6	5.3
DK	60.2	6.1	137.7	25.5	130.7	19.5	6.1	2.7
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	141.3	2.5	89.0	20.0	128.4	10.0	11.2	2.7
F	64.1	3.9	231.0	31.2	126.4	24.7	5.4	4.2
IRL	56.4	6.4	101.1	18.3	:	:	:	3.1
I	123.9	2.2	120.3	20.0	85.7	20.0	9.1	3.2
L	66.6	6.0	162.3	30.1	148.5	20.3	7.6	5.1
NL	58.0	7.3	97.8	19.8	150.7	13.1	8.7	3.1
A	45.0	7.4	126.8	26.0	126.2	20.6	6.4	3.0
P	136.2	3.1	94.3	11.4	133.1	8.6	6.3	2.9
FIN	49.4	4.3	193.4	32.3	142.3	22.7	6.5	4.1
S	66.3	4.0	218.0	27.1	112.9	24.0	4.4	3.3
UK	36.5	:	:	:	:	:	8.5	:
IS	62.5	4.6	:	:	:	:	:	:
NO	69.7	5.7	138.2	23.4	125.1	18.7	4.6	3.3

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997).
E, I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; NL données de 1996 pour les investissements; IS données de 1995.

Source: Eurostat, base de données SBS

3. ANALYSE SECTORIELLE

3.1 Commerce automobile

Le commerce automobile (NACE Rév. 1, Division 50) couvre le commerce, l'entretien et la réparation de véhicules automobiles et de motocycles ainsi que le commerce de détail de carburants.

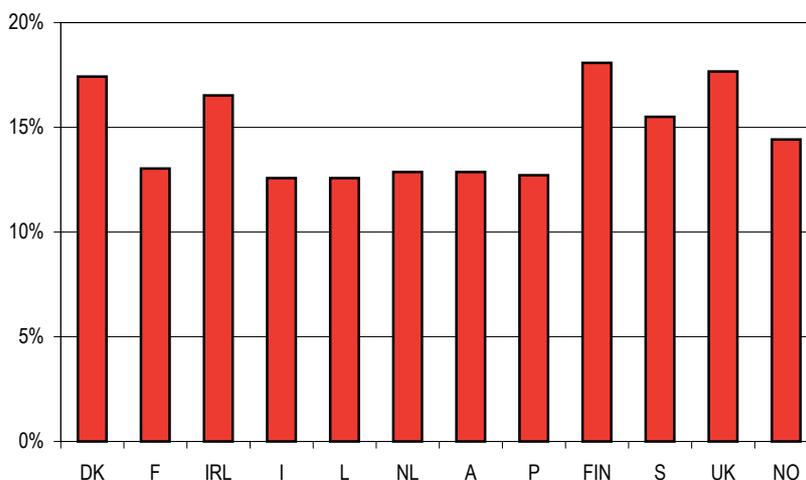
Les véhicules automobiles constituent un secteur très important de l'économie, caractérisé par une capacité de production considérable et un niveau élevé de concurrence.

Les données sur le commerce automobile couvrent les activités de gros et de détail, qui jouent toutes deux un rôle essentiel dans la chaîne de valeur du produit final vendu.

Le commerce automobile recouvre également plusieurs types de services concernant les véhicules automobiles (comme l'entretien et les réparations) et il permet aux producteurs d'entretenir des contacts permanents avec leurs clients, ce qui est essentiel pour la planification de leurs importants investissements.

3.1.1 Entreprises du commerce automobile

Graphique 3.1.1
Nombre d'entreprises: part du commerce automobile dans l'ensemble du commerce, 1998



IRL, I, S, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

Dans l'UE, le nombre d'entreprises opérant dans le secteur du commerce automobile était estimé, en 1998, à environ 600 000, soit près de 13% de l'ensemble du commerce. Parmi les pays qui transmettent des données¹, l'Italie a enregistré le plus grand nombre d'entreprises en valeur absolue (pratiquement 158 000 en 1997), devant la France avec plus de 81 000 (1998). Dans ces pays, les entreprises du commerce automobile représentent respectivement 12,6% et 13% de l'ensemble du commerce. Elles semblent néanmoins avoir une plus grande importance relative dans les pays d'Europe du Nord: leur part dans le commerce total varie entre 14,4% en Norvège et 18,1% en Finlande.

Deux réseaux principaux dans le commerce automobile

En Europe, le commerce automobile est organisé en deux réseaux principaux. Le premier regroupe les concessionnaires et les filiales des producteurs. Le second est constitué des agents liés aux concessionnaires et aux filiales. En France, comme en Italie et en Espagne, les réseaux secondaires sont plus importants. Dans ces trois pays, ils représentent près de 70% des points de ventes, tandis qu'en Allemagne et dans les pays les plus septentrionaux, les réseaux primaires prédominent. La tendance générale est à la concentration des concessionnaires et leur taille augmente continuellement, mais ce secteur reste beaucoup plus fragmenté que celui du commerce de détail alimentaire ou non alimentaire, par exemple. Le nombre d'entreprises est plus élevé dans le secteur du commerce de véhicules automobiles que dans celui de l'entretien et de la réparation dans les pays où la possession de voitures particulières est un phénomène moins récent (comme en France et au Royaume-Uni).

¹ L'Allemagne ne transmet pas de données SBS pour la NACE Rév. 1, 50.2 (entretien et réparation de véhicules automobiles). Elle n'est donc pas incluse dans les comparaisons directes.

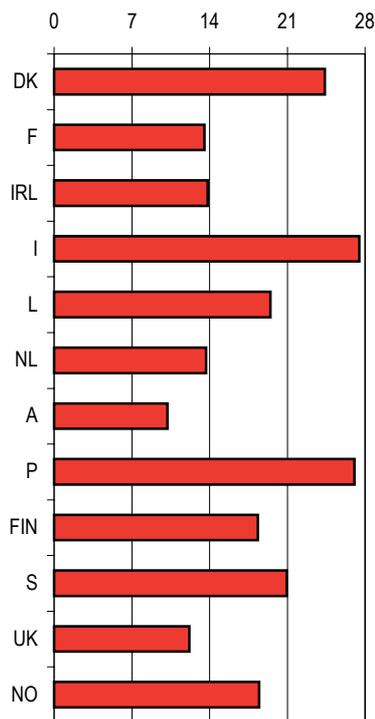
Le nombre total d'entreprises opérant dans un pays est directement lié à l'importance démographique de celui-ci ainsi qu'à la taille des entreprises. Ainsi, l'utilisation du taux d'entreprises par rapport à la population (densité d'entreprises) permet de mettre en évidence l'importance relative du secteur.

Pour cet indicateur, la moyenne européenne en 1998 peut être approximativement estimée à plus de 16 entreprises pour 10 000 habitants.

Parmi les pays observés, l'Italie, qui présente déjà le plus grand nombre d'entreprises en valeur absolue, enregistre également la plus forte densité d'entreprises dans toute l'Europe (environ 27,5). Le Portugal la talonne avec 27.

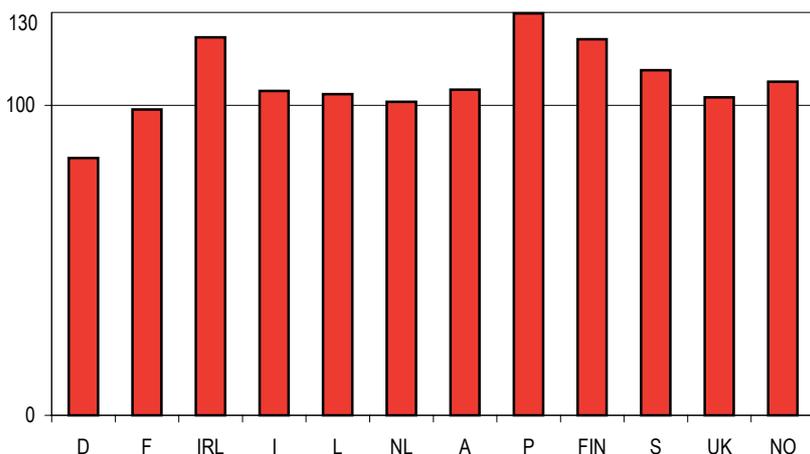
Les structures très fragmentées du commerce de distribution en Italie et au Portugal peuvent expliquer ce schéma.

Les plus faibles densités d'entreprises sont observées en Autriche et au Royaume-Uni, avec respectivement 10,2 et 12,2 entreprises pour 10 000 habitants.



IRL, I, S, NO: 1997; DK: 1995
 Source: Nombre d'entreprises: Eurostat, base de données SBS
 Population: Eurostat, base de données Aux_ind

Graphique 3.1.2
 Commerce automobile: Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants, 1998



D exclut NACE Rév. 1, 50.2
 Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

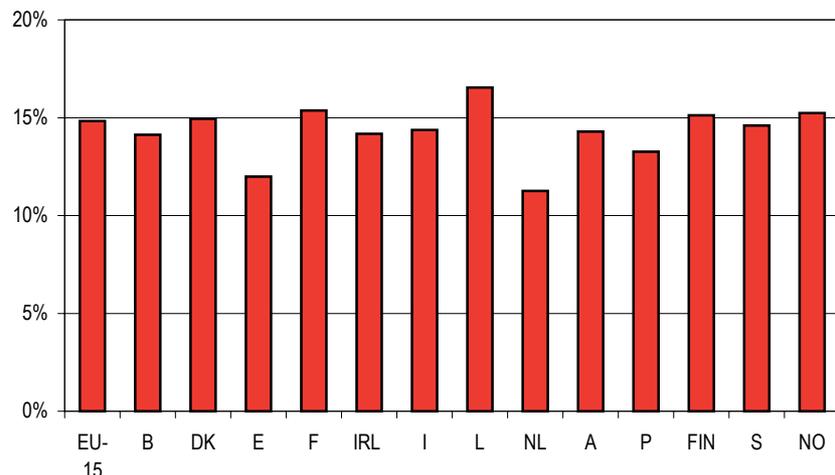
Graphique 3.1.3
 Commerce automobile: évolution du nombre d'entreprises, 1995-1998 (1995 = 100)

Entre 1995 et 1998, le nombre d'entreprises de commerce automobile en Europe a subi diverses évolutions², positives pour la plupart. Les taux de croissance les plus marqués ont été enregistrés au Portugal (presque 30% au cours de cette période), en Irlande (22%) et en Finlande (21,3%). Dans ces pays, l'augmentation du nombre d'entreprises dans ce secteur a suivi la croissance du PIB et de la consommation.

La saturation du marché était une autre caractéristique déterminante du développement du nombre d'entreprises. Les pays présentant une augmentation moins marquée du PIB ou de la consommation au cours de la période de référence, ou un niveau supérieur de saturation au départ (comme l'Allemagne, la France ou l'Italie) ont ainsi enregistré des taux de croissance inférieurs ou même des déclinés dans le nombre d'entreprises de commerce automobile.

3.1.2 L'emploi dans le commerce automobile

Graphique 3.1.4
Nombre de personnes occupées:
part du commerce automobile dans
l'ensemble du commerce, 1999



L, NL: 1998; IRL, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

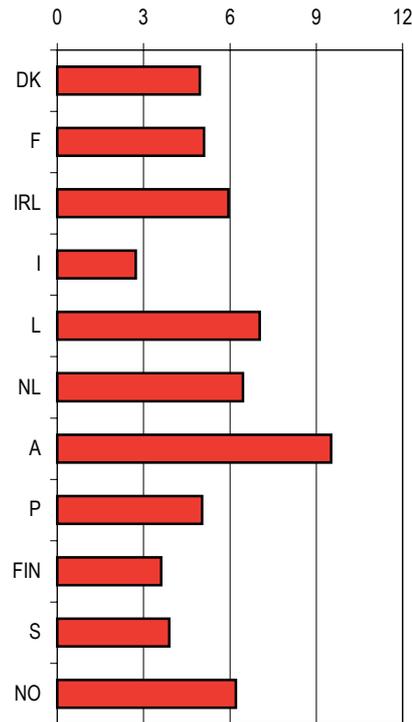
Selon les données provisoires pour 1999, le nombre de personnes occupées dans le commerce automobile au niveau communautaire avoisinait 3,3 millions, soit 14,8% du total de l'emploi dans le commerce de distribution. L'Italie et la France affichaient les chiffres les plus élevés en valeur absolue (respectivement 465 000 et 382 000).

Une entreprise moyenne de commerce automobile compte un nombre de personnes occupées *légèrement* supérieur aux autres entreprises du commerce de distribution. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, l'importance relative de l'emploi dans ce domaine par rapport à l'ensemble du commerce ne fait

² Certains pays ne fournissent pas de données pour la période entière. Afin de permettre des comparaisons entre les pays, les taux de croissance ont été estimés ou calculés selon les données disponibles dans plusieurs cas.

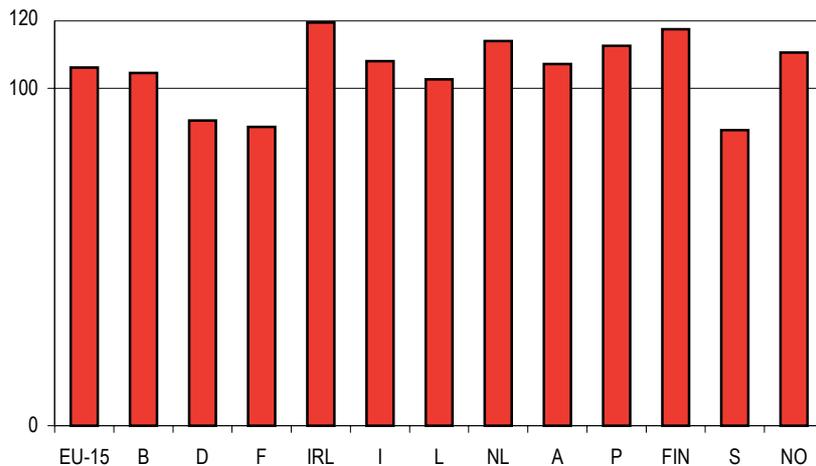
apparaître aucune disparité substantielle: le Luxembourg prend la tête avec 16,5%, à l'opposé des Pays-Bas (11,2%).

D'après le Graphique 3.1.5, les plus grandes entreprises moyennes de commerce automobile se trouvent en Autriche, où l'on compte 9,5 personnes occupées par entreprise. La plus petite taille moyenne est observée en Italie (moins de 3 personnes occupées), tandis que la moyenne européenne est estimée à près de 5.



IRL, I, S, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 3.1.5
Commerce automobile: nombre de personnes occupées par entreprise, 1998



D exclut NACE Rév. 1, 50.2; IRL, NO: 1995-1997;
S: 1997-1999
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

Graphique 3.1.6
Commerce automobile: évolution de l'emploi, 1995-1999 (1995 = 100)

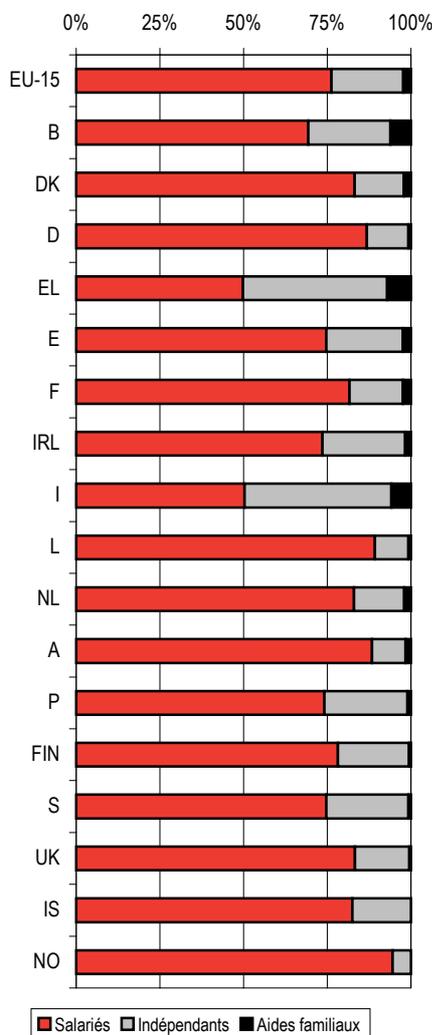
On estime que dans le commerce automobile, l'emploi a connu au sein de l'UE une croissance de près de 6% entre 1995 et 1999 (Graphique 3.1.6).³ Entre 1995 et 1997, l'Irlande a enregistré une croissance de 19,5%, alors qu'en Norvège, l'augmentation se situait à 10,7% pendant la même période. La Finlande (17,5%) et le Portugal (12,6%) présentaient une croissance à deux chiffres entre 1995 et 1999, tandis que les valeurs pour la Suède (-12,4% entre 1997 et 1999), la France

³ Certains pays ne fournissent pas de données pour la période entière. Afin de permettre des comparaisons entre les pays, les taux de croissance ont été estimés ou calculés selon les données disponibles dans plusieurs cas.

(-11,4%) et l'Allemagne (-9,5%, sans le groupe 50.2 de la NACE Rév. 1 'Entretien et réparation de véhicules automobiles') ont diminué.

Caractéristiques de l'emploi

Graphique 3.1.7
Commerce automobile: proportions
de salariés, d'indépendants et
d'aides familiaux dans l'emploi total,
1999



Le commerce automobile est un secteur dans lequel on observe généralement une proportion moindre de travail indépendant que dans le commerce de détail (mais supérieure à celle du commerce de gros). En 1999, la moyenne communautaire était de 76% pour les salariés, tandis que 24% de la main-d'œuvre était indépendante (21% de travailleurs indépendants et 3% d'aides familiaux).

En ce qui concerne les indépendants et les aides familiaux, la Grèce, l'Italie (toutes deux à 50%) et dans une moindre mesure, la Belgique (31%) affichaient des proportions visiblement supérieures à la moyenne communautaire. Pour la Norvège (6%), le Luxembourg (11%), l'Autriche (12%) et l'Allemagne (13%), les valeurs étaient inférieures à cette moyenne, tandis qu'elles étaient plus ou moins équivalentes pour les autres pays.

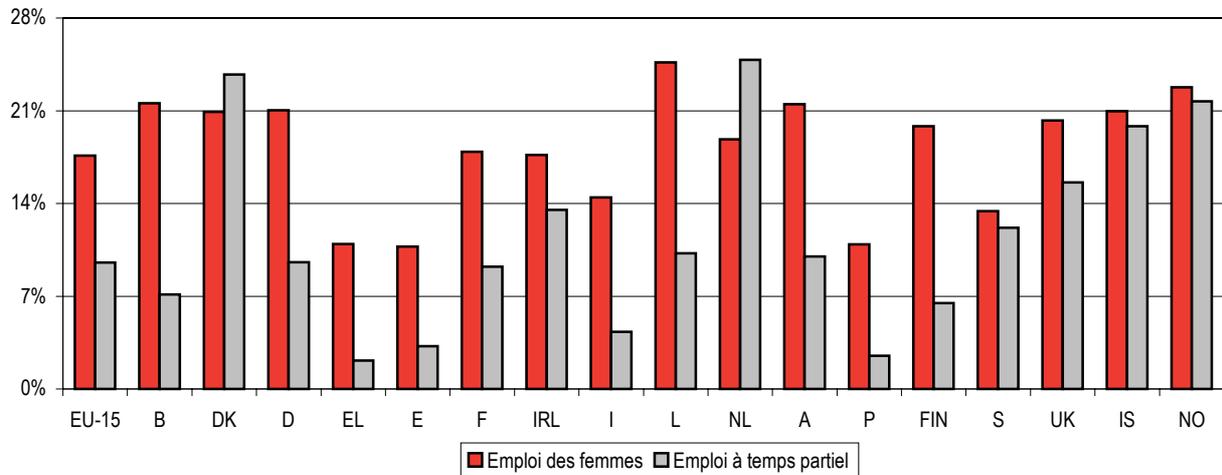
Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail

Par ailleurs, le commerce automobile semble être un domaine à prédominance masculine. L'emploi des femmes n'y est pas très répandu, la moyenne communautaire avoisinant les 18%. Ce sont principalement les pays du sud de l'Europe (ainsi que la Suède) qui ont enregistré des valeurs inférieures à cette moyenne et ce, probablement pour des raisons historiques et culturelles. Parmi les autres pays, le Luxembourg s'est distingué avec 24% de femmes occupées.

Le travail à temps partiel est encore moins répandu (avec une moyenne communautaire de 10%), sachant que les femmes qui travaillent dans ce domaine le font souvent à plein temps. Dans la plupart des pays, il existe une différence importante entre l'emploi des femmes et l'emploi à temps partiel (les différences en Suède, Islande et Norvège ne sont pas significatives). Néanmoins, le Danemark et

les Pays-Bas constituent clairement des exceptions ici. Leurs économies modernes permettent visiblement aussi aux hommes travaillant dans le commerce automobile d'exercer à temps partiel.

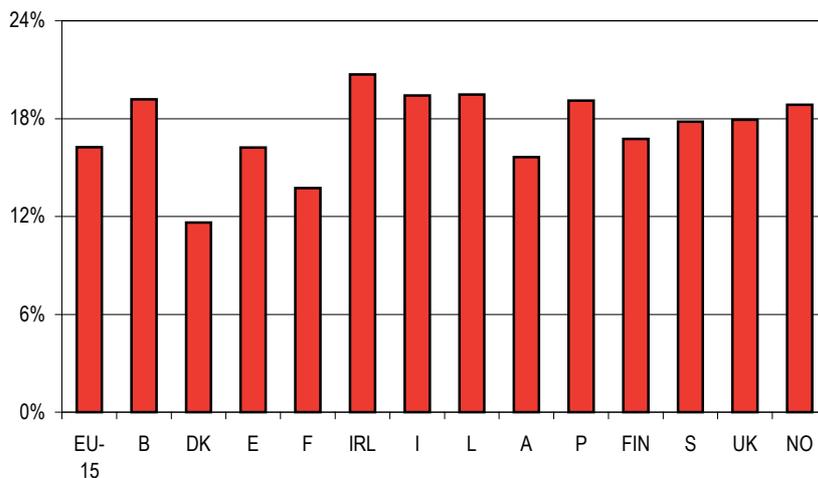
Graphique 3.1.8
Commerce automobile: emploi des femmes et emploi à temps partiel, 1999



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail

3.1.3 Chiffre d'affaires et productivité

Selon les estimations, en 1999, le chiffre d'affaires généré dans l'UE par le commerce automobile a atteint près de 880 milliards d'euros. Ensemble, les cinq principaux Etats membres représentaient plus de 70% de ce total. Le montant atteignait 191 milliards d'euros pour le Royaume-Uni (presque 22%) et 128 milliards pour l'Allemagne (à l'exclusion de la NACE Rév. 1, 50.2); l'Italie (qui occupe le premier rang pour l'emploi et les entreprises) suit avec 127 milliards d'euros, puis viennent la France (115 milliards) et l'Espagne (75 milliards).



Graphique 3.1.9
Chiffre d'affaires: part du commerce automobile dans l'ensemble du commerce, 1999

L: 1998; IRL, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

Le Graphique 3.1.9 fait apparaître l'importance relative du commerce automobile dans l'ensemble du commerce de distribution en termes de chiffre d'affaires. Les proportions dépassent généralement de 4 à 5% celles de l'emploi, ce qui signifie que le chiffre d'affaires par personne occupée est plus élevé dans ce secteur que dans les autres activités du commerce. Cette différence peut s'expliquer par le fait que la principale activité dans le domaine du commerce automobile, à savoir le commerce de véhicules automobiles (NACE Rév. 1, 50.1), concerne des biens dont les prix sont élevés si on les compare, par exemple, au commerce de détail en général.

Parmi les pays qui transmettent des données, les proportions les plus importantes sont enregistrées en Belgique, en Irlande, en Italie, au Luxembourg et au Portugal, qui dépassent tous 19%. Les plus basses sont observées en France (13,7%) et au Danemark, qui accuse du retard avec 9,8%.

Règlement de la Commission
relatif à la distribution de
véhicules automobiles

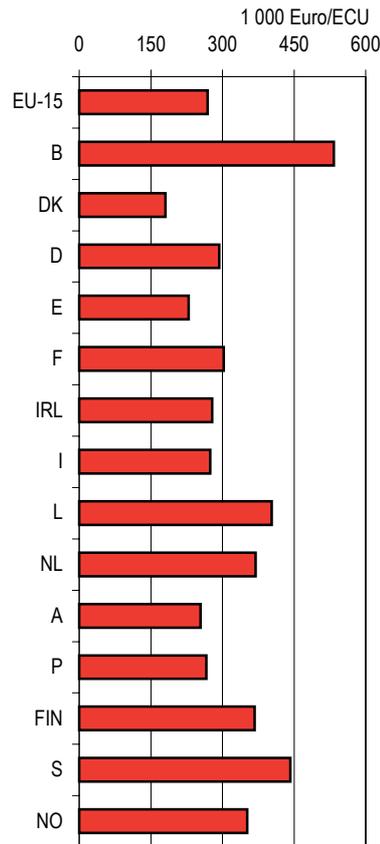
Le commerce de détail des véhicules automobiles est dominé par les concessionnaires.

En ce qui concerne ce marché, la Commission européenne a arrêté un règlement (n° 1475/95) qui permet aux producteurs de sélectionner leurs concessionnaires sur la base de critères qualitatifs, qui doivent néanmoins rester objectifs et uniformes. Il autorise également l'exclusivité en termes de territoire et de marque.

Ce système sélectif et exclusif (de commerce de détail et de gros) est justifié par la complexité technologique des véhicules automobiles et par l'importance, pour chacun, des aspects/problèmes liés à la sécurité, car il est nécessaire de veiller à ce que l'entretien et les services soient assurés par des personnes qualifiées.

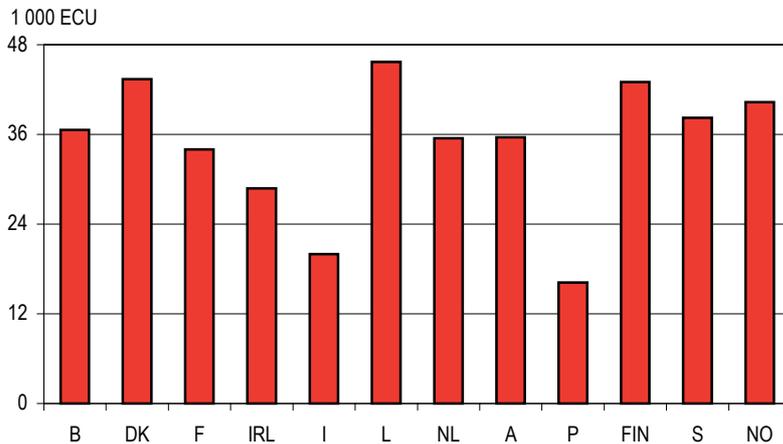
Au niveau de l'UE, en 1999, chaque personne occupée dans le commerce automobile a généré un chiffre d'affaires de près de 275 000 euros (Graphique 3.1.10). Les disparités entre pays sont substantielles. La Belgique se place bien au-dessus de la moyenne de l'UE, avec 533 000 euros par personne occupée, suivie de la Suède, avec 442 000 euros.

Tout en bas de l'échelle se trouvent l'Autriche, qui enregistre 254 000 euros par personne occupée, l'Espagne (229 000 euros) et le Danemark (181 000 écus - données de 1995).



Graphique 3.1.10
Commerce automobile: chiffre d'affaires par personne occupée, 1999

*D exclut NACE Rév. 1, 50.2
L, NL: 1998; IRL, NO: 1997; DK: 1995
Les données pour 1999 sont en euros, celles pour les années précédentes sont en écus
Source: Eurostat, base de données SBS*



*IRL, S, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS*

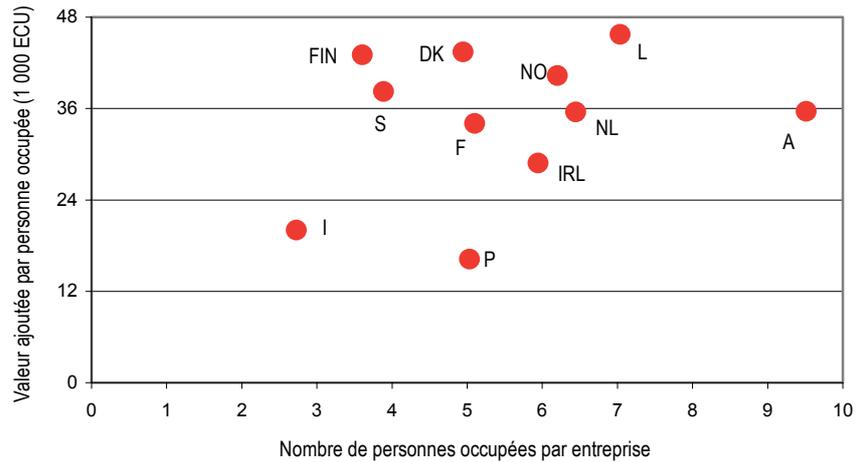
La valeur ajoutée est le revenu brut des activités d'exploitation, une fois pris en compte les subventions d'exploitation et les impôts indirects. En relation avec l'emploi, celle-là permet d'obtenir une première mesure de la productivité dans un secteur (la valeur ajoutée par personne occupée est également appelée productivité apparente du travail - Graphique 3.1.11).

Graphique 3.1.11
Commerce automobile: valeur ajoutée par personne occupée, 1998

Parmi les pays observés, le Luxembourg (45 700 écus - 1998) et les pays du nord de l'Europe présentent la productivité la plus élevée; d'autre part, l'Italie (20 000 écus en 1997) et le Portugal (16 200 écus) enregistrent les plus faibles valeurs. La productivité dans le commerce automobile est en général plus faible que dans le commerce de gros, mais devance celle du commerce de détail.

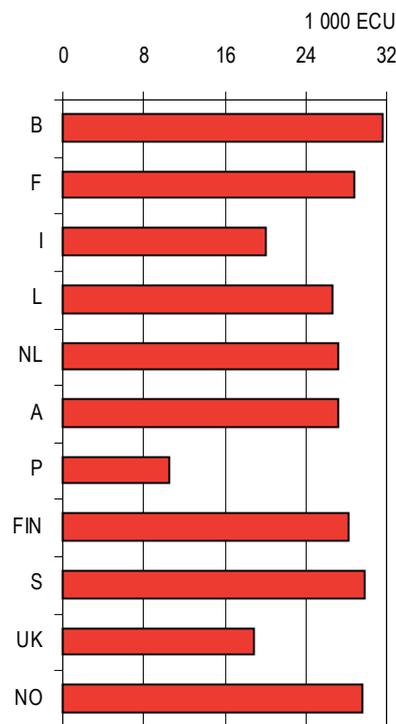
Le Graphique 3.1.12 montre une tendance générale pour les grandes entreprises d'avoir une productivité plus élevée (et vice versa). Toutefois, l'Autriche, la Finlande et la Suède semblent constituer une exception.

Graphique 3.1.12
Commerce automobile: valeur ajoutée par personne occupée et taille moyenne des entreprises, 1998



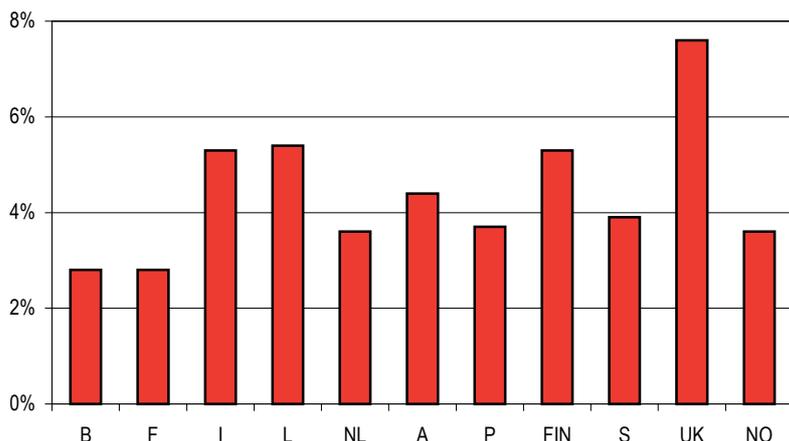
IRL, I, S, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 3.1.13
Commerce automobile: coût unitaire de la main-d'œuvre, 1998



I, S, UK, NO: 1997
Source: Eurostat, base de données SBS

Le bénéfice tiré d'une activité économique (l'excédent d'exploitation) équivaut à la valeur ajoutée diminuée de la rémunération de la main-d'œuvre (dépenses de personnel), qui est elle-même représentée par le coût unitaire de la main-d'œuvre (dépenses de personnel par salarié). Ainsi, lorsque la valeur ajoutée par personne occupée est élevée, cela permet d'obtenir un coût unitaire de la main-d'œuvre supérieur sans répercussion sur le bénéfice d'exploitation. En ce qui concerne les pays observés (Graphique 3.1.13), la Belgique (31 000 écus) et les pays d'Europe du Nord se caractérisent par des dépenses de personnel particulièrement élevées, tandis que le coût de la main-d'œuvre par salarié est faible au Portugal (11 000 écus) et en Italie (20 000 écus), ce qui est conforme à leurs niveaux respectifs de valeur ajoutée.



Graphique 3.1.14
Commerce automobile: taux bruts
d'exploitation, 1998

I, S, NO: 1997

Source: Eurostat, base de données SBS

Le taux brut (ou marge) d'exploitation (part de l'excédent brut d'exploitation dans le chiffre d'affaires) - indicateur de la réussite d'une activité économique - varie considérablement pour les pays observés. Elle va de 2,8% en France et en Belgique à près de 5,4% au Luxembourg et elle est particulièrement élevée au Royaume-Uni (presque 8%).

Par ailleurs, les marges d'exploitation sont liées au niveau de concentration dans un secteur et à la taille des entreprises, ce qui peut expliquer pourquoi elles sont plus élevées au Royaume-Uni. Dans ce pays, les concessionnaires appartiennent majoritairement à des consortiums multinationaux diversifiés ou à des groupes possédant plusieurs concessions.

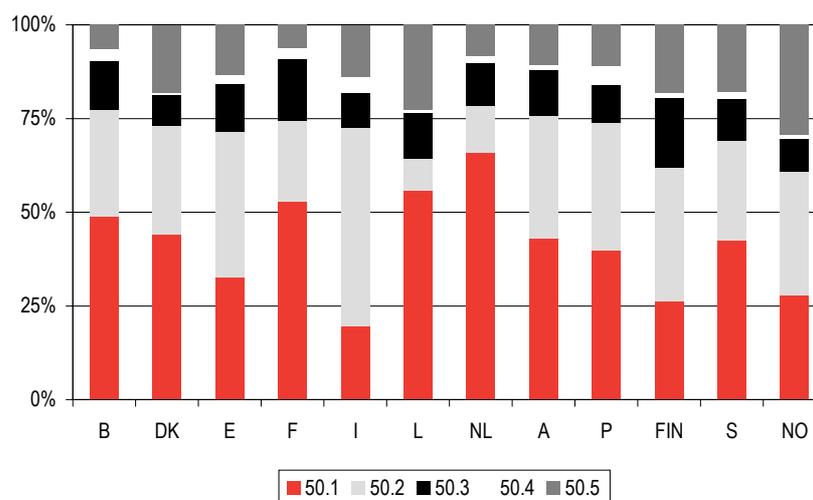
3.1.4 Les activités du commerce automobile

La Division 50 de la NACE Rév. 1 (commerce automobile) est composée des groupes suivants:

- 50.1: Commerce de véhicules automobiles
- 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles
- 50.3: Commerce d'équipements automobiles
- 50.4: Commerce et réparation de motocycles
- 50.5: Commerce de détail de carburants

Graphique 3.1.15
Commerce automobile: emploi par
activité (groupe de la NACE), 1999

Répartition de l'emploi au sein du commerce automobile



L, NL: 1998; NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

Le commerce de véhicules automobiles (NACE Rév. 1, 50.1) est la principale activité du commerce automobile, avec une moyenne communautaire de 38% (moyenne établie pour les pays transmettant des données).

En France, au Luxembourg et aux Pays-Bas, cette activité rassemble plus de la moitié de l'emploi dans le commerce automobile. Dans les Etats Membres du sud de l'Europe ainsi qu'en Finlande et en Norvège, la part de l'emploi est plus forte dans le secteur de l'entretien et de la réparation de véhicules automobiles (NACE Rév. 1, 50.2). L'Italie se démarque avec 53,8%. Cette activité occupe la deuxième place dans tous les autres pays, à l'exception du Luxembourg, et représente en moyenne 35% de l'emploi dans le commerce automobile.

Le commerce d'équipements automobiles (NACE Rév. 1, 50.3, la Finlande arrivant en tête avec 18,7%) et le commerce de détail de carburants (NACE Rév. 1, 50.5, 29,5% pour la Norvège) représentent tous deux près de 12% de l'emploi au niveau européen. Le commerce et la réparation de motocycles (NACE Rév. 1, 50.4) ne totalisent en moyenne que 3% de l'emploi dans le commerce automobile à l'échelle européenne (pour le Portugal et l'Italie, les valeurs sont respectivement de 13% et 10%).

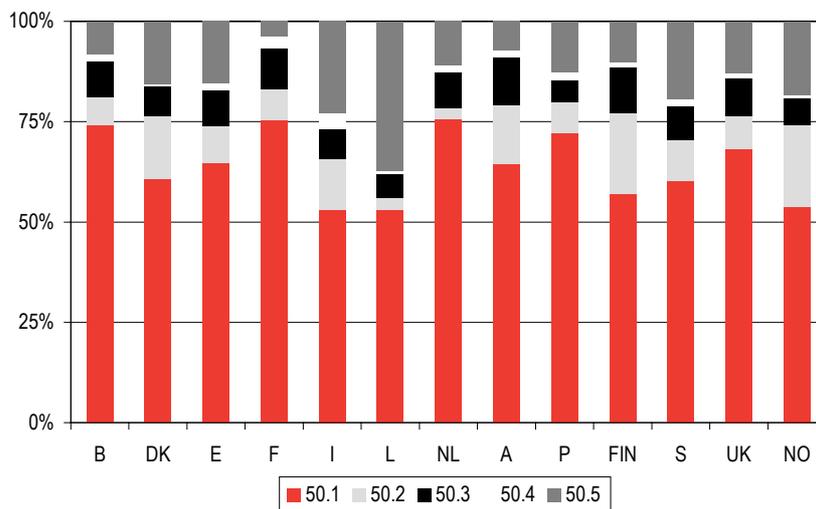
Répartition du chiffre d'affaires du commerce automobile

La situation est similaire en ce qui concerne le chiffre d'affaires. La proportion du commerce de véhicules automobiles (NACE Rév. 1, 50.1) dépasse 50% dans tous les pays qui transmettent des données (près de 75% en Belgique et aux Pays-Bas, données de 1998). La moyenne européenne est de 67% (elle est calculée à partir des données disponibles et fournies par les pays).

À la différence de l'emploi, le commerce de détail de carburants (NACE Rév. 1, 50.5) génère, avec une part de 13% au niveau européen, un chiffre d'affaires plus élevé (le Luxembourg enregistre le chiffre étonnant de 37,2%) que l'entretien et la réparation de véhicules automobiles (NACE Rév. 1, 50.2), activité qui semble nécessiter beaucoup de main-d'œuvre et dont le chiffre d'affaires est relativement bas (9% en moyenne). Cependant, il existe des disparités substantielles entre les pays observés: l'entretien et la réparation de véhicules automobiles génèrent plus de 15% du chiffre d'affaires du commerce automobile au Danemark, en Finlande et en Norvège, mais moins de 3% au Luxembourg et aux Pays-Bas.

Dans le domaine du commerce d'équipements automobiles (NACE Rév. 1, 50.3), la moyenne se situe à 9%, avec des chiffres variant entre 6,2% au Luxembourg et 11,7% en Autriche.

Le commerce et la réparation de motocycles (NACE Rév. 1, 50.4) sont également négligeables si l'on considère le chiffre d'affaires (part de 2%).



Graphique 3.1.16
Commerce automobile: chiffre d'affaires par activité (groupe de la NACE), 1999

L, NL: 1998; NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

Détail des activités

Commerce de véhicules automobiles (NACE Rév. 1, 50.1)

Les entreprises qui opèrent dans le commerce de véhicules automobiles ont généralement une taille supérieure à celle des entreprises dans d'autres secteurs d'activités liés au commerce automobile (la taille moyenne allant de 6 à 16 personnes occupées).

C'est également dans ce secteur d'activité que l'on enregistre le plus important chiffre d'affaires par personne occupée dans tous les pays à l'exception des Pays-Bas et du Luxembourg, où le chiffre d'affaires des entreprises opérant dans le commerce de détail de carburants (NACE Rév. 1, 50.5) est plus élevé (au

Luxembourg, les concessionnaires de motocycles - NACE Rév. 1, 50.4 - réalisent un plus grand chiffre d'affaires par personne occupée). La Belgique se distingue avec près de 790 000 euros par personne occupée en 1999.

En général, les investissements sont également plus élevés que dans d'autres activités liées au commerce automobile, en particulier dans les pays du nord de l'Europe (la Norvège prend la première place avec 23 100 écus par personne occupée en 1997), tandis que les marges d'exploitation (excédent brut d'exploitation en pourcentage du chiffre d'affaires) sont généralement plus faibles dans le commerce de véhicules automobiles que dans d'autres activités liées au commerce automobile (les plus fortes sont enregistrées dans le domaine de l'entretien et de la réparation de véhicules automobiles - NACE Rév. 1, 50.2).

Entretien et réparation de véhicules automobiles (NACE Rév. 1, 50.2)

Les entreprises engagées dans cette activité sont souvent de petite taille (l'Autriche affiche la plus grande taille moyenne, avec 8 personnes occupées par entreprise) et présentent les chiffres d'affaires par personne occupée les plus faibles parmi toutes les activités liées au commerce automobile.

La valeur ajoutée par personne occupée (productivité apparente du travail) est également moindre que dans le commerce de véhicules automobiles, mais cela est compensé par des coûts de main-d'œuvre peu élevés. Par conséquent, les marges d'exploitation sont plus importantes (les chiffres pour l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni dépassent 16,5%).

La plupart des pays sont caractérisés par des chiffres faibles en matière d'investissements. Les pays du nord de l'Europe font exception et la Norvège se distingue, avec des investissements atteignant 13 000 écus par personne occupée en 1997.

Commerce d'équipements automobiles (NACE Rév. 1, 50.3)

Dans ce secteur d'activité, la taille des entreprises varie considérablement d'un pays à l'autre, passant d'environ 4 personnes occupées par entreprise en Italie et en Finlande à 10 en France et 12 en Allemagne et en Autriche, pays où se trouvent les plus grandes entreprises pour toutes les activités⁴, à l'exception du commerce de détail de carburants.

Le chiffre d'affaires par personne occupée est nettement inférieur à celui du commerce de véhicules automobiles (NACE Rév. 1, 50.1), mais la productivité du travail (valeur ajoutée par personne occupée) y correspond plus ou moins (elle est même supérieure en France, aux Pays-Bas et en Autriche).

⁴ À l'exclusion de l'entretien et de la réparation de véhicules automobiles (NACE Rév. 1, 50.2) pour l'Allemagne, qui ne fournit pas de données SBS pour ce groupe.

Les marges d'exploitation qui peuvent être réalisées dans le cadre de cette activité sont relativement élevées dans la plupart des pays; le Royaume-Uni enregistre la valeur la plus élevée pour cet indicateur (9,2%).

Commerce et réparation de motocycles (NACE Rév. 1, 50.4)

Les concessionnaires de motocycles sont généralement de petite taille. Les plus grands se trouvent en Allemagne et en Autriche et occupent, en moyenne, 5 personnes.

La Suède enregistre le chiffre d'affaires par personne occupée le plus élevé (près de 470 000 euros en 1999). Les valeurs varient considérablement en fonction des pays qui transmettent les données et le Portugal se place en dernière position, avec 89 700 euros par personne occupée (1999). Dans tous les pays fournissant des données, le chiffre d'affaires par personne occupée dans ce secteur d'activité est inférieur à celui des véhicules automobiles, sauf au Luxembourg.

La productivité du travail (valeur ajoutée par personne occupée) et le coût unitaire de la main-d'œuvre sont, dans plusieurs pays, relativement faibles par rapport aux autres activités liées au commerce automobile. Une fois de plus, le Portugal accuse les valeurs les plus basses.

Les marges brutes d'exploitation sont néanmoins caractérisées par des disparités: elles sont inférieures à 4% en Belgique, en France et en Norvège, mais atteignent jusqu'à 11,9% au Royaume-Uni.

Commerce de détail de carburants (NACE Rév. 1, 50.5)

Dans ce secteur d'activité, il existe des disparités marquées entre les pays, en particulier en ce qui concerne le chiffre d'affaires, la productivité et les marges d'exploitation. Le Luxembourg présente des valeurs élevées (données pour 1998) en ce qui concerne le chiffre d'affaires par personne occupée (658 000 écus, valeur la plus forte parmi toutes les activités liées au commerce automobile, pour tous les pays observés) et la productivité du travail (44 700 écus par personne occupée).

Il s'agit manifestement d'une conséquence des bas prix des carburants dans ce pays, qui sont à l'origine d'un grand nombre d'achats transfrontaliers de carburant et d'une forte densité de stations-service réalisant un gros chiffre d'affaires. D'autre part, la France et l'Autriche affichent des valeurs faibles en matière de chiffre d'affaires par personne occupée, mais le niveau de productivité reste raisonnablement élevé; l'Autriche enregistre la marge d'exploitation la plus élevée de tous les pays, avec 6,3% pour cette activité (même le taux d'exploitation du Luxembourg n'atteint que 4,2%).

La France (1,6%) et le Portugal (1,0%) présentent ici les marges d'exploitation les plus faibles: ces valeurs sont les plus basses de toutes les activités liées au commerce automobile.

Tableau 3.1.1: Variables principales, 1998

50.1 - Commerce de véhicules automobiles

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	39 873	32 384	30 204	1 684	1 022	662	347
DK	3 670	27 789	6 913	:	1 382	:	:	:
D	21 523	304 159	101 973	:	:	:	:	1 811
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	106 155	48 462	:	:	:	:	:
F	29 505	201 769	87 179	15 996	8 081	6 371	1 710	1 452
IRL	984	10 764	5 623	746	484	:	:	35
I	12 669	91 222	67 453	15 068	3 153	1 816	1 337	382
L	379	3 289	1 259	230	166	88	78	17
NL	13 610	91 356	38 787	9 048	3 310	2 082	1 230	695
A	2 094	34 450	13 137	2 690	1 331	971	360	174
P	4 227	45 486	21 954	7 662	1 213	609	604	564
FIN	1 497	9 195	7 343	894	567	292	274	132
S	3 819	26 825	16 813	2 161	1 304	847	457	385
UK	31 196	:	130 238	:	14 834	5 984	8 849	1 811
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	2 105	14 046	9 535	1 569	789	502	288	324

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; D données de 1997 pour les investissements; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.1.2: Principaux indicateurs, 1998

50.1 - Commerce de véhicules automobiles

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	812.2	44.1	126.0	35.0	2.2	9.1
DK	7.0	7.6	248.8	49.7	:	:	:	:
D	2.6	14.3	335.3	:	:	:	:	5.9
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	456.5	:	:	:	:	:
F	4.9	7.4	432.1	37.1	121.1	30.6	2.2	6.7
IRL	2.7	10.9	522.4	45.0	:	:	:	3.3
I	2.2	6.5	739.4	40.0	137.9	30.0	2.4	4.7
L	8.8	8.7	382.7	50.3	179.9	28.0	6.2	5.2
NL	8.7	6.7	424.6	36.2	125.1	29.0	3.2	7.6
A	2.6	16.1	381.3	39.5	129.4	30.5	2.9	5.2
P	4.2	11.0	482.7	26.2	192.3	13.6	3.7	12.2
FIN	2.9	6.0	798.6	63.0	188.2	33.5	4.0	14.7
S	4.3	7.3	626.8	46.7	143.1	32.6	3.2	13.8
UK	5.3	:	:	:	:	25.3	6.9	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	4.8	6.7	678.8	56.2	149.3	37.6	3.0	23.1

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997)

DK données de 1995; D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main d'œuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.1.3: Variables principales, 1998
50.2 - Entretien et réparation de véhicules automobiles

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	23 444	2 992	3 275	602	344	258	173
DK	6 738	18 318	1 771	:	652	:	:	:
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	127 148	6 820	:	:	:	:	:
F	34 739	82 715	8 850	5 461	2 809	2 109	700	304
IRL	2 094	7 051	578	186	121	:	:	23
I	100 562	245 357	16 136	10 386	4 202	1 777	2 426	858
L	126	498	67	22	18	9	9	1
NL	3 390	17 371	1 325	1 268	562	342	220	70
A	3 272	26 397	3 018	1 600	803	554	249	96
P	14 908	38 888	2 319	1 672	458	310	148	146
FIN	5 017	12 518	2 566	585	412	245	167	102
S	10 089	16 770	2 842	1 083	666	450	217	130
UK	24 680	:	16 049	:	4 735	2 540	2 195	646
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	3 182	16 592	3 663	1 170	635	487	148	215

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1996), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; IRL données de 1996; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements; NO données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.1.4: Principaux indicateurs, 1998
50.2 - Entretien et réparation de véhicules automobiles

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	127.6	26.5	105.2	25.2	7.9	7.6
DK	12.9	2.7	96.7	35.6	:	:	:	:
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	53.6	:	:	:	:	:
F	5.8	2.9	107.0	28.1	109.1	25.7	6.8	3.0
IRL	5.8	3.4	82.0	17.2	:	:	:	3.3
I	17.5	2.3	65.8	20.0	97.3	20.0	17.8	3.7
L	2.9	4.0	133.5	35.4	152.9	23.2	13.0	2.2
NL	2.2	5.1	76.3	32.4	130.8	24.7	16.6	4.0
A	4.1	7.9	114.3	31.1	129.1	24.1	8.4	3.7
P	15.0	3.2	59.6	9.6	113.4	8.5	8.3	3.1
FIN	9.7	2.4	205.0	34.4	126.0	27.3	8.0	8.5
S	11.4	2.3	169.4	29.2	106.2	27.5	7.7	5.7
UK	4.2	:	:	:	:	12.9	16.5	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	7.2	5.2	220.8	38.3	116.6	32.9	4.0	13.0

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1996), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; IRL données de 1996; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée;

L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre; NO données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.1.5: Variables principales, 1998

50.3 - Commerce d'équipements automobiles

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	10 594	3 933	4 292	400	287	114	50
DK	886	5 143	842	:	256	:	:	:
D	6 956	84 232	18 347	:	:	:	:	316
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	42 126	6 650	:	:	:	:	:
F	6 167	62 314	11 797	4 035	2 244	1 767	477	208
IRL	:	:	:	:	:	:	:	:
I	10 843	44 018	9 551	3 438	1 384	686	698	119
L	112	714	147	33	24	20	4	2
NL	2 150	15 826	4 666	982	615	381	234	74
A	784	9 675	2 390	667	405	269	135	73
P	2 873	11 464	1 682	1 625	264	173	91	78
FIN	1 445	6 544	1 496	424	286	169	118	28
S	1 704	7 176	2 388	565	314	213	102	54
UK	7 187	:	17 682	:	3 400	1 910	1 490	266
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	979	4 412	1 161	328	208	146	63	30

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1996), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; D données de 1997 pour les investissements; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements; NO données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.1.6: Principaux indicateurs, 1998

50.3 - Commerce d'équipements automobiles

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	371.2	39.0	110.4	35.4	2.7	4.9
DK	1.7	5.8	163.6	49.7	:	:	:	:
D	0.8	11.9	217.8	:	:	:	:	4.0
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	157.9	:	:	:	:	:
F	1.0	9.7	189.3	37.5	124.5	30.1	4.3	3.5
IRL	:	:	:	:	:	:	:	:
I	1.9	3.8	217.0	30.0	127.9	30.0	7.9	2.9
L	2.6	6.4	206.1	33.6	103.8	32.4	2.5	3.0
NL	1.4	7.4	294.8	38.8	142.8	27.2	5.0	4.7
A	1.0	12.1	247.0	42.8	140.0	30.6	5.8	7.7
P	2.9	6.1	146.7	15.0	145.9	10.3	4.6	4.4
FIN	2.8	4.5	228.6	44.3	157.8	28.1	7.8	4.4
S	1.9	4.3	332.7	43.2	130.7	33.0	4.7	7.4
UK	1.2	:	:	:	:	17.9	9.2	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	2.2	4.5	263.1	47.2	131.5	35.9	5.4	6.8

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1996), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre; NO données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.1.7: Variables principales, 1998
50.4 - Commerce et réparation de motos

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	2 557	722	511	39	22	17	17
DK	142	355	78	:	24	:	:	:
D	1 857	8 925	2 557	:	:	:	:	49
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	7 311	1 261	:	:	:	:	:
F	4 625	11 229	3 450	769	414	292	122	39
IRL	:	:	:	:	:	:	:	:
I	9 210	19 844	5 024	1 247	389	140	249	40
L	12	45	18	4	2	1	1	0
NL	705	2 408	814	170	100	51	49	8
A	229	1 055	357	72	38	23	15	4
P	2 938	5 810	580	633	83	44	39	27
FIN	183	422	155	24	13	7	7	1
S	630	1 059	497	75	43	25	18	6
UK	1 782	:	2 527	:	373	149	223	38
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	213	542	138	27	15	11	4	8

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1996), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; D données de 1997 pour les investissements; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements; NO données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.1.8: Principaux indicateurs, 1998
50.4 - Commerce et réparation de motos

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	282.5	21.2	81.3	26.1	3.3	9.1
DK	0.3	2.5	218.3	66.3	:	:	:	:
D	0.2	5.0	286.5	:	:	:	:	5.8
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	172.4	:	:	:	:	:
F	0.8	2.7	307.2	32.8	117.1	28.0	3.7	3.1
IRL	:	:	:	:	:	:	:	:
I	1.6	2.0	253.2	20.0	99.3	20.0	7.1	2.2
L	0.3	3.8	409.4	44.5	193.1	23.0	6.0	3.3
NL	0.4	3.4	338.2	41.6	161.5	25.8	6.1	3.3
A	0.3	4.5	338.6	37.0	134.7	27.5	4.5	3.5
P	2.9	2.7	99.8	10.4	137.3	7.6	5.5	3.3
FIN	0.4	2.0	366.8	35.9	149.7	24.0	6.1	3.1
S	0.7	2.1	469.6	32.2	117.3	27.5	5.3	4.6
UK	0.3	:	:	:	:	11.0	11.9	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	0.5	2.5	253.7	28.2	113.6	24.9	3.1	15.2

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1996), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre; NO données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.1.9: Variables principales, 1998

50.5 - Commerce de détail de carburants

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	5 311	3 580	3 066	172	71	101	68
DK	1 290	11 392	1 774	:	419	:	:	:
D	6 839	39 176	5 218	:	:	:	:	151
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	43 810	11 576	:	:	:	:	:
F	6 741	23 727	4 360	1 270	633	557	76	58
IRL	1 255	7 896	1 311	211	140	:	:	12
I	24 676	64 085	29 160	9 228	1 491	441	1 050	164
L	207	1 339	882	90	60	23	37	4
NL	1 630	11 581	5 619	599	334	205	128	23
A	1 865	8 626	1 483	349	213	129	85	22
P	2 008	12 499	3 853	3 414	179	135	44	59
FIN	1 311	6 378	1 312	284	188	131	57	20
S	2 292	11 378	5 404	642	429	300	129	89
UK	7 260	:	24 714	:	1 743	741	1 002	234
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	1 654	14 863	3 271	565	384	246	138	39

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1996), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; D données de 1997 pour les investissements; IRL données de 1996; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements; NO données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.1.10: Principaux indicateurs, 1998

50.5 - Commerce de détail de carburants

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	674.1	28.3	127.8	22.1	3.3	11.2
DK	2.5	8.8	155.7	36.8	:	:	:	:
D	0.8	8.1	133.2	:	:	:	:	2.8
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	264.2	:	:	:	:	:
F	1.1	4.0	183.8	23.5	104.6	22.5	1.6	2.2
IRL	3.4	6.3	166.0	17.7	:	:	:	1.5
I	4.3	2.4	455.0	30.0	121.1	20.0	3.8	2.8
L	4.8	6.5	658.3	44.7	213.4	20.9	4.2	2.8
NL	1.0	7.1	485.2	28.8	149.6	19.3	2.3	2.0
A	2.3	4.5	171.9	25.3	132.5	19.1	6.3	2.6
P	2.0	8.1	308.2	11.1	128.2	8.6	1.0	3.7
FIN	2.5	4.8	205.7	29.9	132.1	22.6	4.4	3.2
S	2.6	5.6	475.0	33.6	133.5	25.2	3.1	7.0
UK	1.2	:	:	:	:	13.0	4.6	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	3.8	9.0	220.1	25.8	149.9	17.2	4.2	2.6

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour DK (1995), IRL (1996), L (1998), NL (1998), NO (1997).

DK données de 1995; D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; IRL données de 1996; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre; NO données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

3. ANALYSE SECTORIELLE

3.2 Commerce de gros

Le commerce de gros (Division 51, NACE Rév. 1) englobe le commerce de gros et les activités des intermédiaires du commerce pour toutes les catégories de produits, à l'exception des véhicules automobiles, des motocycles et des accessoires.

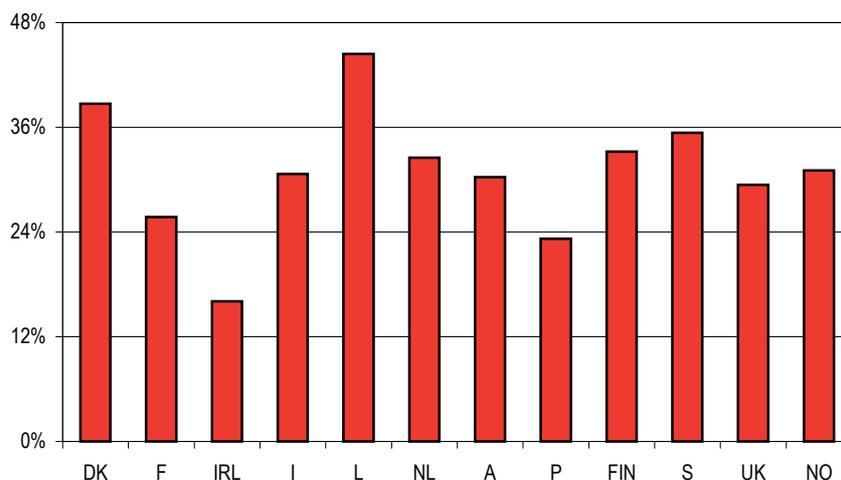
Cet important secteur de l'économie représente un tiers des emplois et plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'ensemble du commerce.

Le commerce de gros est une activité à forte intensité de capital, ce qui explique les taux de productivité généralement supérieurs à ceux des autres activités du commerce.

Ce secteur joue le rôle d'intermédiaire dans la circulation des marchandises entre le producteur et le consommateur et permet aux acheteurs d'obtenir des produits indépendamment du lieu et du moment de production. L'achat et le choix de l'assortiment (gamme de produits) sont des fonctions tout aussi importantes du commerce de gros.

3.2.1 Entreprises dans le commerce de gros

Graphique 3.2.1
Nombre d'entreprises: part du
commerce de gros dans
l'ensemble du commerce, 1998



IRL, I, S, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

Le nombre de grossistes dans l'Union européenne est estimé à plus de 1,2 million en 1998, soit deux fois plus que les entreprises opérant dans le commerce automobile, ou encore près de 27% de l'ensemble des entreprises du secteur du commerce.

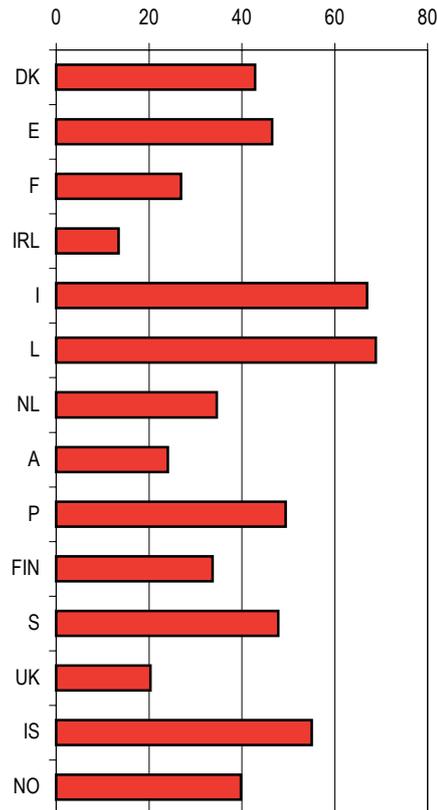
L'Italie a, de loin, le nombre absolu d'entreprises de commerce de gros le plus élevé (385 000 - 1997) - ce qui représente près du tiers des grossistes de l'UE -, suivie par l'Espagne (183 000) et la France (161 000)¹.

L'importance relative la plus élevée des marchands de gros apparaît, néanmoins, au Luxembourg (44,4%) et dans les pays d'Europe du Nord (dont le Danemark, avec 38,7%) (Graphique 3.2.1).

Les chiffres plus faibles de l'Italie (30,6%) et de la France (25,7%) peuvent s'expliquer par le nombre relativement important d'entreprises existant dans le secteur du commerce de détail dans ces pays.

¹ L'Allemagne ne transmet pas de données SBS pour la NACE Rév. 1, 51.1 (intermédiaires du commerce de gros). Elle n'est donc pas incluse dans les comparaisons directes.

La densité des entreprises constitue un autre indicateur de l'importance relative d'un secteur économique dans un pays (Graphique 3.2.2). En matière de commerce de gros, le Luxembourg occupe, une nouvelle fois, la première place en ce qui concerne ce rapport (69 entreprises pour 10 000 habitants) parmi les pays fournissant des données. En Italie, où le secteur du commerce est très fragmenté, ce chiffre est de 67 (données de 1997). Le Royaume-Uni (20) et l'Irlande (13) enregistrent des valeurs faibles, qui peuvent s'expliquer par la présence, dans ces pays, d'entreprises moins nombreuses, mais plus grandes.



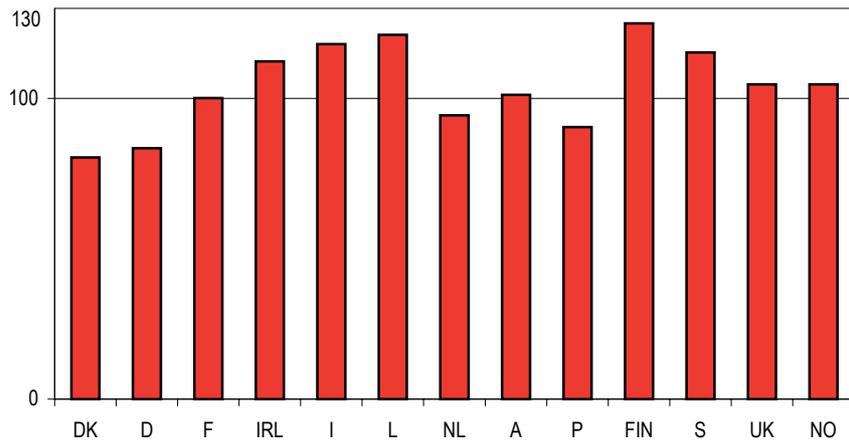
Graphique 3.2.2
Commerce de gros: nombre d'entreprises pour 10 000 habitants, 1998

IRL, I, S, NO: 1997
Source: Eurostat, base de données SBS
Population: Eurostat, base de données aux_ind

Sur la période 1995-1998, le nombre d'entreprises de commerce de gros a été relativement stable ou a même augmenté dans la plupart des pays (Graphique 3.2.3)². La Finlande et le Luxembourg enregistrent des taux de croissance de plus de 19%. Les chutes les plus abruptes au cours de cette même période ont été observées au Danemark (-20%) et en Allemagne (-17%, excluant des données pour le groupe 51.1, NACE Rév. 1). L'Irlande présente une progression de 12% entre 1996 et 1997.

² Certains pays ne fournissent pas de données pour la période entière. Afin de permettre des comparaisons entre les pays, les taux de croissance ont été estimés ou calculés selon les données disponibles dans plusieurs cas.

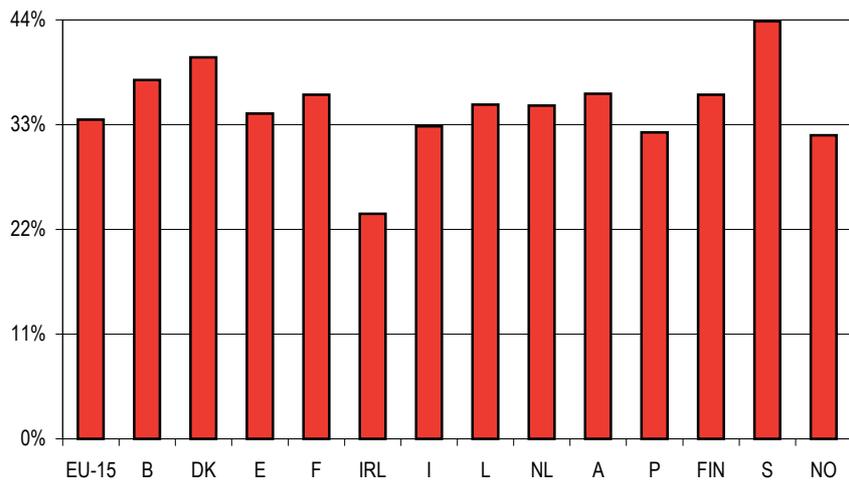
Graphique 3.2.3
Commerce de gros: évolution du
nombre d'entreprises, 1995-1998
(1995=100)



D exclut NACE Rév. 1, 51.1
IRL: uniquement pour la période 1996-1997
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

3.2.2 L'emploi dans le commerce de gros

Graphique 3.2.4
Nombre de personnes occupées:
part du commerce de gros dans
l'ensemble du commerce, 1999



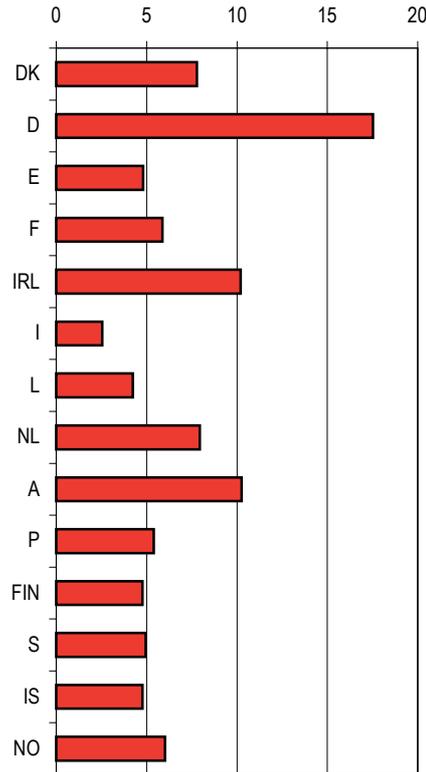
L, NL: 1998; IRL, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

L'importance relative du commerce de gros pour l'emploi et pour le nombre d'entreprises semble se situer à un niveau identique dans tous les pays observés (Graphique 3.2.4). Dans l'UE, un tiers de la main-d'œuvre occupée dans le secteur du commerce l'est dans le commerce de gros. La Suède est largement au-dessus de cette moyenne avec 43,9%. L'Irlande (23,6%) est le seul pays où le commerce de gros représente moins de 30% des emplois de l'ensemble du commerce.

En termes absolus, on estime que, dans l'Union européenne, 7,4 millions de personnes sont employées dans le commerce de gros en 1999. L'Allemagne compte 1,2 million de personnes occupées dans ce secteur (sans le groupe 51.1 de la NACE Rév. 1); elle est suivie par l'Italie (environ 1,1 million), l'Espagne (930 000) et la France (898 000).

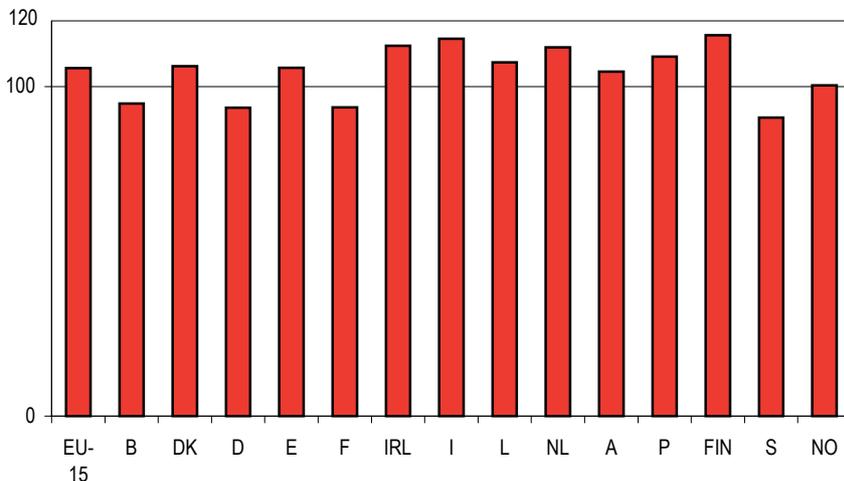
En Italie, de nombreux opérateurs sont des entreprises de petite taille dirigées par le propriétaire lui-même et classées comme intermédiaires du commerce de gros (groupe 51.1, NACE Rév. 1. Le nombre d'emplois moyen par entreprise de commerce de gros est, avec 2,5 personnes, particulièrement faible dans ce pays (Graphique 3.2.5). À l'inverse, l'Allemagne présente des entreprises nettement plus grandes (17 personnes occupées par entreprise en moyenne, mais les données fournies ne tiennent pas compte des intermédiaires du commerce de gros).

Dans les autres pays, le nombre moyen de personnes occupées dans les entreprises du commerce de gros varie entre 4 à 8. Ces entreprises tendent à être plus grandes uniquement en Autriche et en Irlande.



*D exclut NACE Rév. 1, 51.1;
IRL, I, S, NO: 1997; IS: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS*

Graphique 3.2.5
Commerce de gros: nombre de personnes occupées par entreprise, 1998



*D exclut NACE Rév. 1, 51.1;
E: 1998-1999; IRL: 1996-1997; S: 1997-1999; NO: 1995-1997
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations*

Graphique 3.2.6
Commerce de gros: évolution de l'emploi, 1995-1999 (1995 = 100)

L'emploi dans le commerce de gros présente des chiffres en légère augmentation entre 1995 et 1999³ dans la plupart des pays observés. Les estimations indiquent

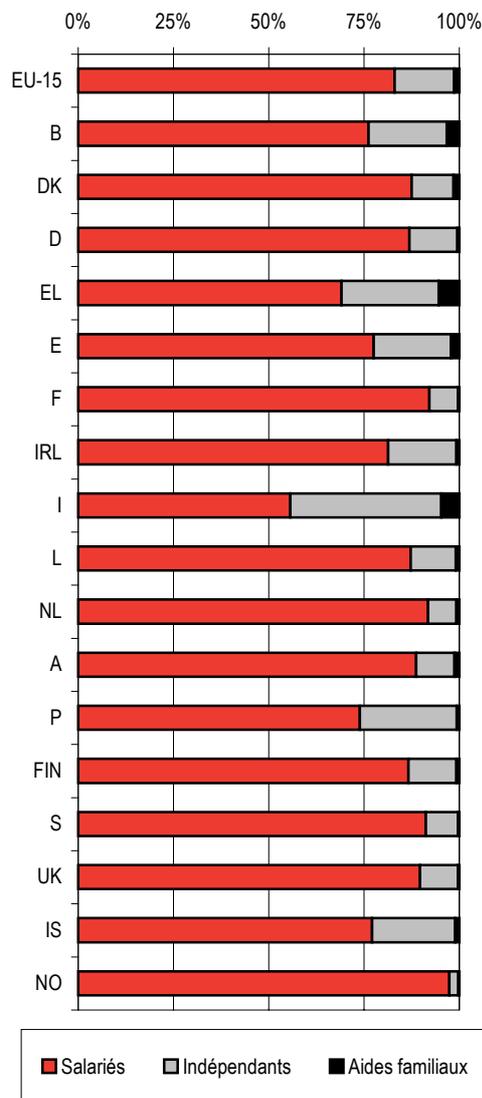
³ Certains pays ne fournissent pas de données pour la période entière. Afin de permettre des comparaisons entre les pays, les taux de croissance ont été estimés ou calculés selon les données disponibles dans plusieurs cas.

que la croissance de l'emploi dans le commerce de gros en Europe se situe, sur la période 1996-1999, à environ 1,4% par an.

Parmi les pays fournissant des données, la Finlande (+13% entre 1996 et 1999) et l'Irlande (+12% entre 1996 et 1997) présentent une croissance à deux chiffres. Cette valeur est négative en Belgique (-5%), en France (-5%, de 1996 à 1999) et en Suède (-9%, entre 1997 et 1999). Cependant, ces tendances ne suivent pas toujours celles du nombre d'entreprises. Ainsi, au Danemark et au Portugal, l'emploi a enregistré une progression pendant la période de référence, alors que le nombre d'entreprises diminuait. Cela signifie que, dans ces pays, la taille des entreprises de commerce de gros a probablement augmenté. À l'inverse, en France, la taille des grossistes semble se réduire, car les chiffres de l'emploi baissent, alors que le nombre d'entreprises reste stable.

Caractéristiques de l'emploi

Graphique 3.2.7
Commerce de gros: proportions de salariés, d'indépendants et d'aides familiaux dans l'emploi total, 1999



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail

Dans l'ensemble du commerce, le commerce de gros est l'activité qui enregistre la plus faible proportion de travailleurs indépendants. En 1999, la moyenne communautaire des travailleurs indépendants se situe, dans ce secteur, à 16% (21% dans le commerce automobile et 24% dans le commerce de détail). Les aides familiaux ne représentent, quant à eux, que 1% de la main-d'œuvre.

Dans les Etats Membres d'Europe du Sud (Grèce et Portugal, plus de 25%) et en Belgique, les valeurs sont au-dessus de cette moyenne. L'Italie atteint le chiffre étonnant de 40%, en raison de la prédominance des petites entreprises dirigées directement par le propriétaire (principalement chez les intermédiaires du commerce de gros - groupe 51.1, NACE Rév. 1).

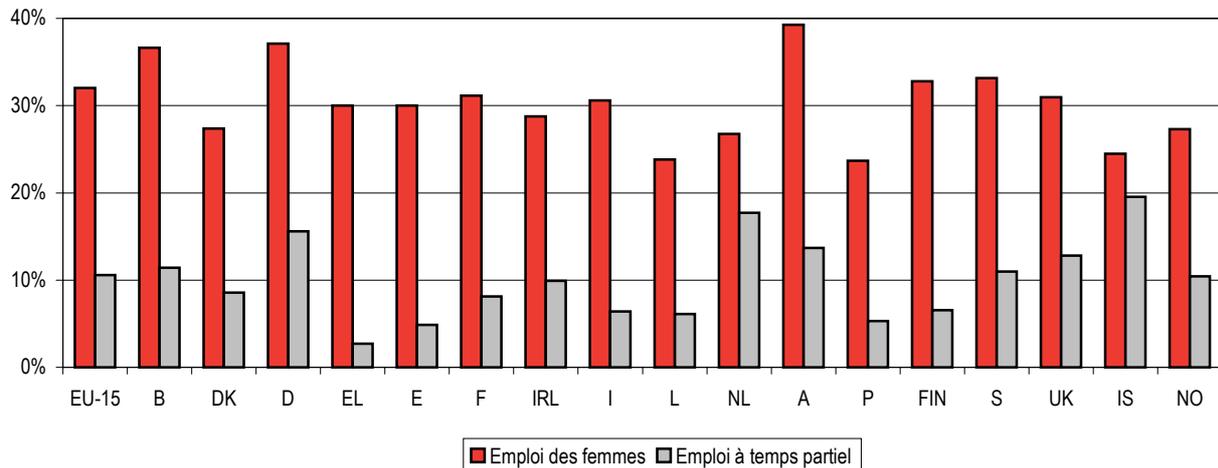
La part des aides familiaux est négligeable dans tous les pays, sauf en Grèce et en Italie (6% dans ces deux pays).

Au niveau communautaire, la plupart des personnes occupées dans les activités du commerce de gros sont des hommes. Néanmoins, l'emploi féminin est, avec une part d'environ un tiers, nettement plus important dans le commerce de gros que dans le commerce automobile (Graphique 3.2.8). Dans le commerce de détail, le pourcentage du travail féminin est supérieur à 58%.

Aucune disparité significative n'apparaît entre les pays observés: la part du travail féminin varie entre 24% au Luxembourg, au Portugal et en Islande et 39% en Autriche.

En ce qui concerne l'emploi à temps partiel, le Graphique 3.2.8 montre que la moyenne communautaire est à 11%. Les pays d'Europe du Nord enregistrent des valeurs situées autour ou légèrement au-dessus de la moyenne communautaire. Dans le Sud de l'Europe, le travail à temps partiel est moins répandu, les caractéristiques des pays sont donc identiques à celles existant dans le commerce automobile et dans le commerce de détail, même si les chiffres pour ce dernier sont généralement supérieurs.

Graphique 3.2.8
Commerce de gros: emploi des femmes et emploi à temps partiel, 1999



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail

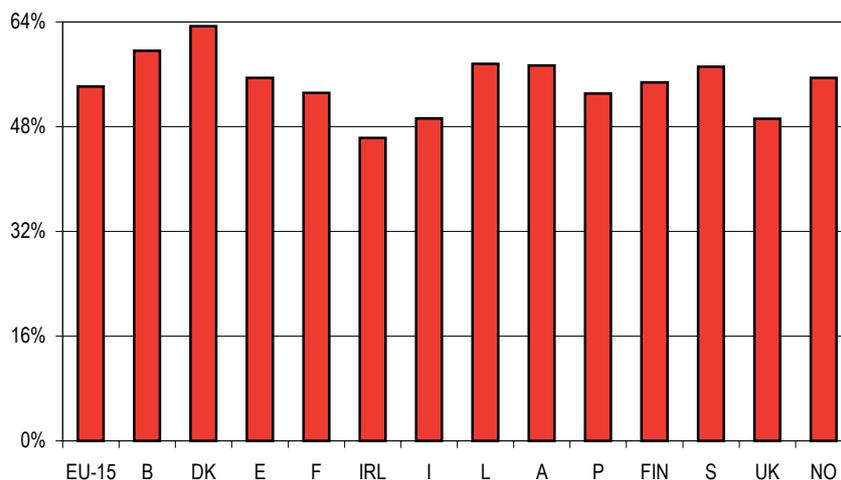
3.2.3 Chiffre d'affaires et productivité

Le commerce de gros est, de loin, l'activité la plus importante en ce qui concerne le chiffre d'affaires: au niveau communautaire, elle représente, en 1999, 54% du chiffre d'affaires généré par l'ensemble du commerce.

La part du chiffre d'affaires la plus faible est relevée en Irlande (46,3%), celle-ci représente néanmoins environ la moitié du chiffre d'affaires du commerce dans ce pays. Pour les autres pays, ce chiffre dépasse dans la plupart des cas 50% et atteint parfois presque les deux tiers du chiffre d'affaires total du commerce (Danemark: 63,4%).

En 1999, le chiffre d'affaires des activités du commerce de gros dépasse 2 900 milliards d'euros dans l'Union européenne. L'Allemagne génère un cinquième de celui-ci, avec 570 milliards d'euros (cette valeur ne tient pas compte des données sur le groupe 51.1, NACE Rév. 1). Le Royaume-Uni et la France la talonnent avec respectivement 525 milliards d'euros et 447 milliards d'euros, suivis à quelques longueurs par les deux autres grands pays: l'Italie enregistre 323 milliards d'euros de chiffre d'affaires et l'Espagne 256 milliards d'euros.

Graphique 3.2.9
Chiffre d'affaires: part du commerce de
gros dans l'ensemble du commerce,
1999



L: 1998; IRL, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

Avec 218 milliards d'euros, les Pays-Bas atteignent un chiffre considérable, ce qui montre l'importance du commerce de gros dans ce pays⁴. Cela s'explique évidemment par la position géographique de ce pays et par l'importance des grands ports et des activités qui y sont liées. Les caractéristiques sont similaires en Belgique.

Les Etats Membres d'Europe du Sud, qui enregistrent un nombre de personnes occupées relativement élevé et un chiffre d'affaires modeste, confirment une fois encore le haut degré de fragmentation de leur marché, également dans le secteur du commerce de gros.

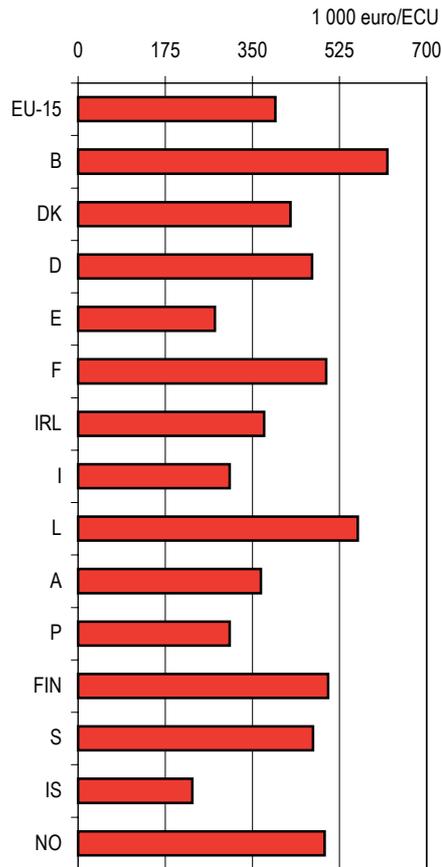
⁴ La proportion du commerce de gros dans l'ensemble du commerce ne peut pas être calculée parce que les données sur le chiffre d'affaires du commerce automobile ne sont pas disponibles.

Le Graphique 3.2.10 confirme l'analyse ci-dessus, puisqu'il montre que l'Italie, l'Espagne et le Portugal figurent parmi les pays européens ayant le chiffre d'affaires par personne occupée le plus faible.

Les estimations pour l'année 1999 fixent ce chiffre à 304 000 euros en Italie et au Portugal et à 275 000 euros en Espagne, alors que la moyenne de l'Union se situe à 396 000 euros. L'Islande enregistre la valeur la plus basse de tous les pays fournissant des données: 229 000 écus par personne occupée, mais les dernières données disponibles remontent à 1995.

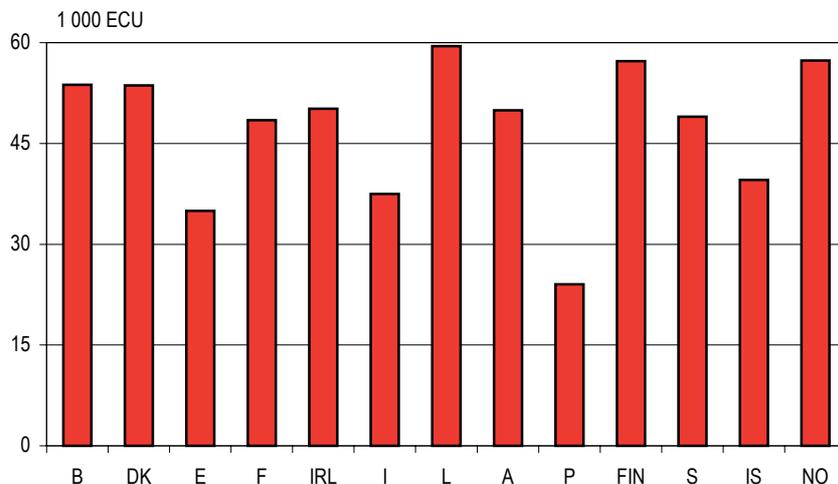
Avec 621 000 euros par personne occupée, la Belgique présente, en revanche, le chiffre le plus élevé, suivie de près par le Luxembourg avec 561 000 écus (données de 1998).

Par comparaison avec les années précédentes, le chiffre d'affaires a augmenté, en termes nominaux, dans tous les pays, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal enregistrant les taux les plus élevés.



*D exclut NACE Rév. 1, 51.1;
L: 1998; IRL, NO: 1997; IS: 1995
Les données pour 1999 sont en euros, celles pour les années précédentes sont en écus.
Source: Eurostat, base de données SBS*

Graphique 3.2.10
Commerce de gros: chiffre d'affaires par personne occupée, 1999

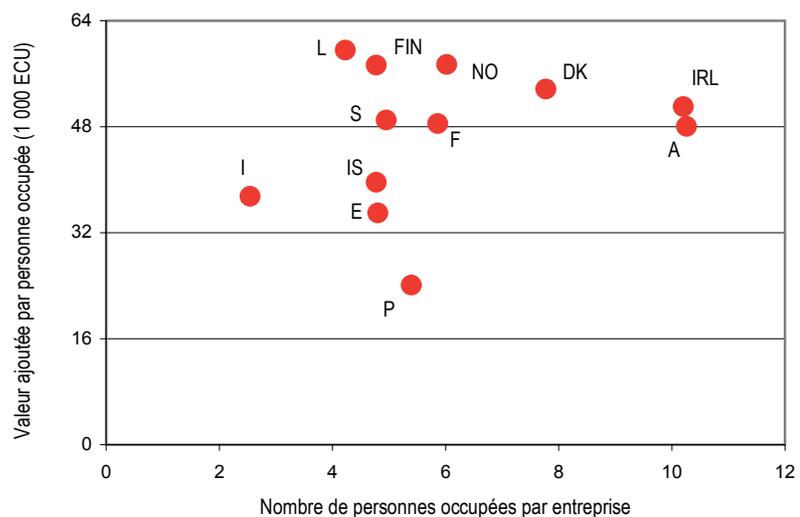


*IRL, I, S, NO: 1997; IS: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS*

Graphique 3.2.11
Commerce de gros: valeur ajoutée par personne occupée, 1998

En ce qui concerne la productivité du travail (valeur ajoutée par personne occupée), les caractéristiques du commerce de gros sont presque les mêmes que celles du commerce automobile. Les Etats Membres du Sud de l'Europe enregistrent des valeurs faibles en 1998, alors que les pays du Nord, de même que la Belgique et le Luxembourg, se trouvent en haut de l'échelle. Les données varient entre 24 000 écus par personne occupée au Portugal et 60 000 écus au Luxembourg⁵. L'Islande (données de 1995) est le pays du Nord qui enregistre le chiffre le plus bas, avec 40 000 écus par personne occupée.

Graphique 3.2.12
Commerce de gros: valeur ajoutée
par personne occupée et taille
moyenne des entreprises, 1998



IRL, I, S, NO: 1997

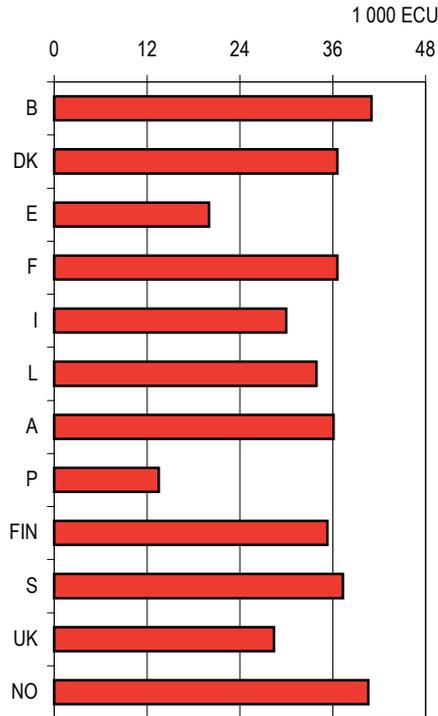
Source: Eurostat, base de données SBS

Dans le commerce de gros, les entreprises sont généralement de plus grande taille que dans les autres secteurs du commerce. Il n'est cependant pas possible de reconnaître une tendance économique à partir de la relation existant entre la taille de l'entreprise et sa productivité (Graphique 3.2.12), comme c'est le cas, par exemple, dans le commerce automobile.

Il apparaît que, dans la plupart des pays, pas plus de six personnes en moyenne sont occupées dans les entreprises de commerce de gros. Indépendamment de la taille de l'entreprise, les pays d'Europe méridionale obtiennent de moins bons résultats que les autres pays fournissant des données. Les seuls pays où le nombre de personnes occupées par entreprise est supérieur à 10 sont l'Irlande et l'Autriche. Cette dernière présente les entreprises les plus importantes dans tous les secteurs du commerce.

⁵ L'Allemagne et le Royaume-Uni ne fournissent pas les données nécessaires pour calculer cette variable.

Dans le commerce de gros, le niveau du coût unitaire de la main-d'œuvre varie considérablement entre les pays observés: en 1998, il va de 14 000 écus par salarié au Portugal à 41 000 écus en Belgique et en Norvège. Parmi les pays fournissant des données, l'écart le plus important entre la valeur ajoutée et le coût de main-d'œuvre par salarié apparaît au Luxembourg et en Finlande. Cependant, ces deux pays ont enregistré une tendance à la baisse entre 1995 et 1998, alors que dans les autres pays, la tendance a été légèrement positive durant cette période.



I, S, UK, NO: 1997
Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 3.2.13
 Commerce de gros: coût unitaire de la main-d'œuvre, 1998

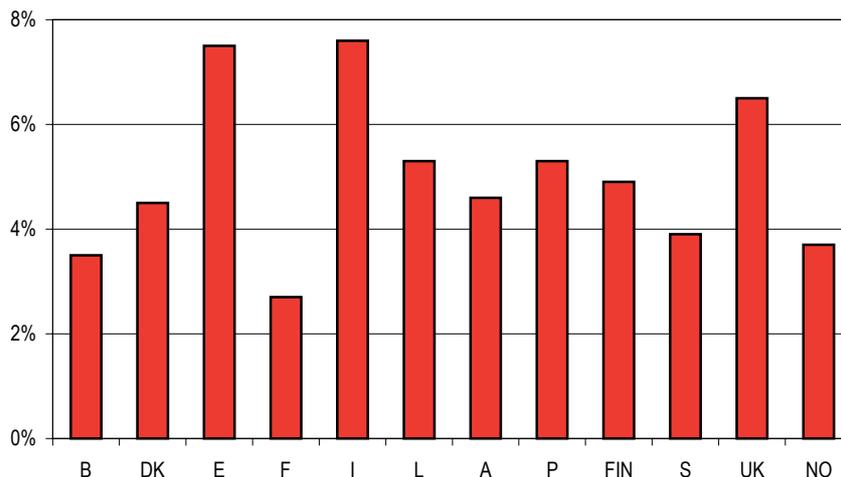
Par ailleurs, les chiffres du coût de la main-d'œuvre confirment que les grossistes ont des coûts de main-d'œuvre supérieurs à ceux des entreprises des secteurs du commerce automobile et de détail.

Cela peut s'expliquer peut-être par le fait que les personnes occupées dans le commerce de gros doivent disposer de davantage de qualifications pour effectuer les tâches administratives que cette activité implique. En moyenne, les salaires respectifs de ces personnes tendent à être supérieurs.

L'Italie constitue un cas particulier, avec une présence importante d'intermédiaires du commerce de gros (groupe 51.1, NACE Rév. 1) dans ce secteur: Il s'agit la plupart du temps de travailleurs indépendants n'employant pas de salariés. Du point de vue méthodologique, ces entreprises opèrent avec des coûts de main-d'œuvre réduits. En réalité, le propriétaire, qui n'est pas considéré comme salarié, est rémunéré par une partie du résultat d'exploitation. Son revenu n'est donc pas pris en compte dans le rapport du coût unitaire de la main-d'œuvre (dépenses de personnel par salarié).

Cela semble être également la raison pour laquelle l'Italie enregistre, avec 7,6%, le taux brut d'exploitation (excédent brut d'exploitation en pourcentage du chiffre d'affaires) le plus élevé du commerce de gros européen (Graphique 3.2.14).

Graphique 3.2.14
Commerce de gros: taux bruts
d'exploitation, 1998



I, S, NO: 1997

Source: Eurostat, base de données SBS

On relève également des taux d'exploitation élevés en Espagne (7,5%) et au Royaume-Uni (6,5%). La situation dans ce dernier, qui enregistre aussi des taux d'exploitation élevés dans les autres activités du commerce, est marquée par la structure particulièrement concentrée du secteur lui-même et par les stratégies axées sur le service qui y dominant.

Parmi les pays fournissant des données, la France présente le taux d'exploitation le plus faible avec 2,7%.

En général, les taux d'exploitation varient considérablement entre les pays observés. Ils ont tendance à être plus faibles dans le commerce de gros que dans le commerce de détail, mais correspondent plus ou moins aux valeurs enregistrées dans le commerce automobile.

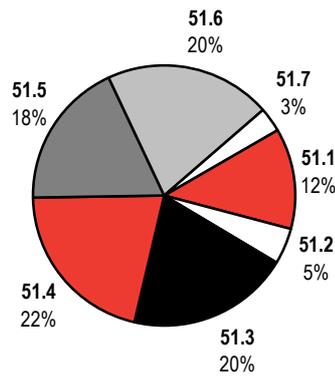
3.2.4 Les activités de commerce de gros

Le commerce de gros est composé des groupes suivants de la NACE:

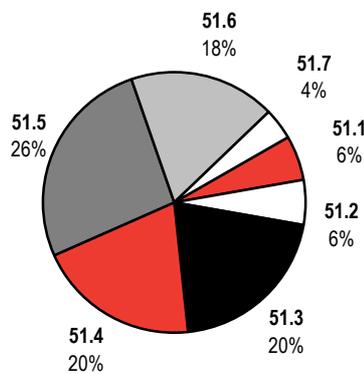
- 51.1: Intermédiaires du commerce de gros
- 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts
- 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires
- 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires
- 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles
- 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels
- 51.7: Autres commerces de gros

Les Graphiques 3.2.15 et 3.2.16 donnent une image agrégée de l'Europe (moyenne calculée des pays fournissant des données) pour ce qui est de l'importance relative de chaque activité de commerce de gros (groupe de la NACE) par rapport à l'ensemble du commerce.

Les quatre activités dominantes, qui représentent ensemble 80% des emplois et 84% du chiffre d'affaires du secteur, concernent le commerce de gros: des produits alimentaires (groupe 51.3, NACE Rév. 1), des biens de consommation non alimentaires (groupe 51.4, NACE Rév. 1), des produits intermédiaires non agricoles (groupe 51.5, NACE Rév. 1) et des équipements industriels (groupe 51.6, NACE Rév. 1). Les parts de chaque activité dans l'emploi et le chiffre d'affaires sont relativement équilibrées (entre 18% et 22%), à l'exception du commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles qui représente 26% du chiffre d'affaires de l'ensemble du commerce de gros, mais seulement 18% des emplois.



Moyenne calculée: D, EL, UK, IS non inclus dans les données
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations



Moyenne calculée: D, EL, IS non inclus dans les données
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

Graphique 3.2.15
Commerce de gros: emploi par activité (groupe de la NACE) dans l'EEE, 1999

Graphique 3.2.16
Commerce de gros: chiffre d'affaires par activité (groupe de la NACE) dans l'EEE, 1999

Les intermédiaires du commerce de gros (groupe 51.1, NACE Rév. 1) présentent, en revanche, des caractéristiques différentes: ils sont à l'origine d'une part relativement élevée des emplois (12%), mais génèrent seulement 6% du chiffre d'affaires total du commerce de gros. C'est là un résultat de la nature de cette activité elle-même. Un grand nombre de très petites entreprises font fonction d'intermédiaires entre le producteur et le détaillant et n'opèrent pas par 'achat et revente de marchandises'. Le chiffre d'affaires généré par ces entreprises comprend uniquement leur service et non la valeur des marchandises transitant par leur intermédiaire.

Les produits agricoles bruts (groupe 51.2, NACE Rév. 1) et les autres commerces de gros (groupe 51.7, NACE Rév. 1) apparaissent marginaux, avec des parts de 3 à 5% pour l'emploi et de 4 à 6% pour le chiffre d'affaires, en moyenne des pays observés.

Détail des activités

Intermédiaires du commerce de gros (NACE Rév. 1, 51.1)

La plupart des grossistes agissant pour le compte de tiers, appelés également intermédiaires du commerce de gros, se trouvent en Italie, où cette activité regroupe plus de 232 000 entreprises (données de 1997) et emploie près de 319 000 personnes (1999). L'Espagne arrive seconde, mais loin derrière, avec moins de 50 000 entreprises (1998) et environ 80 000 personnes occupées (1999)⁶.

Ces chiffres élevés en Italie s'expliquent par le fait que la législation nationale classe les agents indépendants comme grossistes. Ceux-ci représentent 60% des entreprises italiennes de commerce de gros et 30% des emplois, mais seulement 6% du chiffre d'affaires. Dans tous les autres pays, les intermédiaires du commerce de gros occupent une place moindre.

Les écarts en matière de chiffre d'affaires par personne occupée sont particulièrement importants d'un pays à l'autre. L'Espagne, l'Italie (données de 1999) et l'Irlande (1997) enregistrent des valeurs comprises entre 50 000 et 75 000 écus/euros par personne occupée, alors que le Luxembourg (518 000 écus - 1998) et, en particulier, la France, avec un chiffre d'affaires par personne supérieur à 1 million d'euros en 1999, se trouvent en haut du classement.

Les écarts en matière de productivité du travail (valeur ajoutée par personne occupée) sont toutefois moins spectaculaires. Les chiffres varient entre 30 000 et 60 000 écus par personne occupée dans l'ensemble des pays, seul le Portugal présente une valeur inférieure: 17 300 écus en 1998.

Par ailleurs, les dépenses de personnel par salarié sont nettement plus élevées en France que dans ces deux autres pays, ce que semblent confirmer les taux d'exploitation (excédent d'exploitation en pourcentage du chiffre d'affaires). L'Espagne (50,6% - 1998) et l'Italie (42,5% - données de 1997) atteignent des valeurs inhabituelles qu'il convient d'interpréter avec prudence. Celles-ci s'expliquent probablement par l'inclusion du revenu du propriétaire dans le résultat d'exploitation des nombreuses entreprises indépendantes existant dans ces deux pays. En France, où la main-d'œuvre travaillant dans le commerce de gros est constituée principalement de salariés, ces revenus sont comptabilisés comme dépenses de personnel, ce qui diminue en définitive le taux d'exploitation (seulement 1,9%). En général, le taux d'exploitation des intermédiaires du commerce de gros est supérieur à celui des autres activités de ce secteur.

⁶ Les données sur l'emploi en Allemagne et au Royaume-Uni ne sont pas disponibles.

Commerce de gros de produits agricoles bruts (NACE Rév. 1, 51.2)

L'importance de cette activité du commerce de gros est relativement faible dans tous les pays observés. La part de l'emploi et du chiffre d'affaires par rapport à l'ensemble du commerce de gros se situe, dans la plupart des cas, en dessous de 5%.

Le chiffre d'affaires par personne occupée varie entre 316 000 euros en Autriche et 876 000 euros en France (données de 1999).

La productivité du travail (valeur ajoutée par personne occupée) est, dans ce groupe, la plus basse de toutes les activités de commerce de gros, sauf en Norvège et en Irlande. En Irlande, elle dépasse 65 000 écus par personne occupée (données de 1997), ce qui est le chiffre le plus élevé non seulement pour l'ensemble du commerce de gros irlandais, mais aussi pour cette activité dans tous les pays observés.

Comme pour les intermédiaires du commerce de gros, la France enregistre une nouvelle fois le chiffre d'affaires par personne occupée le plus élevé et le taux d'exploitation le plus faible.

Sur l'ensemble des pays fournissant des données, les taux bruts d'exploitation varient entre 1,5% en France et 5,9% en Espagne.

Commerce de gros de produits alimentaires (NACE Rév. 1, 51.3)

Dans plusieurs pays, les entreprises du commerce de gros de produits alimentaires emploient, en moyenne, plus de 10 personnes. L'Autriche, qui possède les plus grandes entreprises dans la quasi-totalité des activités de commerce de gros, se distingue avec 20 personnes occupées par entreprise. C'est en Italie que l'on trouve les plus petites entreprises avec 4 personnes occupées.

En termes d'emploi, le commerce de gros de produits alimentaires est très important en Espagne, où il occupe 307 000 personnes, soit un tiers des emplois du commerce de gros dans ce pays.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires, la part de ce secteur en pourcentage de l'ensemble du commerce de gros se situe entre 27% et 29% en Espagne, en Irlande, au Luxembourg et en Norvège, alors que la moyenne européenne est de 20%.

La Finlande présente les chiffres les plus bas pour les deux variables ci-dessus, avec 9% pour l'emploi et 11% pour le chiffre d'affaires généré dans l'ensemble du commerce de gros.

La productivité du travail la plus élevée pour le commerce de gros de produits alimentaires est relevée au Luxembourg avec une valeur ajoutée de 62 700 écus par personne occupée en 1998. Tous les autres pays, à l'exception des Etats Membres d'Europe du sud, enregistrent des valeurs comprises entre 40 000 et 50 000 écus. Les taux de productivité sont cependant généralement plus faibles

dans le commerce de gros de produits alimentaires que dans les autres activités de ce secteur.

Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires
(NACE Rév. 1, 51.4)

À travers toute l'Europe, l'Allemagne se classe première pour le nombre de personnes occupées (316 000 personnes) et pour le chiffre d'affaires (plus de 120 milliards d'euros) dans le commerce de biens de consommation non alimentaires (données de 1999). Ces chiffres élevés sont dus non seulement à l'importance démographique du pays, mais aussi au poids de la consommation et du commerce de détail de produits non alimentaires en Allemagne. Les grossistes allemands de biens de consommation ont également les plus grandes entreprises en Europe (dans cette activité): elles emploient, en moyenne, près de 16 personnes.

Les écarts relevés pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée par personne occupée entre les pays observés sont moins remarquables dans le commerce de gros de biens de consommation que dans les autres activités du secteur. Le chiffre d'affaires varie, en 1999, entre 281 000 euros par personne occupée en Espagne et 548 000 euros en Belgique. Pour la valeur ajoutée par personne occupée, seuls les chiffres des années précédentes sont disponibles: ils vont de 28 000 écus par personne occupée au Portugal (1998) à environ 58 000 écus aux Pays-Bas (1998) et en Norvège (1997). Le niveau de productivité de cette activité est généralement supérieur à celui de la plupart des autres activités de commerce de gros. Seul le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles et d'équipements industriels enregistre des valeurs plus élevées. Cela peut s'expliquer par la valeur unitaire relative importante des biens commercialisés dans cette activité.

Cependant, les grossistes de biens de consommation fonctionnent en général également avec des coûts de main-d'œuvre supérieurs à ceux des opérateurs des autres activités du secteur, essentiellement parce que les marchandises qu'ils commercialisent nécessitent davantage de compétences techniques et de services (conseil et assistance techniques, services après-vente, etc.).

Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles
(NACE Rév. 1, 51.5)

Il s'agit de l'activité la plus importante du commerce de gros pour ce qui est du chiffre d'affaires. Au niveau européen, elle représente 26% du chiffre d'affaires généré par l'ensemble du commerce de gros et, dans plusieurs pays (Belgique, Italie, Luxembourg, Autriche et Royaume-Uni), ce chiffre dépasse 30%.

Avec un chiffre d'affaires de près de 195 milliards d'euros et une main-d'œuvre de 339 000 personnes, l'Allemagne enregistre encore les chiffres absolus les plus élevés en Europe, en 1999.

Le chiffre d'affaires par personne occupée varie considérablement d'un pays à l'autre. La valeur pour l'Allemagne est de seulement 575 000 euros, alors que la Belgique enregistre un chiffre étonnant de 1,08 million d'euros par personne occupée en 1999. Le Luxembourg atteint encore 850 000 écus (en 1998); le Portugal enregistre la valeur la plus basse, avec 365 000 euros (1999).

La productivité du travail dans les activités de commerce de gros liées à la production industrielle est généralement supérieure à celle relevée dans les secteurs traitant des biens de consommation finale ou des produits agricoles. Cela est notable au Luxembourg, où la valeur ajoutée par personne occupée dépasse 72 000 écus en 1998 (valeur la plus importante de toutes les activités de commerce de gros, dans tous les pays).

Cet avantage est cependant absorbé par le coût unitaire de la main-d'œuvre supérieur dans cette activité. Seul le commerce de gros d'équipements industriels (groupe 51.6, NACE Rév. 1) enregistre, en général, des valeurs plus élevées.

Cela se traduit finalement par des taux d'exploitation relatifs faibles, qui, en 1998, varient entre 2,2% en Belgique et 8,1% en Espagne.

Commerce de gros d'équipements industriels (NACE Rév. 1, 51.6)

Au niveau européen, cette activité est plus importante en termes d'emploi que de chiffre d'affaires. Elle représente la plus grande part des emplois du commerce de gros dans tous les pays fournissant des données, à l'exception des Etats Membres d'Europe du sud. Ces chiffres sont particulièrement élevés (supérieurs à 30%) dans tous les pays du nord de l'Europe.

Le chiffre d'affaires par personne occupée est relativement faible. Dans la plupart des pays, le commerce de gros d'équipements industriels constitue la moins importante de toutes les activités de ce secteur (à l'exception des intermédiaires du commerce de gros - groupe 51.1, NACE). Ces valeurs faibles sont le résultat de la forte intensité d'emploi de cette activité.

Pour ce qui est de la productivité (valeur ajoutée par personne occupée), les valeurs enregistrées sont toutefois supérieures à celles relevées dans la plupart des autres activités de commerce de gros. Cela est assez étonnant puisque ce sont des biens à forte valeur unitaire qui sont impliqués dans cette activité, ce qui devrait normalement réduire la valeur ajoutée. Mais ces caractéristiques peuvent s'expliquer par le coût unitaire de la main-d'œuvre relativement important observé dans la plupart des pays. Ces coûts reflètent les salaires plus élevés de la main-d'œuvre employée qui doit posséder des qualifications supérieures pour exercer cette activité. La Belgique (64 000 écus par personne occupée en 1998) et la Norvège (61 000 écus - 1997) présentent, au final, la productivité la plus élevée.

Ce coût unitaire de la main-d'œuvre supérieur ne semble toutefois pas affecter beaucoup les taux d'exploitation relevés pour cette activité dans les pays observés.

Ces taux sont généralement supérieurs à ceux des autres activités de commerce de gros, allant de 3,4% en France à 10,7% au Royaume-Uni.

Autres commerces de gros (NACE Rév. 1, 51.7)

Cette activité enregistre des parts faibles en termes de chiffre d'affaires et d'emploi dans la plupart des pays européens. Elle englobe le commerce de gros spécialisé non couvert dans les catégories précédentes et le commerce de gros de divers biens sans spécialisation particulière. La Finlande est le seul pays où cette activité semble jouer plus qu'un rôle marginal (celle-ci représente, en 1999, 10% de l'emploi et 20% du chiffre d'affaires du commerce de gros).

L'Allemagne se distingue par la taille importante des entreprises (53 personnes occupées en moyenne). Les entreprises sont également relativement grandes en Finlande (16 personnes occupées), mais dans tous les autres pays, elles emploient moins de 7 personnes.

La Finlande enregistre la valeur la plus élevée pour le chiffre d'affaires par personne occupée, qui est légèrement supérieur à 1 million d'euros en 1999. Les valeurs de cette variable sont relativement élevées dans cette activité de commerce de gros. Celles-ci ne se traduisent cependant pas par des chiffres de productivité importants: en effet, ceux-ci se situent en général en dessous de la moyenne relevée pour l'ensemble du commerce de gros. Une fois encore, la valeur ajoutée par personne occupée est la plus élevée en Finlande, avec 49 000 écus en 1998.

Les taux d'exploitation enregistrés varient considérablement entre les pays observés: la France a le taux le plus faible avec 1,4%; l'Espagne et le Royaume-Uni enregistrent un taux de 7,5%.

Tableau 3.2.1: Variables principales, 1998
51.1 - Intermédiaires du commerce de gros

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	15 030	3 561	3 495	622	250	372	140
DK	1 980	6 320	1 893	757	325	200	125	37
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	48 947	80 478	5 964	2 642	1 832	420	1 413	147
F	38 538	58 961	60 194	11 449	3 509	2 390	1 119	310
IRL	510	1 931	102	92	61	:	:	2
I	232 763	318 589	19 825	14 708	7 827	746	7 081	1 084
L	479	618	320	84	37	13	24	2
NL	4 060	10 117	2 950	:	:	:	:	:
A	4 251	9 058	774	628	335	176	158	22
P	15 071	62 362	16 230	4 015	553	258	294	91
FIN	4 478	5 460	1 113	515	264	140	123	31
S	3 373	7 391	3 558	1 062	502	303	199	108
UK	15 734	:	17 619	:	3 088	1 561	1 527	324
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	1 992	3 592	411	372	153	93	60	15

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.2: Principaux indicateurs, 1998
51.1 - Intermédiaires du commerce de gros

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	236.9	47.9	78.0	61.5	10.6	10.8
DK	3.7	3.1	299.5	52.2	137.9	37.8	6.9	6.0
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	12.4	1.3	74.1	30.0	128.5	20.0	50.6	2.3
F	6.4	1.6	1 020.9	57.1	139.4	40.9	1.9	5.0
IRL	1.4	3.8	52.6	31.6	:	:	:	1.0
I	40.5	1.2	62.2	30.0	101.2	30.0	42.5	3.7
L	11.2	1.3	518.2	60.4	160.5	37.6	7.6	2.6
NL	2.6	2.5	:	:	:	:	:	:
A	5.3	2.1	85.5	37.7	105.2	35.9	21.4	2.5
P	15.1	2.1	260.3	17.3	134.2	12.9	5.6	2.9
FIN	8.7	1.2	203.9	48.7	142.5	34.2	21.5	5.7
S	3.8	3.0	481.4	49.8	136.2	36.6	5.7	10.7
UK	2.7	:	:	:	:	25.8	11.3	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	4.5	1.8	114.4	42.7	121.2	35.2	14.6	4.1

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NO (1997).

IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée;

L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS.

Tableau 3.2.3: Variables principales, 1998

51.2 - Commerce de gros de produits agricoles bruts

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	7 174	5 585	5 749	291	123	167	97
DK	1 214	10 480	6 059	3 208	498	318	180	110
D	6 441	51 033	30 207	:	:	:	:	325
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	10 478	45 236	14 488	1 930	1 145	369	776	197
F	7 979	50 415	44 141	8 417	2 503	1 776	727	522
IRL	200	1 617	850	172	105	:	:	16
I	9 222	27 681	11 279	4 728	865	337	528	143
L	103	388	203	33	20	9	11	6
NL	4 880	32 521	22 035	2 580	1 450	833	616	323
A	1 038	17 060	5 397	985	557	423	134	115
P	2 415	9 199	3 858	2 160	152	81	71	36
FIN	337	1 986	1 282	182	99	62	36	6
S	907	5 917	2 870	1 305	253	196	57	44
UK	2 721	:	9 755	:	871	479	392	114
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	383	3 417	1 901	473	160	126	34	29

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.4: Principaux indicateurs, 1998

51.2 - Commerce de gros de produits agricoles bruts

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	778.5	37.6	121.5	30.9	2.9	12.6
DK	2.3	8.5	578.1	48.3	145.9	33.1	3.1	10.6
D	0.8	8.2	591.9	:	:	:	:	6.3
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	2.7	3.2	320.3	30.0	227.2	20.0	5.9	5.9
F	1.3	6.9	875.5	45.7	134.2	34.0	1.5	9.5
IRL	0.5	8.1	525.8	65.2	:	:	:	9.8
I	1.6	2.9	407.4	30.0	128.3	30.0	4.5	5.4
L	2.4	3.8	523.1	50.4	164.2	30.7	5.2	14.7
NL	3.1	6.7	669.0	44.6	146.5	30.4	2.8	9.9
A	1.3	16.1	316.4	33.3	123.4	27.0	2.4	6.9
P	2.4	4.1	419.4	15.5	156.5	9.9	2.3	3.7
FIN	0.7	6.6	645.4	44.5	150.3	29.6	2.6	2.9
S	1.0	7.2	485.0	38.6	119.5	32.3	1.9	6.7
UK	0.5	:	:	:	:	20.2	3.9	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	0.9	8.9	556.4	46.9	121.9	38.4	1.8	8.5

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.5: Variables principales, 1998
51.3 - Commerce de gros de produits alimentaires

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	36 257	23 365	22 163	1 351	838	513	268
DK	3 012	24 840	16 512	3 610	1 075	711	364	166
D	11 619	221 055	115 392	:	:	:	:	1 076
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	43 299	307 075	67 797	11 367	6 358	3 606	2 752	1 498
F	20 579	161 582	90 070	22 814	7 446	5 398	2 049	880
IRL	1 016	11 045	5 468	789	485	:	:	66
I	37 405	175 901	68 071	19 002	5 120	2 666	2 455	853
L	332	2 614	1 922	241	164	68	96	11
NL	6 380	66 900	42 006	5 393	3 097	1 647	1 449	522
A	1 781	37 086	12 216	3 999	1 452	1 004	448	202
P	8 134	59 125	20 024	8 166	1 085	558	526	252
FIN	1 211	7 423	4 712	727	329	216	113	47
S	3 818	22 036	15 994	2 246	1 029	794	235	324
UK	15 446	:	94 899	:	8 323	4 774	3 550	1 576
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	1 646	16 330	15 145	3 101	857	571	286	200

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.6: Principaux indicateurs, 1998
51.3 - Commerce de gros de produits alimentaires

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	644.4	38.6	128.3	30.0	2.3	7.7
DK	5.7	8.1	664.8	43.9	143.7	30.6	2.3	6.8
D	1.4	19.4	522.0	:	:	:	:	4.8
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	11.0	6.7	220.8	20.0	154.8	10.0	4.4	5.2
F	3.4	8.3	557.4	43.7	135.7	32.2	2.2	5.2
IRL	2.8	10.9	495.1	43.9	:	:	:	5.9
I	6.5	4.3	387.0	30.0	127.6	20.0	4.0	5.3
L	7.7	7.9	735.2	62.7	222.4	28.2	5.0	3.9
NL	4.1	10.5	604.1	46.3	171.2	27.0	3.6	7.8
A	2.2	20.4	329.4	40.0	138.3	28.9	3.7	5.6
P	8.2	6.9	338.7	19.3	181.9	10.6	3.8	4.5
FIN	2.4	5.9	634.8	46.3	147.6	31.4	2.7	6.6
S	4.3	6.7	725.8	40.1	118.7	33.8	1.5	12.6
UK	2.6	:	:	:	:	24.2	3.9	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	3.7	9.9	927.4	52.5	146.2	35.9	1.9	12.2

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.7: Variables principales, 1998 51.4 - Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	55 212	30 269	30 298	3 083	1 914	1 168	401
DK	6 028	35 380	14 543	3 678	1 937	1 160	777	183
D	20 954	316 303	120 731	:	:	:	:	1 058
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	31 940	195 799	55 143	13 467	7 806	3 611	4 194	750
F	36 303	171 713	76 545	21 900	8 882	6 511	2 371	702
IRL	850	9 627	3 067	817	508	:	:	46
I	47 677	225 922	79 663	29 498	9 542	4 424	5 117	1 319
L	559	1 838	662	169	103	48	56	13
NL	14 755	92 779	42 537	10 599	5 345	2 716	2 629	643
A	4 132	45 841	16 586	4 641	2 398	1 621	777	177
P	9 661	62 206	18 492	10 297	1 909	941	968	265
FIN	3 871	15 115	5 304	1 543	831	474	357	76
S	12 130	47 944	21 050	5 379	2 383	1 598	785	297
UK	27 344	:	99 616	:	15 586	7 511	8 075	1 555
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	4 140	21 682	8 905	2 454	1 254	787	467	130

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.8: Principaux indicateurs, 1998 51.4 - Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	548.2	55.9	133.1	42.0	3.9	7.3
DK	11.4	5.8	411.0	55.6	156.3	35.6	5.6	5.3
D	2.6	15.7	381.7	:	:	:	:	3.2
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	8.1	5.9	281.6	40.0	189.9	20.0	8.2	4.0
F	6.1	5.0	445.8	49.1	134.1	36.6	3.3	3.9
IRL	2.3	11.3	318.6	52.8	:	:	:	4.8
I	8.3	4.5	352.6	40.0	151.5	30.0	7.5	6.2
L	13.0	3.3	360.0	56.1	177.2	31.7	8.4	6.8
NL	9.4	6.3	421.3	57.6	179.4	32.1	6.7	6.9
A	5.1	10.9	361.8	53.4	138.1	38.7	5.0	4.0
P	9.7	7.0	297.3	28.1	192.1	14.6	6.4	3.9
FIN	7.5	3.9	350.9	55.7	166.1	33.5	6.9	5.1
S	13.7	4.1	439.0	47.7	129.0	37.0	4.7	6.0
UK	4.6	:	:	:	:	25.5	8.9	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	9.4	5.2	410.7	57.8	151.5	38.2	5.2	6.0

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.9: Variables principales, 1998
51.5 - Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	44 404	47 887	44 557	2 572	1 572	1 000	406
DK	3 360	37 800	18 825	6 564	2 179	1 266	912	426
D	17 552	338 893	194 965	:	:	:	:	2 831
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	26 109	153 915	71 151	13 423	7 691	2 873	4 818	1 335
F	17 628	187 332	83 314	21 175	9 353	6 861	2 491	1 009
IRL	766	10 017	5 280	978	593	:	:	125
I	30 665	168 418	97 713	52 224	7 155	3 362	3 793	1 446
L	509	3 011	2 560	359	217	92	126	33
NL	8 190	77 490	41 529	7 092	4 485	2 542	1 942	633
A	3 093	44 362	22 780	6 764	2 405	1 541	863	379
P	5 930	37 802	13 788	7 282	1 218	541	677	391
FIN	2 855	16 494	10 863	1 831	1 060	576	484	176
S	11 053	48 242	24 738	5 643	2 809	1 793	1 016	605
UK	17 657	:	167 884	:	12 384	7 285	5 099	1 595
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	2 687	21 457	13 163	4 507	1 295	850	444	209

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.10: Principaux indicateurs, 1998
51.5 - Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	1 078.4	56.8	140.9	40.3	2.2	9.0
DK	6.3	11.1	498.0	58.5	166.8	35.1	5.0	11.4
D	2.1	20.2	575.3	:	:	:	:	8.0
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	6.6	6.1	462.3	50.0	238.0	20.0	8.1	8.4
F	2.9	11.0	444.7	48.1	135.1	35.6	3.0	5.2
IRL	2.1	13.1	527.1	59.2	:	:	:	12.5
I	5.3	5.1	580.2	50.0	154.2	30.0	4.1	9.3
L	11.9	5.9	850.3	72.2	215.1	33.6	4.9	12.2
NL	5.2	9.5	497.6	57.9	167.6	34.5	5.0	8.2
A	3.8	14.0	513.5	55.3	148.8	37.2	3.9	8.7
P	5.9	7.1	364.8	29.1	213.6	13.6	6.3	9.3
FIN	5.5	5.9	658.6	62.6	179.6	34.9	4.7	10.4
S	12.5	4.9	512.8	51.7	141.8	36.5	4.2	11.1
UK	3.0	:	:	:	:	27.9	3.4	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	6.1	8.0	613.5	60.3	148.0	40.8	3.4	9.8

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.11: Variables principales, 1998

51.6 - Commerce de gros d'équipements industriels

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	54 114	21 705	20 267	3 353	2 167	1 186	529
DK	5 553	58 880	17 027	5 148	3 175	2 315	861	348
D	13 204	201 153	68 318	:	:	:	:	840
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	20 632	127 837	36 070	8 353	5 615	2 991	2 625	601
F	34 460	265 496	91 764	27 340	13 880	10 888	2 993	1 242
IRL	813	11 032	2 943	829	565	:	:	42
I	15 328	91 661	27 500	10 495	4 238	2 283	1 954	505
L	688	3 498	1 216	312	188	127	60	14
NL	11 470	128 761	59 725	11 401	7 191	4 099	3 092	726
A	4 642	47 339	14 835	4 340	2 698	1 801	897	306
P	4 402	31 336	7 630	4 498	1 034	605	429	216
FIN	4 073	28 992	10 141	2 598	1 672	1 046	626	197
S	10 546	57 198	21 139	5 911	3 217	2 307	910	452
UK	15 124	:	96 122	:	20 312	10 422	9 890	2 043
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	5 491	36 098	11 938	3 196	2 186	1 554	633	254

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.12: Principaux indicateurs, 1998

51.6 - Commerce de gros d'équipements industriels

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	401.1	64.3	134.9	47.7	5.9	10.1
DK	10.5	10.4	289.2	54.8	133.0	41.2	5.3	6.0
D	1.6	15.4	339.6	:	:	:	:	4.2
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	5.2	6.6	282.2	40.0	171.5	20.0	8.2	4.4
F	5.7	8.0	345.6	50.1	126.1	39.7	3.4	4.5
IRL	2.2	13.6	266.8	51.2	:	:	:	3.8
I	2.7	5.6	300.0	50.0	138.2	40.0	8.2	5.9
L	16.0	5.1	347.5	53.6	134.0	40.0	4.9	4.5
NL	7.3	11.2	393.5	55.9	165.9	33.7	6.1	5.6
A	5.7	10.0	313.4	58.2	139.4	41.8	6.6	6.6
P	4.4	8.6	243.5	27.2	166.5	16.3	6.1	5.7
FIN	7.9	6.8	349.8	60.1	155.7	38.6	6.6	7.1
S	11.9	5.8	369.6	52.4	129.4	40.5	4.8	7.4
UK	2.6	:	:	:	:	35.8	10.7	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	12.5	6.6	330.7	60.6	136.2	44.5	5.3	7.0

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'œuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.13: Variables principales, 1998
51.7 - Autres commerces de gros

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	6 053	3 150	2 880	285	179	106	41
DK	1 586	5 830	1 722	537	298	188	110	75
D	1 583	84 968	40 801	:	:	:	:	408
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	1 719	20 311	5 075	575	328	159	169	36
F	5 800	2 569	1 391	756	275	215	60	34
IRL	759	4 888	1 023	316	200	:	:	20
I	12 068	53 217	19 026	5 761	1 995	985	1 010	235
L	283	532	135	23	15	12	3	1
NL	4 565	22 675	7 220	1 639	1 060	547	513	151
A	472	2 706	2 153	224	103	75	29	11
P	3 695	15 135	4 373	3 188	453	265	188	90
FIN	533	8 339	8 669	1 197	495	284	211	90
S	468	1 294	323	270	70	46	25	24
UK	26 075	:	39 337	:	5 922	2 488	3 434	571
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	1 182	3 000	826	304	148	112	36	11

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.2.14: Principaux indicateurs, 1998
51.7 - Autres commerces de gros

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	520.4	41.8	132.4	31.5	3.7	5.9
DK	3.0	3.6	295.4	52.0	146.1	35.6	6.7	13.1
D	0.2	53.4	480.2	:	:	:	:	4.9
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	0.4	5.3	249.9	40.0	171.5	20.0	7.5	3.9
F	1.0	1.2	541.5	38.7	120.0	32.3	2.1	4.7
IRL	2.1	6.4	209.2	40.9	:	:	:	4.1
I	2.1	4.0	357.5	40.0	133.7	30.0	7.3	4.9
L	6.6	1.9	253.4	27.8	93.2	29.9	2.3	1.8
NL	2.9	5.0	316.0	46.7	177.8	26.3	7.2	6.7
A	0.6	5.6	795.6	39.0	119.6	32.6	1.4	4.1
P	3.7	5.5	288.9	22.2	159.0	13.9	4.6	4.4
FIN	1.0	16.1	1 039.5	57.9	172.2	33.6	2.5	10.6
S	0.5	3.5	249.5	42.8	130.2	32.8	5.1	14.7
UK	4.4	:	:	:	:	30.1	7.5	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	2.7	2.5	275.4	49.5	116.4	42.5	4.4	3.6

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; IRL, NO données de 1997; I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; UK données de 1997 pour le coût unitaire de la main-d'oeuvre.

Source: Eurostat, base de données SBS

3. ANALYSE SECTORIELLE

3.3 Commerce de détail

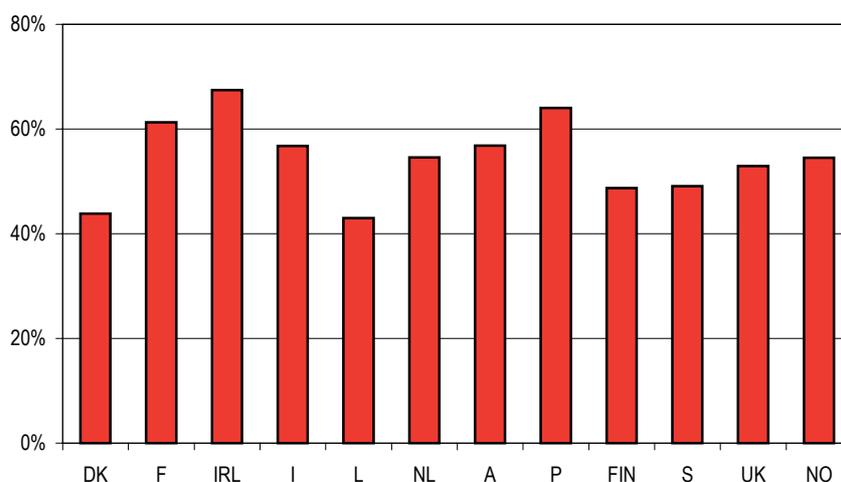
Le commerce de détail correspond à la Division 52 de la NACE Rév. 1 et est défini comme: 'commerce de détail et réparation d'articles domestiques'.

Le secteur se caractérise par un grand nombre d'entreprises relativement petites, employant presque 11,4 millions de personnes en 1999, soit environ la moitié de la main-d'œuvre totale du commerce.

En raison de la fragmentation du secteur – et également de l'utilisation intensive de main-d'œuvre par rapport au capital – la productivité est généralement plus faible que dans le commerce automobile ou de gros. Par conséquent, la part du commerce de détail dans le chiffre d'affaires total du secteur du commerce demeure modeste (environ 30% dans l'UE).

3.3.1 Entreprises dans le commerce de détail

Graphique 3.3.1
Nombre d'entreprises: part du
commerce de détail dans
l'ensemble du commerce, 1998



IRL, I, S, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

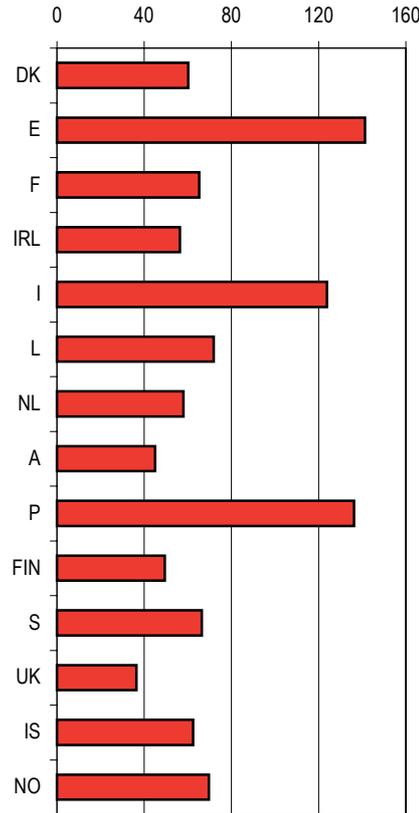
Avec presque 3 millions d'entreprises, le commerce de détail représente environ 60% - et donc la part la plus importante - de l'ensemble des entreprises du secteur commercial en Europe.

Dans la plupart des pays observés, plus de la moitié - et parfois même les deux tiers - des entreprises du commerce opèrent dans le commerce de détail. L'Italie enregistre le nombre absolu d'entreprises le plus élevé (environ 712 000)¹, tandis que le commerce de détail occupe la part la plus importante dans le secteur du commerce en Irlande (67,4%) et au Portugal (64%). Ces chiffres sont en général inférieurs dans les pays d'Europe du Nord, ce qui peut s'expliquer par une distribution à grande échelle mieux développée et par un processus de concentration plus intensif au fil des ans.

¹ L'Allemagne ne transmet pas de données SBS pour la NACE Rév. 1, 52.7 (réparation d'articles personnels et domestiques). Elle n'est donc pas incluse dans les comparaisons directes.

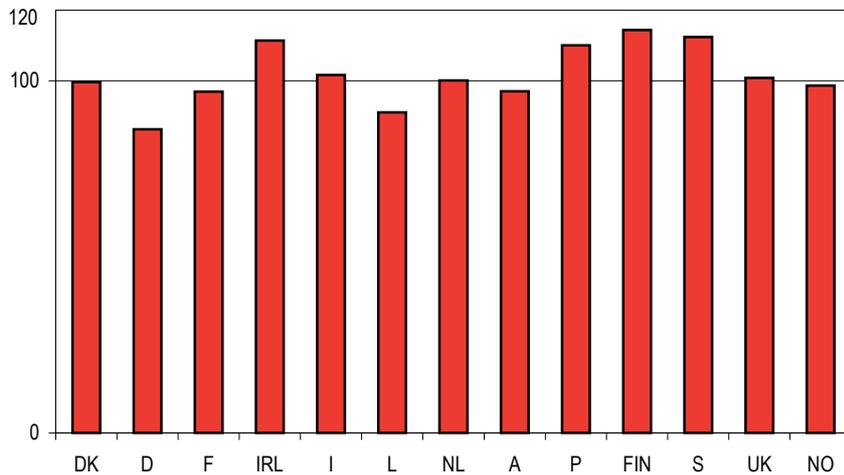
L'Espagne, l'Italie et le Portugal se caractérisent par une très forte densité d'entreprises - entre 124 et 142 pour 10 000 habitants (Graphique 3.3.2) - ce qui confirme la fragmentation du commerce de détail dans ces pays, avec une présence importante des petits magasins spécialisés.

Dans la majorité des pays déclarants, la densité d'entreprises dans le secteur du commerce de détail dépasse de loin celle du commerce automobile et de gros, principalement parce que les entreprises du commerce de détail ont une taille moyenne plus réduite. Le Royaume-Uni enregistre la part la plus faible avec 37 entreprises pour 10 000 habitants.



E, IRL, I, S, NO: 1997; IS: 1995
 Source: Eurostat, base de données SBS
 Population: Eurostat, base de données aux_ind

Graphique 3.3.2
 Commerce de détail: nombre d'entreprises pour 10 000 habitants, 1998



D exclut NACE Rév. 1, 52.7
 Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

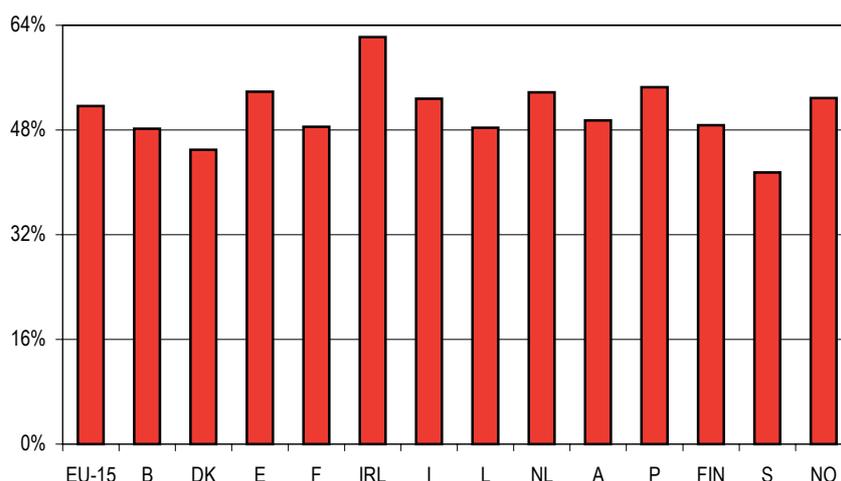
Graphique 3.3.3
 Commerce de détail: évolution du nombre d'entreprises, 1995-1998 (1995 = 100)

Entre 1995 et 1998, le nombre des entreprises du commerce de détail est demeuré relativement stable dans la plupart des pays observés (Graphique 3.3.3)². Pour les pays qui ont connu une augmentation ou une baisse, ces changements ont été moins importants que dans les deux autres secteurs du commerce.

L'Irlande, la Finlande et la Suède ont enregistré des taux de croissance élevés, allant de 11% à 14% sur la période 1995-1998, ce qui confirme l'essor de l'ensemble du commerce dans ces pays. En Irlande et en Finlande, le commerce automobile et le commerce de gros ont connu une croissance encore supérieure. Le Portugal a également vu le nombre de ses entreprises du commerce de détail augmenter de façon considérable (avec une hausse estimée à 10%), pendant que les activités du commerce de gros accusaient une baisse et que le commerce automobile se développait encore davantage.

3.3.2 Emploi dans le commerce de détail

Graphique 3.3.4
Nombre de personnes occupées: part
du commerce de détail dans
l'ensemble du commerce, 1999



L, NL: 1998; IRL, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

D'après les estimations pour l'année 1999, le nombre de personnes occupées dans le secteur du commerce de détail atteint quasiment 11,4 millions, ce qui représente environ la moitié de l'emploi total dans le commerce. À elle seule, l'Allemagne emploie plus de 2,5 millions de personnes dans le commerce de détail (chiffre ne comprenant pas le groupe 52.7 de la NACE Rév. 1). En Italie, le chiffre avoisine encore 1,7 million.

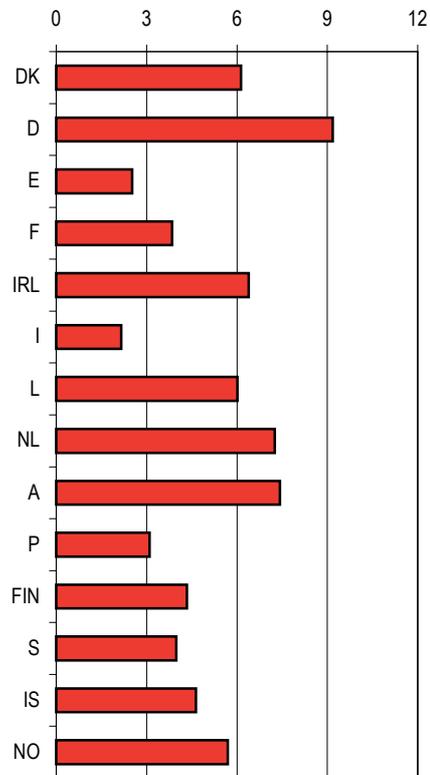
² Certains pays ne fournissent pas de données pour la période entière. Afin de permettre des comparaisons entre les pays, les taux de croissance ont été estimés ou calculés selon les données disponibles dans plusieurs cas.

En termes d'emploi, le commerce de détail domine aussi clairement le secteur du commerce et les disparités ne sont pas trop significatives d'un pays européen à l'autre. Les parts les plus faibles sont enregistrées par la Suède (41,5%) et le Danemark (43,0%), les plus importantes par le Portugal (54,5%) et l'Irlande (62,2%).

La taille moyenne des entreprises du commerce de détail varie considérablement d'un pays européen à l'autre. Les plus petites entreprises sont généralement situées en Europe du Sud; en Espagne, en Italie et au Portugal, les commerces de détail emploient chacun jusqu'à 3 personnes en moyenne (Graphique 3.3.5).

Les plus grandes entreprises, qui comptent en moyenne de 7 à 9 salariés, se trouvent en Allemagne (ces chiffres ne comprennent pas le groupe 52.7 de la NACE Rév. 1), aux Pays-Bas et en Autriche.

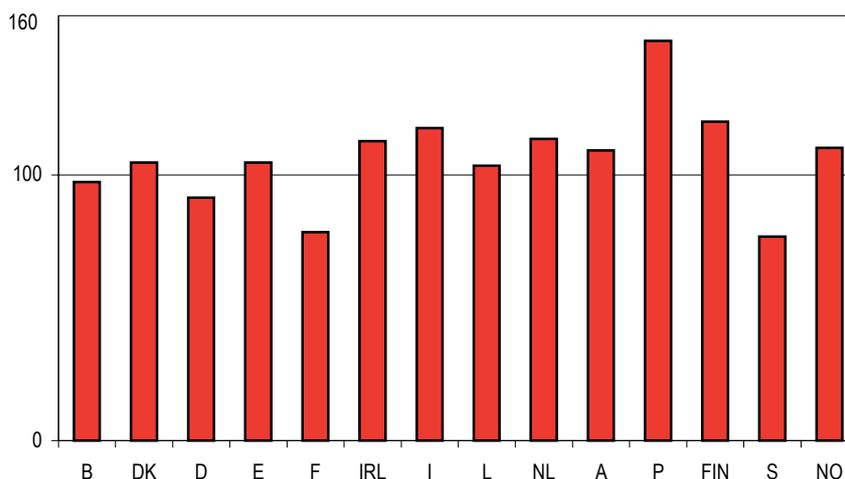
Le plus souvent, les commerces de détail sont de taille plus réduite que les entreprises appartenant aux autres branches d'activité du commerce. En Irlande, aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède, ils sont au minimum plus grands que les entreprises du commerce automobile, ce qui s'explique à la fois par les caractéristiques du secteur du commerce de détail lui-même (entreprises relativement grandes aux Pays-Bas) et par la fragmentation du commerce automobile en Finlande et en Suède.



*D exclut NACE Rév. 1, 52.7;
E, IRL, I, S, NO: 1997; IS: 1995.
Source: Eurostat, base de données SBS*

Graphique 3.3.5
Commerce de détail: nombre de personnes occupées par entreprise, 1998

Graphique 3.3.6
Commerce de détail: évolution de
l'emploi, 1995-1999 (1995 = 100)



D exclut NACE Rév. 1, 52.7;
E, S: 1997-1999; *IRL, NO*: 1995-1997
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

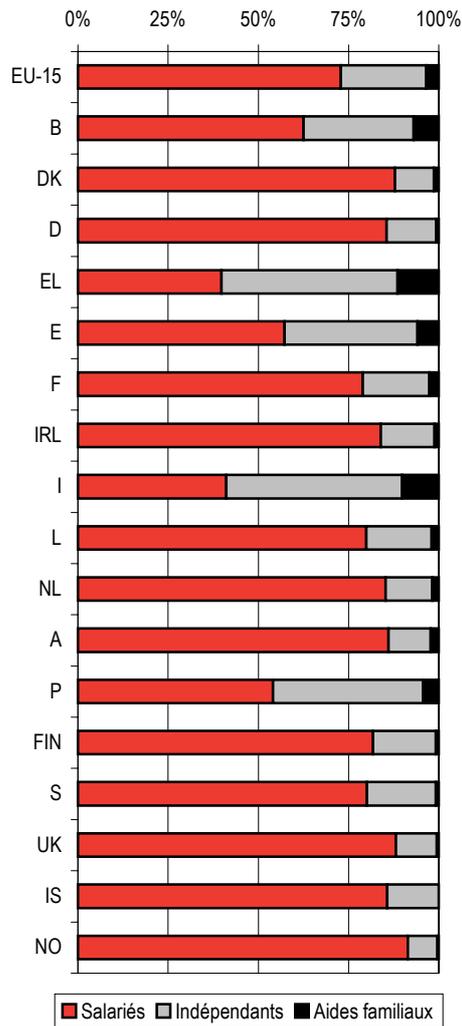
On observe une tendance à l'apparition d'entreprises plus grandes dans le commerce de détail, en raison de l'augmentation des grandes surfaces et de la concentration des entreprises. Cette évolution ne semble toutefois pas avoir eu des répercussions négatives sur l'emploi, qui a progressé dans la plupart des pays au cours de la période 1995-1999 (Graphique 3.3.6)³. De plus, dans les systèmes caractérisés par de petites entreprises, le nombre de travailleurs indépendants est en général plus élevé alors que les salariés sont majoritaires lorsque la taille moyenne des entreprises est plus importante. Par conséquent, l'augmentation de la taille des entreprises pourrait conduire à une modification des caractéristiques de l'emploi, avec une baisse du nombre des travailleurs indépendants et une hausse du nombre des salariés.

Le Portugal a connu la hausse la plus forte avec un bond énorme de 50% entre 1995 et 1999. L'Irlande, l'Italie et les Pays-Bas présentent eux-aussi une croissance à deux chiffres pendant la période d'observation. Des baisses ont été constatées en Belgique, France et Allemagne. La Suède, où l'emploi a également reculé dans les autres secteurs du commerce, a enregistré une chute spectaculaire de 23% rien qu'entre 1997 et 1999.

³ Certains pays ne fournissent pas de données pour la période entière. Afin de permettre des comparaisons entre les pays, les taux de croissance ont été estimés ou calculés selon les données disponibles dans plusieurs cas.

Caractéristiques de l'emploi

Le commerce de détail est l'activité commerciale qui compte la proportion la plus importante de travailleurs indépendants et d'aides familiaux parmi sa main-d'œuvre. Comme pour le commerce automobile et de gros, les travailleurs indépendants sont relativement plus nombreux en Belgique (30% de l'emploi dans le commerce de détail) et dans les Etats membres d'Europe du Sud: 37% en Espagne et jusqu'à 49% en Italie et en Grèce. Ces deux pays se caractérisant également par une forte participation des aides familiaux (10-11%), la part de la main-d'œuvre indépendante dans le commerce de détail y avoisine 60%. Parmi les pays observés, la Norvège se place au dernier rang en ce qui concerne le nombre de travailleurs indépendants dans le commerce de détail: 91% de la main-d'œuvre est constituée de salariés. La part des aides familiaux est négligeable (1% ou moins) dans tous les pays d'Europe du Nord.



Graphique 3.3.7
Commerce de détail: proportions de salariés, d'indépendants et d'aides familiaux dans l'emploi total, 1999

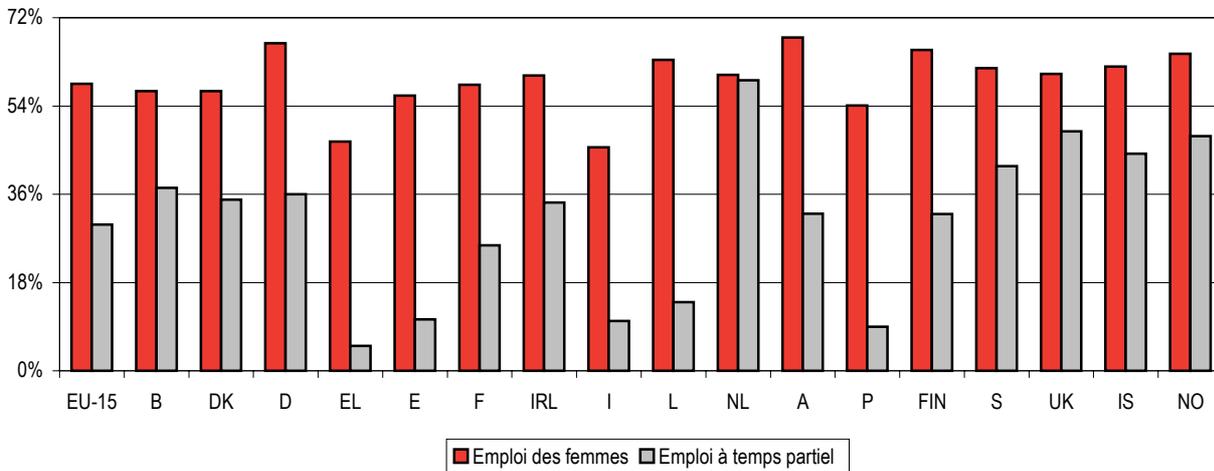
Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail

Près de 60% des personnes occupées dans le commerce de détail en Europe sont des femmes. L'emploi féminin est nettement moins important dans le commerce de gros (32%) et dans le commerce automobile (18%).

L'Autriche (68%) et l'Allemagne (67%) enregistrent les parts les plus élevées. Les Etats membres d'Europe du Sud affichent des chiffres plus bas, ce qui est également le cas pour les autres activités du commerce. Cependant tous, à l'exception de la Grèce (47%) et de l'Italie (46%), dépassent 50%. Ces écarts entre le Nord et le Sud s'expliquent principalement par le niveau d'éducation des femmes et par le rôle que leur donnent, dans la famille, les traditions religieuses et sociales des différentes régions. Le commerce de détail emploie également un nombre considérable de travailleurs à temps partiel, avec des disparités d'un pays à l'autre similaires à celles observées dans les autres activités du commerce. Au niveau de l'UE, le travail à temps partiel représente 30% de l'emploi total, une part bien supérieure à celle que l'on retrouve dans le commerce automobile (10%) ou dans le commerce de gros (11%). Les Etats membres

Graphique 3.3.8
Commerce de détail: emploi des femmes et emploi à temps partiel, 1999

d'Europe du Sud enregistrent une fois de plus les chiffres les plus faibles tandis que les pays du Nord se situent en haut du Graphique. Les Pays-Bas sont le seul pays où les pourcentages d'emploi féminin et d'emploi à temps partiel sont plus ou moins semblables (un peu plus de 50%).

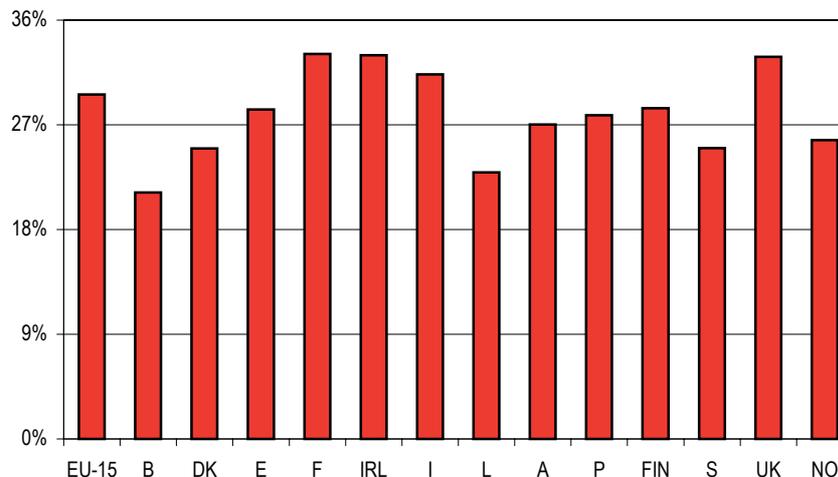


Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail

3.3.3 Chiffre d'affaires et productivité

D'après les estimations, le chiffre d'affaires total du commerce de détail a atteint presque 1 600 milliards d'euros en 1999. La moyenne communautaire avoisine 30% du chiffre d'affaires total dans le secteur du commerce et les écarts entre les pays observés ne sont pas significatifs. Ainsi, en termes de chiffre d'affaires, le commerce de détail est sensiblement moins important que le commerce de gros (qui représente plus de 50% du chiffre d'affaires en moyenne au niveau européen), mais il devance le commerce automobile.

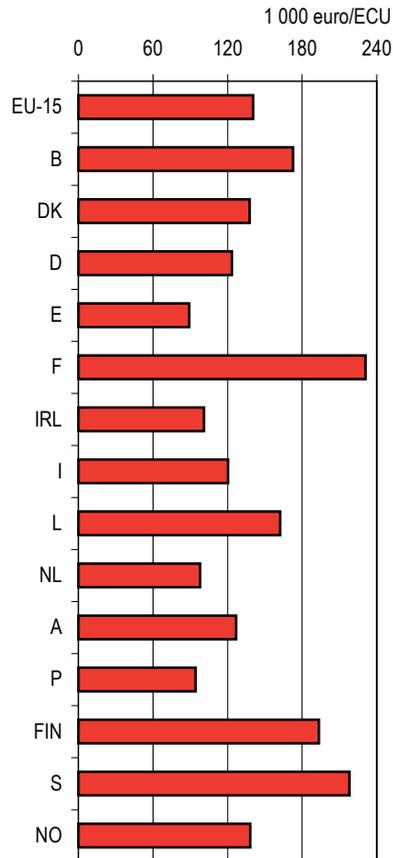
Graphique 3.3.9
Chiffre d'affaires: part du commerce de détail dans l'ensemble du commerce, 1999



L: 1998; IRL, NO: 1997; DK: 1995
Source: Eurostat, base de données SBS

Le Royaume-Uni et l'Allemagne enregistrent les chiffres d'affaires absolus les plus élevés du commerce de détail, avec respectivement 350 et 312 milliards d'euros en 1999 (le chiffre pour l'Allemagne n'inclut pas le groupe 52.7 de la NACE Rév. 1). Assez loin derrière, on trouve la France avec 278 milliards d'euros. C'est en France, au Royaume-Uni et en Irlande que la part relative du commerce de détail dans l'ensemble du commerce est la plus importante, puisqu'elle atteint environ un tiers (Graphique 3.3.9).

Le chiffre d'affaires par personne occupée et la productivité du travail (valeur ajoutée par personne occupée) sont plus faibles dans le commerce de détail que dans le commerce automobile et de gros dans tous les pays sans exception. En effet, le commerce de détail exige davantage de main-d'œuvre (et moins de capital), tout en ayant un niveau d'automatisation des processus plus faible, que les autres activités du commerce. Les écarts sont importants d'un pays à l'autre (Graphique 3.3.10). La France prend la première place avec un chiffre d'affaires par personne occupée de 231 000 euros (en 1999), suivie de la Suède (218 000 euros) et de la Finlande (193 000 euros). Quant à l'Espagne, au Portugal et aux Pays-Bas (données de 1998 pour les Pays-Bas), leurs résultats se situent sous la barre des 100 000 euros/écus par personne occupée.

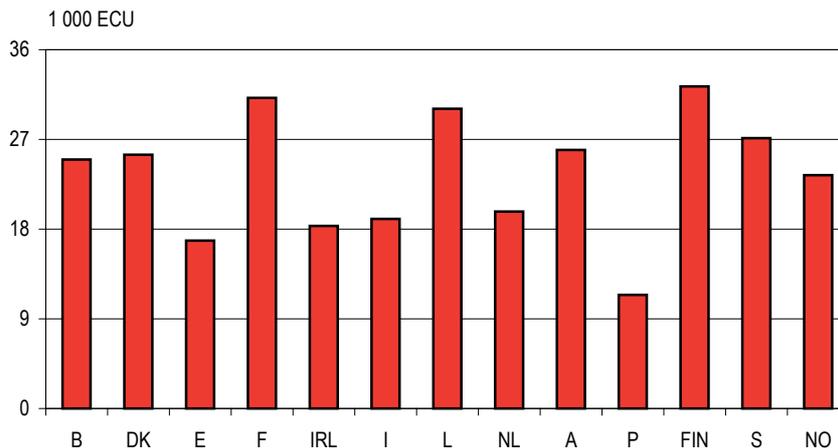


Graphique 3.3.10
Commerce de détail: chiffre d'affaires par personne occupée, 1999

*D exclut NACE Rév. 1, 52.7
L, NL: 1998; IRL, NO: 1997; IS: 1995
Les données pour 1999 sont en euros, celles pour les années précédentes sont en écus
Source: Eurostat, Base de données SBS*

Les chiffres de la productivité du travail sont généralement plus faibles dans le commerce de détail que dans le commerce de gros ou le commerce automobile (Graphique 3.3.11) et se situaient entre 11 400 écus par personne occupée au Portugal et 32 300 en Finlande en 1998. Le Luxembourg et la France affichent également des résultats élevés, avec plus de 30 000 écus par personne occupée.

Graphique 3.3.11
Commerce de détail: valeur ajoutée
par personne occupée, 1998

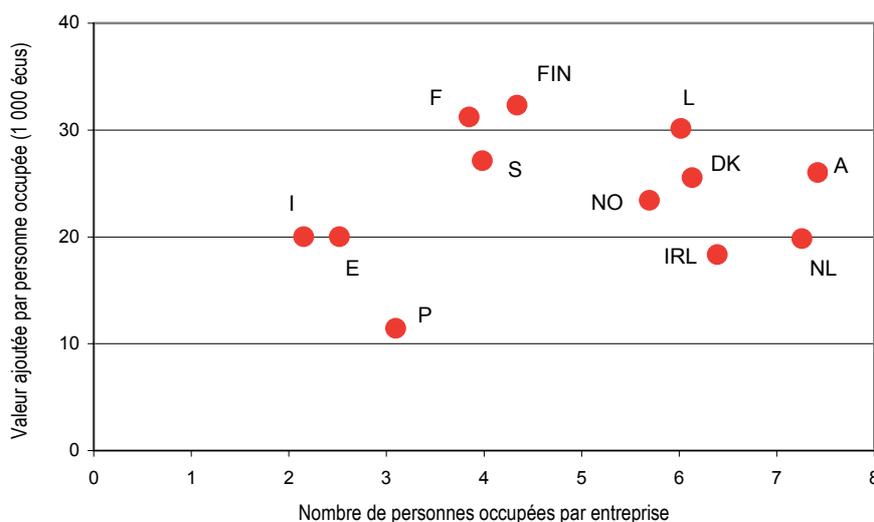


E, IRL, I, S, NO: 1997
Source: Eurostat, base de données SBS

Les bonnes performances du commerce de détail en France peuvent s'expliquer en grande partie par le développement important, dans ce pays, des grandes surfaces, et notamment des hypermarchés. Ces magasins, qui attirent une clientèle nombreuse, réalisent des économies d'échelle importantes et atteignent par conséquent un fort taux de productivité. La Finlande et le Luxembourg enregistrent des chiffres de productivité substantiels dans toutes les activités commerciales.

Comparant la productivité du travail et la taille moyenne des entreprises dans le commerce de détail, les pays observés peuvent être regroupés grosso modo en trois grandes catégories (Graphique 3.3.12). Les Etats membres d'Europe du Sud présentent généralement une faible productivité (le Portugal est le dernier avec 11 400 écus par personne occupée en 1998) et se caractérisent par de très petites entreprises (moins de quatre personnes occupées en moyenne).

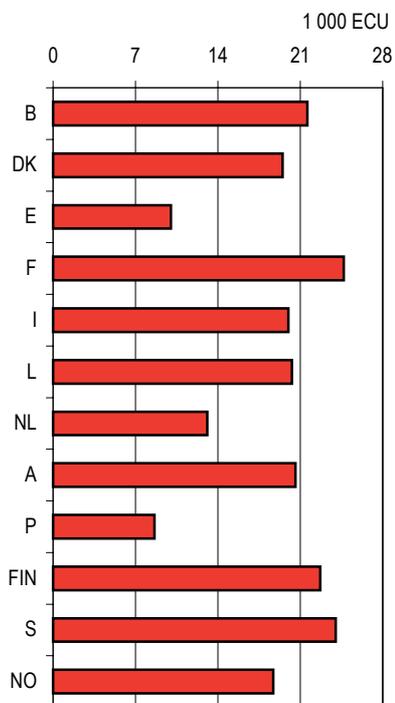
Graphique 3.3.12
Commerce de détail: valeur ajoutée par
personne occupée et taille moyenne
des entreprises, 1998



E, IRL, I, S, NO: 1997
Source: Eurostat, base de données SBS

La France, la Finlande et la Suède forment le deuxième groupe avec les taux de productivité les plus élevés (la Finlande se distingue avec 31 700 écus en 1998) et une taille moyenne d'entreprise légèrement supérieure (environ quatre à cinq personnes occupées). Dans les pays restants, les entreprises sont un peu plus grandes (6-8 personnes occupées) et, excepté au Luxembourg, les chiffres de la productivité varient entre ceux des deux autres groupes.

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre, (coûts de personnel par salarié) dans le commerce du détail sont inférieurs à ceux des autres activités du commerce (Graphique 3.3.13) car le commerce de détail fait appel à des travailleurs moins qualifiés que les autres branches du commerce et les salaires moyens y sont plus bas. De plus, le commerce de détail est dominé par des entreprises de petite taille et la méthodologie ne considère pas le revenu du propriétaire, qui fait en général partie des résultats d'exploitation, en tant que coût de personnel. Ce facteur doit être pris en compte lors de la comparaison des coûts salariaux et des performances des différentes activités du commerce.



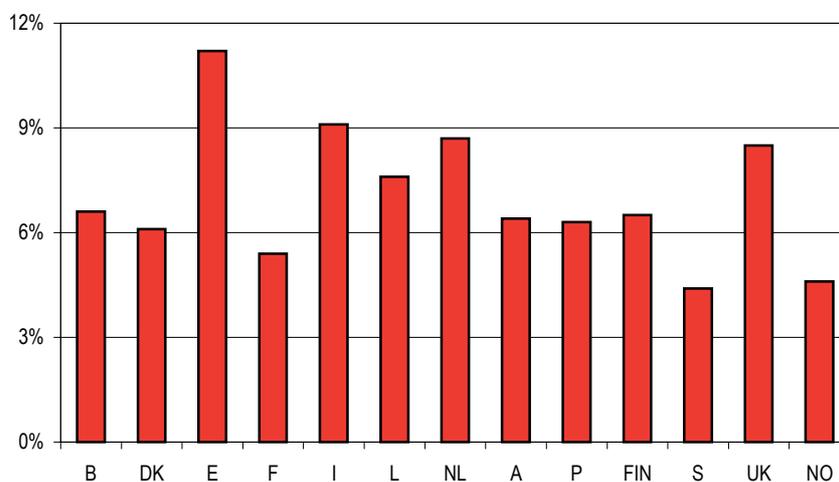
*E, I, S, NO: 1997
Source: Eurostat, base de données SBS*

Graphique 3.3.13
Commerce de détail: coût unitaire de la main-d'œuvre, 1998

Le Portugal et l'Espagne enregistrent non seulement les chiffres de productivité mais aussi les coûts salariaux unitaires les plus faibles du secteur du commerce de détail, avec respectivement 8 600 (données de 1998) et 10 000 écus par salarié (données de 1997). Les Pays-Bas affichent également, avec 13 100 écus par salarié (1998), un coût salarial relativement bas qui est cependant affecté par la forte proportion d'emploi indépendant dans le commerce de détail de ce pays. À l'inverse, la France se caractérise par le coût salarial unitaire le plus élevé (24 700 écus par salarié) mais se place en deuxième position – avec 31 200 écus par personne occupée – en termes de productivité dans ce secteur.

Néanmoins, la réussite économique d'une activité est mesurée en définitive par la différence entre la valeur ajoutée et les coûts de personnel. Ainsi, un écart plus considérable entre les coûts de personnel et les chiffres de la productivité se traduit par un taux d'exploitation supérieur (part de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires), qui peut être considéré comme l'indicateur de la réussite économique (Graphique 3.3.14).

Graphique 3.3.14
Commerce de détail: taux bruts
d'exploitation, 1998



E, I, S, NO: 1997

Source: Eurostat, base de données SBS

Dans tous les pays fournissant des données, les taux d'exploitation sont plus élevés dans le commerce de détail que dans le commerce automobile ou de gros. Cependant, ces chiffres doivent être examinés avec prudence, comme déjà mentionné.

Les pays où les petites entreprises sont plus nombreuses, comme l'Espagne (11,2%) et l'Italie (9,1%), présentent des taux bruts d'exploitation élevés. Ces deux pays enregistrent également les taux d'exploitation les plus importants dans les autres activités du commerce.

3.3.4 Les activités du commerce de détail

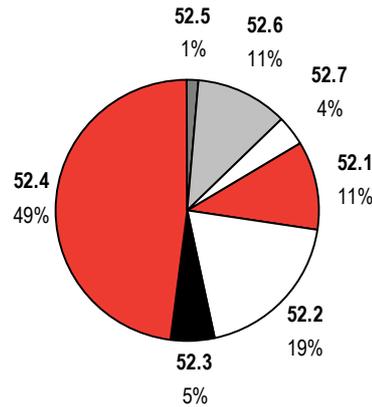
La Division 52 de la NACE Rév. 1 (commerce de détail et réparation d'articles domestiques) est formée des groupes suivants:

- 52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé
- 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé
- 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie
- 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé
- 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
- 52.6: Commerce de détail hors magasin
- 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques

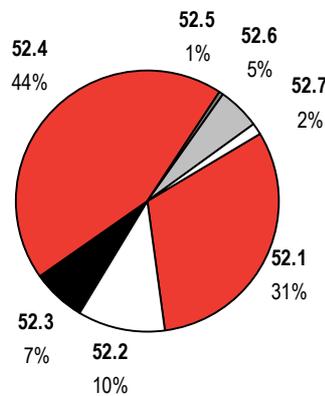
La moyenne calculée des pays fournissant des données montre que deux activités occupent de façon évidente la première place en termes d'emploi et de chiffre d'affaires dans le commerce de détail: le 'commerce de détail en magasin non spécialisé' (groupe 52.1, NACE Rév. 1), qui inclut les points de vente de la grande distribution, et les 'autres commerces de détail en magasin spécialisé' (groupe 52.4, NACE Rév. 1), qui comprennent diverses catégories de biens. Ces deux groupes totalisent 75% de l'emploi et 80% du chiffre d'affaires du commerce de détail.

Les autres commerces de détail en magasin spécialisé (groupe 52.4, NACE Rév. 1) regroupent également presque la moitié des entreprises du commerce de détail. Ce résultat n'est pas particulièrement surprenant dans la mesure où les points de vente dans cette activité sont généralement de petite taille. À l'inverse, seules 11% des entreprises sont des magasins non spécialisés (groupe 52.1, NACE Rév. 1) en raison de la taille relativement importante des points de vente dans cette catégorie.

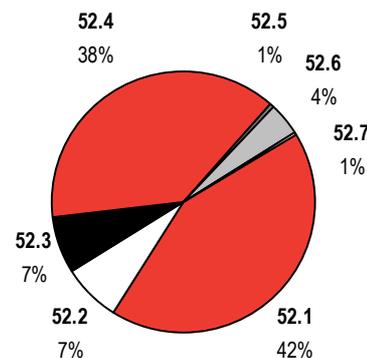
Le 'commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé' (groupe 52.2, NACE Rév. 1) constitue aussi une activité importante, avec 19% du nombre total des entreprises du commerce de détail, 10% de l'emploi et 7% du chiffre d'affaires (moyennes calculées). Les 'commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie' (groupe 52.3, NACE Rév. 1) présentent des chiffres similaires en



Moyenne calculée:
B, D, EL, IS non inclus dans les données
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations



Moyenne calculée:
D, EL, UK, IS non inclus dans les données
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations



Moyenne calculée:
D, EL, IS non inclus dans les données
Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

Graphique 3.3.15
Commerce de détail: nombre d'entreprises par activité (groupe de la NACE) dans l'EEE, 1998

Graphique 3.3.16
Commerce de détail: emploi par activité (groupe de la NACE) dans l'EEE, 1999

Graphique 3.3.17
Commerce de détail: chiffre d'affaires par activité (groupe de la NACE) dans l'EEE, 1999

termes d'emploi et de chiffre d'affaires (qui se situent tous les deux à 7%) mais comptent un nombre d'entreprises moins important (5%).

Le 'commerce de détail hors magasin' (groupe 52.6, NACE Rév. 1) possède des caractéristiques légèrement semblables à celles du 'commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé', à savoir un grand nombre d'entreprises (11%) et de faibles parts en matière d'emploi (5%) et de chiffre d'affaires (4%).

Enfin, les deux dernières activités, le 'commerce de détail de biens d'occasion en magasin' (groupe 52.5, NACE Rév. 1) et la 'réparation d'articles personnels et domestiques' (groupe 52.7, NACE Rév. 1) détiennent, pour chacune des trois variables, des parts marginales (1 à 4% pour les entreprises, 1 à 2% pour l'emploi, 1% pour le chiffre d'affaires).

Détail des activités

Commerce de détail en magasin non spécialisé (NACE Rév. 1, 52.1)

Les entreprises appartenant à cette branche sont les plus grandes de toutes les activités du commerce. Cette constatation n'a rien de bien surprenant car ce groupe de la NACE inclut également les points de vente de la grande distribution. Cependant, la taille moyenne des entreprises varie considérablement d'un pays à l'autre. En Europe du Sud, les entreprises ont une taille relativement faible (entre 4 à 8 personnes occupées) alors que dans les autres pays, la moyenne se situe entre 11 et 27. Les Pays-Bas se démarquent avec 56 personnes occupées par entreprise.

Au Danemark, en Finlande et en France, le commerce de détail en magasin non spécialisé représente une proportion importante de l'emploi et du chiffre d'affaires dans l'ensemble du commerce de détail: plus de 50% pour les deux variables en Finlande, la moitié du chiffre d'affaires et un peu moins de la moitié de l'emploi en France et au Danemark.

En général, le commerce de détail non spécialisé devance également les autres activités du commerce de détail en termes de chiffre d'affaires par personne occupée. Le chiffre le plus élevé est enregistré par la France, avec 296 000 euros par personne occupée en 1999.

Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé (NACE Rév. 1, 52.2)

Dans cette activité, les entreprises sont généralement de petite taille. Parmi les pays déclarants, le Luxembourg et l'Allemagne comptent les entreprises les plus grandes, avec en moyenne 5 personnes occupées. Les plus petites entreprises (moins de 2 personnes occupées) sont situées dans les États membres d'Europe du Sud, où le commerce dans son ensemble est plus fragmenté et où les

entreprises spécialisées du commerce de détail sont souvent gérées de manière familiale.

Ces pays affichent également les chiffres les plus bas en termes de chiffre d'affaires par personne occupée et de productivité du travail (valeur ajoutée par personne occupée). Les résultats les plus élevés sont enregistrés par la Suède (chiffre d'affaires par personne occupée de 287 000 euros en 1999) et la Finlande (productivité du travail de 37 500 écus en 1998).

Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie (NACE Rév. 1, 52.3)

En ce qui concerne la taille moyenne, les entreprises appartenant à cette branche se classent derrière les grands détaillants. Cette dimension relativement importante s'explique en partie par le fait que ce groupe de la NACE inclut les 'drugstores', qui sont de grands magasins délivrant non seulement des produits pharmaceutiques mais dans lesquels, on trouve également des articles en vente libre ainsi que des produits de beauté et de parfumerie. Les drugstores prédominent en Allemagne, au Royaume-Uni et dans les autres pays d'Europe du Nord alors qu'en Europe du Sud, les pharmacies sont en général spécialisées dans les produits pharmaceutiques et les parfumeries dans les cosmétiques.

Les entreprises les plus petites sont situées en Europe du Sud (3 - 5 personnes occupées) tandis que l'Autriche (12 personnes occupées) et la Suède (13) possèdent les plus grandes.

Dans cette activité, les entreprises enregistrent un chiffre d'affaires considérable par personne occupée (entre 107 000 écus par personne occupée en Irlande (1997) et 294 000 euros en Suède (1999) et se distinguent par les taux de productivité du travail les plus élevés du commerce de détail dans la plupart des pays.

Autres commerces de détail en magasin spécialisé (NACE Rév. 1, 52.4)

Cette activité inclut la vente d'un nombre de biens de consommation très divers: textiles, habillement, meubles, matériel électrique, équipements, livres, etc.

Le groupe des autres commerces de détail en magasin spécialisé se caractérise généralement par des entreprises relativement petites, avec une taille moyenne comprise entre deux (Italie) et huit personnes occupées (Allemagne).

En ce qui concerne le chiffre d'affaires par personne occupée, les écarts entre les différents pays sont moins sensibles que dans les autres activités du commerce de détail. Les chiffres varient de 74 000 euros par personne occupée en Espagne à 179 000 euros en France (données de 1999 pour les deux pays). En termes de productivité du travail, la Finlande prend la première place avec 31 200 écus par personne occupée en 1998, suivie du Danemark, de la France et du Luxembourg (qui avoisinent tous les 30 000 écus en 1998).

Commerces de détail de biens d'occasion en magasin (NACE Rév. 1, 52.5)

Avec une taille moyenne d'environ deux personnes occupées, les entreprises spécialisées dans le commerce de biens d'occasion sont les plus petites du secteur du commerce de détail.

Étant donné que les détaillants de petite taille fonctionnent avec des volumes peu importants et une rotation lente, ils affichent une productivité relativement basse et des taux d'exploitation élevés (généralement supérieurs à 12%) qui n'ont rien de surprenant. La productivité du travail dans le commerce de détail de biens d'occasion est la plus faible de toutes les activités du commerce de détail, et ce dans tous les pays déclarants, à l'exception des Etats membres d'Europe du Sud, où elle égale ou dépasse celle du commerce de détail hors magasin (groupe 52.6, NACE Rév. 1) et de la réparation d'articles personnels et domestiques (groupe 52.7, NACE Rév. 1).

Les chiffres de la productivité du travail sont compris entre 5 600 écus par personne occupée en Belgique et 23 300 en France (données de 1998).

De même, le chiffre d'affaires par personne occupée est généralement faible. La France et la Suède se distinguent par leurs résultats extrêmement élevés en ce qui concerne cette variable (plus de 212 000 euros en 1999).

Commerce de détail hors magasin (NACE Rév. 1, 52.6)

Le commerce de détail hors magasin englobe trois activités de nature très différente: la vente par correspondance, le commerce de détail sur éventaires et marchés et les autres commerces de détail hors magasin (démarchage à domicile, ventes ambulantes, distributeurs automatiques).

Si la vente par correspondance se distingue par un niveau d'automatisation des processus raisonnablement élevé, le commerce sur éventaires et marchés s'appuie lui fortement sur le service aux personnes. Cette différence a des répercussions évidentes sur leurs niveaux de productivité respectifs, qui présentent des caractéristiques opposées: les entreprises de vente par correspondance affichent généralement un chiffre d'affaires et une valeur ajoutée par personne occupée considérables, des coûts de main-d'œuvre élevés et des taux d'exploitation relativement bas; au contraire, le commerce sur éventaires et marchés se caractérise par des taux d'exploitation importants mais par un chiffre d'affaires, une valeur ajoutée par personne occupée et des coûts de main-d'œuvre médiocres.

La vente par correspondance est plus développée en Europe du Nord de même qu'en France et en Autriche alors qu'en Europe du Sud, le commerce sur éventaires et marchés domine.

L'Autriche (données de 1998) et l'Irlande (1997) enregistrent les chiffres de productivité du travail les plus forts dans le commerce de détail hors magasin, avec environ 32 000 écus par personne occupée. La Suède occupe la première place en termes de chiffre d'affaires par personne occupée (271 000 euros) suivie de la

France avec 226 000 euros (données de 1999 pour les deux pays). Les taux bruts d'exploitation sont relativement faibles dans ces pays: 2,2% en Suède, 4,3% en France et 6,2% en Autriche.

En Europe du Sud, où le commerce sur éventaires et marchés est prédominant dans le commerce de détail hors magasin, le chiffre d'affaires par personne occupée se situe en dessous de 62 000 euros/écus et la productivité du travail est comprise entre 6 et 10 000 écus par personne occupée. Les taux bruts d'exploitation (en 1998) dépassent 15% en Espagne et en Italie, mais sont relativement faibles au Portugal (6,8%).

Les Pays-Bas se distinguent des autres pays: malgré la part prépondérante du commerce sur éventaires et marchés, ils enregistrent des résultats élevés en termes de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée par personne occupée dans le commerce de détail hors magasin.

Réparation d'articles personnels et domestiques (NACE Rév. 1, 52.7)

Ce groupe de la NACE inclut uniquement les activités de réparation qui ne sont pas réalisées en association avec la fabrication, le commerce de gros ou de détail de biens.

Le chiffre d'affaires par personne occupée dans cette activité est généralement inférieur à celui des entreprises spécialisées dans la vente, parce qu'il est principalement basé sur les services de réparation fournis et non sur le prix final des biens vendus.

Le chiffre d'affaires dans la réparation d'articles domestiques varie de 21 000 euros par personne occupée au Portugal à 80 000 euros en France en 1999 (la Suède est une exception avec 121 000 euros) et dans tous les pays - le Danemark excepté - ces chiffres sont les plus bas de toutes les activités du commerce de détail.

Les caractéristiques de la réparation d'articles personnels et domestiques se rapprochent plus en fait de celles des autres activités de service que des caractéristiques des autres branches du commerce. Si elles enregistrent un faible chiffre d'affaires par personne occupée, les activités de service affichent généralement une productivité du travail élevée (valeur ajoutée par personne occupée) et dégagent des marges commerciales importantes, principalement parce que leurs coûts d'exploitation sont limités.

Dans toute l'Europe, les chiffres de la productivité du travail dans la réparation d'articles sont plus ou moins similaires à ceux des autres activités du commerce de détail. Cependant, les taux bruts d'exploitation sont de loin supérieurs - ce sont les plus élevés dans le commerce de détail - puisqu'ils dépassent 18% dans plusieurs pays et atteignent même 30% aux Pays-Bas.

Tableau 3.3.1: Variables principales, 1998

52.1 - Commerce de détail en magasin non spécialisé

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	76 886	18 148	17 185	2 460	1 773	687	355
DK	3 537	88 360	13 857	3 123	1 871	1 403	468	193
D	30 339	841 959	123 386	:	:	:	:	2 046
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	39 390	406 157	50 134	9 357	6 565	3 954	2 611	1 731
F	33 913	478 404	141 536	30 300	16 972	12 039	4 933	2 663
IRL	5 795	63 416	6 864	1 612	1 118	:	:	259
I	82 296	416 351	69 949	19 256	7 993	5 744	2 249	1 695
L	257	4 852	1 022	218	131	90	42	44
NL	4 180	234 248	20 545	:	:	:	:	:
A	4 530	69 252	9 600	2 538	1 487	1 138	349	213
P	20 602	110 215	11 366	4 037	991	576	415	399
FIN	4 757	55 982	12 618	2 792	1 777	1 158	619	310
S	7 207	65 524	16 222	3 751	2 232	1 781	451	281
UK	38 360	:	162 371	:	26 615	14 930	11 685	6 855
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	5 885	67 607	11 180	2 617	1 502	1 045	456	324

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées et 1995 pour le chiffre d'affaires), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; E, I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.2: Principaux indicateurs, 1998

52.1 - Commerce de détail en magasin non spécialisé

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	236.0	29.0	124.4	23.3	4.0	4.2
DK	6.7	24.7	156.8	21.5	128.2	16.7	3.5	2.2
D	3.7	27.3	146.5	:	:	:	:	2.3
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	10.0	8.0	123.4	20.0	141.3	10.0	6.5	5.5
F	5.7	15.6	295.9	32.0	136.4	23.5	3.6	5.0
IRL	15.8	10.9	108.2	17.6	:	:	:	4.1
I	14.3	4.5	168.0	20.0	92.8	20.0	3.6	4.6
L	6.0	18.9	210.5	27.1	139.5	19.4	4.1	11.1
NL	2.7	56.0	97.6	:	:	:	:	:
A	5.6	14.9	138.6	22.1	121.4	18.2	3.7	3.2
P	20.7	4.1	103.1	11.7	132.6	8.8	4.9	4.7
FIN	9.2	11.6	225.4	32.2	146.1	22.1	5.1	5.6
S	8.1	11.4	247.6	27.3	119.9	22.7	2.9	3.4
UK	6.5	:	:	:	:	:	8.2	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	13.4	11.5	165.4	22.2	138.1	16.1	4.1	4.8

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1995), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; E, I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.3: Variables principales, 1998
52.2 - Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	32 152	3 582	3 496	652	268	384	176
DK	4 617	16 520	1 479	549	327	188	139	19
D	32 945	152 460	12 503	:	:	:	:	279
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	156 055	220 611	17 062	4 130	3 159	983	2 176	341
F	47 348	70 805	12 030	4 463	2 574	1 605	968	392
IRL	2 856	9 694	842	251	167	:	:	18
I	120 620	211 575	15 122	7 019	2 775	548	2 227	504
L	315	1 689	236	85	56	32	25	4
NL	13 005	56 578	4 778	1 466	949	455	494	162
A	4 981	18 758	3 175	779	551	262	290	65
P	30 730	57 637	3 642	3 318	369	212	157	99
FIN	1 443	3 937	824	234	140	88	52	14
S	7 555	11 951	3 430	748	463	310	153	69
UK	50 435	:	21 491	:	3 754	1 842	1 912	386
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	2 360	8 921	1 241	279	172	131	41	18

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; E, I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.4: Principaux indicateurs, 1998
52.2 - Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	111.4	20.5	126.4	16.2	11.0	5.5
DK	8.7	3.5	89.5	20.1	133.6	15.0	9.7	1.1
D	4.0	5.0	82.0	:	:	:	:	1.6
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	39.7	1.8	77.3	10.0	119.5	10.0	11.6	1.2
F	7.9	2.0	169.9	26.7	108.9	24.5	8.8	4.1
IRL	7.8	3.4	86.9	17.2	:	:	:	1.8
I	21.0	1.6	71.5	10.0	75.8	20.0	15.8	2.6
L	7.3	5.4	139.5	33.3	167.3	19.9	10.5	1.8
NL	8.3	4.4	83.0	16.8	150.1	11.2	10.5	2.9
A	6.2	3.7	169.2	30.2	157.9	19.1	9.6	3.6
P	30.8	1.9	63.2	6.4	91.8	6.9	4.6	1.7
FIN	2.8	2.6	209.2	37.5	129.6	28.9	8.2	3.9
S	8.5	2.6	287.0	23.6	109.4	21.6	4.7	3.5
UK	8.5	:	:	:	:	:	10.1	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	5.4	3.8	139.2	19.3	107.5	18.0	3.3	2.0

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997). D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; E, I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.5: Variables principales, 1998 52.3 - Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	20 491	3 913	3 632	722	323	398	107
DK	795	7 860	1 370	412	292	221	71	17
D	24 714	268 952	32 979	:	:	:	:	379
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	32 366	86 564	10 584	2 939	2 469	806	1 664	176
F	29 270	109 814	25 908	7 936	5 991	3 388	2 602	402
IRL	1 132	7 085	755	243	173	:	:	14
I	32 840	124 179	20 549	5 191	3 141	1 048	2 093	211
L	132	888	175	51	38	19	19	2
NL	3 615	38 041	5 673	3 651	1 114	593	521	121
A	2 082	24 730	3 234	1 034	717	460	257	52
P	4 120	15 768	1 894	2 326	439	214	226	51
FIN	1 253	7 462	1 379	453	309	173	136	13
S	996	10 807	3 179	702	567	394	173	36
UK	7 383	:	12 833	:	1 941	1 187	754	217
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	1 066	7 498	1 074	290	209	164	45	15

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; E, I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements; NL données de 1996 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.6: Principaux indicateurs, 1998 52.3 - Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	191.0	37.7	160.2	23.5	11.0	5.6
DK	1.5	9.8	174.3	37.6	123.4	30.5	5.4	2.1
D	3.0	10.7	122.6	:	:	:	:	1.5
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	8.2	2.8	122.3	30.0	197.0	10.0	16.6	1.9
F	4.9	5.1	235.9	39.9	155.0	25.7	10.7	2.7
IRL	3.1	6.3	106.6	24.4	:	:	:	2.0
I	5.7	2.9	165.5	30.0	147.0	20.0	13.5	2.2
L	3.1	6.7	197.5	43.1	169.8	25.4	11.0	2.9
NL	2.3	10.5	134.8	29.3	174.0	16.8	10.2	3.6
A	2.6	11.6	130.8	29.8	141.9	21.0	8.5	2.2
P	4.1	4.6	120.1	23.4	185.9	12.6	9.5	2.7
FIN	2.4	6.2	184.7	39.9	158.1	25.3	10.7	1.6
S	1.1	13.0	294.2	43.7	136.2	32.1	6.5	2.8
UK	1.2	:	:	:	:	:	6.8	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	2.4	7.0	143.3	27.9	115.9	24.0	4.2	2.1

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; E, I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée; NL données de 1996 pour les investissements par personne occupée.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.7: Variables principales, 1998
52.4 - Autres commerces de détail en magasin spécialisé

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	132 525	20 575	18 928	2 939	1 583	1 356	755
DK	18 320	77 880	9 924	3 737	2 329	1 469	860	262
D	149 952	1 090 614	111 675	:	:	:	:	2 515
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	262 127	649 029	48 128	14 236	10 115	4 490	5 625	1 360
F	174 669	461 022	82 317	32 917	17 492	12 496	4 996	2 363
IRL	9 502	48 434	4 644	1 465	894	:	:	116
I	342 657	780 768	89 577	33 906	13 110	5 126	7 984	1 941
L	1 872	9 054	1 291	464	274	156	119	34
NL	45 050	295 408	31 812	10 961	6 645	3 733	2 912	1 060
A	21 268	153 259	17 843	6 524	3 948	2 778	1 170	472
P	66 732	256 831	26 378	16 215	2 868	1 650	1 218	661
FIN	14 660	41 044	6 503	1 994	1 230	746	484	108
S	35 055	82 535	14 475	4 908	2 725	1 998	727	344
UK	98 847	:	131 897	:	22 023	14 168	7 854	4 292
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	17 525	84 553	10 094	3 681	2 105	1 573	532	207

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; E, I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.8: Principaux indicateurs, 1998
52.4 - Autres commerces de détail en magasin spécialisé

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	155.3	22.6	109.4	20.6	7.2	5.8
DK	34.5	4.2	127.4	30.3	135.2	22.4	8.9	3.4
D	18.3	7.5	102.4	:	:	:	:	2.2
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	66.7	2.3	74.2	20.0	129.5	10.0	13.4	2.2
F	29.1	3.3	178.6	30.3	120.7	25.1	6.3	4.1
IRL	26.0	5.1	95.9	18.5	:	:	:	2.4
I	59.6	2.0	114.7	20.0	88.0	20.0	10.3	2.8
L	43.6	4.8	142.6	30.3	148.8	20.4	9.2	3.7
NL	28.7	6.6	100.5	22.5	145.3	15.5	9.8	3.6
A	26.3	7.0	116.4	26.5	123.0	21.5	6.8	3.2
P	66.9	3.6	102.7	12.0	143.9	8.4	6.8	2.8
FIN	28.4	2.7	158.4	31.2	138.0	22.6	8.1	2.7
S	39.6	2.9	175.4	26.4	109.7	24.1	5.5	3.3
UK	16.7	:	:	:	:	:	7.5	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	39.8	4.8	119.4	24.9	122.3	20.4	5.3	2.5

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997). D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; E, I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.9: Variables principales, 1998

52.5 - Commerce de détail de biens d'occasion en magasin

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	2 859	233	226	15	9	7	17
DK	1 062	1 310	78	30	20	7	13	3
D	3 265	7 150	509	:	:	:	:	28
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	2 296	3 610	155	79	55	19	36	7
F	13 734	8 517	1 850	688	304	189	115	46
IRL	412	968	47	23	13	:	:	2
I	3 052	8 721	538	177	76	20	57	7
L	36	58	5	2	1	0	1	0
NL	2 995	6 627	262	132	65	15	50	15
A	983	1 844	119	62	37	16	21	3
P	503	1 033	38	53	9	7	2	2
FIN	804	717	52	24	11	5	7	2
S	1 476	428	91	66	32	15	17	6
UK	6 105	:	3 173	:	695	169	526	50
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	576	765	43	22	12	6	5	1

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées et 1995 pour le chiffre d'affaires), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; E, I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; IRL, NO données de 1997; L, NL données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.10: Principaux indicateurs, 1998

52.5 - Commerce de détail de biens d'occasion en magasin

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	81.4	5.6	37.5	14.8	2.9	6.1
DK	2.0	1.2	59.6	15.7	87.5	17.9	17.5	2.1
D	0.4	2.2	71.2	:	:	:	:	4.1
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	0.6	1.7	43.0	10.0	110.9	10.0	24.7	1.8
F	2.3	0.9	217.2	23.3	84.8	27.5	7.7	3.6
IRL	1.1	2.3	48.3	13.9	:	:	:	2.5
I	0.5	1.5	61.7	20.0	67.2	20.0	24.6	1.4
L	0.8	1.6	76.8	19.6	132.4	14.8	15.5	3.4
NL	1.9	2.2	69.4	17.2	243.9	7.0	18.9	3.9
A	1.2	1.8	64.4	20.8	107.9	19.2	18.6	1.6
P	0.5	2.2	36.6	7.7	89.9	8.6	3.5	2.0
FIN	1.6	0.9	73.1	15.8	85.4	18.5	14.3	2.2
S	1.7	1.3	212.1	16.3	73.3	22.2	9.4	3.1
UK	1.0	:	:	:	:	:	18.4	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	1.3	1.3	56.2	15.2	74.2	20.5	12.6	0.8

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1995), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; E, I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; IRL, NO données de 1997; L, NL données de 1995 pour les investissements par personne occupée.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.11: Variables principales, 1998
52.6 - Commerce de détail hors magasin

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	10 287	1 523	1 345	186	70	116	41
DK	1 678	3 110	359	113	55	32	23	20
D	39 218	166 495	30 891	:	:	:	:	580
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	46 666	70 108	3 583	1 297	811	249	563	116
F	67 605	58 608	13 264	5 999	2 069	1 565	505	218
IRL	141	895	133	52	29	:	:	2
I	103 852	132 050	8 144	4 115	1 600	309	1 292	476
L	170	456	56	16	10	5	5	1
NL	18 790	24 969	2 651	1 104	619	193	427	78
A	1 355	7 138	1 131	582	223	151	71	14
P	6 858	18 483	731	408	56	26	31	8
FIN	943	1 827	336	152	52	32	20	3
S	2 854	5 103	1 384	486	177	151	25	24
UK	10 373	:	17 095	:	3 728	1 588	2 141	334
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	1 800	3 192	425	193	50	39	11	6

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour nombre de personnes occupées), NO (1997).

D données de 1997 pour les investissements; E, I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.12: Principaux indicateurs, 1998
52.6 - Commerce de détail hors magasin

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	148.1	18.7	80.1	23.4	8.6	4.1
DK	3.2	1.8	115.5	18.0	83.9	21.4	6.7	6.6
D	4.8	4.6	185.5	:	:	:	:	2.9
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	11.9	1.5	51.1	10.0	89.6	10.0	17.2	1.7
F	11.3	1.2	226.3	24.8	91.3	27.2	4.3	2.6
IRL	0.4	6.3	149.1	32.6	:	:	:	2.1
I	18.1	1.3	61.7	10.0	49.4	20.0	15.6	3.5
L	4.0	2.7	122.0	21.9	111.7	19.6	8.6	1.7
NL	12.0	1.3	119.0	24.8	172.1	14.4	14.4	3.1
A	1.7	5.1	158.4	32.0	118.3	27.1	6.2	2.0
P	6.9	1.4	39.6	6.1	57.7	10.5	6.8	0.8
FIN	1.8	1.9	184.0	30.0	129.1	23.2	6.1	1.6
S	3.2	2.8	271.1	22.2	80.4	27.6	2.2	3.0
UK	1.8	:	:	:	:	:	15.7	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	4.1	1.8	133.3	15.7	74.8	21.0	2.5	1.8

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998), NO (1997). D données de 1997 pour les investissements par personne occupée; E, I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; IRL, NO données de 1997; L données de 1995 pour les investissements par personne occupée.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.13: Variables principales, 1998

52.7 - Réparation d'articles personnels et domestiques

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro / Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	3 809	186	163	59	29	30	39
DK	1 903	3 430	255	183	96	52	45	6
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	16 709	30 653	844	698	404	201	203	40
F	17 700	17 597	1 412	1 228	714	515	200	53
IRL	815	1 521	54	36	25	:	:	1
I	27 055	33 432	1 556	1 052	491	132	359	93
L	76	209	9	9	6	4	2	0
NL	3 520	5 909	341	202	146	60	86	20
A	1 188	2 704	112	85	49	30	19	3
P	6 273	9 326	193	208	61	36	25	10
FIN	1 599	1 944	127	77	53	27	26	6
S	3 549	3 458	418	340	152	104	48	14
UK	4 497	:	1 609	:	426	318	108	74
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	1 510	2 503	139	125	49	33	15	5

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1998 pour le nombre de personnes occupées), NO (1997).

E, I, S données de 1997 sauf pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; IRL, NO données de 1997; L, NL données de 1995 pour les investissements.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 3.3.14: Principaux indicateurs, 1998

52.7 - Réparation d'articles personnels et domestiques

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro / 1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	48.7	20.1	80.2	25.1	18.3	13.3
DK	3.6	1.8	74.2	28.5	104.2	27.3	18.1	1.7
D	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:
E	4.2	1.9	27.5	10.0	92.2	10.0	26.0	1.3
F	3.0	1.7	80.2	24.0	84.9	28.3	12.6	1.8
IRL	2.2	1.9	35.8	16.2	:	:	:	0.5
I	4.7	1.5	46.5	10.0	67.6	20.0	22.6	2.4
L	1.8	2.8	42.0	30.6	141.9	21.5	27.9	0.6
NL	2.2	1.7	49.6	25.7	94.9	27.1	30.5	3.4
A	1.5	2.2	41.4	18.5	93.4	19.8	18.3	1.2
P	6.3	1.7	20.7	5.8	72.8	8.0	11.9	0.9
FIN	3.1	1.3	65.3	26.3	108.9	24.2	20.4	2.7
S	4.0	1.8	120.8	23.7	83.0	28.6	9.6	2.1
UK	0.8	:	:	:	:	:	10.2	:
IS	:	:	:	:	:	:	:	:
NO	3.4	1.7	55.7	19.4	76.1	25.5	11.0	2.0

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999, sauf pour IRL (1997), L (1998), NL (1995), NO (1997).

E, I, S données de 1997 sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée; IRL, NO données de 1997;

L données de 1995 pour les investissements par personne occupée;

NL données de 1995 sauf pour le nombre d'entreprises pour 10 000 habitants et le chiffre d'affaires par personne occupée.

Source: Eurostat, base de données SBS

4. ANALYSE PAR PAYS

L'objectif de ce chapitre est de fournir des informations sur les activités du commerce dans chaque pays de l'EEE. Le chapitre est constitué par un ensemble de tableaux et graphiques standards – un ensemble pour chaque pays – qui est brièvement décrit ci-dessous :

- **Principaux groupes du commerce de détail:** tableaux qui montrent les ventes totales et le nombre des points de vente des premiers cinq détaillants. Les données se réfèrent à trois différentes catégories de produits: a) commerce de détail alimentaire; b) habillement, textiles_et chaussures; c) meubles, articles électriques e de ménage. Dans la plupart des cas, les données pour le total des ventes incluent les taxes de ventes (p.ex. la TVA); parfois elles sont aussi estimées (Source: Retail Intelligence).
- **Variables et indicateurs principaux:** tableaux basés sur les données SBS d'Eurostat présentant les chiffres les plus importantes sur le commerce (Séction G de la classification NACE Rév. 1). Les données sont ventilées par activité au niveau des groupes de la NACE Rév. 1.
- **Taux de croissance annuels moyens:** graphiques basés sur les données SBS qui permettent de comparer, pour des variables choisies, les changements dans le temps des trois activités principales du commerce (Divisions de la NACE Rév. 1): commerce automobile, commerce de gros et commerce de détail. Les taux annuels sont calculés sur la base de la période la plus longue pour laquelle les données sont disponibles. Il peut se passer que cette période n'est pas forcément la même pour chaque variable ou pour chaque activité. Néanmoins, dans certains cas, les taux peuvent être influencés par l'implémentation successive du règlement SBS et des adaptations possibles des méthodologies nationales.

Tableau 4.1: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habilleme nt, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
GB Group	4 502	552	C&A	221	42	Blokker	:	275
Delhaize "Le Lion"	2 801	380	Hennes & Mauritz	141	31	Eldi	:	125
Colruyt	1 698	146	Vendex-KBB	134	180	CV Tera	:	120
Louis Delhaize	1 311	723	Superconfex	112	67	Belgacom	:	105
Aldi	1 282	315	Etam/1.2.3	107	85	Photo Hall	:	72
Total des 5 principaux	11 594	2 116	Total des 5 principaux	714	405	Total des 5 principaux	:	697

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.2: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	:	579 032	227 293	215 731	21 486	12 843	8 643	4 024
Automobile	:	81 779	43 612	41 348	2 897	1 746	1 152	654
50.1	:	39 873	32 384	30 204	1 684	1 022	662	347
50.2	:	23 444	2 992	3 275	602	344	258	173
50.3	:	10 594	3 933	4 292	400	287	114	50
50.4	:	2 557	722	511	39	22	17	17
50.5	:	5 311	3 580	3 066	172	71	101	68
De gros	:	218 244	135 521	129 409	11 556	7 043	4 514	1 882
51.1	:	15 030	3 561	3 495	622	250	372	140
51.2	:	7 174	5 585	5 749	291	123	167	97
51.3	:	36 257	23 365	22 163	1 351	838	513	268
51.4	:	55 212	30 269	30 298	3 083	1 914	1 168	401
51.5	:	44 404	47 887	44 557	2 572	1 572	1 000	406
51.6	:	54 114	21 705	20 267	3 353	2 167	1 186	529
51.7	:	6 053	3 150	2 880	285	179	106	41
De détail	:	279 009	48 160	44 974	7 033	4 055	2 978	1 489
52.1	:	76 886	18 148	17 185	2 460	1 773	687	355
52.2	:	32 152	3 582	3 496	652	268	384	176
52.3	:	20 491	3 913	3 632	722	323	398	107
52.4	:	132 525	20 575	18 928	2 939	1 583	1 356	755
52.5	:	2 859	233	226	15	9	7	17
52.6	:	10 287	1 523	1 345	186	70	116	41
52.7	:	3 809	186	163	59	29	30	39

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

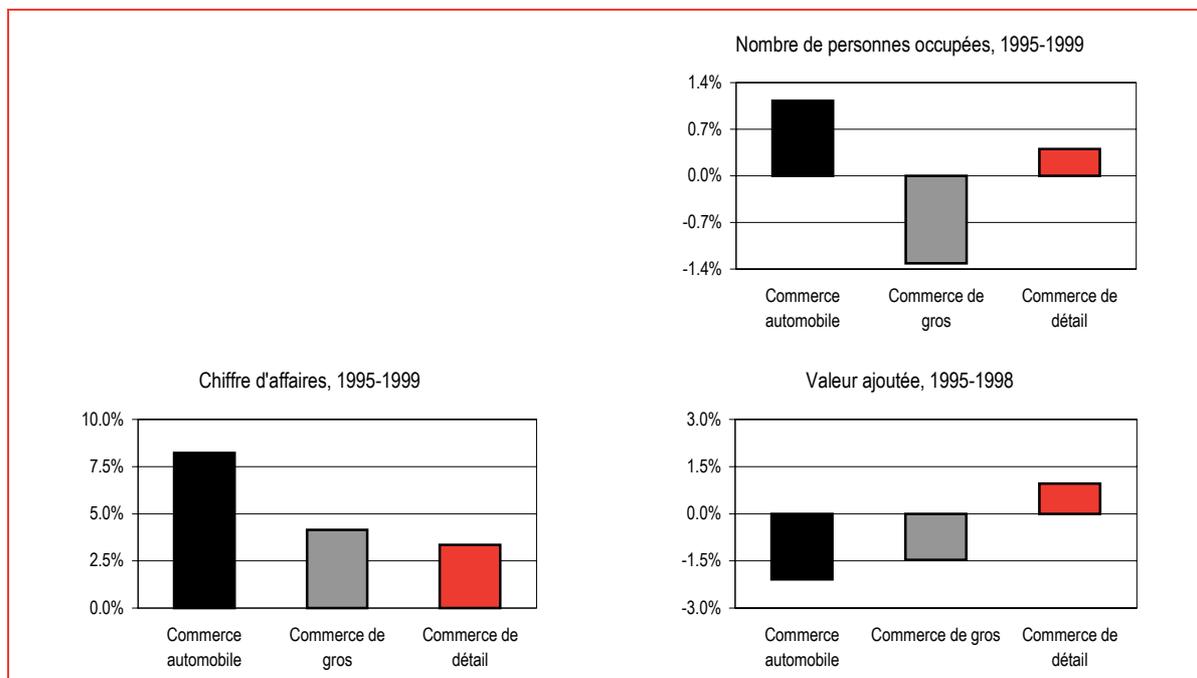
Tableau 4.3: Principaux indicateurs, 1998

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	:	:	392.5	37.3	120.4	31.0	4.0	7.0
Automobile	:	:	533.3	36.6	115.5	31.7	2.8	8.3
50.1	:	:	812.2	44.1	126.0	35.0	2.2	9.1
50.2	:	:	127.6	26.5	105.2	25.2	7.9	7.6
50.3	:	:	371.2	39.0	110.4	35.4	2.7	4.9
50.4	:	:	282.5	21.2	81.3	26.1	3.3	9.1
50.5	:	:	674.1	28.3	127.8	22.1	3.3	11.2
De gros	:	:	621.0	53.7	130.9	41.0	3.5	8.7
51.1	:	:	236.9	47.9	78.0	61.5	10.6	10.8
51.2	:	:	778.5	37.6	121.5	30.9	2.9	12.6
51.3	:	:	644.4	38.6	128.3	30.0	2.3	7.7
51.4	:	:	548.2	55.9	133.1	42.0	3.9	7.3
51.5	:	:	1 078.4	56.8	140.9	40.3	2.2	9.0
51.6	:	:	401.1	64.3	134.9	47.7	5.9	10.1
51.7	:	:	520.4	41.8	132.4	31.5	3.7	5.9
De détail	:	:	172.6	25.0	115.6	21.6	6.6	5.3
52.1	:	:	236.0	29.0	124.4	23.3	4.0	4.2
52.2	:	:	111.4	20.5	126.4	16.2	11.0	5.5
52.3	:	:	191.0	37.7	160.2	23.5	11.0	5.6
52.4	:	:	155.3	22.6	109.4	20.6	7.2	5.8
52.5	:	:	81.4	5.6	37.5	14.8	2.9	6.1
52.6	:	:	148.1	18.7	80.1	23.4	8.6	4.1
52.7	:	:	48.7	20.1	80.2	25.1	18.3	13.3

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.1: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Commerce de détail: 1996-1999 pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; 1996-1998 pour la valeur ajoutée.

Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

Tableau 4.4: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habillage, textiles, chaussures		Meubles, articles électriques et de ménage			
	Ventes totales	Points de	Ventes totales	Points de	Ventes totales	Points de		
	Mio. euro	vente	Mio. euro	vente	Mio. euro	vente		
FDB	3 581	1 051	Din Tøjmand/Various	256	217	Elbodan	276	232
Dansk Supermarked	3 082	338	H&M	160	44	Fona Gruppen	250	61
Dagrofa	1 336	523	Tøjeksperten	144	159	Jysk Sengetøjslager	232	79
Centralkøb	672	122	TOPS/Various	129	183	Idé Møbler	193	52
Samkøb	444	43	Mr	126	106	HTH Køkken	175	35
Total des 5 principaux	9 114	2 077	Total des 5 principaux	815	709	Total des 5 principaux	1 126	459

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.5: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	:	:	:	:	:	:	:	:
Automobile	12 726	62 997	11 377	:	2 731	:	:	:
50.1	3 670	27 789	6 913	:	1 382	:	:	:
50.2	6 738	18 318	1 771	:	652	:	:	:
50.3	886	5 143	842	:	256	:	:	:
50.4	142	355	78	:	24	:	:	:
50.5	1 290	11 392	1 774	:	419	:	:	:
De gros	22 733	179 530	76 581	23 501	9 487	6 158	3 329	1 345
51.1	1 980	6 320	1 893	757	325	200	125	37
51.2	1 214	10 480	6 059	3 208	498	318	180	110
51.3	3 012	24 840	16 512	3 610	1 075	711	364	166
51.4	6 028	35 380	14 543	3 678	1 937	1 160	777	183
51.5	3 360	37 800	18 825	6 564	2 179	1 266	912	426
51.6	5 553	58 880	17 027	5 148	3 175	2 315	861	348
51.7	1 586	5 830	1 722	537	298	188	110	75
De détail	31 912	198 470	27 322	8 147	4 990	3 371	1 619	519
52.1	3 537	88 360	13 857	3 123	1 871	1 403	468	193
52.2	4 617	16 520	1 479	549	327	188	139	19
52.3	795	7 860	1 370	412	292	221	71	17
52.4	18 320	77 880	9 924	3 737	2 329	1 469	860	262
52.5	1 062	1 310	78	30	20	7	13	3
52.6	1 678	3 110	359	113	55	32	23	20
52.7	1 903	3 430	255	183	96	52	45	6

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Commerce automobile et groupes: données de 1995, chiffre d'affaires en ECU.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

Tableau 4.6: Principaux indicateurs, 1998

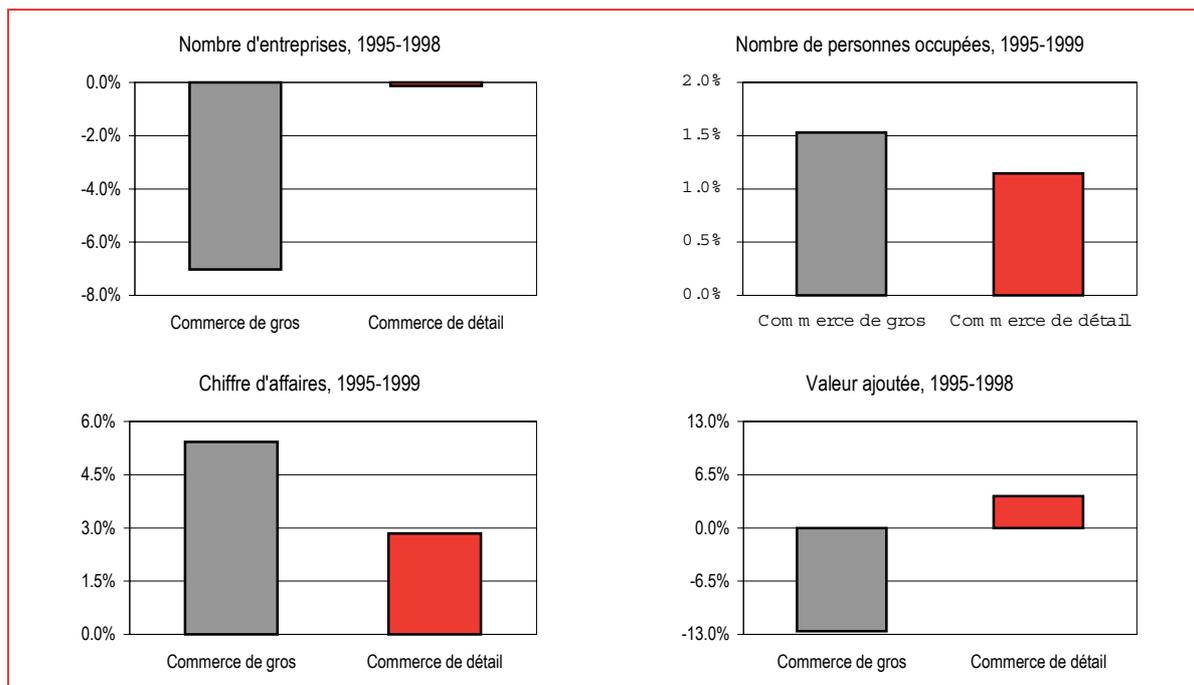
	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	:	:	:	:	:	:	:	:
Automobile	24.4	5.0	180.6	43.4	:	:	:	:
50.1	7.0	7.6	248.8	49.7	:	:	:	:
50.2	12.9	2.7	96.7	35.6	:	:	:	:
50.3	1.7	5.8	163.6	49.7	:	:	:	:
50.4	0.3	2.5	218.3	66.3	:	:	:	:
50.5	2.5	8.8	155.7	36.8	:	:	:	:
De gros	42.9	7.8	426.6	53.7	146.7	36.6	4.5	7.6
51.1	3.7	3.1	299.5	52.2	137.9	37.8	6.9	6.0
51.2	2.3	8.5	578.1	48.3	145.9	33.1	3.1	10.6
51.3	5.7	8.1	664.8	43.9	143.7	30.6	2.3	6.8
51.4	11.4	5.8	411.0	55.6	156.3	35.6	5.6	5.3
51.5	6.3	11.1	498.0	58.5	166.8	35.1	5.0	11.4
51.6	10.5	10.4	289.2	54.8	133.0	41.2	5.3	6.0
51.7	3.0	3.6	295.4	52.0	146.1	35.6	6.7	13.1
De détail	60.2	6.1	137.7	25.5	130.7	19.5	6.1	2.7
52.1	6.7	24.7	156.8	21.5	128.2	16.7	3.5	2.2
52.2	8.7	3.5	89.5	20.1	133.6	15.0	9.7	1.1
52.3	1.5	9.8	174.3	37.6	123.4	30.5	5.4	2.1
52.4	34.5	4.2	127.4	30.3	135.2	22.4	8.9	3.4
52.5	2.0	1.2	59.6	15.7	87.5	17.9	17.5	2.1
52.6	3.2	1.8	115.5	18.0	83.9	21.4	6.7	6.6
52.7	3.6	1.8	74.2	28.5	104.2	27.3	18.1	1.7

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999.

Commerce automobile et groupes: données de 1995, chiffre d'affaires par personne occupée en ECU.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.2: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Les taux de croissance du commerce automobile ne sont pas présentés parce que les données disponibles se réfèrent seulement à 1995.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.7: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habillage, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
Edeka/AVA Gruppe	21 353	11 703	C&A	3 122	195	Media Markt/Saturn	4 458	195
Rewe	20 926	8 477	Peek&Cloppenb./Anson's	1 189	74	Begros	3 579	100
Aldi	18 023	3 263	Hennes & Mauritz	978	156	VME Möbeleinkauf	2 558	330
Metro	15 545	845	SinnLeffers	812	39	Atlas	1 892	50
Lidl & Schwarz	10 791	2 111	Tengelmann	718	936	ElectronicPartner	1 861	3 021
Total des 5 principaux	65 285	26 399	Total des 5 principaux	6 819	1 400	Total des 5 principaux	14 348	3 696

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.8: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	:	:	:	:	:	:	:	:
Automobile	:	:	:	:	:	:	:	:
50.1	21 523	304 159	101 973	:	:	:	:	1 811
50.2	:	:	:	:	:	:	:	:
50.3	6 956	84 232	18 347	:	:	:	:	316
50.4	1 857	8 925	2 557	:	:	:	:	49
50.5	6 839	39 176	5 218	:	:	:	:	151
De gros	:	:	:	:	:	:	:	:
51.1	:	:	:	:	:	:	:	:
51.2	6 441	51 033	30 207	:	:	:	:	325
51.3	11 619	221 055	115 392	:	:	:	:	1 076
51.4	20 954	316 303	120 731	:	:	:	:	1 058
51.5	17 552	338 893	194 965	:	:	:	:	2 831
51.6	13 204	201 153	68 318	:	:	:	:	840
51.7	1 583	84 968	40 801	:	:	:	:	408
De détail	:	:	:	:	:	:	:	:
52.1	30 339	841 959	123 386	:	:	:	:	2 046
52.2	32 945	152 460	12 503	:	:	:	:	279
52.3	24 714	268 952	32 979	:	:	:	:	379
52.4	149 952	1 090 614	111 675	:	:	:	:	2 515
52.5	3 265	7 150	509	:	:	:	:	28
52.6	39 218	166 495	30 891	:	:	:	:	580
52.7	:	:	:	:	:	:	:	:

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999; investissements bruts en biens corporels: données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

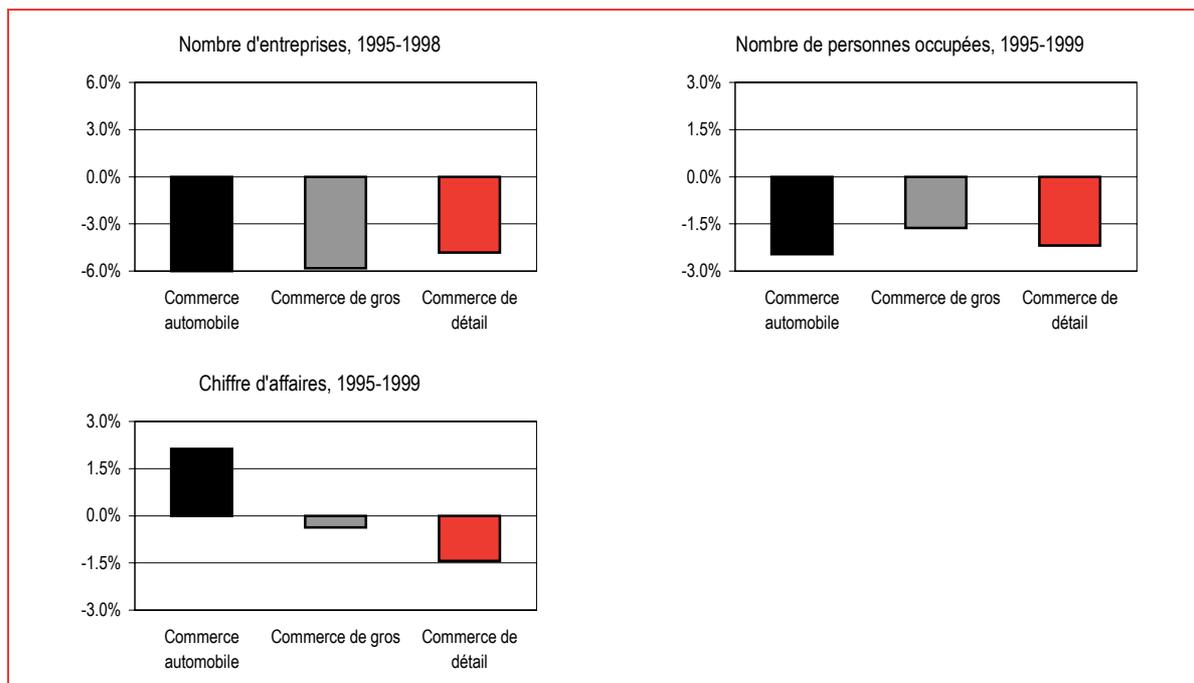
Tableau 4.9: Principaux indicateurs, 1998

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	:	:	:	:	:	:	:	:
Automobile	:	:	:	:	:	:	:	:
50.1	2.6	14.3	335.3	:	:	:	:	5.9
50.2	:	:	:	:	:	:	:	:
50.3	0.8	11.9	217.8	:	:	:	:	4.0
50.4	0.2	5.0	286.5	:	:	:	:	5.8
50.5	0.8	8.1	133.2	:	:	:	:	2.8
De gros	:	:	:	:	:	:	:	:
51.1	:	:	:	:	:	:	:	:
51.2	0.8	8.2	591.9	:	:	:	:	6.3
51.3	1.4	19.4	522.0	:	:	:	:	4.8
51.4	2.6	15.7	381.7	:	:	:	:	3.2
51.5	2.1	20.2	575.3	:	:	:	:	8.0
51.6	1.6	15.4	339.6	:	:	:	:	4.2
51.7	0.2	53.4	480.2	:	:	:	:	4.9
De détail	:	:	:	:	:	:	:	:
52.1	3.7	27.3	146.5	:	:	:	:	2.3
52.2	4.0	5.0	82.0	:	:	:	:	1.6
52.3	3.0	10.7	122.6	:	:	:	:	1.5
52.4	18.3	7.5	102.4	:	:	:	:	2.2
52.5	0.4	2.2	71.2	:	:	:	:	4.1
52.6	4.8	4.6	185.5	:	:	:	:	2.9
52.7	:	:	:	:	:	:	:	:

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999; investissements par personne occupée: données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.3: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires: taux de croissance nominaux.
 Commerce automobile: exclut NACE Rév. 1 50.2;
 Commerce de gros: exclut NACE Rév. 1 51.1;
 Commerce de détail: exclut NACE Rév 1 52.7.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.10: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

Commerce alimentaire			Habillement, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
Carrefour-Promodès	1 048	219	Prince Oliver	12	26	Kotsovolos	181	38
Elomas/Elomes	840	349	Marinopoulos (1)	:	46	Be Smart	114	17
Sklavenitis	497	32	Benetton	:	20	Expert	101	78
Euro/Hella/Discount Spar	452	160	Kookaï	:	20	Seios	74	130
Asteras	445	280	Damart	:	14	Radio Athinai (2)	43	15
Total des 5 principaux	3 283	1 040	Total des 5 principaux	:	126	Total des 5 principaux	513	278

(1) Inclut cosmétiques

(2) 56% Kotsovolos

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.11: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habilleme nt, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
Contisa Continente	5 973	2 139	Inditex	1 040	507	Expert	822	840
Pryca	3 203	61	Cortefiel	427	436	Consorcio Euronics	357	625
Grupo Eroski	3 846	2 870	Mango	246	191	Master Cadena	280	1 128
Auchan	2 993	144	Benetton Espana	120	300	IKEA	240	6
El Corte Inglés	2 524	51	C&A Modas Espana	120	26	Merkamueble	168	28
Total des 5 principaux	18 539	5 265	Total des 5 principaux	1 953	1 460	Total des 5 principaux	1 867	2 627

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.12: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	:	2 723 933	460 947	:	:	:	:	:
Automobile	:	326 550	74 768	:	:	:	:	:
50.1	:	106 155	48 462	:	:	:	:	:
50.2	:	127 148	6 820	:	:	:	:	:
50.3	:	42 126	6 650	:	:	:	:	:
50.4	:	7 311	1 261	:	:	:	:	:
50.5	:	43 810	11 576	:	:	:	:	:
De gros	183 124	930 651	255 688	51 756	30 775	14 029	16 746	4 562
51.1	48 947	80 478	5 964	2 642	1 832	420	1 413	147
51.2	10 478	45 236	14 488	1 930	1 145	369	776	197
51.3	43 299	307 075	67 797	11 367	6 358	3 606	2 752	1 498
51.4	31 940	195 799	55 143	13 467	7 806	3 611	4 194	750
51.5	26 109	153 915	71 151	13 423	7 691	2 873	4 818	1 335
51.6	20 632	127 837	36 070	8 353	5 615	2 991	2 625	601
51.7	1 719	20 311	5 075	575	328	159	169	36
De détail	555 609	1 466 732	130 491	32 736	23 579	10 702	12 877	3 771
52.1	39 390	406 157	50 134	9 357	6 565	3 954	2 611	1 731
52.2	156 055	220 611	17 062	4 130	3 159	983	2 176	341
52.3	32 366	86 564	10 584	2 939	2 469	806	1 664	176
52.4	262 127	649 029	48 128	14 236	10 115	4 490	5 625	1 360
52.5	2 296	3 610	155	79	55	19	36	7
52.6	46 666	70 108	3 583	1 297	811	249	563	116
52.7	16 709	30 653	844	698	404	201	203	40

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Commerce de détail et groupes: données de 1997 (en écus) sauf pour le chiffre d'affaires.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

Tableau 4.13: Principaux indicateurs, 1998

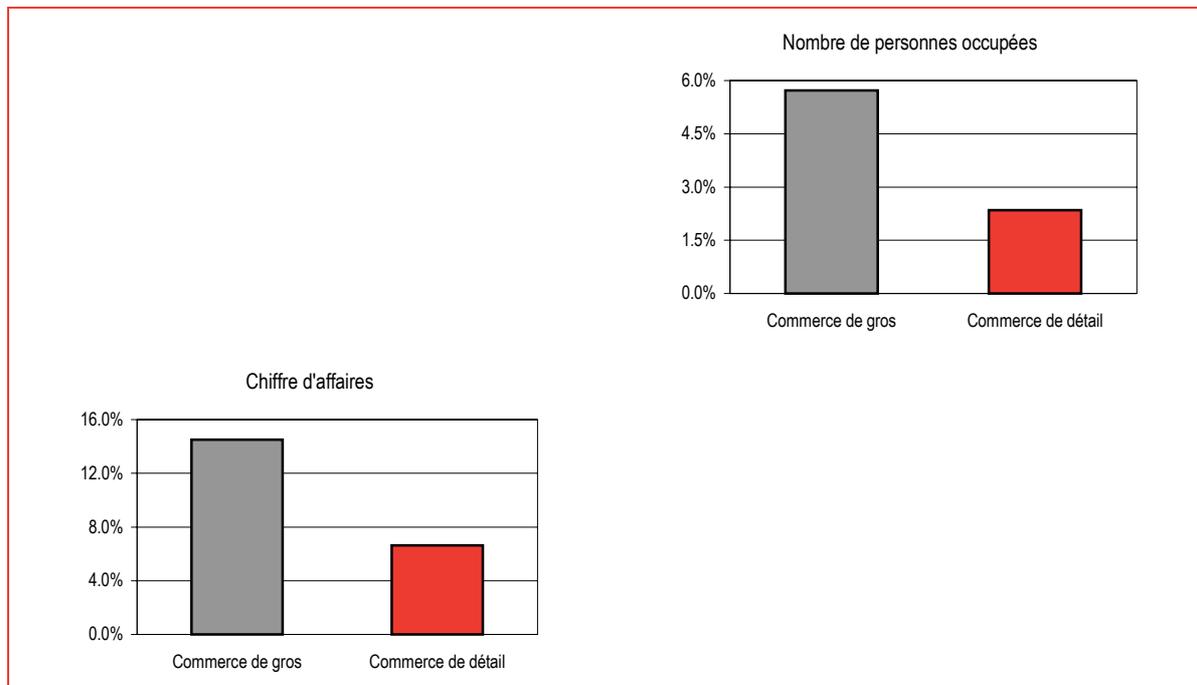
	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	:	:	169.2	:	:	:	:	:
Automobile	:	:	229.0	:	:	:	:	:
50.1	:	:	456.5	:	:	:	:	:
50.2	:	:	53.6	:	:	:	:	:
50.3	:	:	157.9	:	:	:	:	:
50.4	:	:	172.4	:	:	:	:	:
50.5	:	:	264.2	:	:	:	:	:
De gros	46.5	4.8	274.7	30.0	183.6	20.0	7.5	5.2
51.1	12.4	1.3	74.1	30.0	128.5	20.0	50.6	2.3
51.2	2.7	3.2	320.3	30.0	227.2	20.0	5.9	5.9
51.3	11.0	6.7	220.8	20.0	154.8	10.0	4.4	5.2
51.4	8.1	5.9	281.6	40.0	189.9	20.0	8.2	4.0
51.5	6.6	6.1	462.3	50.0	238.0	20.0	8.1	8.4
51.6	5.2	6.6	282.2	40.0	171.5	20.0	8.2	4.4
51.7	0.4	5.3	249.9	40.0	171.5	20.0	7.5	3.9
De détail	141.3	2.5	89.0	20.0	128.4	10.0	11.2	2.7
52.1	10.0	8.0	123.4	20.0	141.3	10.0	6.5	5.5
52.2	39.7	1.8	77.3	10.0	119.5	10.0	11.6	1.2
52.3	8.2	2.8	122.3	30.0	197.0	10.0	16.6	1.9
52.4	66.7	2.3	74.2	20.0	129.5	10.0	13.4	2.2
52.5	0.6	1.7	43.0	10.0	110.9	10.0	24.7	1.8
52.6	11.9	1.5	51.1	10.0	89.6	10.0	17.2	1.7
52.7	4.3	1.9	27.5	10.0	92.2	10.0	26.0	1.3

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999.

Commerce de détail et groupes: données de 1997 (en écus) sauf pour le chiffre d'affaires par personne occupée.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.4: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires: taux de croissance nominaux.

Les taux de croissance du commerce automobile ne sont pas présentés parce que les données disponibles se réfèrent seulement à 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

Tableau 4.14: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habillement, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
New Carrefour	32 347	1 699	Groupe André	1 633	1 689	Conforama	2 026	168
Auchan	20 276	940	Auchan Mulliez	1 174	552	Darty	1 614	163
ITM Intermarché	19 888	2 180	Eram	960	2 000	BUT International	1 479	226
Leclerc	17 532	501	Etam Développement	609	654	Atlas/Fly/Crozatier	633	275
Casino	12 193	4 549	C&A	473	51	IKEA	556	9
Total des 5 principaux	102 236	9 869	Total des 5 principaux	4 849	4 946	Total des 5 principaux	6 307	841

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.15: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	627 303	2 484 589	841 369	224 910	106 143	76 931	29 212	12 895
Automobile	81 777	381 754	115 635	27 530	14 180	11 096	3 084	2 061
50.1	29 505	201 769	87 179	15 996	8 081	6 371	1 710	1 452
50.2	34 739	82 715	8 850	5 461	2 809	2 109	700	304
50.3	6 167	62 314	11 797	4 035	2 244	1 767	477	208
50.4	4 625	11 229	3 450	769	414	292	122	39
50.5	6 741	23 727	4 360	1 270	633	557	76	58
De gros	161 287	898 068	447 418	113 849	45 848	34 039	11 809	4 697
51.1	38 538	58 961	60 194	11 449	3 509	2 390	1 119	310
51.2	7 979	50 415	44 141	8 417	2 503	1 776	727	522
51.3	20 579	161 582	90 070	22 814	7 446	5 398	2 049	880
51.4	36 303	171 713	76 545	21 900	8 882	6 511	2 371	702
51.5	17 628	187 332	83 314	21 175	9 353	6 861	2 491	1 009
51.6	34 460	265 496	91 764	27 340	13 880	10 888	2 993	1 242
51.7	5 800	2 569	1 391	756	275	215	60	34
De détail	384 239	1 204 767	278 316	83 530	46 115	31 797	14 319	6 137
52.1	33 913	478 404	141 536	30 300	16 972	12 039	4 933	2 663
52.2	47 348	70 805	12 030	4 463	2 574	1 605	968	392
52.3	29 270	109 814	25 908	7 936	5 991	3 388	2 602	402
52.4	174 669	461 022	82 317	32 917	17 492	12 496	4 996	2 363
52.5	13 734	8 517	1 850	688	304	189	115	46
52.6	67 605	58 608	13 264	5 999	2 069	1 565	505	218
52.7	17 700	17 597	1 412	1 228	714	515	200	53

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

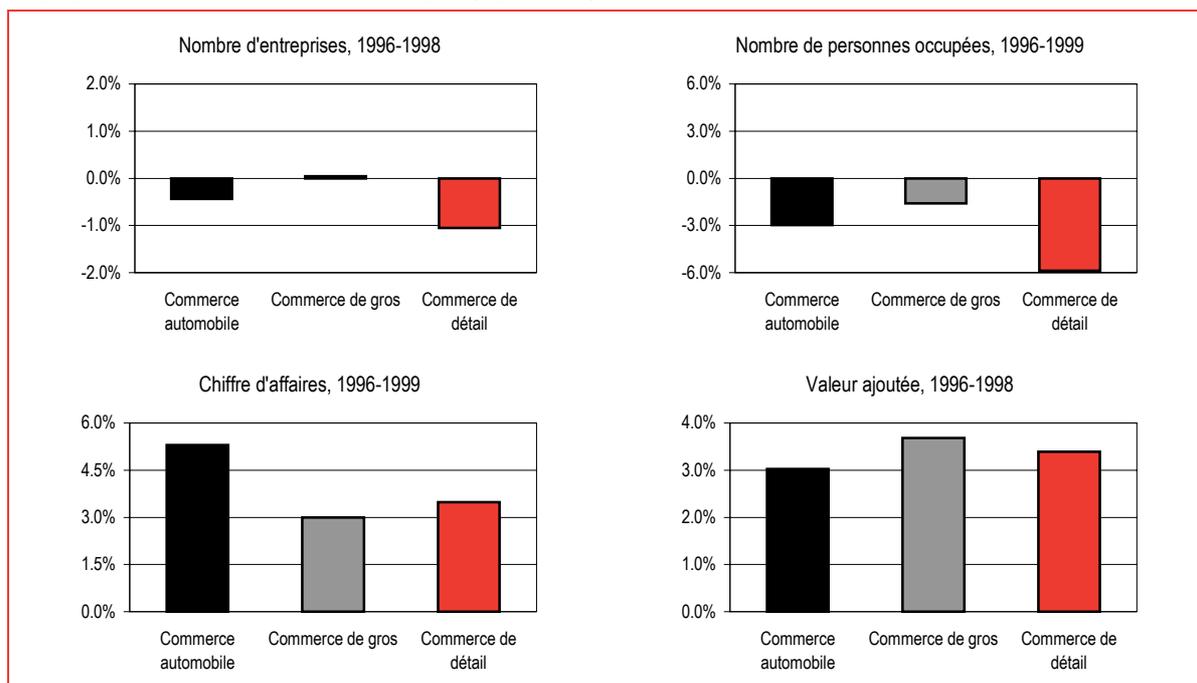
Tableau 4.16: Principaux indicateurs, 1998

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	104.7	4.5	338.6	37.3	126.3	29.6	3.6	4.5
Automobile	13.6	5.1	302.9	34.0	117.6	28.9	2.8	4.9
50.1	4.9	7.4	432.1	37.1	121.1	30.6	2.2	6.7
50.2	5.8	2.9	107.0	28.1	109.1	25.7	6.8	3.0
50.3	1.0	9.7	189.3	37.5	124.5	30.1	4.3	3.5
50.4	0.8	2.7	307.2	32.8	117.1	28.0	3.7	3.1
50.5	1.1	4.0	183.8	23.5	104.6	22.5	1.6	2.2
De gros	26.9	5.9	498.2	48.4	132.3	36.6	2.7	5.0
51.1	6.4	1.6	1 020.9	57.1	139.4	40.9	1.9	5.0
51.2	1.3	6.9	875.5	45.7	134.2	34.0	1.5	9.5
51.3	3.4	8.3	557.4	43.7	135.7	32.2	2.2	5.2
51.4	6.1	5.0	445.8	49.1	134.1	36.6	3.3	3.9
51.5	2.9	11.0	444.7	48.1	135.1	35.6	3.0	5.2
51.6	5.7	8.0	345.6	50.1	126.1	39.7	3.4	4.5
51.7	1.0	1.2	541.5	38.7	120.0	32.3	2.1	4.7
De détail	64.1	3.9	231.0	31.2	126.4	24.7	5.4	4.2
52.1	5.7	15.6	295.9	32.0	136.4	23.5	3.6	5.0
52.2	7.9	2.0	169.9	26.7	108.9	24.5	8.8	4.1
52.3	4.9	5.1	235.9	39.9	155.0	25.7	10.7	2.7
52.4	29.1	3.3	178.6	30.3	120.7	25.1	6.3	4.1
52.5	2.3	0.9	217.2	23.3	84.8	27.5	7.7	3.6
52.6	11.3	1.2	226.3	24.8	91.3	27.2	4.3	2.6
52.7	3.0	1.7	80.2	24.0	84.9	28.3	12.6	1.8

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.5: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.17: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habillement, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de	Ventes totales	Points de	Ventes totales	Points de		
	Mio. euro	vente					Mio. euro	vente
Tesco (1)	1 422	75	Dunnes Stores	:	77	Electricity Supply Board	:	80
Musgrave	1 385	487	Arcadia Group	:	77	Expert	:	45
Dunnes Stores	980	77	Japan/Angel etc	:	37	Eircom	:	21
BWG Foods	480	351	Lifestyle	:	36	Carphone Warehouse	:	19
Superquinn	432	16	Penneys	:	35	Des Kelly Carpets&Furnit.	:	15
Total des 5 principaux	4 699	1 006	Total des 5 principaux	:	262	Total des 5 principaux	:	180

(1) Inclut Quinnsworth/Crazy Prices.

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.18: Variables principales, 1997

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	30 628	212 259	40 450	9 023	5 801	:	:	810
Automobile	5 061	30 089	8 378	1 348	865	:	:	81
50.1	984	10 764	5 623	746	484	:	:	35
50.2	2 094	7 051	578	186	121	:	:	23
50.3	:	:	:	:	:	:	:	:
50.4	:	:	:	:	:	:	:	:
50.5	1 255	7 896	1 311	211	140	:	:	12
De gros	4 914	50 157	18 732	3 992	2 517	:	:	316
51.1	510	1 931	102	92	61	:	:	2
51.2	200	1 617	850	172	105	:	:	16
51.3	1 016	11 045	5 468	789	485	:	:	66
51.4	850	9 627	3 067	817	508	:	:	46
51.5	766	10 017	5 280	978	593	:	:	125
51.6	813	11 032	2 943	829	565	:	:	42
51.7	759	4 888	1 023	316	200	:	:	20
De détail	20 653	132 013	13 340	3 683	2 419	:	:	412
52.1	5 795	63 416	6 864	1 612	1 118	:	:	259
52.2	2 856	9 694	842	251	167	:	:	18
52.3	1 132	7 085	755	243	173	:	:	14
52.4	9 502	48 434	4 644	1 465	894	:	:	116
52.5	412	968	47	23	13	:	:	2
52.6	141	895	133	52	29	:	:	2
52.7	815	1 521	54	36	25	:	:	1

NACE Rév. 1 50.2: données de 1996.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1**50: Commerce et réparation automobile**

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

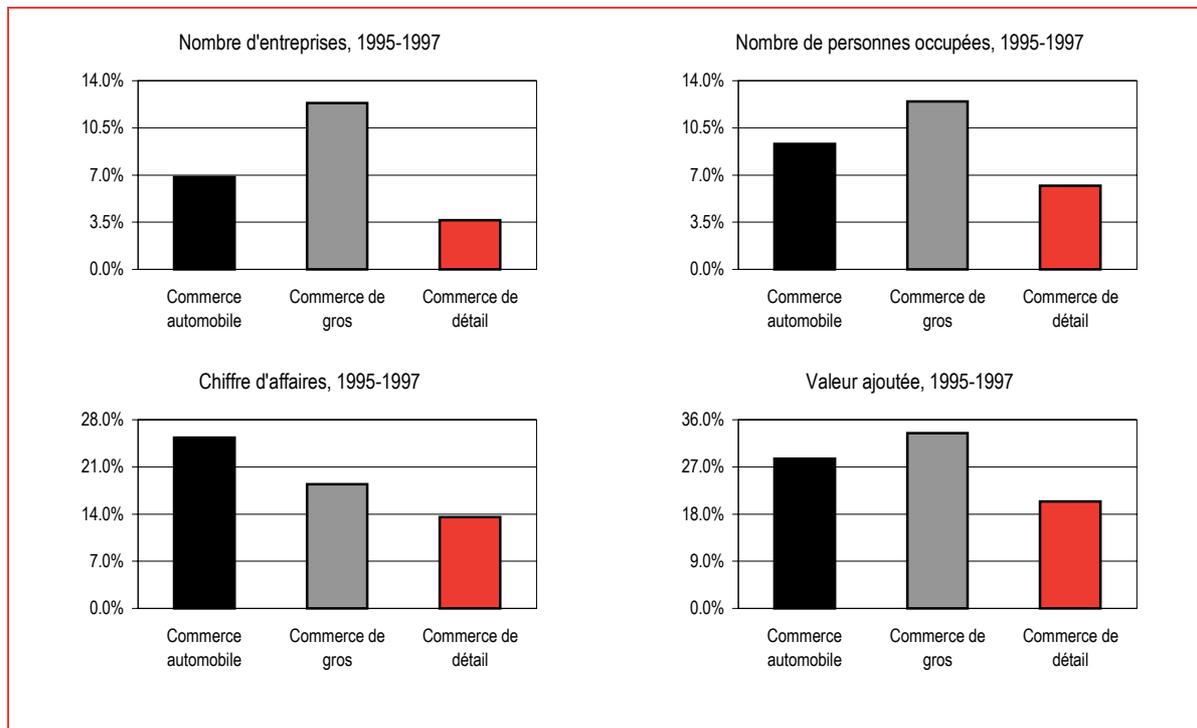
Tableau 4.19: Principaux indicateurs, 1997

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	83.7	6.9	190.6	27.3	:	:	:	3.8
Automobile	13.8	5.9	278.5	28.8	:	:	:	2.7
50.1	2.7	10.9	522.4	45.0	:	:	:	3.3
50.2	5.8	3.4	82.0	17.2	:	:	:	3.3
50.3	:	:	:	:	:	:	:	:
50.4	:	:	:	:	:	:	:	:
50.5	3.4	6.3	166.0	17.7	:	:	:	1.5
De gros	13.4	10.2	373.5	50.2	:	:	:	6.3
51.1	1.4	3.8	52.6	31.6	:	:	:	1.0
51.2	0.5	8.1	525.7	65.2	:	:	:	9.8
51.3	2.8	10.9	495.1	43.9	:	:	:	5.9
51.4	2.3	11.3	318.6	52.8	:	:	:	4.8
51.5	2.1	13.1	527.1	59.2	:	:	:	12.5
51.6	2.2	13.6	266.8	51.2	:	:	:	3.8
51.7	2.1	6.4	209.2	40.9	:	:	:	4.1
De détail	56.4	6.4	101.0	18.3	:	:	:	3.1
52.1	15.8	10.9	108.2	17.6	:	:	:	4.1
52.2	7.8	3.4	86.9	17.2	:	:	:	1.8
52.3	3.1	6.3	106.6	24.4	:	:	:	2.0
52.4	26.0	5.1	95.9	18.5	:	:	:	2.4
52.5	1.1	2.3	48.3	13.9	:	:	:	2.5
52.6	0.4	6.3	149.1	32.6	:	:	:	2.1
52.7	2.2	1.9	35.8	16.2	:	:	:	0.5

NACE Rév 1 50.2: données de 1996.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.6: Taux de croissance annuels moyens (% par année)


 Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.
 Commerce de gros: 1996-1997.

Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

Tableau 4.20: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habillement, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
Co-op Italia	7 520	1 240	Benetton	611	1 900	GET Italia	1 541	370
Conad	7 360	5 150	Chicco Artsana	248	500	Expert Serta	675	207
New Carrefour	4 937	943	Bernardi	160	114	GRE	478	75
Rinascente/Auchan	3 533	478	Cisalfo gruppo	176	68	Media World	410	23
Esselunga	2 686	90	Compar Bata	119	184	Europiù	382	180
Total des 5 principaux	26 035	7 901	Total des 5 principaux	1 314	2 766	Total des 5 principaux	3 486	855

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.21: Variables principales, 1997

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	1 255 460	3 232 991	655 833	246 497	76 548	32 590	43 958	12 074
Automobile	157 960	464 526	127 323	39 366	10 620	4 860	5 760	1 563
50.1	12 669	91 222	67 453	15 068	3 153	1 816	1 337	382
50.2	100 562	245 357	16 136	10 386	4 202	1 777	2 426	858
50.3	10 843	44 018	9 551	3 438	1 384	686	698	119
50.4	9 210	19 844	5 024	1 247	389	140	249	40
50.5	24 676	64 085	29 160	9 228	1 491	441	1 050	164
De gros	385 128	1 061 389	323 076	136 416	36 741	14 804	21 938	5 584
51.1	232 763	318 589	19 825	14 708	7 827	746	7 081	1 084
51.2	9 222	27 681	11 279	4 728	865	337	528	143
51.3	37 405	175 901	68 071	19 002	5 120	2 666	2 455	853
51.4	47 677	225 922	79 663	29 498	9 542	4 424	5 117	1 319
51.5	30 665	168 418	97 713	52 224	7 155	3 362	3 793	1 446
51.6	15 328	91 661	27 500	10 495	4 238	2 283	1 954	505
51.7	12 068	53 217	19 026	5 761	1 995	985	1 010	235
De détail	712 372	1 707 076	205 434	70 715	29 186	12 926	16 260	4 927
52.1	82 296	416 351	69 949	19 256	7 993	5 744	2 249	1 695
52.2	120 620	211 575	15 122	7 019	2 775	548	2 227	504
52.3	32 840	124 179	20 549	5 191	3 141	1 048	2 093	211
52.4	342 657	780 768	89 577	33 906	13 110	5 126	7 984	1 941
52.5	3 052	8 721	538	177	76	20	57	7
52.6	103 852	132 050	8 144	4 115	1 600	309	1 292	476
52.7	27 055	33 432	1 556	1 052	491	132	359	93

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

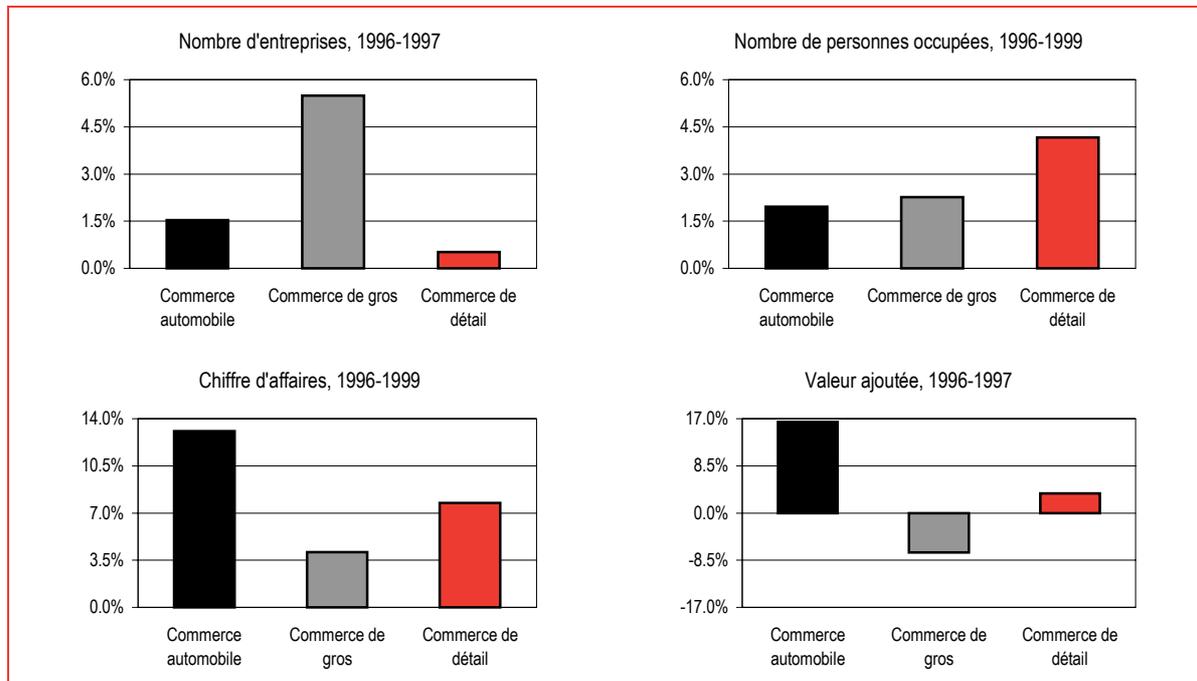
Tableau 4.22: Principaux indicateurs, 1997

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	218.3	2.3	202.9	30.0	103.8	30.0	7.6	4.1
Automobile	27.5	2.7	274.1	20.0	108.4	20.0	5.3	3.6
50.1	2.2	6.5	739.4	40.0	137.9	30.0	2.4	4.7
50.2	17.5	2.3	65.8	20.0	97.3	20.0	17.8	3.7
50.3	1.9	3.8	217.0	30.0	127.9	30.0	7.9	2.9
50.4	1.6	2.0	253.2	20.0	99.3	20.0	7.1	2.2
50.5	4.3	2.4	455.0	30.0	121.1	20.0	3.8	2.8
De gros	67.0	2.5	304.4	40.0	128.2	30.0	7.6	5.7
51.1	40.5	1.2	62.2	30.0	101.2	30.0	42.5	3.7
51.2	1.6	2.9	407.4	30.0	128.3	30.0	4.5	5.4
51.3	6.5	4.3	387.0	30.0	127.6	20.0	4.0	5.3
51.4	8.3	4.5	352.6	40.0	151.5	30.0	7.5	6.2
51.5	5.3	5.1	580.2	50.0	154.2	30.0	4.1	9.3
51.6	2.7	5.6	300.0	50.0	138.2	40.0	8.2	5.9
51.7	2.1	4.0	357.5	40.0	133.7	30.0	7.3	4.9
De détail	123.9	2.2	120.3	20.0	85.7	20.0	9.1	3.2
52.1	14.3	4.5	168.0	20.0	92.8	20.0	3.6	4.6
52.2	21.0	1.6	71.5	10.0	75.8	20.0	15.8	2.6
52.3	5.7	2.9	165.5	30.0	147.0	20.0	13.5	2.2
52.4	59.6	2.0	114.7	20.0	88.0	20.0	10.3	2.8
52.5	0.5	1.5	61.7	20.0	67.2	20.0	24.6	1.4
52.6	18.1	1.3	61.7	10.0	49.4	20.0	15.6	3.5
52.7	4.7	1.5	46.5	10.0	67.6	20.0	22.6	2.4

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.7: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Commerce automobile: 1995-1997 pour le nombre d'entreprises et la valeur ajoutée;

1995-1999 pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires.

Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

Tableau 4.23: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

Commerce alimentaire			Habillement, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de	
Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente	
Cactus Leesch Frères	436	188	C&A	24	4	Hifi	53	12
Match Courthéoux	268	28	Adler	18	2	Roller	9	1
Auchan	149	1	Hennes & Mauritz	16	4	Vobis	5	2
Rosenstiel (1)	114	2	Vendex KBB	:	14	Magasins Jules Neuberg	:	4
Monopol/Markant	26	10	Brantano	:	4	Conforama	:	1
Total des 5 principaux	992	229	Total des 5 principaux	:	28	Total des 5 principaux	:	20

(1) Department stores.

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.24: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	6 647	35 590	12 182	2 444	1 530	815	716	188
Automobile	836	5 885	2 372	380	269	141	128	24
50.1	379	3 289	1 259	230	166	88	78	17
50.2	126	498	67	22	18	9	9	1
50.3	112	714	147	33	24	20	4	2
50.4	12	45	18	4	2	1	1	0
50.5	207	1 339	882	90	60	23	37	4
De gros	2 953	12 499	7 018	1 220	744	369	375	79
51.1	479	618	320	84	37	13	24	2
51.2	103	388	203	33	20	9	11	6
51.3	332	2 614	1 922	241	164	68	96	11
51.4	559	1 838	662	169	103	48	56	13
51.5	509	3 011	2 560	359	217	92	126	33
51.6	688	3 498	1 216	312	188	127	60	14
51.7	283	532	135	23	15	12	3	1
De détail	2 858	17 206	2 792	845	518	305	212	86
52.1	257	4 852	1 022	218	131	90	42	44
52.2	315	1 689	236	85	56	32	25	4
52.3	132	888	175	51	38	19	19	2
52.4	1 872	9 054	1 291	464	274	156	119	34
52.5	36	58	5	2	1	0	1	0
52.6	170	456	56	16	10	5	5	1
52.7	76	209	9	9	6	4	2	0

Investissements bruts en biens corporels: données de 1995.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1**50: Commerce et réparation automobile**

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

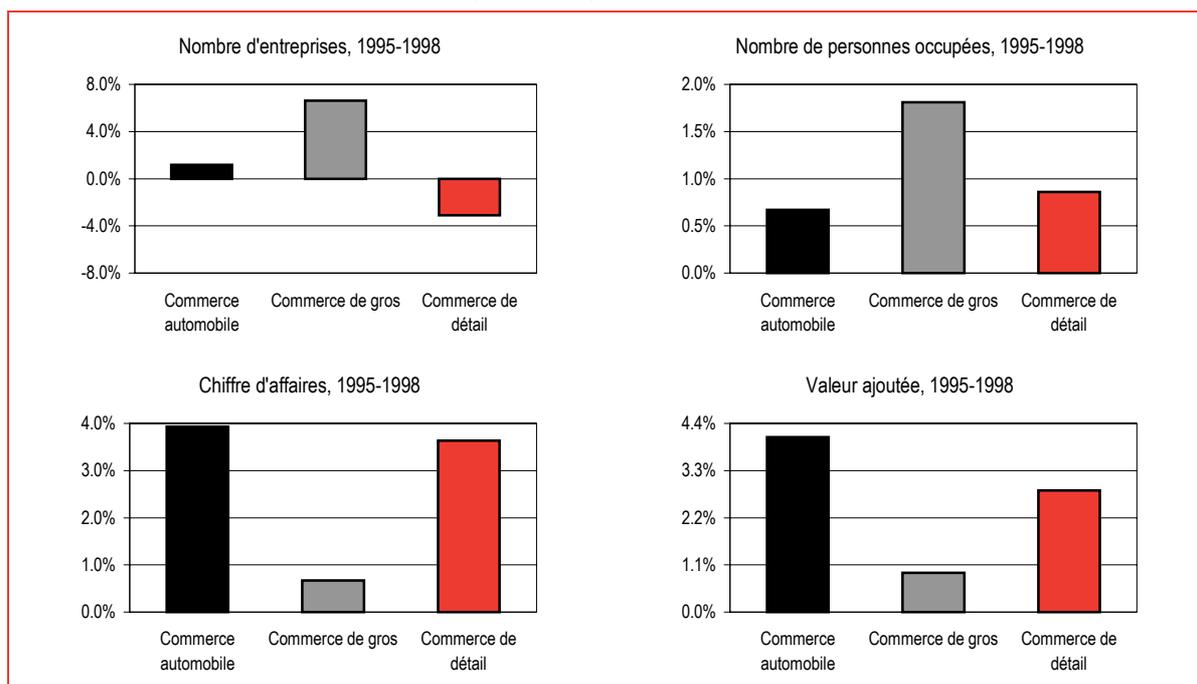
Tableau 4.25: Principaux indicateurs, 1998

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	154.9	5.4	342.3	43.0	164.8	26.1	5.9	5.5
Automobile	19.5	7.0	403.1	45.7	171.5	26.6	5.4	4.1
50.1	8.8	8.7	382.7	50.3	179.9	28.0	6.2	5.2
50.2	2.9	4.0	133.5	35.4	152.9	23.2	13.0	2.2
50.3	2.6	6.4	206.2	33.6	103.8	32.4	2.5	3.0
50.4	0.3	3.8	408.9	44.5	193.1	23.0	6.0	3.3
50.5	4.8	6.5	658.3	44.7	213.4	20.9	4.2	2.8
De gros	68.8	4.2	561.5	59.5	175.4	33.9	5.3	6.7
51.1	11.2	1.3	518.3	60.4	160.5	37.6	7.6	2.6
51.2	2.4	3.8	523.2	50.4	164.2	30.7	5.2	14.7
51.3	7.7	7.9	735.2	62.7	222.4	28.2	5.0	3.9
51.4	13.0	3.3	360.0	56.1	177.2	31.7	8.4	6.8
51.5	11.9	5.9	850.3	72.2	215.1	33.6	4.9	12.2
51.6	16.0	5.1	347.5	53.6	134.0	40.0	4.9	4.5
51.7	6.6	1.9	253.4	27.8	93.2	29.9	2.3	1.8
De détail	66.6	6.0	162.3	30.1	148.5	20.3	7.6	5.1
52.1	6.0	18.9	210.5	27.1	139.5	19.4	4.1	11.1
52.2	7.3	5.4	139.6	33.3	167.3	19.9	10.5	1.8
52.3	3.1	6.7	197.5	43.1	169.8	25.4	11.0	2.9
52.4	43.6	4.8	142.6	30.3	148.8	20.4	9.2	3.7
52.5	0.8	1.6	77.6	19.6	132.4	14.8	15.5	3.4
52.6	4.0	2.7	121.9	21.9	111.7	19.6	8.6	1.7
52.7	1.8	2.8	42.1	30.6	141.9	21.5	27.9	0.6

Investissements par personne occupée: données de 1995.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.8: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.26: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

Commerce alimentaire			Habilleme nt, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
Ahold	7 912	1 766	Euretco	:	999	Blokker	:	1 037
Laurus	3 959	1 174	Vendex KBB	:	800	Intres	:	485
Aldi Nederland	1 180	359	Intres	:	793	Euretco	:	471
Dirk van den Broek	1 134	139	Various (Garant Schuh)	:	617	Profiel Verf&Behang	:	194
Makro	1 094	12	Zeeman	:	369	Interkleur	:	139
Total des 5 principaux	15 279	3 450	Total des 5 principaux	:	3 578	Total des 5 principaux	:	2 326

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.27: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	166 940	1 231 565	:	:	:	:	:	:
Automobile	21 485	138 542	51 211	12 067	4 920	3 061	1 863	869
50.1	13 610	91 356	38 787	9 048	3 310	2 082	1 230	695
50.2	3 390	17 371	1 325	1 268	562	342	220	70
50.3	2 150	15 826	4 666	982	615	381	234	74
50.4	705	2 408	814	170	100	51	49	8
50.5	1 630	11 581	5 619	599	334	205	128	23
De gros	54 300	431 243	218 001	:	:	:	:	:
51.1	4 060	10 117	2 950	:	:	:	:	:
51.2	4 880	32 521	22 035	2 580	1 450	833	616	323
51.3	6 380	66 900	42 006	5 393	3 097	1 647	1 449	522
51.4	14 755	92 779	42 537	10 599	5 345	2 716	2 629	643
51.5	8 190	77 490	41 529	7 092	4 485	2 542	1 942	633
51.6	11 470	128 761	59 725	11 401	7 191	4 099	3 092	726
51.7	4 565	22 675	7 220	1 639	1 060	547	513	151
De détail	91 155	661 780	68 005	23 069	13 079	7 418	5 661	1 960
52.1	4 180	234 248	20 545	:	:	:	:	:
52.2	13 005	56 578	4 778	1 466	949	455	494	162
52.3	3 615	38 041	5 673	3 651	1 114	593	521	121
52.4	45 050	295 408	31 812	10 961	6 645	3 733	2 912	1 060
52.5	2 995	6 627	262	132	65	15	50	15
52.6	18 790	24 969	2 651	1 104	619	193	427	78
52.7	3 520	5 909	341	202	146	60	86	20

Chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999 sauf pour le commerce automobile et ses groupes (données de 1998 en écus), NACE Rév. 1 52.1 et 52.5 (données de 1995 en écus).

Commerce de détail et NACE Rév. 1 52.3: données de 1996 pour les investissements.

NACE Rév. 1 52.5: données de 1995 sauf pour le nombre d'entreprises et le nombre de personnes occupées (données de 1998).

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

Tableau 4.28: Principaux indicateurs, 1998

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	106.3	7.4	:	:	:	:	:	:
Automobile	13.7	6.4	369.6	35.5	130.3	27.3	3.6	6.3
50.1	8.7	6.7	424.6	36.2	125.1	29.0	3.2	7.6
50.2	2.2	5.1	76.3	32.4	130.8	24.7	16.6	4.0
50.3	1.4	7.4	294.8	38.8	142.8	27.2	5.0	4.7
50.4	0.4	3.4	338.2	41.6	161.5	25.8	6.1	3.3
50.5	1.0	7.1	485.1	28.8	149.6	19.3	2.3	2.0
De gros	34.6	7.9	:	:	:	:	:	:
51.1	2.6	2.5	:	:	:	:	:	:
51.2	3.1	6.7	669.0	44.6	146.5	30.4	2.8	9.9
51.3	4.1	10.5	604.1	46.3	171.2	27.0	3.6	7.8
51.4	9.4	6.3	421.3	57.6	179.4	32.1	6.7	6.9
51.5	5.2	9.5	497.6	57.9	167.6	34.5	5.0	8.2
51.6	7.3	11.2	393.5	55.9	165.9	33.7	6.1	5.6
51.7	2.9	5.0	316.0	46.7	177.8	26.3	7.2	6.7
De détail	58.0	7.3	97.8	19.8	150.7	13.1	8.7	3.1
52.1	2.7	56.0	97.6	:	:	:	:	:
52.2	8.3	4.4	83.0	16.8	150.1	11.2	10.5	2.9
52.3	2.3	10.5	134.8	29.3	174.0	16.8	10.2	3.6
52.4	28.7	6.6	100.4	22.5	145.3	15.5	9.8	3.6
52.5	1.9	2.2	69.4	17.2	243.9	7.0	18.9	3.9
52.6	12.0	1.3	119.0	24.8	172.1	14.4	14.4	3.1
52.7	2.3	1.7	49.6	25.7	94.9	27.1	30.5	3.4

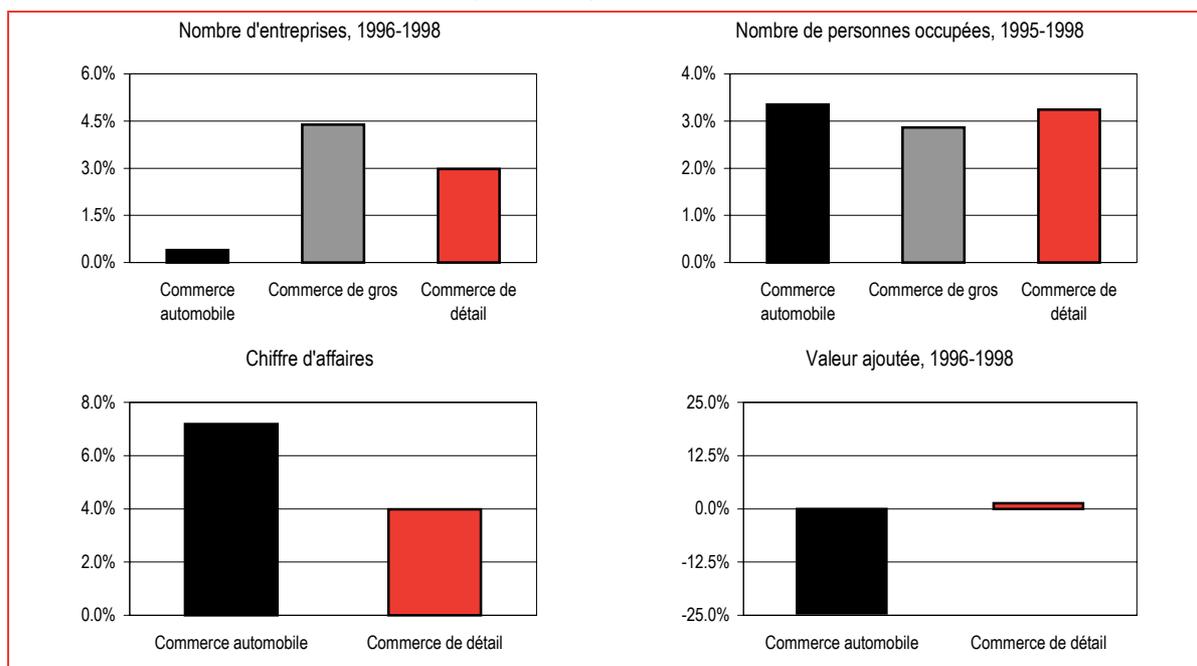
Commerce de détail et NACE Rév. 1 52.3: données de 1996 pour les investissements par personne occupée.

NACE Rév. 1 52.1: données de 1995 pour le chiffre d'affaires par personne occupée.

NACE Rév. 1 52.5 et 52.7: données de 1995 sauf pour le nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (1998) et le nombre de personnes occupées par entreprise (1998).

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.9: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux. Commerce automobile: 1995-1998 pour le nombre d'entreprises; 1996-1998 pour le chiffre d'affaires. Commerce de détail: 1996-1999 pour le chiffre d'affaires.

Commerce de gros: les taux de croissance du chiffre d'affaires ne sont pas présentés parce que les données disponibles se réfèrent seulement à 1999; les taux de croissance de la valeur ajoutée ne sont pas présentés parce que les données ne sont pas disponibles.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.29: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habillage, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
BML	3 504	1 114	Hennes&Mauritz	337	33	Leiner-Kika	1 206	56
Spar Österreich	3 150	1 547	Palmer's	289	425	Lutz	727	52
ADEG	1 624	1 181	Dominici/Top Schuh (1)	182	200	Media Markt	506	17
Hofer	1 562	220	Jello/Humanic	181	176	Ruefach/Elekt. Partner	327	800
Metro	908	11	Hervis	151	55	Funkberatering-Redzac	298	300
Total des 5 principaux	10 748	4 073	Total des 5 principaux	1 140	889	Total des 5 principaux	3 064	1 225

(1) Inclut Shoe 4 you.

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.30: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	64 039	561 341	130 340	38 564	19 748	13 421	6 327	2 403
Automobile	8 244	80 205	20 385	5 377	2 790	1 945	844	368
50.1	2 094	34 450	13 137	2 690	1 331	971	360	174
50.2	3 272	26 397	3 018	1 600	803	554	249	96
50.3	784	9 675	2 390	667	405	269	135	73
50.4	229	1 055	357	72	38	23	15	4
50.5	1 865	8 626	1 483	349	213	129	85	22
De gros	19 409	203 452	74 741	21 582	9 947	6 641	3 306	1 213
51.1	4 251	9 058	774	628	335	176	158	22
51.2	1 038	17 060	5 397	985	557	423	134	115
51.3	1 781	37 086	12 216	3 999	1 452	1 004	448	202
51.4	4 132	45 841	16 586	4 641	2 398	1 621	777	177
51.5	3 093	44 362	22 780	6 764	2 405	1 541	863	379
51.6	4 642	47 339	14 835	4 340	2 698	1 801	897	306
51.7	472	2 706	2 153	224	103	75	29	11
De détail	36 386	277 685	35 214	11 605	7 011	4 835	2 177	822
52.1	4 530	69 252	9 600	2 538	1 487	1 138	349	213
52.2	4 981	18 758	3 175	779	551	262	290	65
52.3	2 082	24 730	3 234	1 034	717	460	257	52
52.4	21 268	153 259	17 843	6 524	3 948	2 778	1 170	472
52.5	983	1 844	119	62	37	16	21	3
52.6	1 355	7 138	1 131	582	223	151	71	14
52.7	1 188	2 704	112	85	49	30	19	3

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1**50: Commerce et réparation automobile**

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques.

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

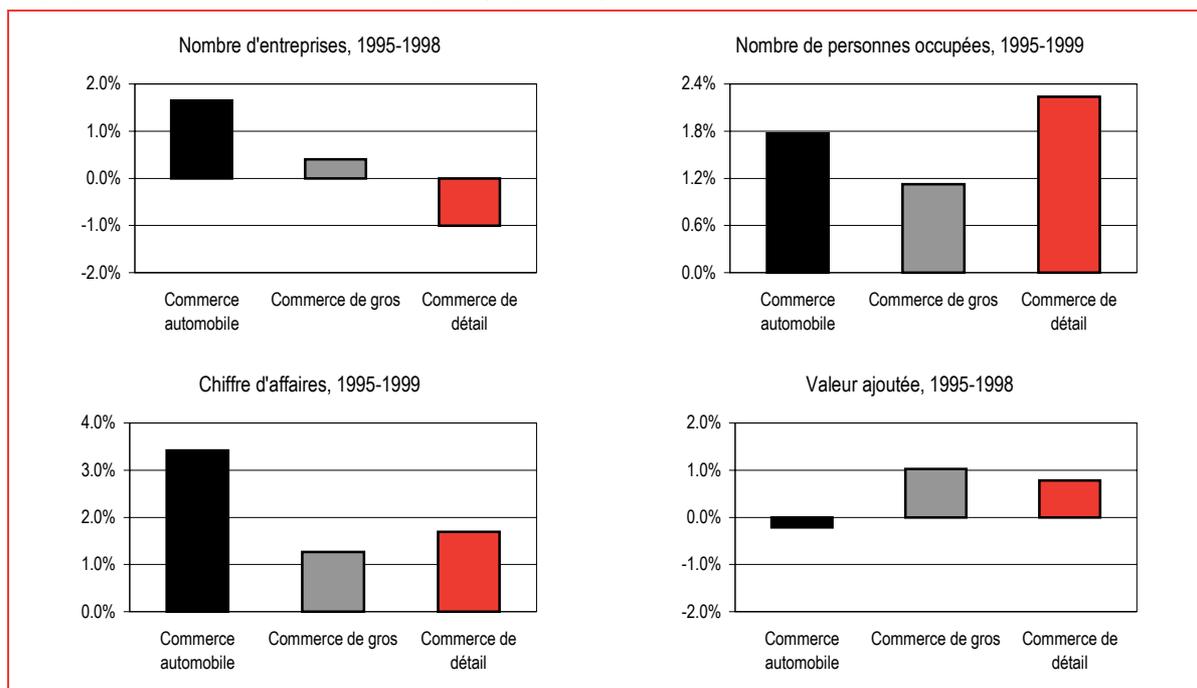
Tableau 4.31: Principaux indicateurs, 1998

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	79.3	8.6	232.2	36.1	131.7	27.4	5.1	4.4
Automobile	10.2	9.5	254.2	35.6	130.1	27.3	4.4	4.7
50.1	2.6	16.1	381.3	39.5	129.4	30.5	2.9	5.2
50.2	4.1	7.9	114.3	31.1	129.1	24.1	8.4	3.7
50.3	1.0	12.1	247.0	42.8	140.0	30.6	5.8	7.7
50.4	0.3	4.5	338.6	37.0	134.7	27.5	4.5	3.5
50.5	2.3	4.5	171.9	25.3	132.5	19.1	6.3	2.6
De gros	24.0	10.3	367.4	49.9	138.4	36.1	4.6	6.1
51.1	5.3	2.1	85.5	37.7	105.2	35.9	21.4	2.5
51.2	1.3	16.1	316.4	33.3	123.4	27.0	2.4	6.9
51.3	2.2	20.4	329.4	40.0	138.3	28.9	3.7	5.6
51.4	5.1	10.9	361.8	53.4	138.1	38.7	5.0	4.0
51.5	3.8	14.0	513.5	55.3	148.8	37.2	3.9	8.7
51.6	5.7	10.0	313.4	58.2	139.4	41.8	6.6	6.6
51.7	0.6	5.6	795.6	39.0	119.6	32.6	1.4	4.1
De détail	45.0	7.4	126.8	26.0	126.2	20.6	6.4	3.0
52.1	5.6	14.9	138.6	22.1	121.4	18.2	3.7	3.2
52.2	6.2	3.7	169.2	30.2	157.9	19.1	9.6	3.6
52.3	2.6	11.6	130.8	29.8	141.9	21.0	8.5	2.2
52.4	26.3	7.0	116.4	26.5	123.0	21.5	6.8	3.2
52.5	1.2	1.8	64.4	20.8	107.9	19.2	18.6	1.6
52.6	1.7	5.1	158.4	32.0	118.3	27.1	6.2	2.0
52.7	1.5	2.2	41.4	18.5	93.4	19.8	18.3	1.2

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.10: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.32: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

Commerce alimentaire			Habillement, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de	
Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente	
Modelo Continente	1 821	66	Inditex	118	93	Worten (Sonae)	:	20
Jerónimo Martius	1 739	189	Cortefiel	65	28	Singer	:	147
Jumbo/Pão de Açúcar	878	12	Modalfa (Sonae) (1)	:	26	Casa	:	27
Promodès	259	287	C&A	29	5	KA International	:	18
Grala	241	371	Lanidor	15	54	Tito Cunha	:	8
Total des 5 principaux	4 938	925	Total des 5 principaux	:	206	Total des 5 principaux	:	220

(1) Textiles de ménage et habillement.

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.33: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	212 080	860 605	159 025	81 177	13 392	7 241	6 151	3 444
Automobile	26 954	114 147	30 388	15 007	2 197	1 271	925	874
50.1	4 227	45 486	21 954	7 662	1 213	609	604	564
50.2	14 908	38 888	2 319	1 672	458	310	148	146
50.3	2 873	11 464	1 682	1 625	264	173	91	78
50.4	2 938	5 810	580	633	83	44	39	27
50.5	2 008	12 499	3 853	3 414	179	135	44	59
De gros	49 308	277 165	84 395	39 606	6 403	3 250	3 153	1 341
51.1	15 071	62 362	16 230	4 015	553	258	294	91
51.2	2 415	9 199	3 858	2 160	152	81	71	36
51.3	8 134	59 125	20 024	8 166	1 085	558	526	252
51.4	9 661	62 206	18 492	10 297	1 909	941	968	265
51.5	5 930	37 802	13 788	7 282	1 218	541	677	391
51.6	4 402	31 336	7 630	4 498	1 034	605	429	216
51.7	3 695	15 135	4 373	3 188	453	265	188	90
De détail	135 818	469 293	44 242	26 565	4 792	2 719	2 073	1 229
52.1	20 602	110 215	11 366	4 037	991	576	415	399
52.2	30 730	57 637	3 642	3 318	369	212	157	99
52.3	4 120	15 768	1 894	2 326	439	214	226	51
52.4	66 732	256 831	26 378	16 215	2 868	1 650	1 218	661
52.5	503	1 033	38	53	9	7	2	2
52.6	6 858	18 483	731	408	56	26	31	8
52.7	6 273	9 326	193	208	61	36	25	10

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

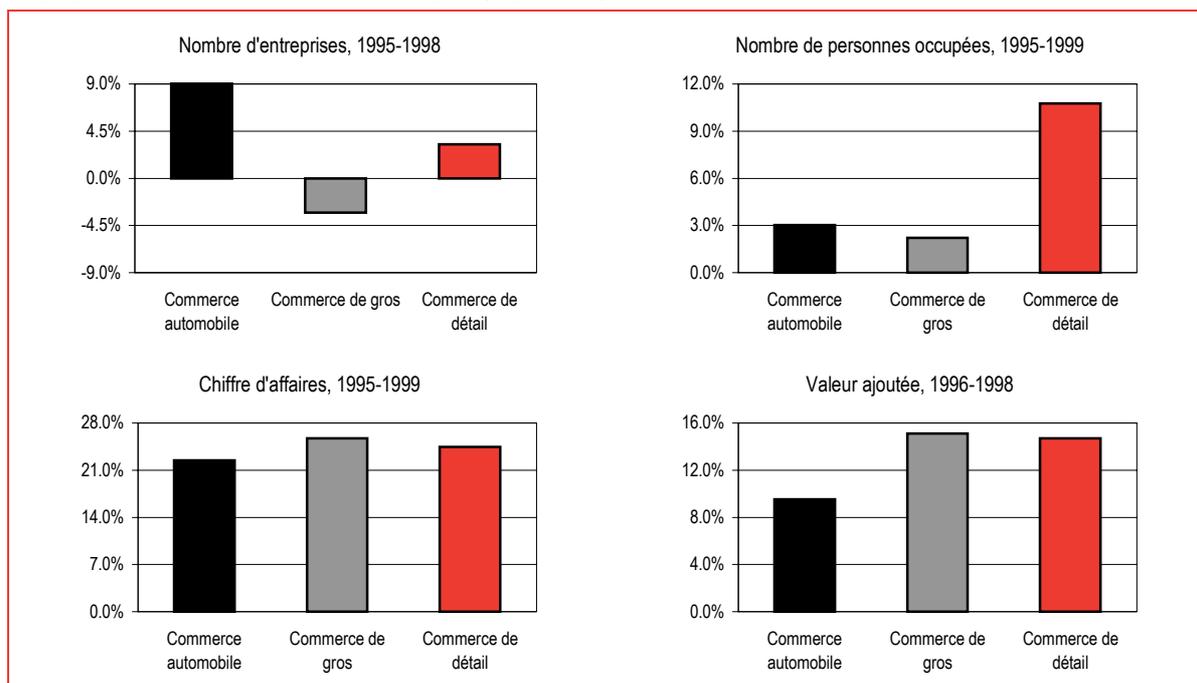
Tableau 4.34: Principaux indicateurs, 1998

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	212.7	3.9	184.8	16.3	152.5	10.7	5.2	4.2
Automobile	27.0	5.0	266.2	16.2	152.3	10.6	3.7	6.4
50.1	4.2	11.0	482.7	26.2	192.3	13.6	3.7	12.2
50.2	15.0	3.2	59.6	9.6	113.4	8.5	8.3	3.1
50.3	2.9	6.1	146.7	15.0	145.9	10.3	4.6	4.4
50.4	2.9	2.7	99.8	10.4	137.3	7.6	5.5	3.3
50.5	2.0	8.1	308.2	11.1	128.2	8.6	1.0	3.7
De gros	49.5	5.4	304.5	24.0	178.4	13.5	5.3	5.0
51.1	15.1	2.1	260.3	17.3	134.2	12.9	5.6	2.9
51.2	2.4	4.1	419.4	15.5	156.5	9.9	2.3	3.7
51.3	8.2	6.9	338.7	19.3	181.9	10.6	3.8	4.5
51.4	9.7	7.0	297.3	28.1	192.1	14.6	6.4	3.9
51.5	5.9	7.1	364.8	29.1	213.6	13.6	6.3	9.3
51.6	4.4	8.6	243.5	27.2	166.5	16.3	6.1	5.7
51.7	3.7	5.5	288.9	22.2	159.0	13.9	4.6	4.4
De détail	136.2	3.1	94.3	11.4	133.1	8.6	6.3	2.9
52.1	20.7	4.1	103.1	11.7	132.6	8.8	4.9	4.7
52.2	30.8	1.9	63.2	6.4	91.8	6.9	4.6	1.7
52.3	4.1	4.6	120.1	23.4	185.9	12.6	9.5	2.7
52.4	66.9	3.6	102.7	12.0	143.9	8.4	6.8	2.8
52.5	0.5	2.2	36.6	7.7	89.9	8.6	3.5	2.0
52.6	6.9	1.4	39.6	6.1	57.7	10.5	6.8	0.8
52.7	6.3	1.7	20.7	5.8	72.8	8.0	11.9	0.9

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.11: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Commerce de gros: 1996-1998 pour le nombre d'entreprises; 1996-1999 pour le nombre de personnes occupées.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.35: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habilleme nt, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de	Ventes totales	Points de	Ventes totales	Points de		
	Mio. euro	vente					Mio. euro	vente
Kesko	3 914	1 296	Kesko Group	189	203	Expert	219	140
SOK Corporation	2 843	595	Seppälä	135	119	Tekniset	199	103
Suomen Spar	1 001	349	Texmoda Fashion Group	131	122	Musta Pörssi	149	71
Tradeka	987	528	Sokos	57	14	Anttila Kodin Ykkönen	80	5
Wihuri	494	693	KappAhl	42	24	Academica	6	1
Total des 5 principaux	9 239	3 461	Total des 5 principaux	553	482	Total des 5 principaux	652	320

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.36: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	52 270	231 779	76 793	16 530	9 787	5 871	3 915	1 363
Automobile	9 453	35 057	12 871	2 211	1 466	843	623	284
50.1	1 497	9 195	7 343	894	567	292	274	132
50.2	5 017	12 518	2 566	585	412	245	167	102
50.3	1 445	6 544	1 496	424	286	169	118	28
50.4	183	422	155	24	13	7	7	1
50.5	1 311	6 378	1 312	284	188	131	57	20
De gros	17 358	83 809	42 083	8 593	4 749	2 799	1 950	624
51.1	4 478	5 460	1 113	515	264	140	123	31
51.2	337	1 986	1 282	182	99	62	36	6
51.3	1 211	7 423	4 712	727	329	216	113	47
51.4	3 871	15 115	5 304	1 543	831	474	357	76
51.5	2 855	16 494	10 863	1 831	1 060	576	484	176
51.6	4 073	28 992	10 141	2 598	1 672	1 046	626	197
51.7	533	8 339	8 669	1 197	495	284	211	90
De détail	25 459	112 913	21 838	5 726	3 572	2 229	1 343	455
52.1	4 757	55 982	12 618	2 792	1 777	1 158	619	310
52.2	1 443	3 937	824	234	140	88	52	14
52.3	1 253	7 462	1 379	453	309	173	136	13
52.4	14 660	41 044	6 503	1 994	1 230	746	484	108
52.5	804	717	52	24	11	5	7	2
52.6	943	1 827	336	152	52	32	20	3
52.7	1 599	1 944	127	77	53	27	26	6

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

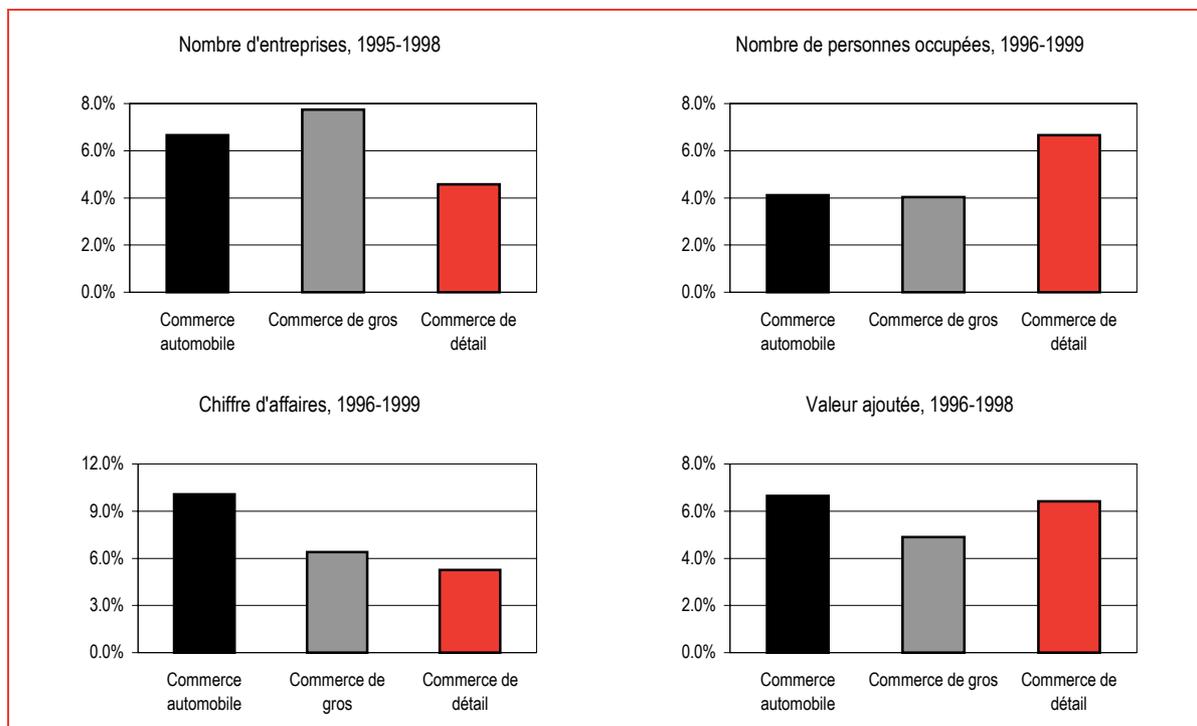
Tableau 4.37: Principaux indicateurs, 1998

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	101.4	4.4	331.3	43.0	151.8	28.3	5.4	6.0
Automobile	18.3	3.6	367.2	43.0	151.8	28.3	5.3	8.3
50.1	2.9	6.0	798.6	63.0	188.2	33.5	4.0	14.7
50.2	9.7	2.4	205.0	34.4	126.0	27.3	8.0	8.5
50.3	2.8	4.5	228.6	44.3	157.8	28.1	7.8	4.4
50.4	0.4	2.0	366.8	35.9	149.7	24.0	6.1	3.1
50.5	2.5	4.8	205.7	29.9	132.1	22.6	4.4	3.2
De gros	33.7	4.8	502.1	57.2	162.2	35.3	4.9	7.5
51.1	8.7	1.2	203.9	48.7	142.5	34.2	21.5	5.7
51.2	0.7	6.6	645.4	44.5	150.3	29.6	2.6	2.9
51.3	2.4	5.9	634.8	46.3	147.6	31.4	2.7	6.6
51.4	7.5	3.9	350.9	55.7	166.1	33.5	6.9	5.1
51.5	5.5	5.9	658.6	62.6	179.6	34.9	4.7	10.4
51.6	7.9	6.8	349.8	60.1	155.7	38.6	6.6	7.1
51.7	1.0	16.1	1 039.5	57.9	172.2	33.6	2.5	10.6
De détail	49.4	4.3	193.4	32.3	142.3	22.7	6.5	4.1
52.1	9.2	11.6	225.4	32.2	146.1	22.1	5.1	5.6
52.2	2.8	2.6	209.2	37.5	129.6	28.9	8.2	3.9
52.3	2.4	6.2	184.7	39.9	158.1	25.3	10.7	1.6
52.4	28.4	2.7	158.4	31.2	138.0	22.6	8.1	2.7
52.5	1.6	0.9	73.1	15.8	85.4	18.5	14.3	2.2
52.6	1.8	1.9	184.0	30.0	129.1	23.2	6.1	1.6
52.7	3.1	1.3	65.3	26.3	108.9	24.2	20.4	2.7

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.12: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Commerce automobile: 1995-1999 pour le nombre de personnes occupées et le chiffre d'affaires; 1995-1998 pour la valeur ajoutée.

Source: Eurostat, base de données SBS et estimations

Tableau 4.38: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

Commerce alimentaire			Habillement, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
ICA Handlamas	7 448	2 029	Hennes&Mauritz	559	120	IKEA	580	14
D&D	2 975	924	Lindex	301	164	Onoff	379	66
KF	2 430	499	KappAhl	262	104	Expert	261	220
Systembolaget	2 169	397	JC Jeans&Clothes/Brother	215	165	Siba	196	27
Axel Johnson	954	135	The Stadium/MAP (1)	211	62	Aktiebolaget Mio	177	69
Total des 5 principaux	15 975	3 984	Total des 5 principaux	1 548	615	Total des 5 principaux	1 594	396

(1) Inclut Sports Outlet.

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.39: Variables principales, 1997

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	119 521	433 036	156 814	37 342	19 367	13 624	5 743	3 290
Automobile	18 534	63 208	27 944	4 526	2 756	1 834	922	664
50.1	3 819	26 825	16 813	2 161	1 304	847	457	385
50.2	10 089	16 770	2 842	1 083	666	450	217	130
50.3	1 704	7 176	2 388	565	314	213	102	54
50.4	630	1 059	497	75	43	25	18	6
50.5	2 292	11 378	5 404	642	429	300	129	89
De gros	42 295	190 022	89 671	21 815	10 263	7 036	3 227	1 853
51.1	3 373	7 391	3 558	1 062	502	303	199	108
51.2	907	5 917	2 870	1 305	253	196	57	44
51.3	3 818	22 036	15 994	2 246	1 029	794	235	324
51.4	12 130	47 944	21 050	5 379	2 383	1 598	785	297
51.5	11 053	48 242	24 738	5 643	2 809	1 793	1 016	605
51.6	10 546	57 198	21 139	5 911	3 217	2 307	910	452
51.7	468	1 294	323	270	70	46	25	24
De détail	58 692	179 806	39 199	11 001	6 348	4 754	1 594	773
52.1	7 207	65 524	16 222	3 751	2 232	1 781	451	281
52.2	7 555	11 951	3 430	748	463	310	153	69
52.3	996	10 807	3 179	702	567	394	173	36
52.4	35 055	82 535	14 475	4 908	2 725	1 998	727	344
52.5	1 476	428	91	66	32	15	17	6
52.6	2 854	5 103	1 384	486	177	151	25	24
52.7	3 549	3 458	418	340	152	104	48	14

Nombre de personnes occupées et chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1**50: Commerce et réparation automobile**

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

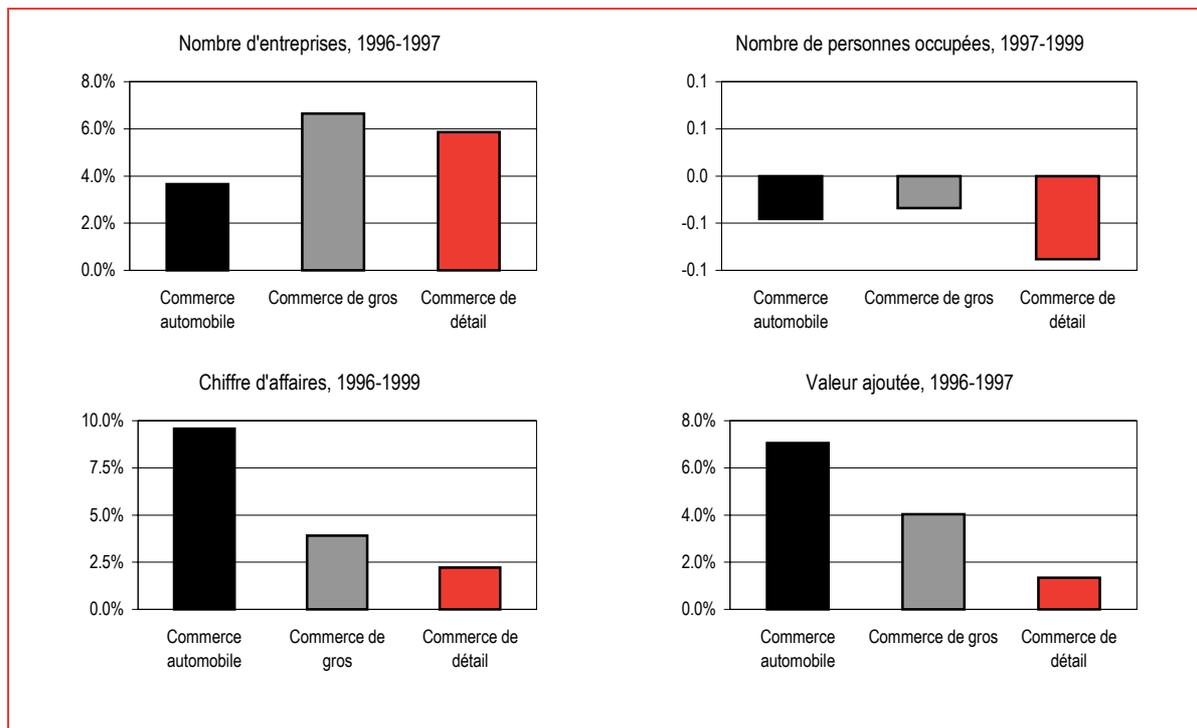
Tableau 4.40: Principaux indicateurs, 1997

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	135.1	4.3	362.1	37.6	123.5	30.4	4.0	6.4
Automobile	21.0	3.9	442.1	38.2	128.3	29.8	3.9	9.2
50.1	4.3	7.3	626.8	46.7	143.1	32.6	3.2	13.8
50.2	11.4	2.3	169.4	29.2	106.2	27.5	7.7	5.7
50.3	1.9	4.3	332.7	43.2	130.7	33.0	4.7	7.4
50.4	0.7	2.1	469.6	32.2	117.3	27.5	5.3	4.6
50.5	2.6	5.6	475.0	33.6	133.5	25.2	3.1	7.0
De gros	47.8	5.0	471.9	49.0	131.3	37.3	3.9	8.8
51.1	3.8	3.0	481.4	49.8	136.2	36.6	5.7	10.7
51.2	1.0	7.2	485.0	38.6	119.5	32.3	1.9	6.7
51.3	4.3	6.7	725.8	40.1	118.7	33.8	1.5	12.6
51.4	13.7	4.1	439.0	47.7	129.0	37.0	4.7	6.0
51.5	12.5	4.9	512.8	51.7	141.8	36.5	4.2	11.1
51.6	11.9	5.8	369.6	52.4	129.4	40.5	4.8	7.4
51.7	0.5	3.5	249.5	42.8	130.2	32.8	5.1	14.7
De détail	66.3	4.0	218.0	27.1	112.9	24.0	4.4	3.3
52.1	8.1	11.4	247.6	27.3	119.9	22.7	2.9	3.4
52.2	8.5	2.6	287.0	23.6	109.4	21.6	4.7	3.5
52.3	1.1	13.0	294.2	43.7	136.2	32.1	6.5	2.8
52.4	39.6	2.9	175.4	26.4	109.7	24.1	5.5	3.3
52.5	1.7	1.3	212.1	16.3	73.3	22.2	9.4	3.1
52.6	3.2	2.8	271.1	22.2	80.4	27.6	2.2	3.0
52.7	4.0	1.8	120.8	23.7	83.0	28.6	9.6	2.1

Chiffre d'affaires par personne occupée: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.13: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Commerce automobile: 1995-1997 pour le nombre d'entreprises et la valeur ajoutée; 1995-1999 pour le chiffre d'affaires.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.41: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habillement, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
Tesco (1)	25 743	659	Arcadia Group	2 224	2 795	Dixon/Currys/PCWorld (2)	5 394	1 058
Sainsbury's/Savacentre	18 742	446	Next	1 495	337	Comet	1 491	262
ASDA	12 445	233	Clarks/K Shoes/Ravel	717	625	MFI Homeworks	908	186
Safeway	11 627	488	C&A	683	119	Homestyle	820	792
Somerfield	8 298	1 371	Matalan	657	99	IKEA	732	8
Total des 5 principaux	76 855	3 197	Total des 5 principaux	5 776	3 975	Total des 5 principaux	9 344	2 306

(1) Inclut Tesco Metro, Tesco Express et Tesco Extra. (2) Inclut The Link und @jacarta.
Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.42: Variables principales, 1998

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. euro)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	408 206	:	1 066 909	:	150 752	80 046	70 706	22 981
Automobile	72 105	:	191 209	:	25 085	11 324	13 760	2 995
50.1	31 196	:	130 238	:	14 834	5 984	8 849	1 811
50.2	24 680	:	16 049	:	4 735	2 540	2 195	646
50.3	7 187	:	17 682	:	3 400	1 910	1 490	266
50.4	1 782	:	2 527	:	373	149	223	38
50.5	7 260	:	24 714	:	1 743	741	1 002	234
De gros	120 101	:	525 232	:	66 487	34 521	31 966	7 778
51.1	15 734	:	17 619	:	3 088	1 561	1 527	324
51.2	2 721	:	9 755	:	871	479	392	114
51.3	15 446	:	94 899	:	8 323	4 774	3 550	1 576
51.4	27 344	:	99 616	:	15 586	7 511	8 075	1 555
51.5	17 657	:	167 884	:	12 384	7 285	5 099	1 595
51.6	15 124	:	96 122	:	20 312	10 422	9 890	2 043
51.7	26 075	:	39 337	:	5 922	2 488	3 434	571
De détail	216 000	:	350 468	:	59 181	34 201	24 980	12 208
52.1	38 360	:	162 371	:	26 615	14 930	11 685	6 855
52.2	50 435	:	21 491	:	3 754	1 842	1 912	386
52.3	7 383	:	12 833	:	1 941	1 187	754	217
52.4	98 847	:	131 897	:	22 023	14 168	7 854	4 292
52.5	6 105	:	3 173	:	695	169	526	50
52.6	10 373	:	17 095	:	3 728	1 588	2 141	334
52.7	4 497	:	1 609	:	426	318	108	74

Chiffre d'affaires: données préliminaires de 1999.

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

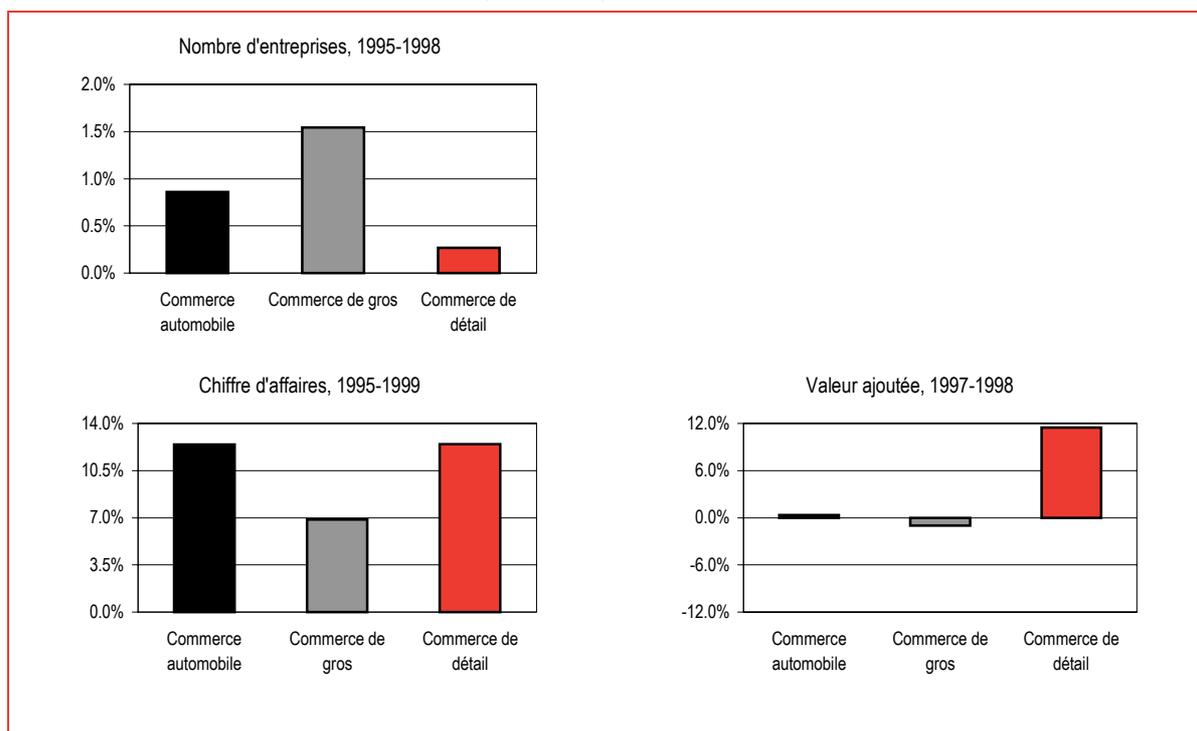
Tableau 4.43: Principaux indicateurs, 1998

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 euro)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	68.9	:	:	:	:	:	7.3	:
Automobile	12.2	:	:	:	:	18.8	7.6	:
50.1	5.3	:	:	:	:	25.3	6.9	:
50.2	4.2	:	:	:	:	12.9	16.5	:
50.3	1.2	:	:	:	:	17.9	9.2	:
50.4	0.3	:	:	:	:	11.0	11.9	:
50.5	1.2	:	:	:	:	13.0	4.6	:
De gros	20.3	:	:	:	:	28.4	6.5	:
51.1	2.7	:	:	:	:	25.8	11.3	:
51.2	0.5	:	:	:	:	20.2	3.9	:
51.3	2.6	:	:	:	:	24.2	3.9	:
51.4	4.6	:	:	:	:	25.5	8.9	:
51.5	3.0	:	:	:	:	27.9	3.4	:
51.6	2.6	:	:	:	:	35.8	10.7	:
51.7	4.4	:	:	:	:	30.1	7.5	:
De détail	36.5	:	:	:	:	:	8.5	:
52.1	6.5	:	:	:	:	:	8.2	:
52.2	8.5	:	:	:	:	:	10.1	:
52.3	1.2	:	:	:	:	:	6.8	:
52.4	16.7	:	:	:	:	:	7.5	:
52.5	1.0	:	:	:	:	:	18.4	:
52.6	1.8	:	:	:	:	:	15.7	:
52.7	0.8	:	:	:	:	:	10.2	:

Coût unitaire de la main d'oeuvre: données de 1997.

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.14: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.44: Variables principales, 1995

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investisse- ments bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	:	:	:	:	:	:	:	:
Automobile	:	:	:	:	:	:	:	:
50.1	:	:	:	:	:	:	:	:
50.2	:	:	:	:	:	:	:	:
50.3	:	:	:	:	:	:	:	:
50.4	:	:	:	:	:	:	:	:
50.5	:	:	:	:	:	:	:	:
De gros	1 469	7 018	1 610	:	278	:	:	:
51.1	:	:	:	:	:	:	:	:
51.2	:	:	:	:	:	:	:	:
51.3	:	:	:	:	:	:	:	:
51.4	:	:	:	:	:	:	:	:
51.5	:	:	:	:	:	:	:	:
51.6	:	:	:	:	:	:	:	:
51.7	:	:	:	:	:	:	:	:
De détail	1 670	7 742	:	:	:	:	:	:
52.1	:	:	:	:	:	:	:	:
52.2	:	:	:	:	:	:	:	:
52.3	:	:	:	:	:	:	:	:
52.4	:	:	:	:	:	:	:	:
52.5	:	:	:	:	:	:	:	:
52.6	:	:	:	:	:	:	:	:
52.7	:	:	:	:	:	:	:	:

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1**50: Commerce et réparation automobile**

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

Tableau 4.45: Principaux indicateurs, 1995

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'oeuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'oeuvre (%)	Coût unitaire de la main- d'oeuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investisse- ments par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	:	:	:	:	:	:	:	:
Automobile	:	:	:	:	:	:	:	:
50.1	:	:	:	:	:	:	:	:
50.2	:	:	:	:	:	:	:	:
50.3	:	:	:	:	:	:	:	:
50.4	:	:	:	:	:	:	:	:
50.5	:	:	:	:	:	:	:	:
De gros	55.0	4.8	229.4	:	:	:	:	:
51.1	:	:	:	:	:	:	:	:
51.2	:	:	:	:	:	:	:	:
51.3	:	:	:	:	:	:	:	:
51.4	:	:	:	:	:	:	:	:
51.5	:	:	:	:	:	:	:	:
51.6	:	:	:	:	:	:	:	:
51.7	:	:	:	:	:	:	:	:
De détail	62.5	4.6	:	:	:	:	:	:
52.1	:	:	:	:	:	:	:	:
52.2	:	:	:	:	:	:	:	:
52.3	:	:	:	:	:	:	:	:
52.4	:	:	:	:	:	:	:	:
52.5	:	:	:	:	:	:	:	:
52.6	:	:	:	:	:	:	:	:
52.7	:	:	:	:	:	:	:	:

Source: Eurostat, base de données SBS

Tableau 4.46: Principaux groupes du commerce de détail, 1999-2000

	Commerce alimentaire		Habillage, textiles, chaussures			Meubles, articles électriques et de ménage		
	Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de		Ventes totales	Points de
	Mio. euro	vente		Mio. euro	vente		Mio. euro	vente
NorgesGruppen	3 660	3 400	Hennes&Mauritz	319	55	El-kjeden	694	210
Hakon Gruppen	2 451	1 151	Varner-Gruppen	304	327	Elkjøp Norge	376	101
NKL Co-op	2 406	1 079	Scandinavian Retail Group	177	397	Bohus Kjeden	185	53
Rema 1000	1 479	281	KappAhl	148	88	Skeidar Detalj	145	26
Vinmonopolet	729	120	Euro Sko	129	235	Serviceringen	124	92
Total des 5 principaux	10 725	6 031	Total des 5 principaux	1 076	1 102	Total des 5 principaux	1 525	482

Les données incluent tous les types d'organisation (chaînes, groupes d'achat, coopératives).

Source: Retail Intelligence

Tableau 4.47: Variables principales, 1997

	Nombre d'entreprises (unités)	Nombre de personnes occupées (unités)	Chiffre d'affaires (Mio. ECU)	Valeur de la production (Mio. ECU)	Valeur ajoutée aux coûts des facteurs (Mio. ECU)	Dépenses de personnel (Mio. ECU)	Excédent brut d'exploitation (Mio. ECU)	Investissements bruts en biens corporels (Mio. ECU)
Commerce total	56 376	331 070	94 254	25 272	12 183	8 476	3 706	2 039
Automobile	8 133	50 455	17 767	3 658	2 032	1 391	641	617
50.1	2 105	14 046	9 535	1 569	789	502	288	324
50.2	3 182	16 592	3 663	1 170	635	487	148	215
50.3	979	4 412	1 161	328	208	146	63	30
50.4	213	542	138	27	15	11	4	8
50.5	1 654	14 863	3 271	565	384	246	138	39
De gros	17 521	105 576	52 289	14 406	6 053	4 093	1 960	847
51.1	1 992	3 592	411	372	153	93	60	15
51.2	383	3 417	1 901	473	160	126	34	29
51.3	1 646	16 330	15 145	3 101	857	571	286	200
51.4	4 140	21 682	8 905	2 454	1 254	787	467	130
51.5	2 687	21 457	13 163	4 507	1 295	850	444	209
51.6	5 491	36 098	11 938	3 196	2 186	1 554	633	254
51.7	1 182	3 000	826	304	148	112	36	11
De détail	30 722	175 039	24 198	7 208	4 098	2 992	1 106	576
52.1	5 885	67 607	11 180	2 617	1 502	1 045	456	324
52.2	2 360	8 921	1 241	279	172	131	41	18
52.3	1 066	7 498	1 074	290	209	164	45	15
52.4	17 525	84 553	10 094	3 681	2 105	1 573	532	207
52.5	576	765	43	22	12	6	5	1
52.6	1 800	3 192	425	193	50	39	11	6
52.7	1 510	2 503	139	125	49	33	15	5

Source: Eurostat, base de données SBS

NACE Rév. 1

50: Commerce et réparation automobile

50.1: Commerce de véhicules automobiles; 50.2: Entretien et réparation de véhicules automobiles; 50.3: Commerce d'équipements automobiles; 50.4: Commerce et réparation de motocycles; 50.5: Commerce de détail de carburants.

51: Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1: Intermédiaires du commerce de gros; 51.2: Commerce de gros de produits agricoles bruts; 51.3: Commerce de gros de produits alimentaires; 51.4: Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires; 51.5: Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles; 51.6: Commerce de gros d'équipements industriels; 51.7: Autres commerces de gros.

52: Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

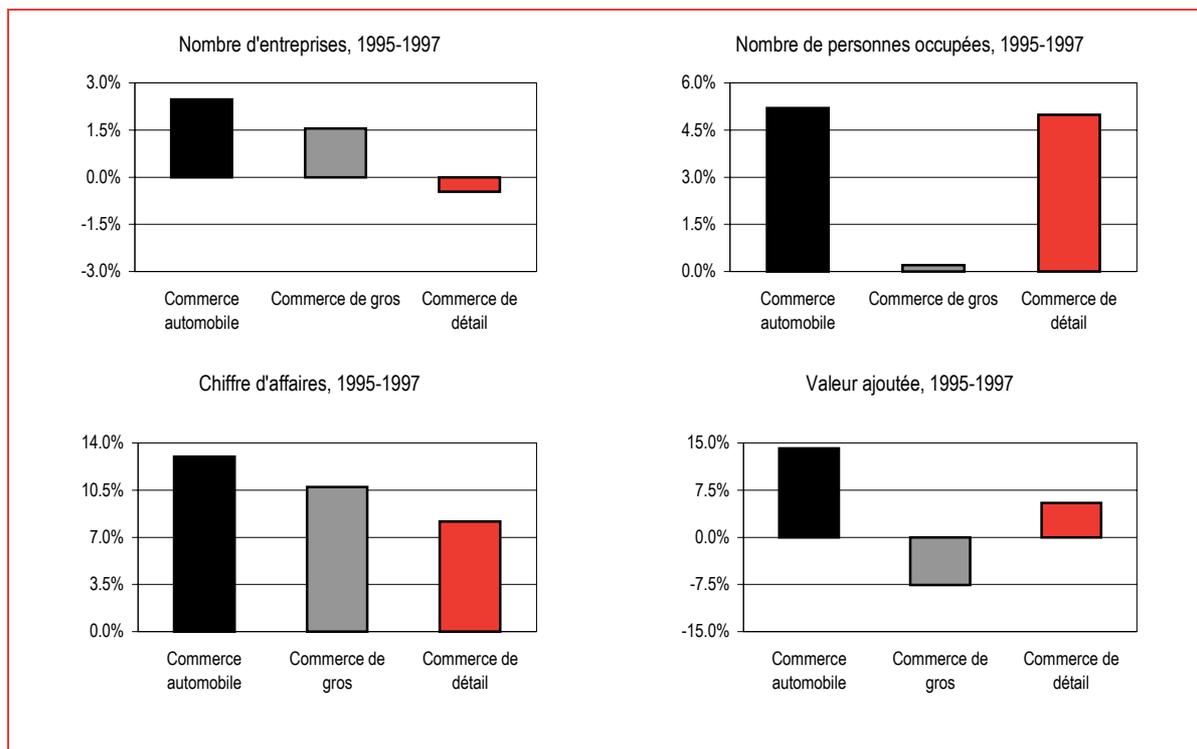
52.1: Commerce de détail en magasin non spécialisé; 52.2: Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé; 52.3: Commerces de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie; 52.4: Autres commerces de détail en magasin spécialisé; 52.5: Commerce de détail de biens d'occasion en magasin; 52.6: Commerce de détail hors magasin; 52.7: Réparation d'articles personnels et domestiques.

Tableau 4.48: Principaux indicateurs, 1997

	Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants (unités)	Nombre de personnes occupées par entreprise (unités)	Chiffre d'affaires par personne occupée (1 000 ECU)	Productivité apparente de la main d'œuvre (1 000 ECU)	Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre (%)	Coût unitaire de la main-d'œuvre (1 000 ECU)	Taux brut d'exploitation (%)	Investissements par personne occupée (1 000 ECU)
Commerce total	128.0	5.9	284.7	36.8	133.6	27.6	3.9	6.2
Automobile	18.5	6.2	352.1	40.3	135.9	29.6	3.6	12.2
50.1	4.8	6.7	678.8	56.2	149.3	37.6	3.0	23.1
50.2	7.2	5.2	220.8	38.3	116.6	32.9	4.0	13.0
50.3	2.2	4.5	263.1	47.2	131.5	35.9	5.4	6.8
50.4	0.5	2.5	253.7	28.2	113.6	24.9	3.1	15.2
50.5	3.8	9.0	220.1	25.8	149.9	17.2	4.2	2.6
De gros	39.8	6.0	495.3	57.3	141.3	40.6	3.7	8.0
51.1	4.5	1.8	114.4	42.7	121.2	35.2	14.6	4.1
51.2	0.9	8.9	556.5	46.9	121.9	38.4	1.8	8.5
51.3	3.7	9.9	927.4	52.5	146.2	35.9	1.9	12.2
51.4	9.4	5.2	410.7	57.8	151.5	38.2	5.2	6.0
51.5	6.1	8.0	613.5	60.3	148.0	40.8	3.4	9.8
51.6	12.5	6.6	330.7	60.6	136.2	44.5	5.3	7.0
51.7	2.7	2.5	275.4	49.5	116.4	42.5	4.4	3.6
De détail	69.7	5.7	138.2	23.4	125.1	18.7	4.6	3.3
52.1	13.4	11.5	165.4	22.2	138.1	16.1	4.1	4.8
52.2	5.4	3.8	139.1	19.3	107.5	18.0	3.3	2.0
52.3	2.4	7.0	143.3	27.9	115.9	24.0	4.2	2.1
52.4	39.8	4.8	119.4	24.9	122.3	20.4	5.3	2.5
52.5	1.3	1.3	56.2	15.2	74.2	20.5	12.6	0.8
52.6	4.1	1.8	133.3	15.7	74.8	21.0	2.5	1.8
52.7	3.4	1.7	55.7	19.4	76.1	25.5	11.0	2.0

Source: Eurostat, base de données SBS

Graphique 4.15: Taux de croissance annuels moyens (% par année)



Pour le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée: taux de croissance nominaux.

Source: Eurostat, base de données SBS

5. ANALYSE THEMATIQUE

5.1 Le commerce dans la Triade

Le commerce représente 13% de la valeur ajoutée totale générée dans l'Union européenne. Il atteint 12% au Japon et enregistre son pourcentage le plus élevé aux Etats-Unis, avec 14% en 1997.

Ce secteur occupe également une part importante de l'emploi total: 16% dans l'UE, 19% aux Etats-Unis et 18% au Japon.

Depuis 1985, la croissance réelle de la valeur ajoutée a été plus élevée dans ce secteur que dans l'économie totale aux Etats-Unis et au Japon, tandis qu'elle a été légèrement inférieure dans l'UE.

Cependant, entre 1985 et 1997, l'emploi dans l'UE a crû plus rapidement dans le secteur du commerce que dans l'économie totale. La croissance de l'emploi a suivi le même rythme dans le secteur du commerce et dans l'économie totale aux Etats-Unis, alors qu'elle a ralenti au Japon.

Si l'on considère les trois sous-secteurs qui constituent le secteur du commerce, le commerce de gros est de loin le plus important en termes de valeur ajoutée, en particulier au Japon. En ce qui concerne l'emploi, c'est le commerce de détail qui occupe la première place dans la Triade, avec plus de la moitié de la main-d'œuvre de l'ensemble du secteur du commerce.

Le chiffre d'affaires par personne occupée est plus élevé dans le commerce de gros que dans les deux autres secteurs, le Japon et les Etats-Unis devançant l'UE. Par contre, le commerce de détail a enregistré la valeur la plus basse, l'UE se plaçant devant les Etats-Unis et le Japon.

5.1.1 Les économies de la Triade

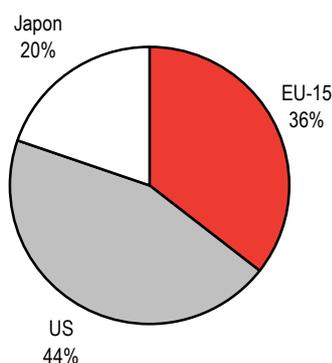
Prévisions 2001: les Etats-Unis enregistrent le PIB par habitant le plus élevé de la Triade

La Triade se compose des 15 Etats membres de l'UE, des Etats-Unis et du Japon. Avec une population estimée à 379 millions d'habitants en 2001, l'UE représente le marché le plus important, devant les Etats-Unis (278 millions d'habitants) et le Japon (127 millions d'habitants).

Selon les prévisions pour l'année 2001, le produit intérieur brut des économies de la Triade atteindra environ 24 800 milliards d'euros, dont 44% seront générés par les Etats-Unis, 36% par l'UE et 20% par le Japon.

Les Etats-Unis enregistrent le PIB par habitant le plus élevé de la Triade (40 000 euros par habitant selon les prévisions pour 2001), suivis de près par le Japon (avec 38 500 euros par habitant) et loin devant l'UE (avec 23 300 euros par habitant).

Graphique 5.1.1
Parts des pays de la Triade en termes de PIB aux prix du marché, 2001



Source: Eurostat, comptes nationaux, base de données Aggs

Tableau 5.1.1
PIB et population dans la Triade, prévisions 2001

	PIB Total (Mio. euro)	PIB par habitant (1 000 euro)	Population (1 000)
EU-15	8 846 544	23.3	379 174
US	11 099 177	40.0	278 064
Japon	4 868 859	38.5	126 889

Source: PIB: Eurostat, comptes nationaux, base de données Aggs; Population: Eurostat, base de données aux_ind

5.1.2 Part du commerce dans les économies de la Triade

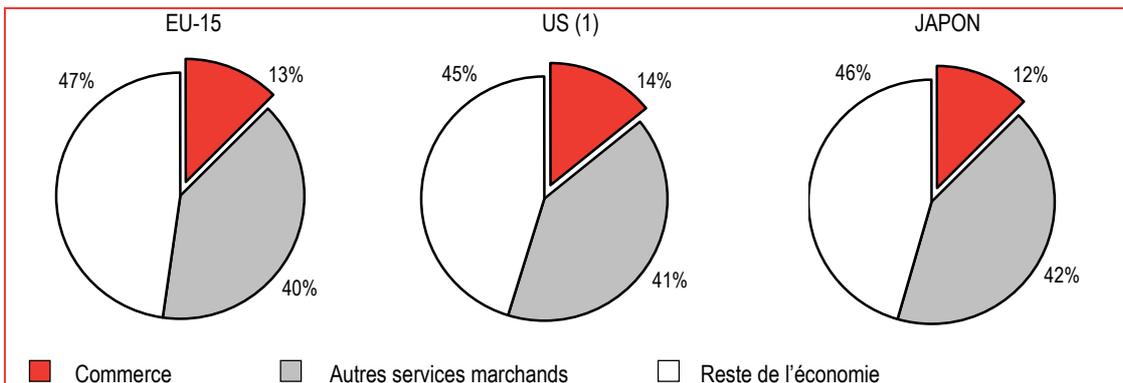
Les économies européenne et américaine dépassent l'économie japonaise en valeurs absolues, tant au niveau de l'économie totale qu'au niveau du secteur du commerce, en raison de la taille des populations concernées.

Cependant, l'importance réelle du commerce dans l'économie totale montre que les valeurs les plus élevées en termes de valeur ajoutée et d'emploi sont observées aux Etats-Unis.

Valeur ajoutée

La valeur ajoutée aux prix courants dans le secteur du commerce¹ aux Etats-Unis en 1996 s'élevait à 855 milliards d'écus, ce qui représentait 14% de l'économie totale. En 1997, l'UE a enregistré une valeur ajoutée de 834 milliards d'écus et le Japon, 471 milliards d'écus. Ces deux montants représentent environ 12-13% de l'économie totale.

Graphique 5.1.2
Part du commerce dans la valeur ajoutée totale de la Triade, 1997



(1) Etats-Unis: données 1996

Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

	EU-15	US (1)	Japon
Economie totale (Mio. ECU)	6 660 779	6 024 493	3 780 523
dont (%)			
Commerce	13	14	12
Autres services marchands	40	41	42
Reste de l'économie	47	45	46

(1) données 1996

Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

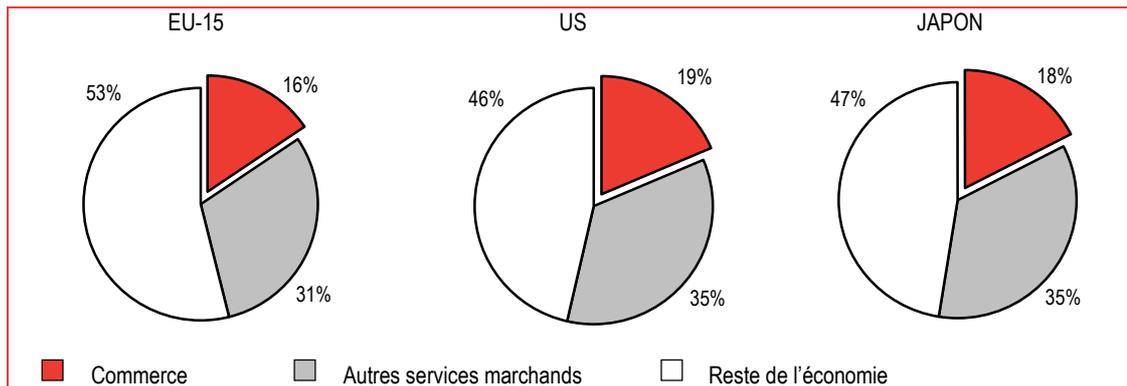
Tableau 5.1.2
Valeur ajoutée aux prix du marché dans la Triade, aux prix courants, 1997

¹ Les données des Comptes Nationaux sont collectées selon la nomenclature NACE-CLIO. Une de ses branches s'intitule 'récupération et réparation, services de commerce', qui est appelée 'commerce' pour les fins d'analyse dans cette publication. Les informations fournies par cette branche ne sont pas entièrement comparables avec celles présentées dans les autres chapitres de cette publication, qui se basent sur la nomenclature NACE Rév. 1. Cependant, les données des Comptes Nationaux permettent de montrer l'importance du commerce pour l'économie.

Emploi

Avec 23,6 millions de personnes occupées dans le secteur du commerce en 1997, c'est-à-dire 19% de la main-d'œuvre totale, l'économie américaine représente la part la plus importante de ce secteur par rapport aux autres économies de la Triade. Le Japon se place en deuxième position, avec 18% (11,6 millions de personnes occupées). Enfin, dans l'UE, le commerce représente 16% de l'emploi total (22,7 millions de personnes).

Graphique 5.1.3
Part du commerce dans l'emploi total
dans la Triade, 1997



Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

Tableau 5.1.3
Emploi dans la Triade, 1997

	EU-15	US	Japon
Economie totale (1 000)	145 814	127 254	66 006
dont (%)			
Commerce	16	19	18
Autres services marchands	31	35	35
Reste de l'économie	53	46	47

Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

5.1.3 Evolution à long terme du commerce dans la Triade (de 1985 à 1997)

Valeur ajoutée

Comme le montre le Tableau 5.1.4, l'économie japonaise a connu la croissance la plus importante entre 1985 et 1997, avec une croissance de la valeur ajoutée à prix constants de 43,9%, ce qui correspond à un taux d'accroissement annuel moyen de 3,1%, suivie de près par l'économie américaine, avec 42,2% et un taux d'accroissement annuel de 3,0%. L'UE, quant à elle, a enregistré une croissance de 32,9% (2,4% par an).

Le commerce et les autres services marchands² ont connu une croissance moyenne importante au Japon, les deux secteurs ayant dépassé les 52% au cours de la période de référence.

Cependant, si l'on compare les Etats-Unis et l'UE, une tendance différente apparaît. En effet, au cours de la période de référence, l'UE a enregistré une croissance de 53,7% dans le secteur des services marchands (à l'exclusion du commerce), tandis que les Etats-Unis n'ont connu qu'un accroissement de 27,6% dans ce secteur. Quant au commerce, sa croissance aux Etats-Unis a été nettement plus élevée (48,8%) que dans l'UE (31,3%).

Au cours de la période 1985-1997, le Japon a enregistré la croissance la plus élevée dans l'économie totale et dans le secteur du commerce

	EU-15	US (1)	Japon
	croissance au cours de la période (%)		
Commerce	31.3	48.3	52.4
Autres services marchands	53.7	27.6	52.3
Economie totale	32.9	42.2	43.9
	taux de croissance annuel moyen (%)		
Commerce	2.3	3.3	3.6
Autres services marchands	3.6	2.1	3.6
Economie totale	2.4	3.0	3.1

Tableau 5.1.4
Croissance de la valeur ajoutée dans la Triade, à prix constants, 1985-1997

(1) La croissance au cours de la période 1997-1998 est une estimation
Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

Evolution dans l'UE

Le Graphique 5.1.4 montre l'évolution de la valeur ajoutée au sein de l'UE dans l'ensemble de l'économie, d'une part, et dans le secteur du commerce et le secteur des autres services marchands, d'autre part. Au cours de la période 1985-1997, la croissance du secteur du commerce a été pratiquement identique à celle de l'économie totale.

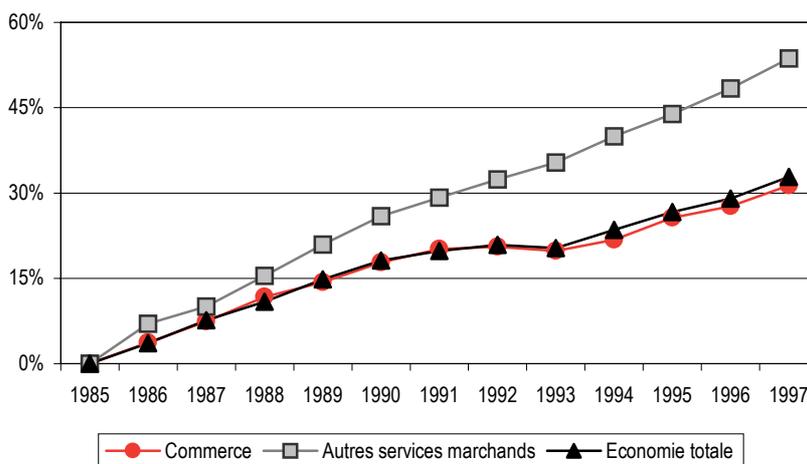
La valeur ajoutée a crû au même rythme dans le secteur du commerce et dans l'économie globale

² NACE-CLIO 68 (services marchands) à l'exclusion de la NACE-CLIO 56 (récupération et réparation, services de commerce).

Entre 1985 et 1990, les deux secteurs ont crû à un rythme constant, pour ralentir au début des années 90. Après un déclin en 1993, la croissance a repris jusqu'en 1997.

Les autres services marchands (c'est-à-dire les services marchands à l'exception du commerce) ont cependant enregistré une croissance constante et ont dépassé, à la fin de la période, le commerce et le reste de l'économie de plus de 20 points de pourcentage. Ces bons résultats pourraient s'expliquer par le développement de nouveaux services dans le domaine des technologies de pointe.

Graphique 5.1.4
Croissance de la valeur ajoutée dans
l'EU-15, à prix constants, 1985-1997



Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

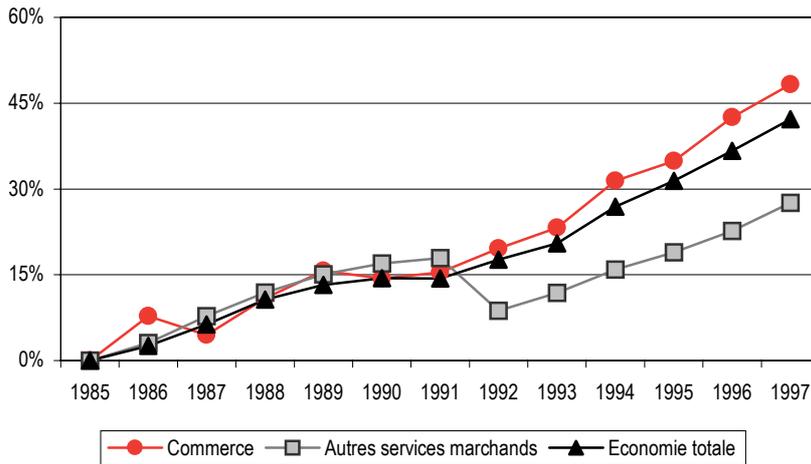
Evolution aux Etats-Unis

Etats-Unis: le commerce
enregistre des taux
d'accroissement plus élevés
que l'économie totale et les
autres services marchands

Tandis que des tendances similaires ont été observées dans l'UE dans l'ensemble de l'économie et dans le secteur du commerce, les Etats-Unis ont connu une évolution différente. Au cours de la période 1985-1997, la valeur ajoutée générée par le commerce a crû plus rapidement que celle de l'économie globale et des autres services marchands.

Le Graphique 5.1.5 illustre l'évolution de la valeur ajoutée aux Etats-Unis pendant la période de référence. La croissance réelle du secteur du commerce a atteint 48,3%, tandis que l'économie totale a présenté un taux d'accroissement de 42,2%.

Les services marchands (à l'exclusion du commerce) ont cependant enregistré des résultats moins positifs, principalement en raison du déclin observé en 1991-1992. Si la reprise a débuté en 1992, elle s'est avérée insuffisante pour rattraper l'économie totale ou le secteur du commerce. La croissance des autres services marchands pendant toute la période est restée inférieure à 28%.



Graphique 5.1.5
Croissance de la valeur ajoutée aux Etats-Unis, à prix constants, 1985-1997

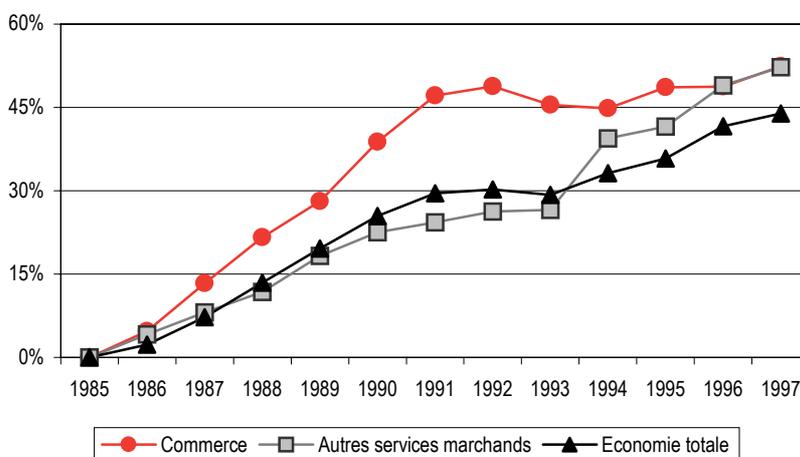
Source: Eurostat, comptes nationaux, base de données HSEC2 et estimations

Evolution au Japon

Le Graphique 5.1.6 montre que l'économie japonaise a été caractérisée par deux situations différentes au cours de la période de référence. Entre 1985 et 1992, la valeur ajoutée générée par le secteur du commerce a augmenté de 48,7%, ce qui correspond à un taux d'accroissement annuel moyen de 5,8%. En revanche, les autres services marchands et l'économie globale ont enregistré des taux annuels plus bas, respectivement 3,4% et 3,8% (chiffres à prix constants).

À partir de 1992, la croissance réelle du commerce a ralenti, tandis que la valeur ajoutée de l'économie totale se redressait, en raison des bons résultats d'autres activités économiques, en particulier les autres services marchands.

Enfin, au cours de la période 1985-1997, le commerce et les autres services marchands ont enregistré des résultats quasi identiques, avec des taux d'accroissement proches des 52%, tandis que l'ensemble de l'économie a crû de 43,9%.



Graphique 5.1.6
Croissance de la valeur ajoutée au Japon, à prix constants, 1985-1997

Source: Eurostat, comptes nationaux, base de données HSEC2 et estimations

En matière d'emploi, l'UE présente des taux d'accroissement plus élevés dans le secteur du commerce que dans l'économie totale

Emploi

Au cours de la période 1985-1997, l'emploi dans l'économie totale a crû de 23,4% aux Etats-Unis, de 10,5% au Japon et de 7,5% dans l'UE.

En ce qui concerne le secteur du commerce, parmi les pays de la Triade, le Japon a enregistré la croissance la plus basse en matière d'emploi: 2,9% au cours de la période (résultat nettement inférieur à la croissance de l'ensemble de l'économie japonaise).

Par contre, l'UE a connu une augmentation de 10,9% dans le secteur du commerce. Les Etats-Unis, quant à eux, se placent en première position, avec une croissance de l'emploi de 23% dans le secteur du commerce, résultat suivant l'évolution de l'économie totale (Tableau 5.1.5). Au sein de la Triade, seule l'UE a enregistré une croissance de l'emploi plus élevée dans le secteur du commerce que dans l'économie totale.

Cependant, les autres services marchands ont présenté les taux d'accroissement les plus élevés en valeur absolue dans tous les pays de la Triade. Les Etats-Unis occupent une nouvelle fois la première place, avec une croissance de l'emploi de 42,7% au cours de la période. L'UE et le Japon ont enregistré des taux respectifs de 39,1% et 31,4%.

Tableau 5.1.5
Croissance de l'emploi dans la Triade,
1985-1997

	EU-15	US	Japon
	croissance au cours de la période (%)		
Commerce	10.9	23.0	2.9
Autres services marchands	39.1	42.7	31.4
Economie totale	7.5	23.4	10.5
	taux de croissance annuel moyen (%)		
Commerce	0.9	1.7	0.2
Autres services marchands	2.8	3.0	2.3
Economie totale	0.6	1.8	0.8

Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

Evolution dans l'UE

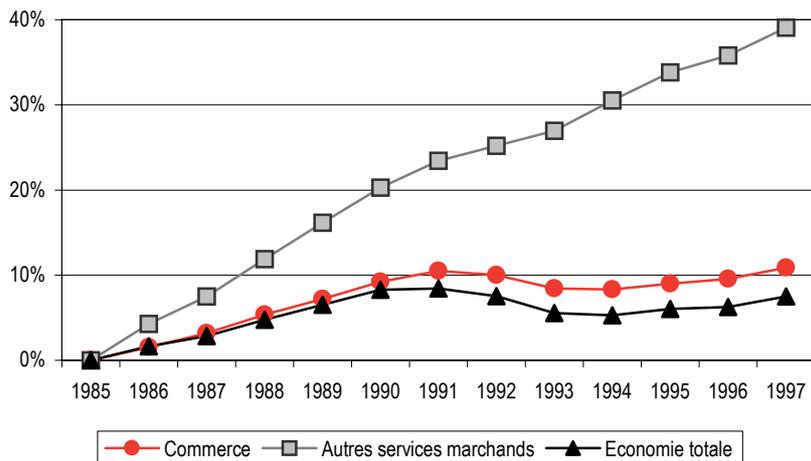
L'évolution de l'emploi dans l'UE entre 1985 et 1997 peut être divisée en deux périodes importantes.

De 1985 à 1991, elle s'est caractérisée par une croissance constante dans le secteur du commerce, le secteur des autres services marchands et l'économie totale (Graphique 5.1.7).

Cependant, entre 1992 et 1993, le niveau de l'emploi (tant dans l'ensemble de l'économie que dans le secteur du commerce) a connu un fléchissement et est resté relativement stable au cours des années suivantes.

Par contre, les autres services marchands ont enregistré une croissance constante (et plus rapide) depuis 1985.

Le commerce a connu une croissance plus importante que l'économie totale, mais les autres services marchands ont présenté les taux les plus élevés



Graphique 5.1.7
Croissance de l'emploi dans l'EU-15,
1985-1997

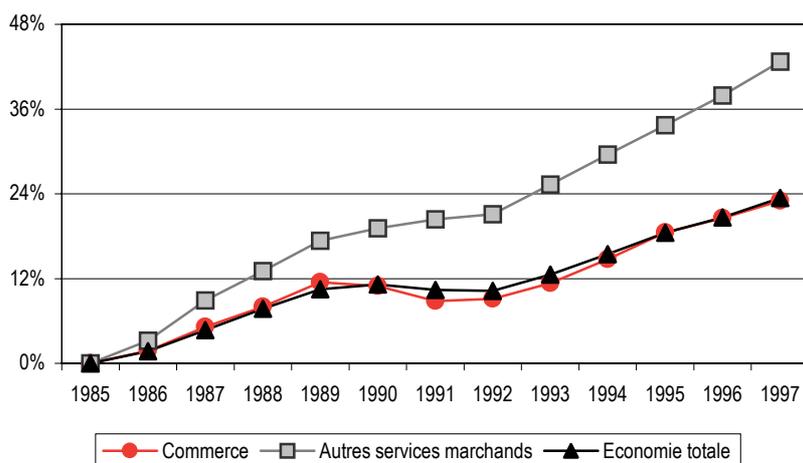
Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

Evolution aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la période du début des années 90 a également été marquée par un ralentissement de la croissance de l'emploi. Les autres services marchands (à l'exclusion du commerce) n'ont pas été touchés de manière significative par cette tendance négative et ont même enregistré (tout comme en Europe) de meilleurs résultats au cours de la période de référence dans son ensemble, grâce à une croissance plus rapide pendant les années 80.

L'emploi dans le secteur du commerce a été caractérisé par des tendances similaires à celles suivies par l'économie totale: augmentation régulière entre 1985 et 1989, fléchissement entre 1990 et 1992 et, après la reprise en 1993, croissance positive jusqu'en 1997.

Les autres services marchands enregistrent la croissance la plus importante en matière d'emploi



Graphique 5.1.8
Croissance de l'emploi aux Etats-Unis,
1985-1997

Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

Commerce: l'emploi a crû de 2,9% seulement

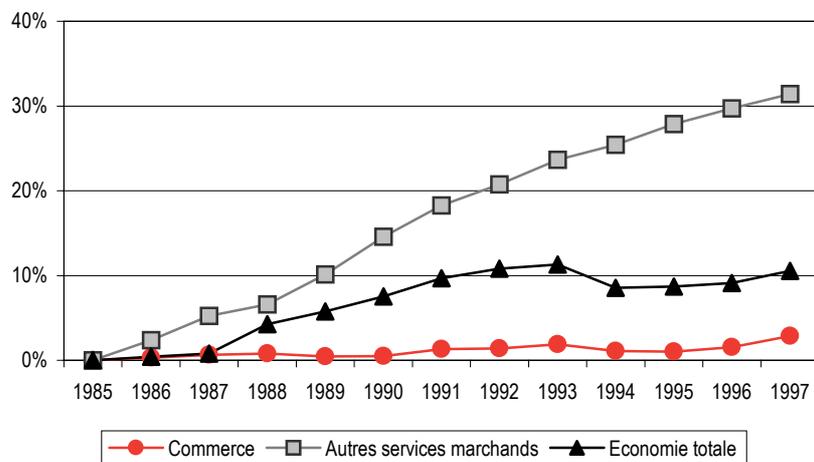
Evolution au Japon

Le Graphique 5.1.9 montre que l'emploi total au Japon a crû de manière constante de 1985 à 1993 et qu'il se rétablit lentement après avoir enregistré un recul en 1994.

Cependant, alors que l'emploi total a augmenté de 10,5% au cours de l'ensemble de la période, les autres services marchands (à l'exclusion du commerce) ont enregistré de meilleurs résultats, avec une augmentation constante et un taux d'accroissement plus élevé (31,4% entre 1985 et 1997).

En revanche, le niveau de l'emploi est resté stable dans le secteur du commerce, avec une évolution de 2,9% seulement au cours de la période de référence.

Graphique 5.1.9
Croissance de l'emploi au Japon,
1985-1997



Source: Eurostat, Comptes Nationaux, base de données HSEC2 et estimations

5.1.4 Commerce automobile, commerce de gros et commerce de détail dans la Triade

Emploi et chiffre d'affaires

Emploi

Les statistiques communautaires utilisent la classification NACE Rév. 1³, qui subdivise le secteur du commerce en trois activités⁴: le commerce automobile, le commerce de gros et le commerce de détail. Le commerce automobile (NACE Rév. 1 50) couvre la vente, l'entretien et la réparation des véhicules automobiles et des motocycles, ainsi que la vente au détail de carburants; le commerce de gros (NACE Rév. 1 51) couvre le commerce de gros et les intermédiaires du commerce de toutes les catégories de produits, à l'exception des véhicules automobiles, des motocycles et des accessoires; le commerce de détail (NACE Rév. 1 52) couvre toutes les catégories de produits et la réparation d'articles domestiques. Les véhicules automobiles et les motocycles sont exclus.

Dans les statistiques américaines et japonaises, le commerce automobile est inclus dans les principales activités du commerce de gros et de détail. En particulier, certaines activités liées au commerce automobile sont reprises sous la rubrique relative au commerce de détail sous les codes 'véhicules automobiles et revendeurs de pièces' et 'stations service'⁵ aux Etats-Unis et 'véhicules automobiles, bicyclettes et charrettes' et 'carburant' au Japon.

Les Tableaux 5.1.6 et 5.1.7 fournissent une image approximative des trois activités dans les trois économies en termes d'emploi et de chiffre d'affaires. Néanmoins, les données provenant de sources différentes (utilisant des méthodologies différentes pour la collecte de données et la définition de variables) et ayant trait à des années différentes, les chiffres ne peuvent être comparés qu'avec prudence.

	EU-15 (1)	US (2)	Japon (3)
	1999	1997	1997
Commerce total	22 011	19 788	11 516
Commerce automobile	3 264	2 641	971
Commerce de gros	7 380	5 797	4 165
Commerce de détail	11 367	11 350	6 380

(1) Nombre de personnes occupées, données préliminaires

(2) Nombre de travailleurs salariés

(3) Nombre de salariés

Sources: Eurostat, base de données SBS; Bureau américain du recensement 'Statistical Abstract of the United States, 1999'; MITI, Japon

Dans toutes les économies de la Triade, le commerce de détail représente la part la plus importante de l'emploi et le commerce de gros, la part la plus élevée du chiffre d'affaires

Tableau 5.1.6
Emploi dans les sous-secteurs du commerce dans la Triade
1999 et 1997 (1 000)

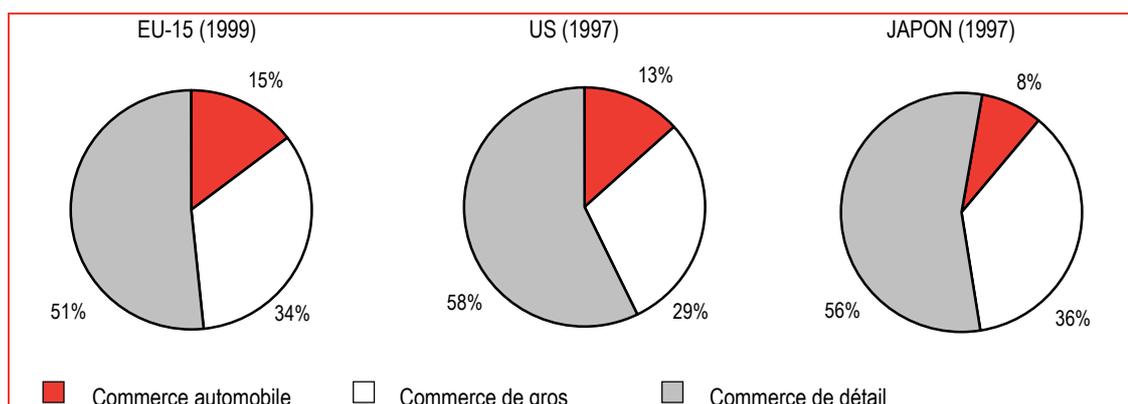
³ Nomenclature générale des activités économiques dans la Communauté européenne, conformément au règlement (CEE) 3037/90 du Conseil, du 9 octobre 1990 et à ses amendements ultérieurs.

⁴ Ces trois activités sont appelées 'divisions' dans la classification NACE.

⁵ Codes 441 et 447 du SCIAN respectivement.

Graphique 5.1.10
Emploi dans le secteur du
commerce, ventilé par activité

En ce qui concerne la part de chaque activité dans l'emploi total du secteur du commerce, les données montrent que le commerce de détail occupe une place largement prépondérante, avec plus de la moitié du total dans chacune des économies de la Triade. Le commerce de gros occupe environ un tiers des personnes occupées dans le secteur du commerce, tandis que le commerce automobile enregistre les pourcentages les plus faibles, de 15% de l'emploi total du secteur du commerce dans l'UE à un peu plus de 8% au Japon.



Sources: Eurostat, base de données SBS; Bureau américain du recensement 'Statistical Abstract of the United States, 1999'; MITI, Japon

Chiffre d'affaires

En ce qui concerne la part de chaque activité dans le chiffre d'affaires total du secteur du commerce, les chiffres indiquent que le commerce de gros se situe loin devant les deux autres activités dans les trois économies, en particulier au Japon, où il représente les trois quarts du chiffre d'affaires total du secteur du commerce. Cependant, les données relatives au commerce de gros aux Etats-Unis et au Japon comprennent également certaines activités enregistrées sous la rubrique consacrée au commerce automobile dans l'UE.

Tableau 5.1.7
Chiffre d'affaires dans les activités
du commerce dans la Triade

	EU-15 1999 (Mio. euro) (1)	US 1997 (Mio. ECU) (2)	Japon 1997 (Mio. ECU) (3)
Commerce total	5 400 304	5 749 836	4 578 128
Commerce automobile	877 246	743 831	229 324
Commerce de gros	2 924 676	3 579 819	3 500 317
Commerce de détail	1 598 382	1 426 186	848 487

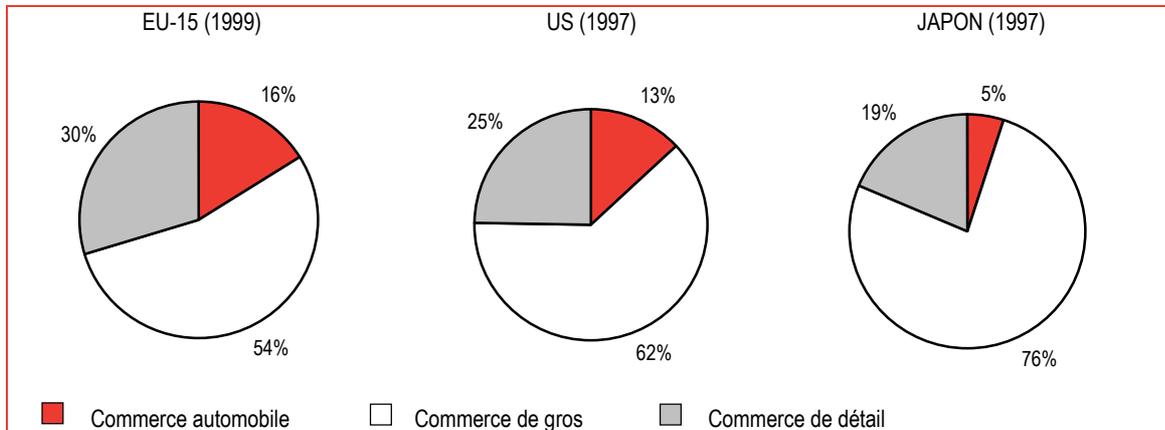
(1) Données préliminaires

(2) 1 écu = \$ 1,13404 (Source: New Cronos, Comptes nationaux)

(3) 1 écu = 137.077 yens (Source: New Cronos, Comptes nationaux)

Sources: Eurostat, base de données SBS; Bureau américain du recensement 'Statistical Abstract of the United States, 1999'; MITI, Japon

Graphique 5.1.11
Chiffre d'affaires dans le
secteur du commerce, ventilé
par activité



Sources: Eurostat, base de données SBS; Bureau américain du recensement 'Statistical Abstract of the United States, 1999'; MITI, Japon

Structure et résultats

Les trois activités du commerce présentent des caractéristiques différentes dans les trois économies de la Triade: le Japon se distingue par une forte présence des intermédiaires du commerce de gros et par un commerce de détail très fragmenté, dominé par les points de vente de petite taille. Aux Etats-Unis, la taille moyenne des entreprises, en particulier dans le secteur du commerce de détail, est beaucoup plus importante. Par exemple, les supermarchés aux Etats-Unis emploient deux fois plus de personnel que dans l'UE ou au Japon.

Densité des entreprises

Dans toutes les économies de la Triade, les activités du commerce de détail enregistrent la densité d'entreprises⁶ la plus importante, tandis que le commerce automobile présente la densité la plus faible (Graphique 5.1.12).

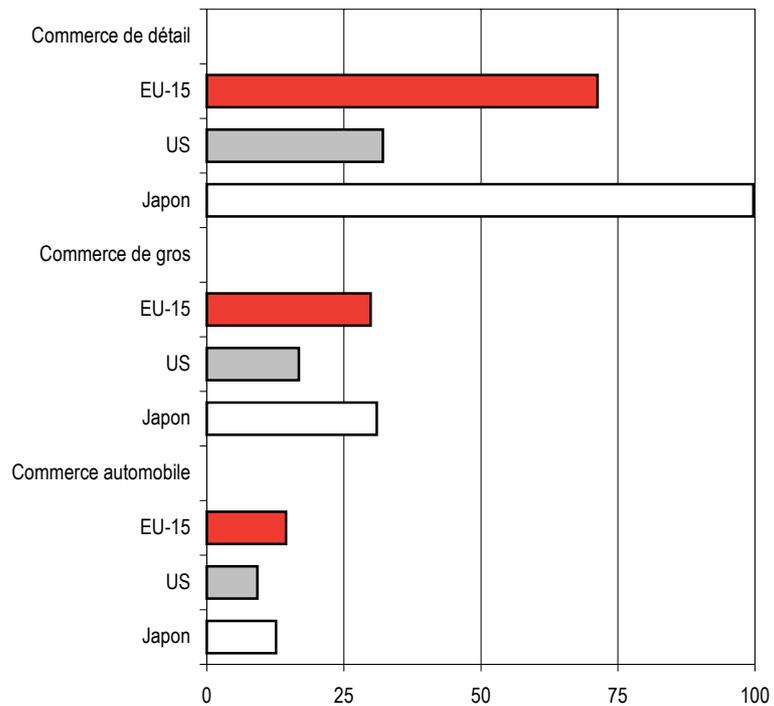
Les valeurs les plus basses pour les trois activités sont observées aux Etats-Unis et les plus élevées, au Japon, sauf pour le commerce automobile.

En ce qui concerne le sous-secteur du commerce automobile, la densité des entreprises dans l'UE est plus importante qu'aux Etats-Unis et au Japon, ce qui pourrait s'expliquer par le nombre élevé de petites concessions familiales ou de petits ateliers de réparation dans les pays d'Europe méridionale (en particulier en Italie).

⁶ Correspondant au nombre d'entreprises pour 10 000 habitants.

Au Japon, où le secteur du commerce de détail est très fragmenté, on observe 100 points de vente pour 10 000 habitants, contre 71 entreprises pour 10 000 habitants dans l'UE et 32 aux Etats-Unis. De même, en matière de commerce de gros, la plus forte densité est enregistrée au Japon, avec 31 points de vente pour 10 000 habitants. L'UE se situe légèrement au-dessous du Japon, avec 30 entreprises, tandis que les Etats-Unis se retrouvent une nouvelle fois en dernière position avec 17 établissements pour 10 000 habitants (Graphique 5.1.12).

Graphique 5.1.12
Nombre d'entreprises pour 10 000
habitants, 1997



Source: Données d'Eurostat, base de données SBS; Bureau américain du recensement; MITI japonais

Taille des entreprises

Les plus grands établissements sont situés aux États-Unis, les entreprises les plus petites sont observées dans l'UE

Selon les données relatives à 1997, tant dans l'ensemble du secteur du commerce que dans chacun des trois sous-secteurs, les plus grandes entreprises sont situées aux Etats-Unis, tandis que les plus petites sont observées dans l'UE. La taille moyenne est de 12,6 salariés par entreprise aux Etats-Unis, 6,4 salariés au Japon et 4,7 personnes occupées dans l'UE.

Néanmoins, ces chiffres peuvent être influencés par les divergences dans les méthodologies utilisées pour la collecte de données. Aux Etats-Unis et au Japon, la taille des établissements est basée sur le nombre de salariés, tandis qu'elle couvre également les non-salariés dans l'UE, ce qui pourrait porter à croire que l'écart est encore plus marqué. Cependant, alors que les données américaines ne couvrent que les établissements comptant au moins un salarié, les données de l'UE englobent tous les types d'entreprises.

	EU-15 (1)	US (2)	Japon (3)
Commerce total	4.7	12.6	6.4
Commerce automobile	5.5	10.6	6.1
Commerce de gros	4.3	12.8	10.6
Commerce de détail	4.7	13.1	5.1

(1) Nombre de personnes occupées par entreprise

(2) Nombre de travailleurs salariés par établissement

(3) Nombre de salariés par établissement

Sources: Eurostat, base de données SBS; Bureau américain du recensement 'Statistical Abstract of the United States, 1999'; MITI, Japon

Indicateurs du chiffre d'affaires

Comparé au commerce de détail, le commerce de gros est une activité à plus haute intensité de capital comprenant une proportion plus importante de procédures automatiques, facteurs contribuant généralement à l'augmentation du chiffre d'affaires et de la productivité. Le chiffre d'affaires par personne occupée⁷ est donc plus élevé dans le secteur du commerce de gros que dans celui du commerce de détail ou du commerce automobile. Cette valeur est environ trois fois supérieure à celle du commerce de détail dans l'UE, près de cinq fois supérieure aux Etats-Unis et environ six fois supérieure au Japon.

En outre, le niveau du chiffre d'affaires par personne occupée dans le commerce de gros varie considérablement dans les trois zones géographiques: dans l'UE, chaque personne occupée génère un chiffre d'affaires de 396 000 euros (en 1999), tandis que les valeurs respectives pour les Etats-Unis et le Japon sont de 618 000 écus et de 840 000 écus (en 1997). Par contre, le commerce de détail et le commerce automobile restent à un niveau similaire dans les pays de la Triade (Tableau 5.1.9). En effet, le chiffre d'affaires par personne occupée varie de 126 000 écus à 141 000 euros dans le commerce de détail et de 236 000 à 282 000 écus pour le commerce automobile.

Dans l'ensemble de la Triade, le plus gros chiffre d'affaires par personne occupée est enregistré par les Etats-Unis dans le secteur du commerce automobile et par l'UE dans le secteur du commerce de détail.

	EU-15 (1)	US (2)	Japon (3)
	1999	1997	1997
Commerce total	245	291	398
Commerce automobile	269	282	236
Commerce de gros	396	618	840
Commerce de détail	141	126	133

(1) Chiffre d'affaires par personne occupée, données préliminaires

(2) Chiffre d'affaires par travailleur salarié

(3) Chiffre d'affaires par salarié

Sources: Eurostat, base de données SBS; Bureau américain du recensement 'Statistical Abstract of the United States, 1999'; MITI, Japon

Tableau 5.1.8
Taille moyenne des entreprises,
1997

Dans tous les pays de la Triade, le chiffre d'affaires par personne occupée est plus élevé pour le commerce de gros que pour le commerce de détail ou le commerce automobile

Tableau 5.1.9
Chiffre d'affaires par personne occupée (salarié) (1 000 euro/ECU)

⁷ Chiffre d'affaires par salarié au Japon et chiffre d'affaires par travailleur salarié aux Etats-Unis.

De même, le chiffre d'affaires par entreprise⁸ est beaucoup plus élevé pour le commerce de gros que dans les deux autres sous-secteurs, en particulier aux Etats-Unis et au Japon. Ce chiffre d'affaires est plus de quatre fois supérieur à celui du commerce de détail dans l'UE, douze fois supérieur aux Etats-Unis et près de cinq fois supérieur au Japon (Tableau 5.1.10).

Le niveau du chiffre d'affaires par unité varie également considérablement dans les trois économies, en particulier dans le cas du commerce de gros. Dans l'UE, chaque entreprise dans ce sous-secteur génère un chiffre d'affaires de 2,1 millions d'écus, tandis que les valeurs respectives pour les Etats-Unis et le Japon sont de 8,9 millions et de 7,9 millions d'écus (données 1997). Le commerce de détail et le commerce automobile présentent des divergences moins spectaculaires entre les économies de la Triade. En effet, le chiffre d'affaires varie de 0,5 million à 1,6 million d'écus par unité dans le commerce de détail et de 1,2 million à 3 millions d'écus par unité pour le commerce automobile.

Dans l'ensemble du secteur du commerce, le Japon enregistre le plus important chiffre d'affaires par personne occupée et par entreprise, grâce aux valeurs particulièrement élevées observées dans le commerce de gros.

Tableau 5.1.10
Chiffre d'affaires par entreprise,
1997

	EU-15 (1) (Mio. ECU)	US (2) (Mio. ECU)	Japon (2) (Mio. ECU)
Commerce total	1.1	2.5	3.7
Commerce automobile	1.2	1.4	3.0
Commerce de gros	2.1	8.9	7.9
Commerce de détail	0.5	0.7	1.6

(1) Chiffre d'affaires par entreprise

(2) Chiffre d'affaires par établissement

Sources: Eurostat; Bureau américain du recensement 'Statistical Abstract of the United States, 1999'; MITI, Japon

⁸ Chiffre d'affaires par établissement aux Etats-Unis et au Japon.

5. ANALYSE THEMATIQUE

5.2 Internationalisation et concentration dans le commerce de détail

L'internationalisation du commerce de détail se développe dans le monde entier. Ces dernières années, les détaillants européens ont rattrapé leur retard en matière d'expansion vis-à-vis des pays étrangers. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène.

Étant donné la saturation progressive des marchés nationaux, de plus en plus d'entreprises ont cherché de nouvelles possibilités d'expansion sur des marchés moins développés. Par la suite, une nouvelle législation commerciale (comme en France et en Espagne) a contraint certaines entreprises à se tourner vers l'extérieur. L'élargissement de l'Union européenne et la déréglementation des économies mondiales, de même que la création d'autres grandes zones de libre-échange (ALENA, Mercosur, ANASE), ont favorisé la mondialisation des marchés, tout d'abord dans le secteur industriel, puis dans le commerce de détail. La chute des coûts des systèmes de communication et d'information sont d'autres facteurs qui ont facilité l'internationalisation des activités de vente au détail.

Pour les entreprises, la compétitivité est un facteur de motivation de plus en plus important. Les stratégies anticipatrices (qui consistent à devancer la concurrence) et d'imitation deviennent de plus en plus fréquentes et expliquent en partie la forte accélération des opérations à l'étranger. Comme ils connaissent mieux leurs concurrents nationaux, les détaillants d'un même pays et d'une même forme de distribution ont tendance à se concentrer dans un nombre limité de pays. C'est pourquoi l'internationalisation par groupes d'entreprises sera analysée dans un certain nombre de pays.

5.2.1 Internationalisation du commerce de produits alimentaires

Le Tableau 5.2.1 montre que les **distributeurs européens¹ de produits alimentaires**, principalement allemands et français, occupent dix des vingt premières positions du classement mondial en termes de ventes.

Cette situation s'explique notamment par la taille des marchés intérieurs européens: les supermarchés nord-américains sont plus fragmentés que les supermarchés européens. Le développement de chaînes, telles qu'Aldi et Tengelmann, dans les pays voisins d'Europe de l'Est et de l'Ouest, constitue un autre facteur majeur.

Par ailleurs, Carrefour s'aventure bien au-delà de son marché intérieur: en Amérique latine (Brésil, Argentine, Chili, Colombie, Mexique) et en Extrême-Orient (Chine, Corée, Malaisie, Singapour, Taïwan, Thaïlande).

Tableau 5.2.1
Leaders du commerce de produits
alimentaires et leur activité
internationale en 1998

Entreprises	Pays d'origine	Ventes (Mio. euro)	Nombre de pays	Nombre de magasins à l'étranger
Wal-Mart	Etats-Unis	144 920	10	944
Carrefour+Promodès (1)	France	54 000	25	3 407
Metro AG	Allemagne	46 884	19	248
Kroger	Etats-Unis	41 425	-	-
Sears Roebuck	Etats-Unis	36 704	3	:
ITM Enterprises	France	35 000	7	1 511
Albertson's	Etats-Unis	34 492	-	-
Ahold	Pays-Bas	33 369	16	2 290
Kmart	Etats-Unis	32 378	6	:
Dayton Hudson	Etats-Unis	29 761	-	-
JC Penney	Etats-Unis	29 284	2	:
Home Dépôt	Etats-Unis	29 056	2	:
Rewe	Allemagne	28 990	10	1 827
Tengelmann	Allemagne	27 504	9	1 602
Edeka	Allemagne	26 587	7	637
Tesco	Royaume-Uni	26 397	9	180
Aldi	Allemagne	26 092	11	2 204
Safeway	Royaume-Uni	26 048	3	292
Ito-Yokado	Japon	26 020	3	5 658
Costco	Etats-Unis	22 914	7	88

(1) Carrefour a 495 magasins à l'étranger et Promodès 2 912

Sources: *Négocia*, Enrico Colla, sur la base des chiffres de vente de Pricewaterhouse Cooper et des données Cies sur les pays et les magasins

¹ Nous nous référons à l'Europe dans le sens géographique; les pays non-EEE sont inclus.

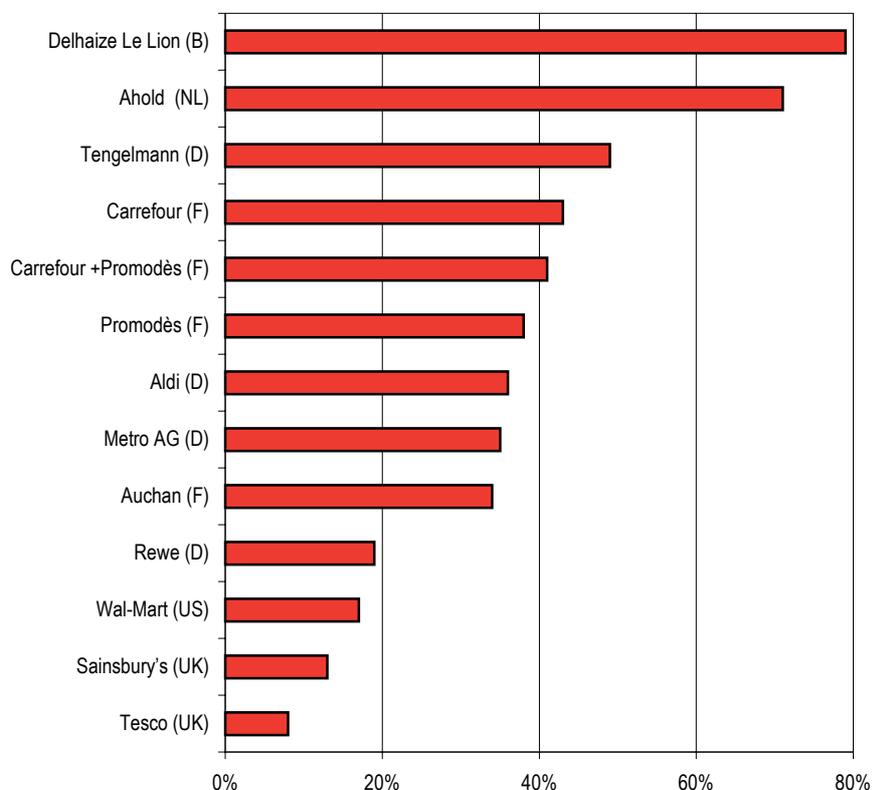
Les distributeurs européens de produits alimentaires à l'étranger

Les distributeurs européens ont une approche beaucoup plus mondiale que leurs concurrents américains. La saturation des marchés nationaux les a en partie forcés à s'ouvrir vers l'extérieur. Leur présence dans les pays d'Amérique latine est peut-être due à des affinités culturelles (Tableau 5.2.2).

Groupe	Pays d'origine	% Ventés domestiques	% Ventés en Europe	% Ventés en autres pays
Wal-Mart	Etats-Unis	83.0	11.0	6.0
Carrefour+Promodès	France	59.0	23.0	18.0
Metro AG	Allemagne	65.0	34.3	0.7
Ahold	Pays-Bas	29.0	26.0	45.0
Rewe	Allemagne	81.0	19.0	0.0
Tengelmann	Allemagne	51.0	30.0	19.0
Tesco	Royaume-Uni	92.0	7.9	0.1
Aldi	Allemagne	64.0	32.0	4.0
Carrefour	France	57.0	14.0	29.0
Sainsbury's	Royaume-Uni	87.0	11.0	2.0
Auchan	France	66.0	33.3	0.7
Delhaize Le Lion	Belgique	21.0	21.0	58.0
Promodès	France	62.0	35.0	3.0

Source: *Négocia, Enrico Colla, sur la base de données provenant d'Elsevier Food International, Lsa, Point de Vente*

Tableau 5.2.2
Leaders dans le domaine du commerce de produits alimentaires: ventes par région, 1998



Graphique 5.2.1
Leaders dans le domaine du commerce de produits alimentaires: ventes en dehors du marché intérieur en % des ventes totales, 1998

Source: *Négocia, Enrico Colla, sur la base des données provenant d'Elsevier Food International, Lsa, Point de Vente*

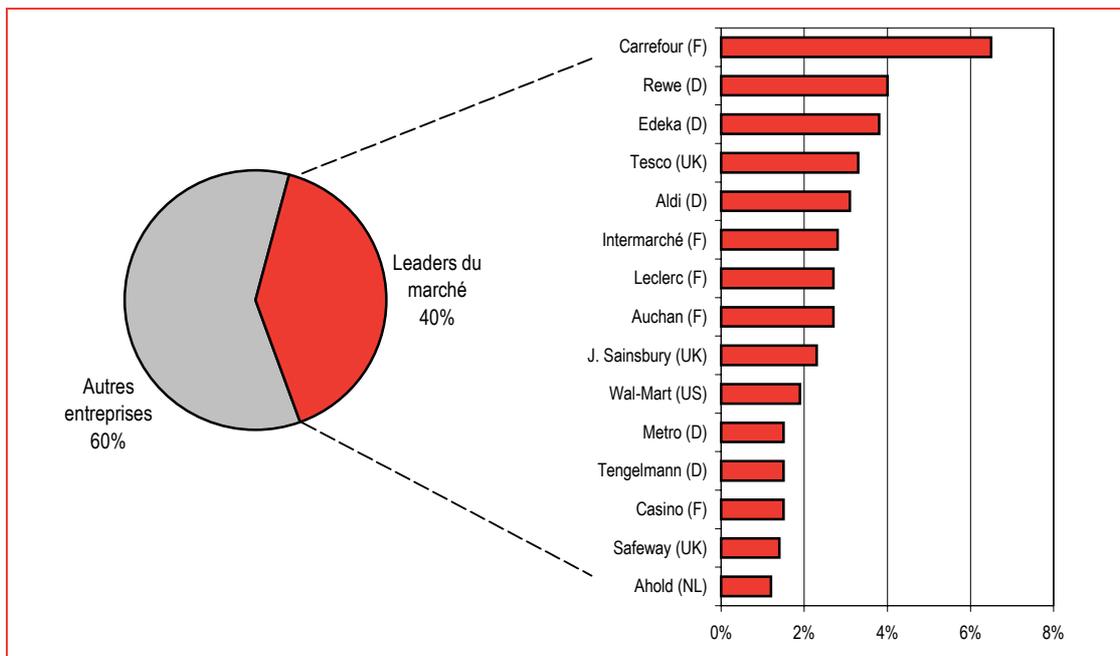
Les distributeurs britanniques se montrent prudents en matière d'internationalisation

Le cas particulier du Royaume-Uni

Une seule entreprise britannique se classe parmi les vingt plus grands distributeurs de produits alimentaires au monde: Tesco, qui arrive en 16^e position (Tableau 5.2.1). On peut en déduire que les chaînes britanniques ont adopté une approche prudente face au développement international. Même la législation, qui est relativement libérale, n'a pas incité les entreprises britanniques à s'attaquer à l'étranger. Elle les a plutôt poussées à poursuivre leurs investissements au sein du marché intérieur jusqu'au point de saturation, qui a été atteint dans les années 1990. C'est alors qu'elles ont finalement été amenées à s'internationaliser plus activement.

Graphique 5.2.2
Leaders dans le domaine du commerce de produits alimentaires: parts du marché du commerce alimentaire de détail en Europe, 1998

Carrefour est actuellement en tête en Europe (Graphique 5.2.2). Cependant, presque toutes les grandes entreprises européennes de distribution de produits alimentaires sont largement présentes dans d'autres pays, alors qu'aucun groupe américain ne s'est réellement internationalisé.



Source: M+M Eurodata

Wal-Mart - La première entreprise de distribution au monde désormais présente en Europe:

Fondé en 1962 par Sam Walton, Wal-Mart est devenu le premier distributeur au monde. Les facteurs de cette réussite sont la taille du marché nord-américain et la stratégie de diversification des formes de commerce.

Diversification des formes

Les discount department stores (DDS Wal-Mart Stores) sont de grands magasins implantés en dehors des villes qui proposent des produits non alimentaires à bas prix. À la fin des années 1960, Wal-Mart possédait 18 magasins de discount. Ce chiffre est passé à 276 en 1980, 1 402 en 1990 et 1 827 en 1999.

Les Wholesale membership clubs (WMC-Sam's stores) sont des magasins de type 'Cash & Carry', qui vendent des produits alimentaires et non alimentaires à prix réduits. Les clients sont de petites entreprises (petits commerces indépendants, restaurants, cantines, etc.) et des consommateurs individuels qui possèdent une carte de membre. En 1984, les trois premiers Wholesale Membership Club 'Sam's' ouvraient leurs portes. En 1990, ils étaient au nombre de 123 et en 1999 de 460.

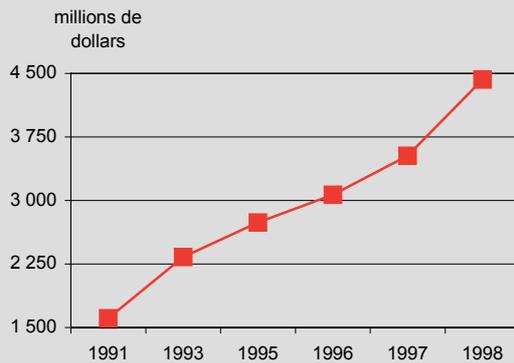
Après l'échec des chaînes françaises d'hypermarchés aux Etats-Unis, le premier distributeur nord-américain a repris le concept et l'a adapté au marché local. Dans la nouvelle formule, les Wal-Mart Supercenters proposent un choix plus large de marchandises (alimentation) à bas prix. La croissance enregistrée entre 1992, année de l'ouverture du premier magasin, et 1999, qui a marqué l'inauguration du 715e commerce, est impressionnante.

Evolution des ventes de Wal-Mart par secteur d'activités (millions USD)

Divisions	1991	1993	1995	1996	1997	1998	1999
Wal-Mart (DDS)	31 342	44 900	54 611	56 000	58 002	58 800	:
Supercenters	600	3 500	11 512	19 300	25 775	36 595	48 600
Sam's (WMC)	9 430	14 749	19 100	19 700	20 668	22 880	:
International	:	:	3 700	4 500	7 500	12 000	16 600
McLane	2 515	3 977	4 704	5 000	5 200	:	:
TOTAL	43 887	67 345	93 627	104 500	117 900	137 600	165 394

Source: DSN

Wal-Mart: évolution du résultat d'exploitation, total



Source: DSN

Wal-Mart s'internationalise

Wal-Mart a créé une division internationale en 1994. Depuis lors, de nombreux magasins ont été ouverts à l'étranger.

En plus du continent américain (tout d'abord, le Canada, le Mexique et Porto Rico, ensuite l'Argentine et le Brésil), Wal-Mart a commencé à ouvrir différentes formes de magasins en Asie (Indonésie et Chine).

La pénétration du marché européen a commencé en 1997

Wal-Mart est également apparu sur le marché européen en achetant les chaînes d'hypermarchés allemandes WERTKAUF en décembre 1997 et INTERSPAR un an plus tard. En 1999, Wal-Mart a acquis ASDA, quatrième groupe de distribution alimentaire au Royaume-Uni.

La présence accrue de Wal-Mart en Europe posera des problèmes aux chaînes européennes qui ont décidé de se concentrer davantage sur les pays en développement que sur l'Europe (exemples: Carrefour et Ahold). Cependant, les chaînes européennes sont toujours en tête des chiffres des ventes (Graphique 5.2.2).

On assiste actuellement à une véritable révolution et une bataille des prix acharnée: les chaînes de supermarchés subissent l'offensive des nouveaux **Wal-Mart Supercenters**. Pour la première fois aux États-Unis depuis l'apparition des grandes chaînes de distribution de produits alimentaires dans les années 1920 et le déclin de A&P, Wal-Mart a unifié le marché national.

Un facteur particulièrement important dans le développement des **Supercenters** a été l'acquisition de **McLane**, grossiste spécialisé dans la vente de produits alimentaires, qui a permis à Wal-Mart de disposer du savoir-faire et des structures logistiques spécifiques au secteur alimentaire.

Bien que le marché américain soit très vaste, la quasi-totalité des distributeurs de produits alimentaires sont régionaux. Seul Wal-Mart, avec sa formule de **supercenters**, crée une chaîne de distribution de produits alimentaires nationale, comme il l'a fait avec les **discount department stores** (DDS-non alimentaire) et les **wholesale membership clubs** (WMC).

Wal-Mart à l'étranger, 1998

Pays	Taille	Nombre de magasins
Argentine	10 Supercenter Wal-Mart	13
	3 WMC Sam's	
Brésil	9 Supercenter Wal-Mart	14
	5 WMC Sam's	
Mexique (contrôle de 53% de Cifra)	27 Supercenter Wal-Mart	416
	31 WMC Sam's + 129 Magasins Cifra	
Puerto Rico	9 Wal-Mart DDS	15
	6 WMC Sam's	
Canada	Wal-Mart DDS	153
	5 WMC Sam's	
Corée	4 Supercenters	4
Chine	4 Wal-Mart DDS	5
	1 WMC Sam's	
Allemagne	74 Interspar (Hypermarchés)	95
	21 Wertkauf (Hypermarchés)	
Royaume-Uni	Asda (Hypermarchés)	229

Source: Food Business News, octobre 1999, différents numéros

5.2.2 Internationalisation du commerce des principales marques de produits non alimentaires

Commerce de produits non alimentaires: apparition de nouveaux acteurs sur le marché et accroissement des opérations internationales

En Europe, dans le domaine spécialisé des produits non alimentaires, les grands magasins commencent seulement à atteindre le point de saturation dans certains secteurs du marché (jouets, bricolage, appareils ménagers, matériel de bureau) et les concentrations deviennent courantes, tout comme les opérations internationales.

De nouvelles enseignes, telles que Home Depot et Office Depot, se sont lancés dans des activités internationales, avec à la clé d'éventuelles fusions et acquisitions en Europe. Ces nouveaux opérateurs rattrapent les traditionnels leaders du marché.

Tableau 5.2.3
Internationalisation des leaders du secteur du commerce de produits non alimentaires, 1998

Groupe	Pays d'origine	Nombre de points de vente	Nombre de pays
Benetton	Italie	7 000	100
The Body Shop	Royaume-Uni	1 486	45
Levi's	Etats-Unis	570	15
Nike	Etats-Unis	35	6
Reebok	Etats-Unis	58	120
Ikea	Suède	130	25
Blockbuster	Etats-Unis	4 000	22
Toys 'R' Us	Etats-Unis	1 032	18
Zara	Espagne	471	7
Timberland	Etats-Unis	612	60
Marks & Spencer	Royaume-Uni	441	26
Hugo Boss	Italie	139	12
The Gap	Etats-Unis	1 582	5
Esprit	Etats-Unis	1 080	:
Hennes & Mauritz	Suède	357	9
Disney	Etats-Unis	436	9
Warner	Etats-Unis	244	3

Source: *Retail Week*, différents numéros

Marché des jouets

Dans le **segment du marché des jouets**, **Toys 'R' US** a envahi les marchés européens, mais depuis 1997, son avancée a été arrêtée en Italie et sa part de marché baisse en France.

De nouveaux concepts apparaissent dans les secteurs du **sport, de l'habillement et des loisirs**. Dans le domaine du sport, on assiste à l'intégration de fabricants de grandes marques (Nike, Reebok, etc.). Warner et Disney sont des exemples de magasins de loisirs qui commencent à s'étendre en dehors du marché nord-américain.

Habillement

En matière d'**habillement**, des chaînes espagnoles (Zara, Mango) font leur apparition et de grands stylistes ouvrent des boutiques, ce qui semble constituer un facteur stratégique important dans la promotion de leurs produits.

De nombreux **stylistes** (Prada, Thierry Mugler, Ferragamo, Giorgio Armani, Dolce & Gabbana, Calvin Klein, Versace, Tommy Hilfiger, Ralph Lauren) se sont lancés dans des activités d'intégration.

Si ce type de magasins est implanté dans le paysage européen de la distribution depuis longtemps déjà, l'évolution est sans précédent aux Etats-Unis. Les magasins ont tendance à présenter une offre plus satisfaisante: leur gamme est complète et de plus en plus diversifiée et l'image du styliste est mieux contrôlée.

Produits de beauté

Dans le secteur des **produits de beauté**, une tendance à l'intégration peut être relevée au sein du groupe français LVMH, qui a récemment acquis DFS (Duty Free Shoppers, la plus grande chaîne de magasins hors taxes et de centres commerciaux sur le marché asiatique), Sephora (France) et Douglas International (Allemagne). La présentation de la gamme de produits et le contrôle de l'image, ainsi que l'expansion à l'étranger par le biais de réseaux captifs constituent les principaux objectifs de ces acquisitions.

5.2.3 Concurrence internationale

Concentration nationale

La saturation progressive des marchés nationaux par les formats actuels entraîne de plus en plus de concentrations entre opérateurs proposant la même forme de commerce et entre différentes formes proposées au sein d'un même groupe. La concurrence directe entre opérateurs d'un marché fragmenté stimule la concurrence tarifaire et favorise la réalisation d'une série d'économies (économies d'échelle, normalisation, diversification). En optant pour le volume, les entreprises sont poussées à se concentrer, par le biais de fusions et d'acquisitions (Tableau 5.2.4).

La concentration au niveau national aux Etats-Unis et en Europe favorise l'internationalisation

Pays	Groupes	Part de marché (%)
Suède	Ica , KF, D Group	95
Pays-Bas	A. Heyn, Super Unie, Vendex	83
France	Carrefour, Leclerc, Intermarché	66
Belgique	Gib, Delhaize, Aldi	62
Autriche	BML, Spar, Adeg	56
Allemagne	Rewe, Edeka, Aldi	53
Royaume-Uni	Tesco, Sainsbury, Asda	52
Espagne	Pryca, Continente, Alcampo	44
Italie	Coop, Auchan, Carrefour	32

Source: Nielsen

Tableau 5.2.4
Concentration nationale: parts de marché des trois principaux groupes, par pays, 1999

En 1996, les fusions, acquisitions et autres formes de concentration ont atteint des taux record dans le commerce de détail. Depuis lors, ces activités ont proliféré aux Etats-Unis et en Europe, et elles devraient continuer à se développer au cours des prochaines années.

Le processus d'accroissement de la concentration au niveau national a tendance à s'affaiblir dès que quatre ou cinq opérateurs acquièrent d'importantes parts de marché dans différents pays européens, ce qui reflète son caractère international.

Pénétration d'autres marchés nationaux de l'Europe par les opérateurs français et allemands

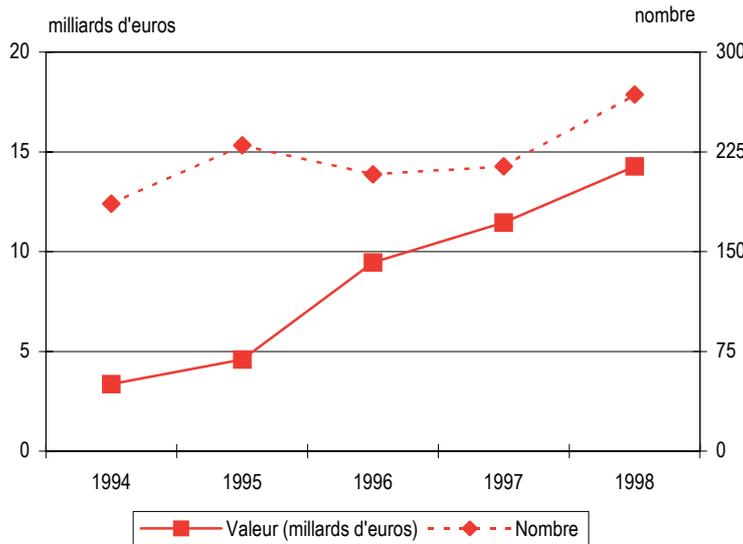
Les opérateurs français et allemands continuent d'infiltrer les marchés d'autres pays européens et confirment leur capacité de renforcer leur position sur le marché, tandis que leurs concurrents britanniques portent toujours aussi peu d'intérêt aux marchés du continent.

Les entreprises françaises optent pour les hypermarchés et les supermarchés, alors que les allemandes tendent à préférer les magasins de discount. Au niveau national, les opérateurs italiens, espagnols et portugais souffrent particulièrement des politiques d'expansion des chaînes de supermarchés et des magasins de discount français et allemands. Le groupe Co-op reste le leader national en Italie, mais il est peu probable qu'il parvienne à se servir de sa position sur ce marché comme tremplin vers d'autres marchés européens. En effet, les récentes tentatives en ce sens se sont soldées par un échec.

Alliances internationales

En fonction de leurs objectifs et de leur position sur le marché, les distributeurs ont adopté des stratégies variables pour s'attaquer aux marchés étrangers.

La croissance interne et les implantations directes (développement du réseau de vente à l'étranger par l'ouverture directe de succursales et de points de vente) offrent aux entreprises un contrôle maximum de la gestion de leur formule. Néanmoins, les entraves à l'entrée sur le marché peuvent contraindre les entreprises à opter pour d'autres stratégies, telles que les acquisitions (Graphique 5.2.3), les entreprises conjointes ou les franchises.



Graphique 5.2.3
Évolution des fusions et acquisitions internationales, 1994-1998

Source: Thomson Financial Securities Data

À mi-chemin entre l'expansion directe et le rachat, l'**entreprise conjointe** est une opération par laquelle des opérateurs étrangers et nationaux créent une société commune afin de gérer leurs activités conjointes. Les entreprises européennes ont souvent suivi cette approche, en particulier dans le sud de l'Europe, en Amérique latine et en Asie. Cette stratégie est largement utilisée pour s'implanter dans des régions géographiques proches ou éloignées, de culture similaire ou différente, mais d'accès difficile pour diverses raisons (exemples: entraves aux échanges ou obstacles juridiques).

Les entreprises locales tentent d'acquérir les compétences nécessaires relatives aux formes de commerce ou aux techniques de gestion qui sont jugées utiles dans la perspective d'une expansion future.

En échange, les opérateurs étrangers ont besoin d'informations sur les consommateurs et le marché (habitudes de consommation, concurrence, législation, etc.), ainsi que sur les entreprises locales (fournisseurs, syndicats, banques, etc.).

Diversification

La réussite sur les marchés étrangers est liée à la maîtrise parfaite d'un concept, qui s'exprime par le savoir-faire organisationnel, la qualité des marques exclusives et la gestion des achats ou la domination d'une catégorie de produits (Tableau 5.2.5).

L'entreprise conjointe, une stratégie couramment utilisée par les entreprises européennes pour accéder aux marchés étrangers

Tableau 5.2.5
Savoir-faire global des distributeurs

Stratégie de base, facteurs-clés de la réussite,	
principales caractéristiques	Distributeurs
Leadership de coût, logistique, relations avec les fournisseurs	Aldi, Lidl
Conception d'un large éventail de produits de grande consommation adaptés aux consommateurs, organisation logistique	Carrefour, Wal-Mart/Sam's, Auchan, Makro/Metro
Marque de distributeur forte, innovation sur le plan du format	Marks & Spencer, The Gap, Next, Body Shop
Différenciation par la mode, segmentation et ciblage des consommateurs	Hennes & Mauritz, Zara, The Gap/Banana Republic, C&A
Domination d'une catégorie, sélection de produits	Toys 'R' Us, IKEA, Staples, Office Depot, Blockbuster
Prestige du nom de l'entreprise, communication	Warner Bros., Disney

Source: *Négocia*, Enrico Colla, 'Market Management', n° 1-2 2000

La saturation des marchés domestiques et le besoin d'explorer les marchés internationaux favorisent la diversification

Dans un premier temps, les distributeurs 'exportent' (par une expansion directe) généralement le concept qui leur a permis, au fil des ans, d'accéder à une position dominante sur leur marché domestique. Ce phénomène s'applique surtout aux chaînes de discount et hypermarchés du secteur alimentaire et aux chaînes de petits magasins spécialisés dans le secteur non alimentaire.

L'existence d'une spécialisation poussée dans une formule précise favorise l'adoption d'une stratégie 'mondiale', qui consiste à proposer la même formule de distribution dans différents pays en procédant à un minimum de modification. Par conséquent, les entreprises peuvent atteindre un degré élevé de normalisation économique en se concentrant sur des segments identiques au sein de marchés différents.

Par la suite, une fois que les marchés nationaux sont saturés, le besoin d'explorer d'autres marchés favorise la diversification. La situation économique du secteur, qui au début de l'internationalisation incitait à se concentrer sur une activité de base, tend désormais à encourager la diversification des formules.

De plus, le fait de se diversifier à l'étranger permet aux entreprises de renforcer leur poids sur le marché et de développer des synergies dans le même pays. Dans ces cas, les acquisitions et entreprises conjointes constituent le meilleur moyen pour les entreprises de tenter de se diversifier à l'étranger (Tableau 5.2.6).

Operation	Même forme	Forme adaptée	Forme différente
Développement interne	Aldi, Lidl, Penny	Carrefour, Continent, Auchan (S), Intermarché (I, S), Leclerc (I, P)	
Acquisitions		Delhaize (F), Continent (D), Carrefour (I)	Delhaize (US), Tesco (F, P), Sainsbury (US), Ahold (US), Tengelmann (US), Casino (US), Docks de France (US), Intermarché (F), Wal-Mart (D)
Entreprises conjointes		Ahold (P) Continent (B, EL, I, P) Champion (B, EL, E) Carrefour (Chine) Plus (I) Auchan (I)	

Tableau 5.2.6
Stratégies d'internationalisation de certains groupes européens, 1998

Les lettres entre parenthèses indiquent le pays de destination

Source: Négocia, Enrico Colla, 'Proceedings of the seminar on the development of commerce in Europe', Commission européenne, 1999

5.2.4 Nouvelles régions visées par les investissements

Sur les grands marchés (en particulier, produits alimentaires et biens d'équipement ménager), la concurrence a acquis une dimension mondiale. Les entreprises commencent à prendre des décisions en fonction de la position stratégique qu'elles souhaitent occuper sur le marché international.

Bon nombre d'entreprises préfèrent assurer une présence massive dans **quatre grandes régions**, à savoir:

- l'Europe;
- les Etats-Unis;
- l'Amérique du Sud;
- l'Asie.

La compétitivité de chaque opérateur dépend de ses ressources financières, ainsi que de sa gestion.

La France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique et les Pays-Bas sont les principaux pays d'origine des distributeurs internationaux, tandis que l'Italie, l'Espagne et les pays d'Europe centrale (Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie) sont les principaux pays cibles (Tableau 5.2.7).

Tableau 5.2.7
Distributeurs européens de produits
alimentaires: pays d'origine et de
destination de l'investissement en
Europe

Origine	Allemagne	France	Royaume- Uni	Belgique	Pays- Bas
Destination					
Allemagne		Promodès, Intermarché			
France	Aldi, Lidl Norma, Rewe Edeka		Tesco	Delhaize, Colruyt	
Royaume-Uni	Aldi, Lidl, Rewe				
Belgique	Aldi, Lidl	Promodès, Cora, Intermarché			Vendex
Pays-Bas	Aldi, Tengelmann				
Espagne	Tengelmann, Lidl, Rewe	Carrefour, Promodès, Auchan, Docks de France, Compt Mod, Leclerc, Intermarché			
Italie	Rewe, Lidl, Aldi, Tengelmann	Carrefour, Auchan, Intermarché, Promodès			
Portugal		Carrefour, Promodès, Intermarché, Leclerc, Auchan			Ahold
Grèce		Promodès		Delhaize	
Turquie		Carrefour, Promodès			
République tchèque	Tengelmann, Aldi, Rewe, Norma, Lidl, Edeka			Delhaize	Ahold
Hongrie	Tengelmann, Aldi		Tesco		
Pologne	Aldi, Rewe, Dohle	Leclerc, Auchan	Tesco		
Autriche	Tengelmann				
Danemark	Aldi				

Source: *Négocia*, Enrico Colla, 'Proceedings of the seminar on the development of commerce in Europe', Commission européenne, 1999

Internationalisation dans le sud de l'Europe: l'Espagne et l'Italie

Les entreprises étrangères (surtout françaises) ont toujours été très présentes en Espagne et en Italie. La pénétration du marché espagnol a débuté dans les années 1970 et a été favorisée par la législation locale. Depuis lors, les principales chaînes d'hypermarchés françaises se sont positionnées en tête du classement (Tableau 5.2.8). La récente fusion entre Carrefour et Promodès a accru la concentration sur le marché espagnol et assuré la première place au nouveau groupe.

Depuis sa fusion avec Promodès, Carrefour est la première chaîne de supermarchés en Espagne et Italie

Hypermarché	Ventes (Mio. euro)	Part de marché (%)	Supermarché	Ventes (Mio. euro)	Part de marché (%)
Continente - Promodès (F)	5 443	14.4	Mercadona	2 174	5.2
Eroski	3 588	8.7	Unigro	1 082	2.6
Pryca - Carrefour (F)	3 456	8.3	Caprabo	914	2.2
Alcampo - Auchan (F)	3 185	7.6	Supersol	874	2.1
Hypercor - Corte Ingles	2 735	6.6	Comptoirs Modernes (F)	481	1.1
Makro (D)	787	1.9	Ahold (NL)	421	1.0
Leclerc (F)	168	0.4	Intermarché (F)	120	0.3

Source: *Distribución Quinzenal*

Tableau 5.2.8
Parts de marché et ventes des principaux distributeurs en Espagne, 1998

En Italie, les distributeurs étrangers commencent seulement à infiltrer le marché et sont contraints d'opter pour une politique d'entreprise conjointe avec les partenaires locaux. Auchan et Rinascente, d'une part, et Promodès (Carrefour) et Gruppo GS (Benetton), d'autre part, ont récemment conclu un accord d'association qui a permis aux distributeurs français (avec leurs partenaires locaux) de s'installer aux deuxième et troisième places du classement des distributeurs en Italie (Tableau 5.2.9).

Les distributeurs de pays étrangers s'introduisent en Italie principalement par le biais d'entreprises conjointes

Groupe	Part de marché (%)	Groupe	Part de marché (%)
Coop Italia	17.3	Standa Commerciale	2.9
Gruppo Gs (Carrefour)	9.5	Crai	2.3
Rinascente (Auchan)	9.0	Sigma	2.1
Conad	8.4	DI.TEX.AL	1.7
Esselunga	7.6	Lombardini	1.1
Selex	5.8	Independents	0.9
Interdis	4.8	Carrefour Hypermarkets	0.8
Pam	3.8	Il Gigante	0.8
MDO (Gea, Gigad, Italmec)	3.5	Billa Italia	0.6
Sintesi	3.5	Unvo	0.6
Sisa	3.4	AL.GRO	0.3
C3	3.1	Conitcoop	0.1
Finiper	2.9	Itm Italia	0.1
S.U.N.	2.9		

Source: *IRI Infoscan*

Tableau 5.2.9
Parts de marché des distributeurs français et italiens dans le secteur de l'alimentation en Italie, 1999

Europe centrale

Ces dernières années, l'Europe de l'Est et plusieurs pays asiatiques ont ouvert leur marché des produits alimentaires à la concurrence.

Les **chaînes européennes** ont investi en masse ces marchés. Les entreprises allemandes et autrichiennes ont été les premières à se positionner. Plus lents au démarrage, les opérateurs français comblent leur retard grâce à des initiatives majeures, notamment en Pologne.

Après la chute du rideau de fer, bon nombre d'entreprises européennes ont décidé d'investir à long terme en Europe centrale.

Les entreprises allemandes et autrichiennes sont dominantes en Europe centrale, mais elles sont suivies de près par les entreprises françaises

Des entreprises allemandes (Metro, Tengelmann et Rewe) et autrichiennes (Julius Meinl, Dohle), Ahold (Pays-Bas) et Ikea (Suède) ont misé sur la zone dès le début des années 1990. Les entreprises britanniques se sont généralement montrées plus prudentes, bien que Littlewoods, Marks & Spencer et Tesco aient pris des positions importantes, tout comme certaines enseignes italiennes (telles que Benetton et Stefanel). Les distributeurs français (Leclerc, Auchan, Carrefour, etc.) n'ont commencé à ouvrir des supermarchés et des hypermarchés en Pologne qu'en 1995. Le français Casino est également apparu récemment sur le marché de l'Europe centrale (Tableaux 5.2.10 et 5.2.11).

Tableau 5.2.10
Leaders du marché en Pologne et en
Hongrie, 1999

Entreprise	POLOGNE		Entreprise	HONGRIE	
	Chiffre d'affaires total (Mio. euro)	Part de marché (%)		Chiffre d'affaires total (Mio. euro)	Part de marché (%)
Metro (D)	2 188	10.5	Metro (D)	940	19.8
Spolem	1 658	8.0	Coop Hungaria	792	16.7
Jeronimo Martins (NL)	692	3.3	CBA	772	16.3
Carrefour (F)	513	2.5	Cora (F)	740	15.6
Rewe (D)	405	1.9	Tengelmann (D)	615	12.9
Géant (F)	389	1.9	Honiker	440	9.3
Auchan (F)	346	1.7	Tesco-Global (D)	329	6.9
Hit (D)	339	1.6	SPAR Hungaria (A)	293	6.2
Tengelmann (D)	320	1.5	Rewe (D)	281	5.9
Leclerc (F)	249	1.2	BEE	116	2.4
Ahold Polska (NL)	242	1.2	Mecsek Fűszért	72	1.5
KFD	237	1.1	A-Walhalla	71	1.5
CBZ	190	0.9	Héliker Trading	71	1.5
DSH	184	0.9	Tisza Coop	65	1.4
McLane (US)	159	0.8	Alföld Pro-Coop	59	1.2
Savia - Tesco (UK)	148	0.7	Sláger	58	1.2
Multi-Ex	112	0.5	Eszak-Kelet Pro-Coop	57	1.2
Eldorado	97	0.5	Auchan (F)	55	1.2
Bos	89	0.4	Hadjü-Bét	51	1.1
Polo Market	81	0.4	Csopak	48	1.0

Source: M+M Eurodata

REPUBLIQUE TCHEQUE			SLOVAQUIE		
	Chiffre d'affaires total	Part de marché		Chiffre d'affaires total	Part de marché
Entreprise	(Mio. euro)	(%)	Entreprise	(Mio. euro)	(%)
Coop Ceskych	923	14.0	Coop Centrum Slovakia	536	17.9
Makro (D)	516	7.8	Spona	165	5.5
Ahold (NL)	495	7.5	Tesco (UK)	144	4.8
Rewe (D)	457	6.9	Prima Zdroj	86	2.9
Kaufland - Lidl (D)	375	5.7	SLOVPOS	85	2.8
Delvita - Delhaize (B)	319	4.8	Billa - Rewe (D)	79	2.7
Plus - Tengelmann (D)	307	4.7	Zdroj	77	2.6
Tesco (UK)	271	4.1	Opal Fytos	64	2.1
Vega	204	3.1	Zdroj-Hos	63	2.1
Globus (D)	192	2.9	Smoker	57	1.9
Cepos	176	2.7	Euroholding Verex	48	1.6
Meinl (A)	173	2.6	M-Market	41	1.4
Ardanas	153	2.3	Kon-Rad	40	1.3
Enapo	119	1.8	Essex	39	1.3
Interkontakt Group	109	1.6	Labaš	36	1.2
SVOP	92	1.4	Jednota Nové Zámky	35	1.2
SPAR Ceskych (A)	91	1.4	Sintra	32	1.1
Hopi	73	1.1	Jednota Trenčín	31	1.0
Spar Ceska (A)	66	1.0	Nitra Zdroj	29	1.0
Carrefour (F)	62	0.9	Jednota Nitra	25	0.8

Source: M+M Eurodata

Points forts et points faibles des pays d'Europe centrale

En dehors des perspectives de croissance et de résultats, les pays d'Europe centrale peuvent présenter des difficultés pour les entreprises qui tentent de s'y installer.

La faible concurrence locale, la production industrielle vulnérable, les taux d'inflation et de chômage élevés, facteurs d'instabilité politique sont autant de **points faibles**.

Par ailleurs, ces pays présentent des **points forts**: l'accroissement de la demande et les taux élevés de croissance de la consommation, et dès lors les bonnes perspectives de développement du marché, le faible coût de l'immobilier et de la main-d'œuvre, ainsi que les possibilités de partenariat avec les fournisseurs locaux.

Les entreprises souhaitant se lancer dans les pays d'Europe centrale doivent être prêtes à affronter certaines **difficultés**: un réseau de distribution en gros et une logistique inefficaces, un système d'information et de télécommunication en voie de développement, des connaissances linguistiques insuffisantes et un savoir-faire limité en matière de gestion (notamment de marketing). Il convient également de mentionner certains problèmes macroéconomiques et sociopolitiques: l'instabilité monétaire et politique et l'omniprésence du marché noir peuvent accroître fortement le risque financier pris par les investisseurs. Pour accéder au marché, les investisseurs appliquent des stratégies visant à minimiser ces risques. Ils ont notamment formé des entreprises conjointes avec des entrepreneurs locaux et conclu des accords de franchise.

Tableau 5.2.11
Leaders du secteur du commerce de détail en République Tchèque et en Slovaquie, 1999

La création d'entreprises conjointes et la franchise sont des stratégies de pénétration des marchés d'Europe centrale

Amérique latine

Renforcement de la concurrence en Amérique latine – Carrefour en tête

Carrefour leader du marché de la distribution en Argentine et au Brésil

Les distributeurs européens, principalement français, ont fait une percée sur les marchés sud-américains, notamment en Argentine et au Brésil. **Carrefour** était le premier à s'installer dans la région dans les années 1970. Entre 1974 et 1985, ce groupe a ouvert au moins un hypermarché par an au Brésil. Depuis lors, le rythme s'est accéléré puisqu'en 1998, il était à la tête d'un réseau de 67 magasins.

En Argentine, la pénétration du marché par Carrefour a eu lieu plus tard (1982) et a été moins rapide. Quatre hypermarchés ont été ouverts à Buenos Aires en l'espace de dix ans. En 1998, Carrefour disposait de 21 magasins en Argentine. Depuis la fusion avec Promodès en 1999, le 'nouveau' Carrefour est devenu leader du marché argentin, avec une part de plus de 30% (Tableau 5.2.12).

Tableau 5.2.12
Parts de marché des principaux distributeurs en Argentine et au Brésil, 1998

ARGENTINE		BRESIL	
Entreprise	Part de marché (%)	Entreprise	Part de marché (%)
Carrefour + Promodès (F)	33.2	Carrefour (F)	33.9
Disco - Ahold (NL)	16.9	Pão de Açúcar	26.0
Coto/Cicsa	11.7	Sonae	10.2
Jumbo	4.8	Bompreço	10.1
Wal-Mart (US)	4.4	Sendas Mendonça	8.2
La Anonima	4.3	Wal-Mart (US)	3.1
Casino - Lib (F)	3.8	Cia Zaffari	2.6
Autre	20.9	Sé	2.3
		Cooperhodia	1.9
		G. Barbosa	1.7

Source: LSA

Plus récemment, **Casino** a renforcé sa présence dans certains pays d'Amérique latine grâce à une série d'acquisitions en Argentine (28 magasins), au Brésil (349 magasins à la suite de l'acquisition du distributeur brésilien 'Pão de Açúcar'), au Mexique (supermarchés Smart et Final), en Uruguay (21 magasins Disco) et au Venezuela (50 magasins).

Asie

La crise asiatique a offert aux distributeurs européens la possibilité de s'étendre vers l'Est

La crise financière asiatique de 1997-1998 a offert des possibilités de développement aux opérateurs les plus dynamiques.

La crise et la chute de la demande intérieure qui en a découlé ont ralenti la croissance et retardé l'ouverture de points de vente dans certains secteurs. D'un autre côté, la dévaluation de la monnaie et la crise de liquidité ont accru l'attrait des rachats locaux.

En conséquence de la crise, la Banque mondiale et d'autres institutions sont intervenues auprès des gouvernements de toutes tendances afin de leur demander de libéraliser leur législation en matière d'investissement.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, les distributeurs ont été autorisés (voire encouragés) à entrer dans certains pays (tels que la Thaïlande et les Philippines). La modification de la législation sur la propriété a permis d'augmenter de manière significative le nombre d'acquisitions et de prises de contrôle de distributeurs par des entreprises européennes, américaines ou provenant d'autres pays asiatiques.

Cette situation a permis aux chaînes de distribution déjà présentes de se développer, étant donné qu'elles connaissaient les structures du marché local.

Les détaillants européens, prenant appui sur les réseaux de magasins dans leur pays d'origine et ailleurs, ont investi les marchés asiatiques, aiguillonnés par la saturation des marchés nationaux et tirant profit de leur expérience en matière de délégation de gestion. Enfin, ils ont enregistré sur les marchés asiatiques de meilleurs résultats que leurs concurrents américains ou japonais.

Carrefour domine le classement des distributeurs européens en Asie. Ce groupe possède des points de vente à Taïwan, en Thaïlande, à Hong Kong, à Singapour, en Chine et en Malaisie (Tableau 5.2.13). Delhaize (Belgique), Ahold et Makro (Pays-Bas), Tesco, Marks & Spencer, Body Shop, Kingfisher et Boots (Royaume-Uni) ont également renforcé leur présence en Asie.

Tableau 5.2.13
Distributeurs étrangers en Asie

	Japan	Hong Kong	Singapour	Taiwan	Corée	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Chine
Carrefour (F)		4	1	21	9	8	5	1	14
Auchan (F)						1			
Tesco (UK)					2	14			
Casino (F)				2		20			
Makro (NL)				7	1	16	7	8	4
Ahold (NL)			14			39	45		15
Marks & Spencer (UK)		8	7		1	2	2	6	
Body Shop (UK)	x	x	x	x		x	x	x	
Otto Versand (D)	J.V.								J.V.
Ikea (S)		5	1	1					
Wal-Mart (US)		3			4	1		2	5
Toys'R'Us (US)	76	4	4	6			4		
Delhaize (B)			22			11		13	

N.B. x indique une présence dans le pays, mais le nombre de points de vente n'est pas connu

J.V.: joint venture (entreprise conjointe)

Source: *Négocia*, Enrico Colla, 'Market Management', n° 1-2 2000

Les distributeurs européens de produits alimentaires sont entrés sur le marché en acquérant des chaînes de supermarchés américaines

Hausse des investissements européens sur le marché nord-américain

Aux Etats-Unis, les supermarchés dominent le secteur alimentaire, tandis que les 'wholesale membership clubs' et les 'supercenters' (hypermarchés) connaissent une progression importante. Si les chaînes françaises n'ont pas réussi à imposer leurs hypermarchés, d'autres entreprises européennes (Tengelmann, Ahold, Delhaize, Sainsbury, Docks de France) ont réalisé des acquisitions majeures de chaînes locales, principalement des supermarchés (Tableau 5.2.14).

Tableau 5.2.14
Distributeurs étrangers de produits alimentaires aux Etats-Unis, 1996

Entreprise	Pays d'origine	Patrimoine
Ahold	Pays-Bas	906 magasins: Stop & Shop, Edwards, Giant Foods, Tops, Finast, Bi-lo
Aldi	Allemagne	400 magasins présentant un assortiment plus limité, 27 Trader Joe's; 27 Trader Joe's, 11% d'Albertson's
Auchan France	France	Un hypermarché à Houston
Carrefour	France	11% de Price-Costco
Casino	France	53% de Smart & Final
Delhaize	Belgique	Contrôle de Food Lion, intérêt dans Super Discount
Docks de France	France	501 magasins de proximité Lil' Champ
Ito Yokado	Japon	Southland (magasins 7-Eleven)
Marks & Spencer	Royaume-Uni	19 supermarchés Kings
Metro	Allemagne	40% de Makro, gestion des magasins Jetro
Tengelmann	Allemagne	54% de A&P
Yaohan	Hong Kong	8 supermarchés

Source: CIES, juin 1996

5.2.5 Développement des groupements d'achats européens

Groupements d'achats: une stratégie visant à faire face à la concurrence par les prix

Sur le continent européen, les distributeurs multinationaux ont tendance à créer leurs propres groupements d'achats intégrés. Les chaînes de distribution dont les activités sont exclusivement nationales ont établi des groupements d'achats affiliés.

Étant donné que la concurrence par les prix ne fait que se renforcer, les groupements d'achats européens jouent un rôle majeur en distribuant et vendant leurs propres marques et les articles 'premiers prix'. Ils ne peuvent toutefois pas négocier les prix avec les grandes multinationales.

Le rôle des groupements d'achats devrait aller croissant, en particulier pour les petites organisations indépendantes (associations bénévoles, centrales d'achats, petites chaînes, etc.) qui trouvent que l'idée de développer une gamme plus étendue de marques de distributeur constitue une bonne raison de centraliser progressivement les décisions.

Groupes associés	Année (1)	
<i>Associés</i>		
AMS (Zug, Suisse)	1988	A. Heijn (NL), Allkauf (D), Argyll (UK), Casino (F), Edeka (D), Hakon (NO), Ica (S), Kesko (FIN), La Rinascente (I), Mercadona (E), Jmr Pingo Doce (P), Superquin (IRL).
BIG'S (Amsterdam, Pays-Bas)	1990	Bergag Ovag (S), Dagrofa (DK), Despar (I), Spar Autriche (A), Spar Landmark (UK), Tuko Spar (F), Unigro (E), Hella Spar (EL), Bwg Foods (IRL).
EMD (Pfäffikon, Suisse)	1989	Leclerc (F), Markant (D,CH), Nisa Toda's (UK), Selex (I), Euromadi Iberica (E), Zev Markant (A), Superkob (DK), Uniarme (P), Daumb Ab (S), Unk As (NO), Musgrave (IRL).
EUROGROUP (Bruxelles, Belgique)	1988	Coop Suisse (CH), Vendex Food (NL), Rewe (A), Bml Group (A).
EUROPARTNER (Amsterdam, Pays-Bas)	1995	Cora (F), Superuni (NL), Somerfield (UK).
NAF (Danemark)	1988	Coop Italia (I), Cws (UK), Inex (FIN), Fdb (DK), Kf (S), Nkl (NO).
SEDD	1993	Delhaize le Lion (B), Docks De France (F), Esselunga (I), Sainsbury (UK).
<i>Intégrés</i>		
Aldi (Allemagne)		Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas.
Promodès World Trade (Suisse)		Allemagne, Espagne, France, Grèce, Italie, Etats-Unis.
Carrefour Marchandises Internationales (Paris, France)		France, Italie, Espagne, Turquie, Argentine, Brésil, Taiwan, Malaisie, Thaïlande, Chine.
Eurolec (Leclerc, France)	1997	France, Espagne, Pologne.

Tableau 5.2.15
Principaux groupements d'achats européens dans le commerce de détail de produits alimentaires, 1998

(1) Année de fondation

Source: L.S.A. n. 1481, 1996, mise à jour par Enrico Colla, *Négocia*

5. ANALYSE THEMATIQUE

5.3 Le commerce de centre-ville: évolution et politique commerciale en Europe

Les thèmes abordés dans l'analyse du commerce de centre-ville sont les suivants:

- une courte esquisse historique du commerce de centre-ville avec l'analyse des raisons de son affaiblissement;
- une analyse des tendances actuelles vers la rénovation des centres-villes dans les principaux pays européens;
- la présentation des principaux facteurs de force et de faiblesse du commerce de centre-ville.

Seront présentés également des exemples de la mise en place, dans divers pays européens, de politiques actives pour revitaliser les centres-villes et seront analysés les domaines d'intervention, les acteurs et les moyens mis en oeuvre.

5.3.1 Aperçu historique: l'évolution du commerce de centre-ville

Les mutations sociales et les innovations technologiques et commerciales favorisent le développement du commerce de centre-ville

Les origines jusqu'en 1960

Les centres-villes se façonnent suite à l'influence de forces multiples, économiques, démographiques, sociologiques et technologiques, qui se manifestent avec des caractéristiques différentes dans les divers pays et périodes historiques.

Développement socio-économique

Avant le XIX siècle le nombre des villes de plus de 100 000 habitants était très limité. Les gens faisaient leurs achats dans leurs villages ou dans la partie de la ville dans laquelle ils habitaient.

La croissance démographique, la concentration de la population dans les grands centres urbains et le développement d'une riche bourgeoisie ont favorisé une **demande** de plus en plus forte de **services commerciaux** dans les centres-villes.

Les magasins localisés dans les centres des villes et qui attiraient la clientèle non seulement du centre mais aussi de la périphérie urbaine commencèrent à apparaître spécialement à **Londres** et à **Paris** dans la première décennie du XIX siècle.

Innovations

Toute une série d'**innovations** a favorisé ce processus:

- Transport
 - le développement des transports publics notamment, avec les bus et les voitures à chevaux et électriques;
 - les lignes ferroviaires reliant le centre aux banlieues et vice-versa;
 - les lignes métropolitaines et les autobus à moteur dans les villes les plus grandes.
- Construction
 - l'utilisation de l'acier du fer et plus tard le béton;
 - l'utilisation des ascenseurs.
- L'introduction de l'électricité
- Les nouvelles techniques de l'industrie verrière (p.ex. la construction des grandes vitrines).

Première apparition de grands magasins

Au milieu du siècle apparurent les premiers **grands magasins**, qui se développent en largeur et en hauteur, pour maintenir dans des limites acceptables le niveau des loyers en augmentation.

Les grands magasins furent en effet les protagonistes de **la première révolution commerciale** avec leurs innovations: les **faibles marges**, les **volumes élevés**, les **prix fixes**, **l'entrée libre**, le **vaste choix**.

Le XX siècle

Au XX siècle entre les deux guerres la **motorisation** se développa sous sa forme publique -bus- et privée, - voitures.- Elle contribua à augmenter l'**importance commerciale des villes moyennes** devenues plus accessibles, et commença à favoriser un déplacement de la population vers les banlieues.

La crise économique des années 20 et 30 favorisa la naissance des **magasins populaires**.

La période 1960-1990

Le développement des grandes surfaces alimentaires au détriment des magasins traditionnels

A partir des années 60, la croissance rapide de la population – le baby boom – et la migration en masse vers les villes industrielles modifient le paysage urbain en profondeur. La croissance **démographique** et la prospérité expliquent le nombre croissant de **voitures circulant** dans le centre des villes et, par conséquent, les difficultés d'accès et de stationnement. Les **centres-villes** se révèlent rapidement **insuffisants** pour la population et les banlieues se développent de façon anarchique et excessive. La diffusion du travail des femmes, les innovations technologiques et notamment la **diffusion des appareils de conservation** des produits à la maison favorisent la révolution des **grandes surfaces alimentaires**. Celles-ci sont basées sur la concentration des achats, le libre service, les faibles marges et les prix discount, le parking gratuit et se **localisent en banlieues** pour réduire les coûts.

La croissance des grandes surfaces alimentaires, des grandes surfaces spécialisées, des centres commerciaux et même des ventes par correspondance, provoquent une révolution dans la distribution: les **magasins spécialisés** 'traditionnels' voient leur nombre de façon impressionnante et les **grands magasins** perdent progressivement des parts de marché.

Plus grave, les **centres commerciaux suburbains** avec leur offre commerciale mais aussi leurs restaurants, salles de cinémas, de jeux et loisirs ont su quelquefois devenir **attractifs** parce que synonymes d'animation, de plaisir et de détente.

Le déplacement de la population vers les périphéries et les banlieues et la 'révolution commerciale' affaiblissent les centres-villes

Les **politiques commerciales** dans plusieurs pays européens réagissent lentement à ce phénomène, souvent d'ailleurs le facilitent pour combattre l'inflation (France années 60 ou Royaume-Uni années 80) ou alors se révèlent inefficaces à ralentir le phénomène. Les commerçants des **centres-villes** n'arrivent d'ailleurs pas à exprimer une volonté collective et une stratégie de réaction **aux menaces de la concurrence**.

5.3.2 Les tendances actuelles vers la revitalisation des centres-villes

Les forces et faiblesses du commerce de centre-ville: diversité de l'offre de biens et services - problèmes de circulation et d'environnement

Les forces et les faiblesses du commerce de centre-ville

Si on adopte essentiellement le point de vue du citoyen/consommateur, les aspects plutôt **positifs (ses forces)** des centres-villes peuvent être les suivants:

- + la richesse de l'offre en termes de formules et d'enseignes;
- + le large choix de produits, les services aux consommateurs, les gammes de prix;
- + les horaires d'ouvertures des magasins et des services et la possibilité de combiner des services commerciaux et autres activités dans la ville;
- + le bon accès aux transports publics;
- + la sécurité, la propreté, l'environnement de qualité;
- + la pluralité des activités, avec des services économiques (restauration, services bancaires etc.) et de loisir (culture, musées) annexes;
- + le brassage social et sa nature multiculturelle.

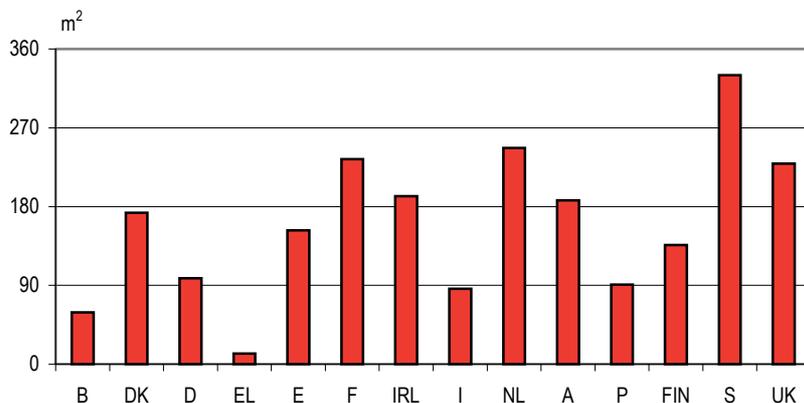
Quand quelques-uns de ces éléments sont insuffisants ou incomplets et non satisfaisants la 'force' se transforme, bien évidemment, en 'faiblesse' vis-à-vis du consommateur/citoyen.

Les éléments de **faiblesse** qui caractérisent souvent le commerce de centre-ville peuvent être les suivants:

- le parking, son manque ou son insuffisance;
- les magasins bondés, la circulation difficile, le temps d'accès à partir de la banlieue;
- les prix élevés;
- l'incapacité de s'adapter aux attentes des consommateurs;
- l'environnement physique dégradé;
- les ressources financières inadéquates, les intérêts contradictoires et l'absence d'un organisme responsable unique.

Une situation différenciée par pays

La situation en Europe manifeste ainsi depuis quelques années **des tendances positives** pour les commerces de **centre-ville**. Mais la situation est **différente** dans les **divers pays**, malgré les tendances convergentes favorisés par le processus de concentration et d'internationalisation ou de mondialisation.



Graphique 5.3.1
Les Centres Commerciaux dans l'UE-15, 1999 (m²/ 1 000 habitants)

Source: Healey & Baker

Ainsi, la répartition des centres commerciaux dans un pays peut être un indice des préférences politiques et consommatrices. Le Graphique 5.3.1 montre les différences à travers les pays: la Suède, les Pays-Bas, la France et le Royaume-Uni disposent de beaucoup plus de centres commerciaux que (en terme de m² / habitant) p.ex. l'Allemagne et l'Italie.

La nature de ces centres n'est pas la même **non plus**, elle dépend beaucoup de l'appareil commercial de chaque pays, de la place des grandes surfaces alimentaires dans l'alimentaire et, dans le non alimentaire, de celle des grandes surfaces specialisees et des magasins specialises, ainsi que de la place des chaines, des groupes associes et des independants.

Les grandes surfaces alimentaires et les enseignes spécialisés dans les grands pays de l'EU

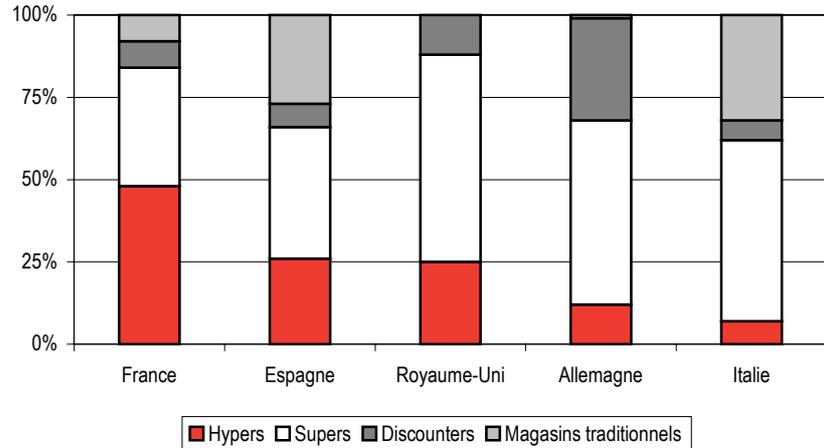
Les grandes surfaces alimentaires

En ce qui concerne les formules à dominante **alimentaire**, on peut observer la présence plus importante d'**hypermarchés** en **France** et au **Royaume-Uni**, forte en Espagne, faible en Italie. Les hypermarchés sont les locomotives des centres commerciaux suburbains en France, comme les **superstores** le sont au **Royaume-Uni**. La forte position des **hard discounts** en **Allemagne**, où par ailleurs les grands magasins ont gardé une part de marché plus importante ainsi que les ventes par correspondance (VPC), contribue d'autre part à une position du **commerce des centres-villes plus forte**. En **Italie** les hypers n'ont pas atteint un niveau de diffusion très important, au moins dans le centre et le sud du pays, mais leur accélération dans

Les grandes surfaces alimentaires, essentiellement développées dans les banlieues, sont proches de la saturation dans quelques pays

Graphique 5.3.2
Part de marché des formats à dominante alimentaire, 1999

les années 90 a déterminé une très forte **réduction des magasins traditionnels** et un impact sur le commerce de centre-ville.



Source: Analyses McKinsey sur données Nielsen

Les enseignes spécialisés s'internationalisent rapidement et se localisent de plus en plus fréquemment dans les centres-villes

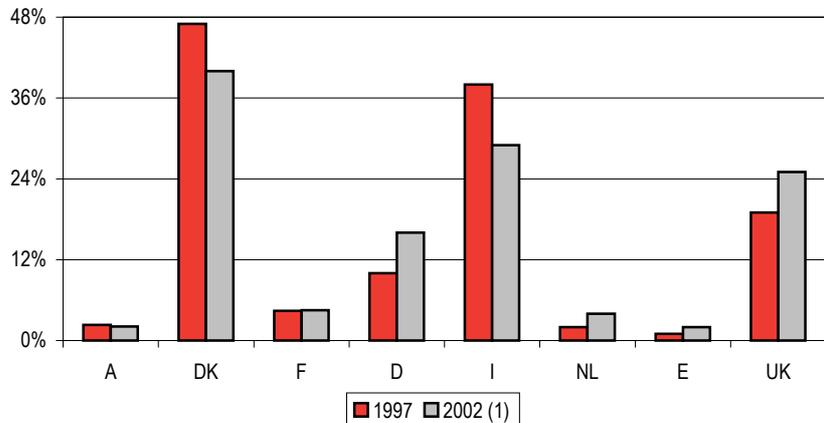
Les enseignes spécialisés et les ventes de proximité

Une réanimation des centres-villes au eu lieu par le fait que les chaînes de petites, moyennes et grandes surfaces spécialisées se développent de plus en plus au niveau international et s'installent de plus en plus dans les centres-villes et les rues commerçantes.

Ce processus est en train d'atteindre un niveau tel que maintenant on assiste à un **retour au centre-ville** de certains **commerces de proximité**, comme les **convenience stores**, ou même des supermarchés de petite taille (Sainsbury Local, Tesco Express au Royaume-Uni).

Au **Danemark**, la part de marché de ces **petits magasins de proximité** basés sur un assortiment large mais peu profond est très élevée; l'Italie étant un pays avec une distribution très fragmentée vient en deuxième lieu. Même au **Royaume-Uni**, pays pourtant caractérisé par une très forte concentration des enseignes de superstores, la part des **convenience stores** reste toujours importante.

Graphique 5.3.3
% des dépenses alimentaires effectuées dans les magasins de proximité



(1) Prévion
Source: The Ebeltoft Group, Global Convenience Store Retailing, Financial Times, 1998

Stratégies de révilatisation

Réaménagement des grandes gares

Une tendance commune à plusieurs pays européens est le **réaménagement des grandes gares** se trouvant souvent dans les centres-villes pour des raisons historiques. L'objectif est de les faire ressembler de plus en plus à des aéroports modernes, notamment en ce qui concerne les services d'accueil et les standards de sécurité.

Un rôle **essentiel** sera confié aux **espaces commerciaux**, qui devront être capable d'exercer une attraction sur un public plus vaste que celui des voyageurs.

Les deux exemples (Italie et Allemagne) ci-dessous servent à illustrer ce développement:

Le réaménagement des grandes gares favorise ultérieurement les centres-villes

En **Italie** une **nouvelle société** a été récemment constituée, **Grandi Stazioni**, pour la gestion des espaces des 13 plus importantes gares italiennes.

L'actionnaire leader de cette nouvelle société est le groupe **Benetton**.

La rénovation de la gare **Roma Termini**, avec une surface totale de 225 000 m² et une fréquentation de 400 000 personnes par jour, a été récemment achevée.

Le **nouveau centre commercial** dispose de 12 000 m² avec une centaine de magasins, divers restaurants et une librairie, sur deux étages, de 1 200 m².

En l'an 2000, des travaux ont commencé à Milan Centrale et à Naples, puis viendront le tour de Turin, Florence, Bologne, Venise, Gêne, Vérone, Bari et Palerme, représentant 900 000 m² de surface totale avec une fréquentation de 600 millions de personnes par an.

Italie:

nouveau centre commercial à Roma Termini

En **Allemagne**, une réalisation importante est celle de la **gare de Leipzig** – ville de la Saxe d'environ 500 000 habitants - le plus grand terminus d'Europe, avec 24 voies et 70 000 voyageurs de passage par jour.

Le centre-ville de Leipzig a perdu un tiers de ses chalandes entre 1992 et 1996 et le cœur de la ville ne représente plus aujourd'hui que 15% des surfaces commerciales de l'agglomération, contre 20% à 30% en règle générale.

Dans la gare, autour d'un hall central de 300 m de long et 60 m de large sur trois niveaux (dont deux en sous-sol), sont présents 140 commerce sur 30 000 m² de vente, un parking de 600 places à l'intérieur de la gare et 700 places disponibles aux alentours. **Saturn** (électronique de loisir et électroménager), joue le rôle d'aimant avec ses 3 900 m² sur trois niveaux et 60 000 articles; **Aldi** (770 m²) et **Minimal Markt** (1 700 m²) sont les enseignes alimentaires.

Expositions, manifestations musicales, défilés de mode, journées 'senior' devront contribuer à rendre la gare suffisamment **attractive** pour combattre l'évasion de clientèle. Par ailleurs, les magasins ont obtenu l'autorisation de **rester ouverts jusqu'à 22 heures, 7 jours sur 7**.

Allemagne:

la gare de Leipzig en Saxe

Variété des centres-villes

Le commerce de centre-ville et notamment sa réactivation dépend également des **différents types de commerce de centre-ville**.

D'une ville à l'autre, les centres se présentent de manière différente et varient en terme de taille (métropoles, petites villes d'art, etc), en terme de positionnement du centre à l'intérieur de la ville (véritable centre-ville, rues commerçantes, gares etc.) ainsi qu' en terme de la nature de la ville (histoire, culture etc.). Ces facteurs souvent forment un caractère unique d'une ville qui est déterminant pour des possibles stratégies de réactivation.

Le centre-ville de Hambourg, métropole hanséatique dans le nord de l'Allemagne, est un exemple positif d'une réactivation utilisant les avantages d'une **combinaison des espaces commerciaux et de loisirs**:

La réactivation du centre-ville de Hambourg (D)

A **Hambourg** (D), le centre-ville accueillie depuis quelques mois, le plus grand **Saturn** (produits blanc et brun) du pays, juste en face du plus grand magasin de sport d'Europe, sous l'enseigne **Karstadt Sport**.

Ouvert depuis le trois novembre 1999 ce dernier s'étend sur 10 000 m² et sept étages. Le sous-sol est entièrement consacré aux **jeux** et au dernier étage se trouvent un **restaurant**, avec une ambiance de 'relaxation' et une **arène sportive**, fonctionnant autant pour le patin à glace que pour les tournois de basket, offrant une belle vue sur les toits de Hambourg.

On estime la zone de chalandise de la cité hanséatique entre deux et trois millions d'habitants.

Les législations commerciales convergent vers politiques restrictives de la croissance des grandes surfaces de banlieue

Le rôle de la politique commerciale

La **politique commerciale** joue un rôle important dans le développement de l'appareil commercial des pays européens. Celle-ci a été plutôt restrictive en matière d' ouvertures des grandes surfaces au cours des années 70 dans plusieurs pays européens, comme l'Italie, le Royaume-Uni, l'Autriche, les Pays-Bas, et les pays nordiques. Plus libérale en Belgique, en France, en Espagne et en Allemagne. Dans les années 80, par contre, la politique est devenue plus libérale au Royaume-Uni et plus restrictive en Belgique et en Allemagne.

Dans les **années 90** ont été introduites des **restrictions** accrues au développement des **grandes surfaces alimentaires** dans plusieurs pays: notamment en **France**, en **Royaume-Uni**, aux **Pays-Bas** et en **Italie** (où la libéralisation en cours concerne surtout les petites et moyennes surfaces). En **Espagne** en 1995 les ouvertures des **magasins** de +2 500 m² sont assujettis à l'**autorisation** de la part des gouvernements régionaux et sous condition d'une étude d'impact sur le commerce existant.

Les **horaires d'ouverture**, y compris le samedi et le dimanche, au delà des traditionnelles différences entre l'Allemagne, l'Autriche et tous les autres pays, tendent plutôt à se **libéraliser** (notamment en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas).

Toutes ces **restrictions** ont plutôt **favorisé** le développement des entreprises de **distribution à l'étranger** mais pourraient aujourd'hui favoriser aussi le **commerce de centre-ville**, par ailleurs elles favorisent aussi **le recentrage vers les petits formats de magasins**, plus susceptibles de s'installer aussi en centre-ville.

5.3.3 Exemples des politiques pour la revitalisation

Le Royaume-Uni et le 'Town-Centre Management'

Au Royaume-Uni, ces dernières années ont été dominées par la politique formulée dans la Planning and Policy Guidance (PPG6) de 1996 'Town Centres and Retail Developments'. Ce plan représente une évolution dans la politique gouvernementale par rapport aux années 80, puisque elle considère les centres-villes comme le lieu privilégié de localisation des commerces et reconnaît les **conséquences négatives** de la croissance des **superstores** et des **centres commerciaux en dehors des villes**.

En conséquence, l'initiative de l'**Association des 'Town-Centre Management' (ATCM)** a été lancée en 1991 avec un développement rapide de ces projets (plus de 200 schémas de **renovation de centres-villes** dans les années 1990).

Il s'agit là de structures partenariales d'intervention entre le **secteur public** (gouvernement local), le **privé** (distributeurs) et le **volontariat** qui se basent sur la conviction de l'existence d'une pluralité d'intérêts (économiques, culturelles, loisirs etc.), de fonctions et d'activités dans les centres-villes et sur l'importance d'impliquer les divers acteurs.

Revitalisation des centres-villes au **Royaume-Uni** par les projets de '**Town-Centre Management**'

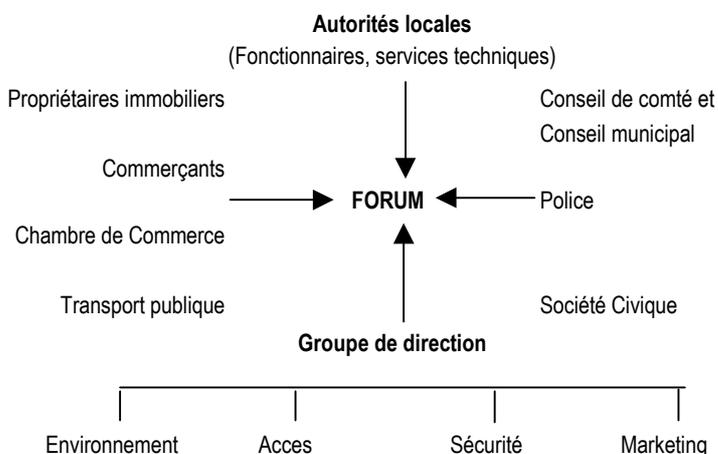


Schéma d'un 'Town-Centre Management' au Royaume-Uni

Le villes historiques au Royaume-Uni renouvellent avec succès leurs centres-villes

Les **résultats** concernant le financement sont assez **positifs**:

85% des 'Town-Centre Management' ont reçu un financement par les distributeurs, dont 74% des contributions sous forme de services.

Tous les 'Town-Centre Management' soulignent l'**importance** d'un marketing des **innovations** et des améliorations de l'**environnement** des centres-villes, pour obtenir l'amélioration de la fréquentation de la clientèle.

Les **villes historiques** au Royaume-Uni dominent le 'British Council Shopping Centre Environmental Award', un prix qui a été établi en 1991 pour mieux apprécier les efforts entrepris par les villes pour renouveler leurs centres, comme l'illustrent les exemples ci-dessous:

- **La ville de Hereford** fut la première lauréate en 1991, avec un programme de **rénovation** qui incluait une piétonnalisation, un meilleur accès pour les handicapés et une amélioration des équipements commerciaux.
- **Wolverhampton**, lauréate 1993, du '**Town-Centre Management**' a introduit des zones piétonnes et arborées, a remplacé les accessoires urbains, et inauguré le premier circuit fermé de TV.
- A **Hemel Hempstead**, lauréate de 1995, les contrats de nettoyage ont été révisés à la hausse en termes de qualité de service, les graffitis et affichages sauvages sont enlevés rapidement après leur apparition.

Revitalisation à travers les centres commerciaux à ciel ouvert en Espagne

Depuis quelques années, le rythme d'ouverture des centres commerciaux s'est ralenti en **Espagne**, à la suite aussi de la nouvelle loi plus restrictive votée en 1995. Les nouveaux centres commerciaux sont moins axés sur les hypers et **plus sur les loisirs, les boutiques de mode et de sport**.

Les centres commerciaux de centre-ville deviennent plus nombreux, la rénovation des gares et des ports se développe ainsi que celle des marchés ouverts. On y parle de plus en plus de **centres commerciaux à ciel ouvert** (CCCA), constitués généralement par les Associations des commerçants réunis dans un seul organisme ou par rue.

Les centres créent une **unité de gestion opérationnelle** (UGO), sous la forme juridique d'un **groupement d'intérêt économique** (AIE), gérés par un directeur qui dépend directement du Président de l'Association des commerçants à l'origine du projet.

L'unité de gestion opérationnelle conduit une analyse de l'espace physique, de l'offre et de la demande et prépare et exécute des plans d'amélioration de l'environnement, d'amélioration et réqualification de l'offre et de marketing à travers des plans de promotions, publicité, fidélisation, animations, merchandising etc.

Deux exemples de centres commerciaux à ciel ouvert sont la ville de Martorell avec 102 commerces et Maragall, avec 460 commerces.

Le financement de ces projets peut être reparti entre les commerçants, la Chambre de Commerce et des administrations publiques.

En **Italie**, une **nouvelle législation** favorise la revitalisation des centres-villes commerciaux, notamment par une libéralisation de l'activité du commerce surtout pour les petites et moyennes surfaces (décret Bersani de 1998).

Les centres historiques y font également l'objet de plans de réaménagement.

Les PRUSST (**Programmes urbains de développement durable du territoire**) prévoient le financement public des projets (mais pas des ouvrages) de réaménagement des centres-villes (930 millions d'euros, dont 362 millions de sources privées).

Ils existent aussi les **Plans du ministre des travaux publics** d'encouragement de la démolition et reconstruction du parc d'habitations illégales ou dégradées.

Les concepts de base de ces interventions sont le passage de l'esthétique à la fonctionnalité de l'espace, la mixité des activités et l'importance des zones intermédiaires. Les villes de Pérouse, Pavie, Trente, Plaisance, Reggio Emilia sont des exemples de projets de réaménagement et de marketing et promotion des villes qui ont été récemment introduits.

Nouvelle législation et programmes de revitalisation en Italie

Conclusions

- A la suite d'importants **changements socio-démographiques**, un nouvel **équilibre** entre commerce de **banlieue** et commerce de **centre-ville** est en train de se dessiner en **Europe**. La saturation et les difficultés d'ouverture des grandes surfaces dans les banlieues font redécouvrir aux commerçants les opportunités de croissance en centre-ville.
- Les aspects plus novateurs de ces changements concernent la **redécouverte** de la **proximité** de la part des **chaînes des grandes surfaces**, la **diffusions** des **enseignes de grandes surfaces spécialisées**, la **rénovation** des grandes **gares**.
- Si le commerce de centre-ville a le vent en poupe, la croissance ne peut se réaliser de façon cohérente avec les attentes et les exigences des citoyens/consommateurs, qui demandent du temps, du sens, du confort et du plaisir. A ce propos, la polyvalence, l'environnement, la culture sont des atouts importants.
- Il semble que le succès ne peut être atteint non plus sans une **gestion associative** du commerce de centre-ville. Une gestion unitaire seule peut permettre de prévenir et d'éviter les multiples faiblesses et inconvénients de la présence plus importante du commerce dans la ville et d'en **mettre en valeur les avantages**.
- On reconnaît de plus en plus que le commerce de centre-ville doit être pensé comme un tout, qu'il est important de **stimuler l'initiative privée** et de constituer des structures de gestion managériales de l'ensemble des commerces de centres-villes.

5. ANALYSE THEMATIQUE

5.4 Le commerce électronique: diffusion, secteurs et entreprises

Ce chapitre aborde le thème du commerce électronique ou e-commerce, c'est à dire l'ensemble des ventes effectuées à travers l'Internet, entre entreprises (Business to Business ou B2B) ou entre une entreprise et un consommateur (Business to Consumer ou B2C).

Le commerce sur Internet demeure encore marginal, mais la croissance des ventes a été très importante au cours de 1999-2000. En outre, les prévisions pour les prochaines années sont très positives surtout en ce qui concerne le B2B qui apportera des avantages significatifs aux entreprises du secteur.

Le commerce électronique européen est moins développé qu'aux Etats-Unis, son retard étant dû essentiellement à une moindre diffusion du Web. Mais les distributeurs européens ne sont pas moins actifs que leurs homologues américains dans les initiatives en B2B et en B2C et, dans certains secteurs, comme les produits alimentaires, ils prennent même de l'avance.

Au début le commerce en ligne semblait menacer le commerce traditionnel par des effets de substitution et de désintermédiation mais il apparaît aujourd'hui plutôt un atout pour celui-ci (de plus en plus nombreux, les distributeurs multicanaux intègrent cette forme de vente et trouvent des synergies avec leurs ventes en magasin).

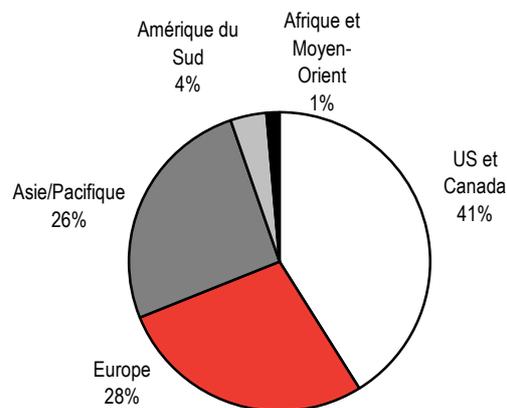
Les ventes entre entreprises, B2B, se développent aussi à travers l'Internet et des centrales d'achats 'virtuelles' réunissent désormais les principaux distributeurs.

5.4.1 La diffusion du Web

La première condition pour pouvoir participer au commerce électronique est le fait de disposer d'un ordinateur avec connexion Internet. Les sources d'information distinguent entre **hôtes Internet** (ayant leur propre adresse IP et un accès illimité réciproque à certains points de réseau à différents niveaux - les .com ou .uk, .fr etc.) et **les utilisateurs d'Internet** ou **internauts**, dont le chiffre est beaucoup plus élevé, puisqu'il se base sur des enquêtes auprès des ménages et se réfère aux personnes ayant accédé l'Internet.

En novembre 2000 le nombre d'internautes dans le monde était estimé à 407.1 millions, réparti de manière inégale dans les différentes régions du globe (Graphique 5.4.1).

Graphique 5.4.1
Distribution des internautes dans le monde, 2000



Source: Nua Internet Surveys

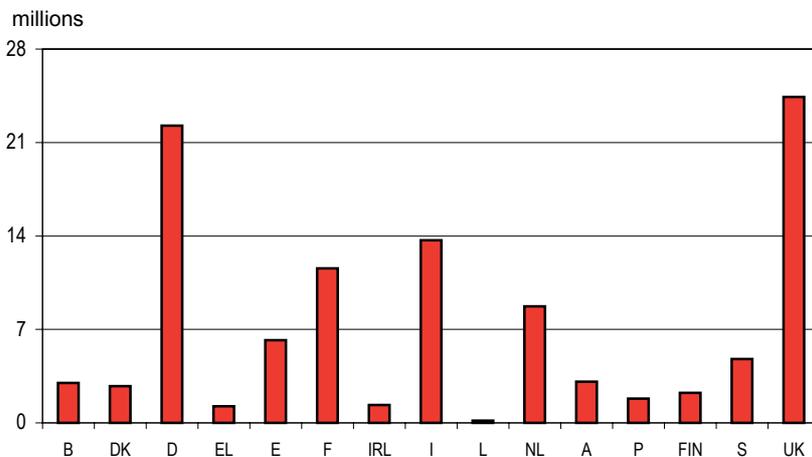
Une certaine prédominance de l'espace nord-américain est évidente (US et Canada). Toutefois, l'Europe et la région Asie/Pacifique enregistrent des quotes-parts importantes. Le Tableau 5.4.1 montre une forte concentration du nombre d'internautes sur certains pays, dont les quinze principaux représentent plus de 85% du nombre total dans le monde.

Pays	Nombre d'internautes		Nombre d'hôtes internet	
	(millions)	% sur le total	(unités)	% sur le total
Etats-Unis	153.8	37.8	75 414	66.0
Japon	38.6	9.5	5 623	4.9
Allemagne	20.1	4.9	3 529	3.1
Royaume-Uni	20.0	4.9	3 797	3.3
Chine	16.9	4.2	135	0.1
Corée du Sud	16.4	4.0	532	0.5
Italie	13.4	3.3	2 179	1.9
Canada (1)	13.3	3.3	5 066	4.4
Brésil	9.8	2.4	742	0.6
Russie	9.2	2.3	295	0.3
France	9.0	2.2	1 455	1.3
Australie	8.4	2.1	1 671	1.5
Pays-Bas	7.3	1.8	1 648	1.4
Taiwan	6.4	1.6	1 462	1.3
Espagne	5.5	1.3	938	0.8
Monde	407.1	100.0	114 296	100.0

Tableau 5.4.1
Les 15 principaux pays utilisateurs d'Internet, nombre d'internautes et nombre d'hôtes d'Internet, 2000

(1) Donnée de 1999 pour le nombre d'internautes
Source: Nua Internet Surveys, Telcordia - Internet Netsizer

En ce qui concerne le nombre de citoyens de l'EU qui ont l'accès à l'Internet chez eux, le Graphique 5.4.2 montre que les grands pays (les Pays-Bas sont une exception) sont en tête.



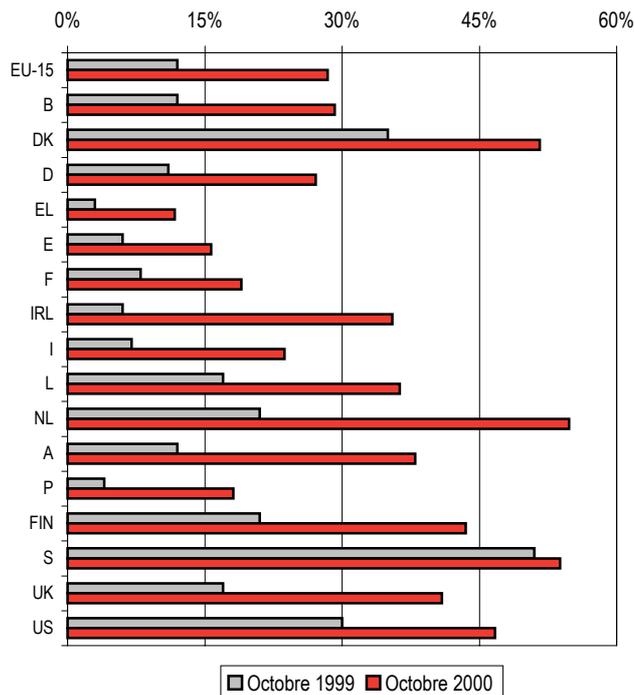
Graphique 5.4.2
Citoyens de l'EU qui ont l'accès à l'Internet chez eux, octobre 2000

Source: Estimations par Eurostat sur la base de données DG INFSO

Cependant nous aurons un meilleur paramètre de la diffusion de l'Internet et de sa croissance si nous considérons le pourcentage de la population des pays connectés à l'Internet.

Les pays du Nord de l'Europe et les Pays-Bas sont les pionniers et les principaux utilisateurs de l'Internet en Europe. En revanche, les autres grands pays, ont encore un retard considérable par rapport au développement de l'Internet et donc de l'e-business aux Etats-Unis (Graphique 5.4.3).

Graphique 5.4.3
Pourcentage des citoyens qui ont
l'accès à l'Internet chez eux, EU-15 et
US, 1999 et 2000



Source: Commission Européenne, DG INFSO

5.4.2 La diffusion du commerce électronique aux Etats-Unis

Forte croissance prévue au cours des prochaines années, notamment pour le B2B

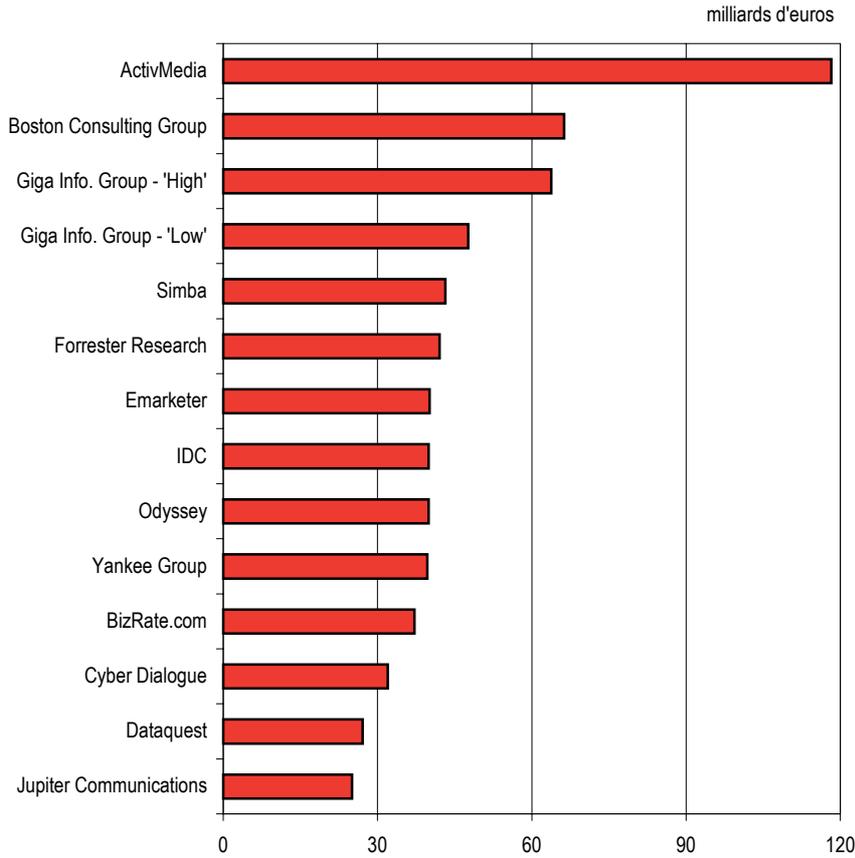
Récemment les distributeurs 'traditionnels' ou '*brick and mortar*', comme on les appelle souvent, ont multiplié leurs initiatives sur le Web. On commence à disposer aussi de quelques données statistiques sur le secteur.

Selon le '**Census Bureau**' du Département du Commerce américain les ventes au détail réalisées par l'Internet (ventes en ligne - B2C) en 2000 se montaient à 28 milliards d'euros¹, c'est à dire 0,8% des ventes totales.

Jusqu'à présent, les données disponibles sur le commerce électronique émanaient principalement de firmes privées, comme **Forrester Research**, qui estime à 42,1 milliards d'euros le poids des ventes en ligne (B2C), en 2000 contre 16,9 milliards d'euros en 1999 et 7,1 milliards d'euros en 1998.

Les estimations du **Boston Consulting Group** (BCG) sont plus optimistes: en 2000 les ventes en ligne (B2C) aux Etats-Unis auraient atteint 66,3 milliards d'euros 1,2% du total des ventes au détail contre 33,8 milliards d'euros en 1999. Mais d'autres cabinets de conseil ou société d'études font des estimations moins positives (Graphique 5.4.4).

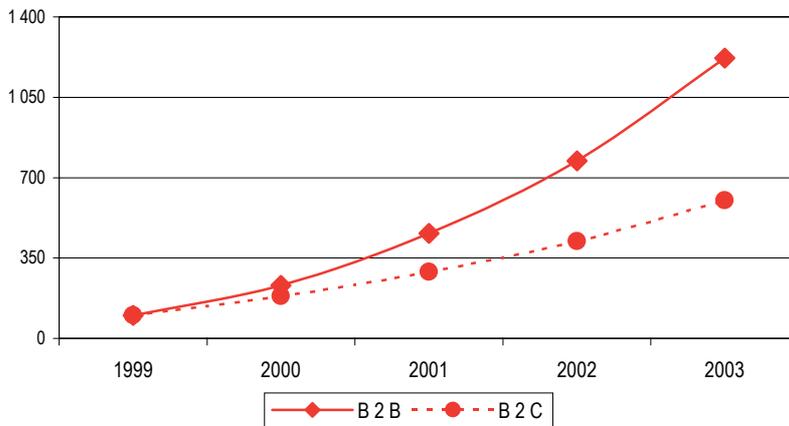
¹ Les données en euros de ce chapitre ont été converties à partir des taux de change de la base de données New Cronos aux_ind d'Eurostat.



Graphique 5.4.4
Différentes estimations des ventes en ligne (B2C) aux Etats-Unis, 2000

Source: eMarketer, 2000

Si les données actuelles font état d'un niveau de ventes encore très limité, selon les prévisions il y aurait une croissance importante au cours des prochaines années (Graphique 5.4.5).



Graphique 5.4.5
Croissance estimée du chiffre d'affaires du commerce électronique aux Etats-Unis (1999=100)

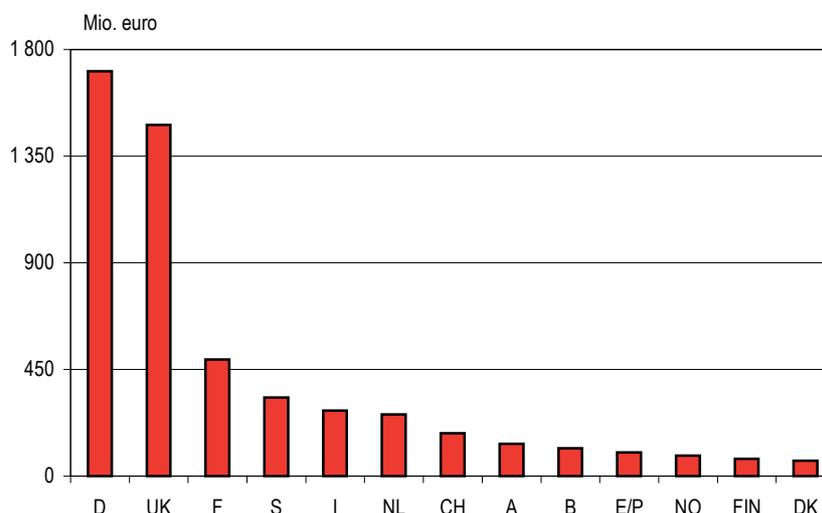
Source: Forrester Research

5.4.3 Le commerce électronique en Europe et son évolution

La situation actuelle

En Europe de l'Ouest², selon le Boston Consulting Group (BCG), le chiffre d'affaires des ventes au détail par l'Internet (B2C) en 1999 était de 5,3 milliards d'euros environ 0,2% du total des ventes au détail. Les prévisions disent que ce chiffre augmentera pour passer à 13,6 milliards d'euros en 2000 et 68,3 milliards d'euros en 2002. Les parts de marché des différents pays de l'Europe varient largement, l'Allemagne et le Royaume-Uni réunis représentant 60%. Le retard par rapport aux Etats-Unis est considérable et serait, selon le BCG, de 18 mois (Graphique 5.4.6).

Graphique 5.4.6
Le commerce électronique dans les pays
de l'Europe de l'Ouest, 1999



Source: BCG, Boston Consulting Group

Explications possibles au
retard du commerce
électronique en Europe

Cet écart dépend en partie seulement du nombre d'utilisateurs d'Internet qui augmentait de début 1999 à fin 2000 de 79 millions à environ 154 millions aux Etats-Unis et de 60,6 millions à 96 millions en Europe de l'Ouest. La diffusion précoce du Net a permis aux entreprises américaines de développer leurs sites Web en avance sur leurs homologues européennes.

Mais d'autres barrières peuvent expliquer ce retard comme le coût plus élevé de l'accès à l'Internet et des transactions s'y référant, la moindre confiance des consommateurs, la limitation du capital-risque et une certaine inertie des distributeurs traditionnels.

- *Coût plus élevé*: les Européens dépensent en moyenne près de deux fois plus que les Américains puisqu'ils doivent payer la communication locale pour avoir accès à l'Internet. En outre, viennent s'ajouter des frais pour le paiement par les modes traditionnels: environ la moitié des clients en ligne paient en

² EEE et Suisse.

espèces à la réception de la marchandise ou demandent à être facturés avant le paiement. Seul le Royaume-Uni présente un pourcentage de paiement en ligne par carte de crédit comparable à celui des Etats-Unis: 93%, contre 70-75% en France et en Italie et 20% en Allemagne et dans les pays du Nord de l'Europe.

- *Manque de confiance du consommateur*: bien qu'au niveau européen, des efforts soient entrepris pour mettre en place des normes légales dans le domaine, les consommateurs se sentent toujours peu informés de l'étendue de leurs droits quand ils achètent en ligne, notamment d'un pays à l'autre.
- *Limitation du capital-risque*: en Europe, les entrepreneurs ont plus de mal à trouver des financements au début de leur activité. En 1999, l'investissement en capital-risque représentait en Europe 45% de l'investissement aux Etats-Unis en ce qui concerne la part du capital expansion et remplacement. Pour ce qui est de la part du capital des 'start-up' sur l'investissement risque, la relation entre l'Europe et les Etats-Unis était encore moins favorable, avec 23%³.
- *Inertie des distributeurs traditionnels*: enfin, peu de distributeurs traditionnels ont déjà développé une offre en ligne, car ils craignent des conflits entre les différents circuits et un processus de cannibalisation, au détriment de leurs magasins.

La situation est en train de s'améliorer: au Royaume-Uni on commence à voir des offres de connexion Internet comprenant le coût du téléphone, des modalités de paiements sécurisés (comme le SET - Secure Electronic Transaction) qui viennent d'être testées. L'Union européenne a annoncé, suite au sommet de Lisbonne, une série de mesures sur le commerce électronique visant à améliorer la transparence de la communication, la fiabilité des intermédiaires et les conditions de stipulation des contrats ce qui créera une situation plus favorable pour les distributeurs de se lancer sur la Toile.

Cependant, l'Europe doit accélérer, si elle veut rattraper son retard. Pour l'instant, il n'y a qu'un secteur où les Européens devancent les Etats-Unis: la distribution 'grocery' en ligne, notamment grâce aux initiatives de Tesco et Asda (Royaume-Uni).

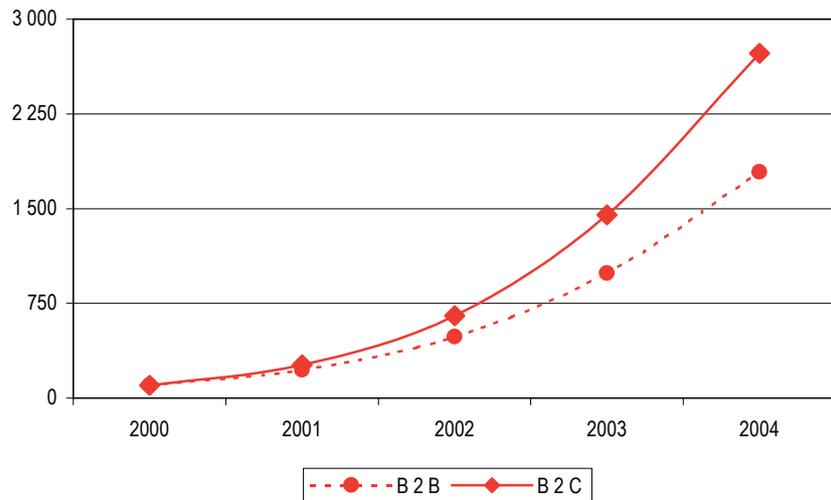
L'Europe devance les Etats-Unis dans le 'grocery', grâce aux initiatives des entreprises au Royaume-Uni

Prévisions pour le commerce électronique en Europe

Selon Forrester Research, le commerce électronique aurait une croissance extraordinaire au cours des prochaines années au niveau européen. Le B2B (commerce électronique entre entreprises), qui représente actuellement environ 90% du total du commerce en ligne serait destiné à se développer plus lentement que le B2C (commerce électronique entreprises – consommateur), qui, selon les prévisions, augmenterait de 10% en 2000 à 15% en 2004 du total du commerce électronique (Graphique 5.4.7).

³ Source: Site Web Eurostat - Indicateurs structurels; chiffres de la source en pourcentage du PIB.

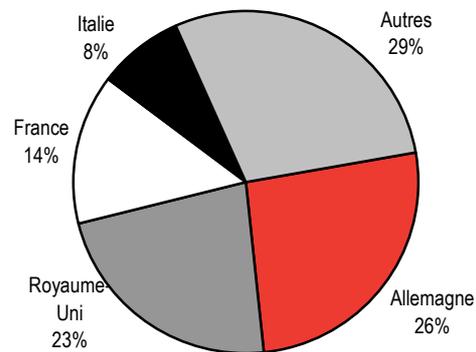
Graphique 5.4.7
Croissance estimée du chiffre d'affaires
du commerce électronique en Europe
(2000=100)



Source: Forrester Research

Le volume du commerce électronique en Europe devrait atteindre, selon ces prévisions, 1 550 milliards d'euros en 2004, dont 1 318 en B2B et 232 en B2C. L'Allemagne à elle seule compterait 26% de ce montant (Graphique 5.4.8).

Graphique 5.4.8
Prévisions sur le volume du
commerce électronique en Europe
en 2004



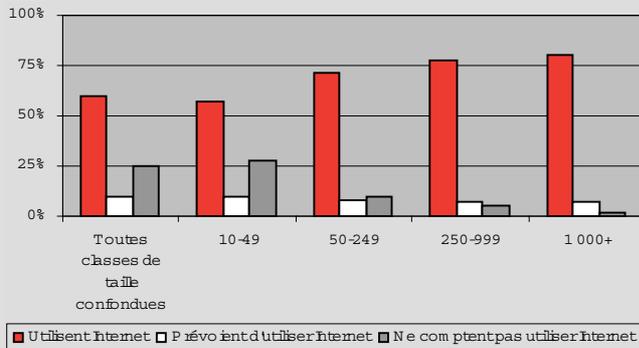
Source: Forrester Research 2000

L'avance de l'Allemagne et du Royaume-Uni sur la France et l'Italie est due en partie à leur population plus nombreuse (au moins pour l'Allemagne). Pour la France, l'existence du Minitel, explique le moindre développement de l'Internet et donc du commerce électronique. L'Italie a toujours été caractérisée par un niveau très bas de ventes à distance du fait des carences du système de distribution. Dans ce pays, les comportements d'achat sont encore plus favorables à la proximité et aux contacts personnels.

Royaume-Uni: première enquête sur le commerce électronique réalisée auprès des entreprises, 2001

Dans le but d'obtenir des données statistiques fiables et comparables au niveau communautaire, Eurostat, l'office statistique de l'UE a lancé une enquête pilote sur le commerce électronique (B2B et B2C) au printemps 2001. Elle concerne 13 États membres. La taille de l'échantillon est d'environ 100 000 entreprises pour les États membres pris en compte. Les résultats provisoires devraient être disponibles fin juin 2001. La publication du rapport final est prévue pour l'automne 2001.

Pour le Royaume-Uni, les premiers résultats ont été rendus publics en mai 2001 par l'ONS (Office for National Statistics). L'enquête britannique couvrait 9 000 entreprises, échantillonnées de façon aléatoire par le répertoire interministériel des entreprises (Interdepartmental Business Register) et stratifiées par classe d'effectif. Les estimations englobent la plupart des secteurs économiques et toutes les entreprises de 10 salariés et plus.

Accès Internet

Utilisation d'Internet

D'après les résultats de l'enquête, 92% des entreprises britanniques sont équipées d'ordinateurs personnels, de postes de travail ou de terminaux et 63% d'entre elles disposent d'un accès Internet.

Les résultats obtenus sont comparables dans la plupart des secteurs et des entreprises, indépendamment de leur taille. Les seules exceptions se rencontrent dans les petites entreprises appartenant au secteur manufacturier ainsi qu'à l'hôtellerie et à la restauration, où le chiffre avoisine 70%.

Le pourcentage global d'accès à Internet est inférieur à 63%. Derrière ce taux se cachent des disparités importantes. Par exemple, moins de la moitié de certains secteurs manufacturiers et commerces de détail ont accès à Internet alors que ce chiffre atteint 94% pour les plus grandes entreprises, tous secteurs confondus. Seules un peu plus de 10% des entreprises comptent se doter d'un accès Internet au cours de l'année à venir.

Ventes par commerce électronique

Dans l'ensemble, 16% des entreprises utilisent un réseau informatisé pour les ventes, et 12% prévoient de le faire l'année prochaine. Près de 70% des entreprises ne comptent pas utiliser un réseau informatisé pour leurs ventes l'an prochain. Ce chiffre varie toutefois en fonction de la taille de l'entreprise. Le secteur manufacturier des machines de bureau et du matériel informatique, les assurances et les compagnies aériennes font beaucoup plus appel au commerce électronique – environ 30 à 40% de leurs ventes s'effectuent par l'intermédiaire de réseaux électroniques.

Dans l'ensemble, l'utilisation du commerce électronique pour les ventes ne s'est développée que depuis quelques mois et même pour les plus grandes entreprises, la moyenne demeure inférieure à un an.

Lorsqu'on a demandé aux entreprises les obstacles auxquels elles avaient été confrontées dans l'utilisation du commerce électronique pour les ventes, 40% et plus ont mis en avant les incertitudes quant aux contrats et/ou le coût de développement et de maintenance du système. La possibilité de toucher un plus grand nombre de clients était le principal bénéfice perçu, quelle que soit la taille des entreprises, mais un faible pourcentage de petites entreprises ne voyaient aucun avantage au système.

Achats par commerce électronique

Un nombre deux fois plus important d'entreprises (33%) font appel au commerce électronique pour leurs achats. 9% comptent l'utiliser l'année prochaine alors que 58% n'en ont pas l'intention. C'est dans les secteurs du matériel informatique (74%) et des assurances (60%) que le commerce électronique est le plus développé pour les achats. Une fois de plus, les entreprises utilisent depuis moins d'un an le commerce électronique pour passer leurs commandes.

Valeur des ventes par commerce électronique ventilée par classe de taille et secteur

Classe de taille de l'entreprise	Ventes par Internet		Tous réseaux électroniques confondus	
	En milliards d'euros		En milliards d'euros	
	d'euros	%	d'euros	%
10-49 salariés	5.63	0.12	9.80	0.21
50-249	13.31	0.29	39.82	0.87
250-999	38.08	0.84	95.44	2.10
1 000+	35.90	0.79	120.35	2.64
Secteur d'activité				
Industrie manufacturière	6.55	0.14	81.15	1.78
Gros/détail/hôtellerie et restauration/voyages	12.49	0.27	48.65	1.07
Finance et assurances	71.77	1.58	131.10	2.88
Activité informatiques et autres services aux entreprises	2.10	0.05	4.51	0.10
Total	92.87	2.04	265.39	5.83

Estimations de la valeur du commerce électronique

Les résultats montrent que pour 2000, les ventes par Internet s'élèvent à 92,9 milliards d'euros. Ce chiffre représente 2,04% des ventes totales pour les secteurs concernés. Les plus grandes entreprises effectuent presque 80% de l'ensemble des ventes par commerce électronique, alors que le secteur financier à lui seul en totalise 77%. Si l'on exclut le secteur financier, la valeur des ventes par Internet chute à 21,2 milliards d'euros (0,94% des ventes totales).

Moins d'un cinquième des ventes par Internet étaient destinées aux ménages (B2C), avec une valeur estimée à 16,4 milliards d'euros. Une fois encore, le secteur financier a une part prépondérante et, si l'on n'en tient pas compte, les ventes par Internet aux ménages atteignent 2 milliards d'euros, soit 0,09% des ventes totales.

Quant aux achats effectués par Internet (à l'exclusion du secteur financier), ils sont estimés à 27,2 milliards d'euros, c'est-à-dire 1,78% des achats totaux. Les répondants du secteur financier ont estimé que 10% de leurs achats se faisaient par le biais d'Internet.

Source:

Les données et informations présentées ont été rendues publiques par l'ONS - Office for National Statistics, UK (www.statistics.gov.uk).

Les chiffres ont été convertis en euros sur la base des taux de change publiés dans la base de données New Cronos, aux_ind d'Eurostat.

5.4.4 Ventes en ligne (B2C): motivations d'achat et produits les plus vendus

Le Tableau 5.4.2 présente les possibles motivations de l'achat en ligne et ses freins. Comme aux tous débuts, l'Internet doit aussi faire face à un marché potentiel réticent. Il existe plusieurs motivations, parmi lesquelles on trouve le fait que le commerce électronique fonctionne tous les jours, 24 heures sur 24. En contrepartie, les freins sont, eux aussi, nombreux, et on peut citer comme exemple l'absence de contact personnel.

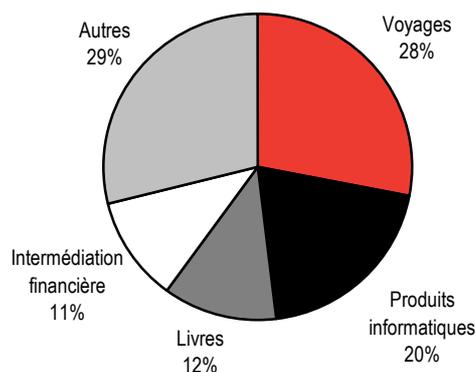
Tableau 5.4.2
Motivations et freins de l'achat en ligne,
1999

Motivations	(%)	Freins	(%)
Pratique	59	Risques liés à l'utilisation de la carte de crédit	75
Rapide	41	Doutes quant au service après vente	67
Plus grande variété	35	Besoin de voir le produit 'concrètement'	59
Prix	27	Paiement effectué avant d'obtenir le produit	58

Source: *Computer Industry Almanac, 1999*

Compte tenu de ces réflexions ainsi que de la nature différente des marchandises et services qui peuvent être commercialisés, le marché des ventes au détail en ligne est dominé par certaines catégories de produits ou services. En Europe, comme d'ailleurs aux Etats-Unis, les voyages, les produits informatiques (hardware et software), les livres et l'intermédiation financière représentent ensemble les deux tiers du marché (B2C) en ligne (Graphique 5.4.9).

Grafique 5.4.9
Part de marché des principales
catégories de produits vendus en ligne,
1999



Source: *BCG, Boston Consulting Group*

Toutefois, la pénétration du marché des ventes au détail par le commerce électronique est toujours faible, quoique croissante (Tableau 5.4.3).

Catégories	% des ventes en ligne sur le total des ventes	
	Europe	Etats-Unis
Intermédiation financière	5.3	15.2
Produits informatiques	3.5	9.2
Livres	1.6	5.1
Musique/Vidéo	1.2	1.8
Voyages	0.8	1.8
Electronique de consommation	0.3	2.3
Billets spectacles	0.2	0.1
Alimentaires/Vin	0.1	<0.1
Jouets	0.1	5.0
Fleurs/cartes/cadeaux	0.1	:
Habillement	0.1	0.3
Maison/Jardin	<0.1	0.1
Moyenne	0.2	1.2

Source: BCG, Boston Consulting Group

Tableau 5.4.3
Taux de pénétration des différentes catégories de produits, 1999

Les différences entre Europe et Etats-Unis à ce propos ne sont pas considérables. On remarque toutefois en Europe un pourcentage relativement plus élevé dans la musique-video, les voyages, les billets spectacles et l'alimentaire. Par contre les pourcentages sont relativement plus élevés aux Etats-Unis dans l'électronique de consommation et les jouets. Les différentes habitudes de consommation et d'achat expliquent ces différences, ainsi que la présence d'entreprises particulièrement actives et innovantes sur les marchés nationaux. En sont un exemple Tesco au Royaume-Uni dans l'alimentaire et Dell dans l'informatique aux Etats-Unis. Dans les jouets la consommation plus élevée aux Etats-Unis qu'en Europe a favorisé la concurrence entre les spécialistes du e-commerce - comme E-Toys - et les 'category killers' (Toys-R-Us) ainsi que les discounters (Wal-Mart).

La France: Minitel et commerce électronique

Les ventes en ligne en France

Si l'Europe est en retard par rapport aux Etats-Unis dans le commerce électronique, la France connaît une situation tout à fait originale en Europe. La pénétration d'Internet a atteint, en 2000, 15% de la population, alors que ce taux était de 13% en 1999. C'est nettement moins que dans les pays scandinaves (54%) et qu'en Allemagne (24%). Mais ce pourcentage s'élève à 34%, si on ajoute le Minitel.

Les ventes au détail sur Internet ont atteint en 1999 324 millions d'euros, soit 0,14% du commerce au détail, mais si on ajoute les ventes sur Minitel, on obtient 1,6 milliard d'euros, soit 0,7% du chiffre d'affaires du commerce de détail, contre 1,2% aux Etats-Unis et 0,2% en moyenne en Europe (données BCG).

Si l'on considère l'ensemble des ventes sur le Minitel et l'Internet, la France est donc le pays leader en Europe en termes de part de marché. Par contre, elle est en retard par rapport à tous les autres pays européens – sauf l'Italie, l'Espagne et le Portugal - si l'on ne prend en compte que les ventes sur l'Internet.

La distribution sectorielle des ventes dans le commerce électronique est aussi très influencée par la présence du Minitel. Alors qu'au niveau européen les trois principaux secteurs sont les voyages, les ordinateurs et les livres, ils sont en France, dans l'ordre, le textile/habillage, le voyage et l'ameublement /électroménager.

Commerce électronique et Minitel

En effet, les acheteurs et les acteurs leaders sont différents dans les deux canaux. Sur le Minitel les 'vépécistes' (VPC = vente par correspondance) réalisent 75% des ventes et représentent déjà 21% du chiffre d'affaires sur le Minitel avec la croissance la plus forte du marché. Les opérateurs les plus importants sont les distributeurs virtuels purs qui disposent de 40% de part de marché, alors que les multicanaux (sans la VPC) atteignent 39%.

Les opérateurs virtuels 'purs' ont en France une part de marché supérieure à la moyenne européenne (34%) et inférieure seulement à celle enregistrée en Italie. Dégriftour, dans le secteur des voyages et des loisirs, en est un exemple, qui d'abord a été sur Minitel, et après sur Internet. Par contre, le développement de nouveaux distributeurs virtuels purs ayant débuté directement sur Internet est plus limité en France que dans d'autres pays européens et encore plus qu'aux Etats-Unis.

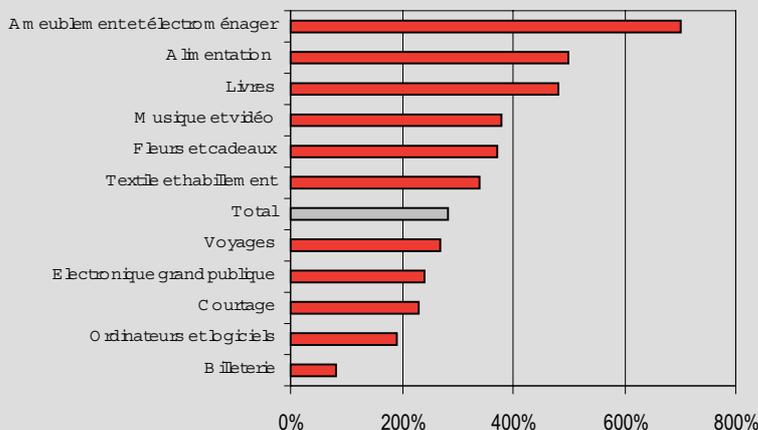
Le niveau de concentration est assez important puisque sur l'ensemble des activités, les cinq premiers distributeurs représentent 34% du marché et les 10 premiers 49%. Mais la concentration est bien plus élevée au niveau de chaque secteur d'activité: les trois premiers distributeurs d'un secteur réalisent en moyenne 65% des ventes de celui-ci. La concurrence y est donc très dure et les entreprises leaders ont déjà occupé des positions fortes.

Evolutions des ventes sur le Minitel et sur le Net

La croissance des ventes sur l'Internet est donc en partie liée à la décroissance du Minitel. En effet, en 1999, les ventes sur Minitel ont enregistré une baisse de 6% et sont revenues à 1,3 milliard d'euros. L'érosion des ventes est plus ou moins forte selon les secteurs: plus importante dans l'alimentaire et plus faible pour le textile habillage, le courtage et les voyages.

Tous les secteurs connaissent une forte croissance sur Internet en France.

Chiffre d'affaires sur Internet des distributeurs français.
Taux de croissance 1998-1999



Source: BCG Boston Consulting Group

Mais la diminution est lente et le transfert n'est pas évident. Pourtant, les entreprises qui vendent sur Minitel ont amorcé une transition vers Internet en créant, dans de nombreux cas, des sites de commerce électronique. Mais il faut souligner que la clientèle qui dispose du Minitel n'a pas le même profil que celle qui achète sur Internet et elle continuera donc d'utiliser le Minitel. Celui-ci est d'usage simple et les connexions sont rapides sans les temps d'attente de l'Internet. Enfin, les versements de France Télécom couvrent ou excèdent les coûts d'exploitation du Minitel et maintiennent donc la rentabilité de ce canal sur lequel sont actifs environ 400 opérateurs.

Certes, le Minitel est destiné à réduire ses activités et à se concentrer, face à la concurrence de l'Internet, sur les fonctions pour lesquelles il est le plus efficace: par exemple les commandes dans la VPC et la fourniture des informations de base. Mais si la forte position du Minitel paraissait avoir entravé le développement de l'Internet à ses débuts, aujourd'hui on peut aussi dire que le Minitel a habitué une partie de la clientèle et certains opérateurs au commerce en ligne.

5.4.5 Ventes en ligne (B2C): structure du marché et stratégies des entreprises

Les différents acteurs du B2C

On peut identifier principalement deux types d'entreprises opérant sur le marché virtuel: les opérateurs 'purs', qui sont nés sur le Web, comme Amazon.com, et les entreprises traditionnelles (brick and mortar), qui commencent à créer leurs services virtuels et à devenir 'click and mortar'.

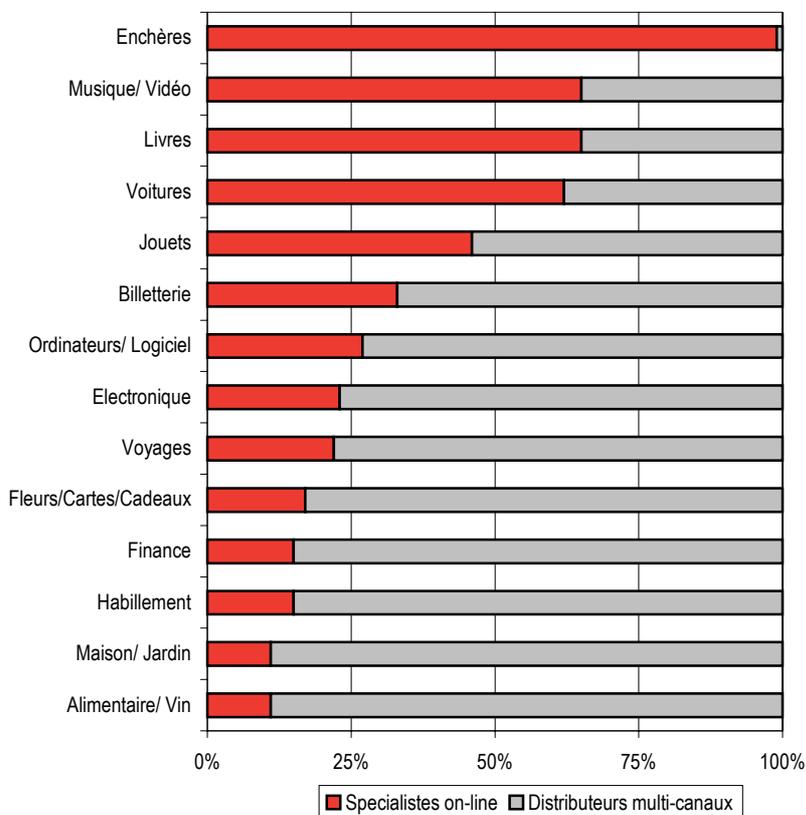
Étant donné que le commerce électronique connaîtra une croissance importante, il devient alors particulièrement intéressant de réfléchir sur les acteurs qui pourront en profiter. Les spécialistes du Web vont-ils remplacer peu à peu les distributeurs traditionnels ou ces derniers pourront-ils profiter eux aussi de l'Internet pour développer leurs ventes en ligne?

Spécialisation sur le Net ou multicanalité pour les distributeurs de demain?

Une étude récente du Boston Consulting Group (BCG) nous révèle à ce propos que les distributeurs multicanaux réalisent en Europe les deux tiers des ventes réalisées en ligne (données 1999), alors que les spécialistes (les e-tailers) en réalisent un tiers. Mais ces pourcentages varient beaucoup selon les catégories de produits (Graphique 5.4.10).

Acteurs sur le Web: les spécialistes du Net et les entreprises traditionnelles

Les distributeurs multicanaux contrôlent les deux tiers du marché des ventes en ligne



Graphique 5.4.10
Parts du marché des ventes au détail en ligne des spécialistes (e-tailers) et des distributeurs multicanaux en Europe, 1999

Source: BCG, Boston Consulting Group

Mais la transmission en ligne des produits qui permet de dégager des économies très importantes est limitée. Les véritables innovations ne sont pas non plus très fréquentes.

Dans les autres catégories les spécialistes ont plus de mal à devancer les distributeurs. Le Tableau 5.4.4 présente les entreprises leaders dans les ventes en ligne en Europe.

Dans l'intermédiation financière, les voyages et l'habillement, de puissants distributeurs traditionnels ont su valoriser leurs marques et leurs compétences logistiques sur le Net. Par contre, dans les livres, la musique/vidéo et les enchères, les spécialistes se sont imposés.

Il s'agit ici essentiellement de produits ou services pouvant être directement transmis en ligne (musique, logiciel) qui constituent des véritables innovations rendues possibles par le Net (enchères), ou pour lesquels la partie information et traitement de données est très importante (livres, matériel informatique, billetterie).

Pour les produits ou services de la première et deuxième catégories, le spécialiste peut offrir aux consommateurs un avantage de prix et de service supérieur à celui des distributeurs traditionnels.

Tableau 5.4.4
Leaders européens dans les
ventes en lignes (B2C), 1999

Entreprise	Pays d'origine	Chiffre d'affaires en millions d'euros				
		< 200	200-400	400-600	600-800	> 800
Dell	Etats-Unis					X
Lufthansa	Allemagne				X	
Minitel	France				X	
Airtours	Royaume-Uni			X		
British Airways	Royaume-Uni		X			
Avis	Etats-Unis		X			
Trader	Royaume-Uni		X			
Tesco	Royaume-Uni		X			
Comdirect	Allemagne	X				
Consors	Allemagne	X				
Ryanair	Irlande	X				
Schwab Europe	Etats-Unis	X				
Merita/NordBanken	Suède	X				
Egg	Royaume-Uni	X				
Ebay	Etats-Unis	X				
Amazon	Etats-Unis	X				
Carphone Warehouse	Royaume-Uni	X				
Iberia	Espagne	X				
SEBanken	Suède	X				
Direkt Anlage Bank	Allemagne	X				
Bank 24	Allemagne	X				
Cortal	France	X				
Direct Line	Royaume-Uni	X				
QXL – Ricardo	Royaume-Uni	X				
EasyJet	Royaume-Uni	X				

Source: *European Retail Analyst*

Le cas du producteur qui vend sur le Net est tout à fait exceptionnel (comme, par exemple, dans le matériel informatique). Pour réussir, celui-ci doit réunir (comme Dell) un produit à fort contenu d'information et à forte valeur ajoutée, une marque forte et un service très personnalisé. Mais les producteurs disposent normalement d'une petite partie de l'offre du marché et ont peu de chance de pouvoir vendre exclusivement sur le Net.

Un risque de conflit de canaux peut s'ensuivre. L'exemple de Levi's est significatif à ce propos, qui a dû arrêter la vente sur son site web et rassurer ses distributeurs traditionnels. Dans ces cas le site peut bien sûr être utilisé comme moyen de communication, de fidélisation de la clientèle et de support à la vente, qui, elle, sera réalisée essentiellement à travers les distributeurs.

Ventes en ligne par le producteur

Facteurs de succès dans la concurrence on-line/off-line

Pour les distributeurs en ligne aussi il n'est pas facile de remplacer les distributeurs traditionnels. Dans le secteur de la librairie, par exemple, le choix proposé en ligne par les spécialistes est bien supérieur à celui des distributeurs traditionnels conditionnés par la taille des magasins et des entrepôts. Mais ces derniers ont réagi et sont aujourd'hui sur le Net et y élargissent leur offre.

Les compétences logistiques des distributeurs multicanaux (traditionnels) jouent un rôle essentiel pour la compétitivité

Ces distributeurs multicanaux disposent aussi de magasins, contrairement aux spécialistes. Les véricistes, en particulier, disposent de ressources et de compétences logistiques importantes. Ils ont souvent des marques dont la notoriété est très élevée. Ils ont également une bonne expérience en matière de gestion de la clientèle et des aspects différents du service aux clients. Autant de facteurs qui peuvent se transformer en avantages compétitifs.

La logistique a été négligée par les spécialistes du commerce électronique, alors qu'elle reste incontournable

La construction de la notoriété implique des investissements importants en marketing et communication, lesquels peuvent déséquilibrer le bilan des spécialistes du Net. En revanche, grâce à leur marque établie, les distributeurs multicanaux peuvent attirer les consommateurs sur leur site à travers des investissements plus limités.

La logistique a souvent été particulièrement négligée par les spécialistes, tous occupés à attirer les consommateurs sur leurs sites. Les coûts du marketing et de logistique expliquent en bonne partie les pertes de certains opérateurs de commerce électronique. La différence étant que les deuxièmes sont essentiellement variables et ne diminuent pas avec la croissance du chiffre d'affaires. Dans ce domaine, les véricistes disposent d'un atout considérable puisqu'ils ont une expérience indéniable dans la gestion d'entrepôts et de systèmes de livraison à domicile. Mais, même les distributeurs traditionnels ont plus d'expérience dans cette fonction. L'exemple de Tesco et Sainsbury, leaders de la vente en ligne dans le secteur 'grocery' au Royaume-Uni, en est une démonstration.

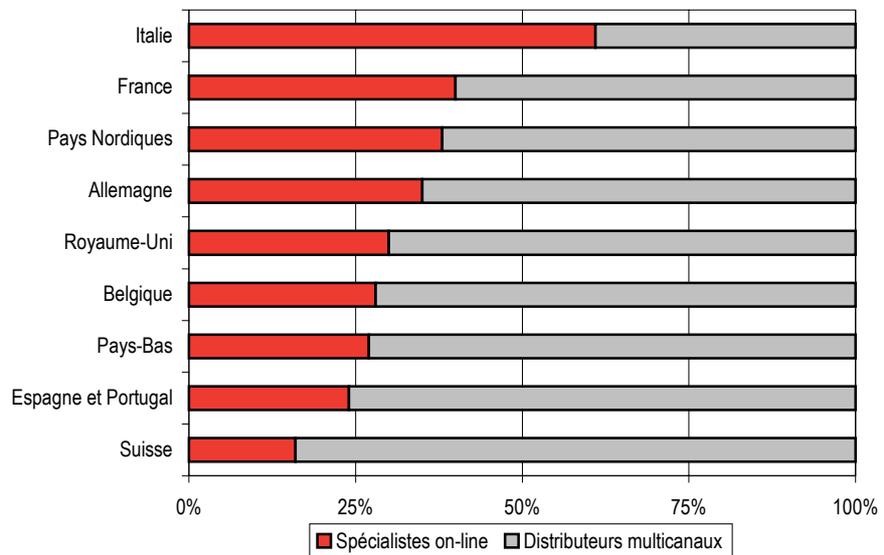
La vente en ligne offre aux consommateurs de la praticité et du choix, mais les magasins permettent de voir et toucher les produits et favorisent l'achat d'impulsion

Et puis il y a les magasins. La vente en ligne peut offrir la flexibilité, le choix et la personnalisation. Mais les magasins y ajoutent la dimension humaine, favorisent l'achat d'impulsion et surtout offrent la présence physique des produits que les

consommateurs veulent toujours voir. Le désir de voir, toucher, sentir les produits est le principal élément qui attire les consommateurs vers les points de ventes et les éloigne du Net.

Tous ces facteurs expliquent la force des distributeurs multicanaux dans les ventes en ligne en Europe. Ceux-ci contrôlaient les deux tiers du commerce B2C européen en 1999.

Graphique 5.4.11
Parts de marché des
distributeurs multicanaux et
des spécialistes en ligne en
Europe, 1999



Source: BCG; Boston Consulting Group

La complémentarité on-line/off-line

La complémentarité 'on-line' et 'off-line', le 'click and mortar' devient une évidence pour les acteurs de la distribution et pour les investisseurs en bourse. Les entreprises qui l'ont compris (Gap, Office Dépôt, Fnac) offrent l'accès Web à partir des magasins et encouragent les consommateurs à emmener dans les magasins les retours des produits achetés en ligne. Ils facilitent l'expérience d'achat de leurs clients, en leur offrant la liberté de choisir le canal où acheter, retourner le produit, collecter des informations ou demander conseil.

Les spécialistes du Net reconnaissent eux aussi la valeur d'une présence 'physique'. Ce qui a d'ailleurs amené un certain nombre d'entre eux à conclure des partenariats ou à racheter des distributeurs traditionnels.

Si l'approche 'click and mortar' est plus efficace, les distributeurs traditionnels devraient introduire rapidement leur sites Web et apprendre à gérer l'ensemble 'on-line' et 'off-line'.

A ce jeu, ils disposent dans la plupart des produits d'atouts plus importants: des réseaux déjà établis, le savoir-faire logistique, des marques connues, des données sur les clients, un fort pouvoir d'achat face aux fournisseurs. Le risque de cannibalisation ne devrait pas les freiner, surtout s'ils comprennent que la menace

Stratégies de survie des
spécialistes du Net et des
distributeurs multicanaux

compétitive viendra de plus en plus des acteurs multicanaux plutôt que des purs 'e-tailers'.

Ces derniers risquent de disparaître ou de garder des parts de marché limitées dans la plupart des catégories de produits ce que reflètent les prévisions contenues dans le Tableau 5.4.5.

Entreprise	Pays d'origine	Chiffre d'affaires en millions d'euros				% total CA en 2002
		1999	2000	2001	2002	
Ahold	Pays-Bas	61	240	500	950	1.59
Carrefour	France	0	15	46	250	0.34
Casino	France	0	31	70	150	0.68
Colruyt	Belgique	0	1	4	12	0.42
Delhaize	Belgique	12	21	54	90	0.78
Galerias Lafayette	France	42	58	105	164	3.76
GIB	Belgique	2	8	25	62	1.10
Kingfisher	Royaume-Uni	135	363	644	893	4.00
Laurus	Belgique	0	5	25	50	0.77
Metro	Allemagne	0	5	38	200	0.36
Pinault Printemps	France	38	150	450	1 130	4.35
Tesco	Royaume-Uni	206	380	660	1 238	3.00
Vendex KBB	Pays-Bas	9	20	35	70	1.28

Tableau 5.4.5
Prévisions pour le chiffre d'affaires des ventes au détail en ligne (B2C) des principaux distributeurs

Source: Meeschaert-Rousselle (Fortis Bank), prévisions pour les données de 2000 à 2002

Conclusions sur le marché des ventes au détail en ligne (B2C)

- En Europe et aux Etats-Unis le marché des ventes au détail en ligne (B2C) est dominé par certaines catégories de produits ou services: les voyages, les produits informatiques (hardware et software), les livres et l'intermédiation financière représentent ensemble les deux tiers du marché en ligne.
- La France connaît une situation tout à fait originale en Europe. Les ventes au détail sur Internet ont atteint en 1999 324 millions d'euros, soit 0,14% du commerce au détail, mais si on ajoute les ventes sur Minitel, on obtient 1,6 milliard d'euros, soit 0,7% du chiffre d'affaires du commerce de détail, contre 1,2% aux Etats-Unis et 0,2% en moyenne en Europe (données BCG).
- Il y a deux principaux types d'entreprises opérant sur le marché virtuel: les opérateurs 'purs', qui sont nés sur le Web, comme Amazon.com, et les entreprises traditionnelles (brick and mortar), qui commencent à créer leurs services virtuels et à devenir 'click and mortar'.
- En Europe deux tiers des ventes en ligne sont réalisées par distributeurs multicanaux alors que les spécialistes (les e-tailers) en réalisent un tiers (données 1999), mais ces pourcentages varient beaucoup selon les catégories de produits. Les distributeurs traditionnels se sont imposés dans l'intermédiation financière, les voyages et l'habillement, tandis que les spécialistes dans les livres, la musique/vidéo et les enchères.
- Pour les distributeurs en ligne aussi il n'est pas facile de remplacer les distributeurs traditionnels, dont les compétences logistiques jouent un rôle

essentiel pour la compétitivité. La logistique a été négligée par les spécialistes du commerce électronique, alors qu'elle reste incontournable. Bien que la vente en ligne offre aux consommateurs de la praticité et du choix, les magasins permettent de voir et toucher les produits et favorisent l'achat d'impulsion.

5.4.6 Le B2B des distributeurs: constitution des centrales d'achat virtuelles

Les principales centrales d'achat des distributeurs

Selon les estimations des différents bureaux d'études, le B2B représente actuellement entre 80% et 90% du chiffre d'affaires du commerce électronique. Les prévisions montrent également des taux de croissances extraordinaires.

En 2000, pendant que les initiatives dans le B2C étaient visiblement en forte croissance, les grandes entreprises de distribution ont effectué des opérations importantes dans la gestion des relations entre acheteurs et fournisseurs et la gestion logistique.

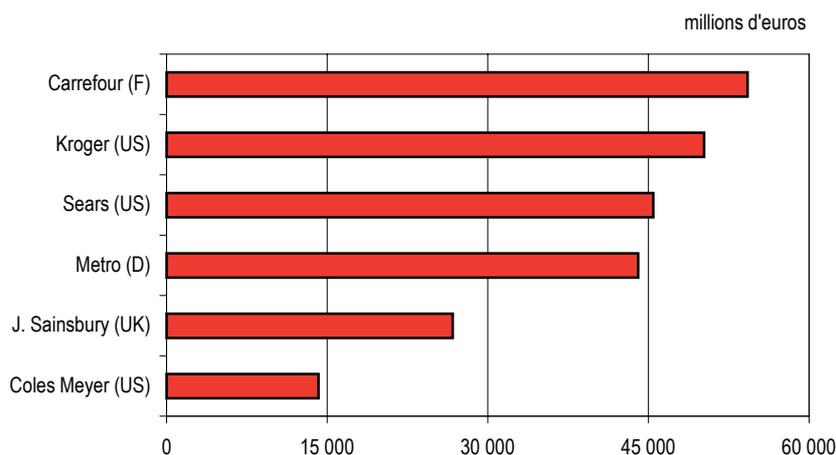
La distribution mondiale a vu la mise en place de deux plates-formes importantes d'échanges électroniques B2B, desquelles elle compte bien obtenir des avantages importants: Worldwide Retail Exchange et GlobalNetxchange (Tableau 5.4.6 et Graphique 5.4.12).

Centrales d'achat virtuelles
B2B: Worldwide Retail
Exchange et
GlobalNetxchange

Tableau 5.4.6
Worldwide Retail Exchange, 1999

Entreprises	Pays d'origine	Chiffre d'affaires (Mio. euro)
Albertson's	Etats-Unis	41 481
Kmart	Etats-Unis	39 762
Target	Etats-Unis	37 302
JC Penney	Etats-Unis	34 744
Ahold	Pays-Bas	33 560
Safeway	Etats-Unis	31 942
Tesco	Royaume-Uni	30 558
Auchan	France	24 000
CVS	Etats-Unis	20 031
Walgreen	Etats-Unis	19 744
Kingfisher	Royaume-Uni	17 696
Casino	France	15 637
Jusco	Portugal	15 000
Delhaize	Belgique	14 310
Best Buy	Etats-Unis	13 828
Marks & Spencer	Royaume-Uni	13 331
Total		402 926

Source: Auchan



Graphique 5.4.12
Répartition du chiffre d'affaires de
Global Netxchange, 1999

Source: Carrefour

Avantages et potentiel des centrales d'achat

Dans la démarche des différents participants à ces centrales, il y a bien évidemment un intérêt hautement stratégique et une recherche d'économie de coûts.

Des domaines d'intermédiation possibles au sein des marchés virtuels peuvent être distingués:

- *Le flux d'achat*

Il comprend surtout les catalogues et les fiches produits mis en ligne par des fournisseurs référencés. Les procédures de consultation et de commande sont entièrement automatisées et reprennent en grande partie ce qui se faisait déjà au travers de l'EDI (Electronic Data Interchange).

- *La mise en place d'une chaîne d'approvisionnement entre les partenaires*

Cette dernière intègre les systèmes informatiques des prestataires de la chaîne logistique et permet un traitement des commandes en temps réel. Le traitement va du fabricant jusqu'à la sortie du produit en caisse, et il s'agit ici de réduire les stocks à tous les niveaux de la chaîne.

- *L'élaboration des standards communs*

Les standards en commun entre les adhérents pourront déboucher sur de nouveaux produits, des marques de distributeurs ou de premiers prix.

Ces aspects principaux aboutissent à toute une série d'avantages, qui sont entre autres: une économie de coûts par un accroissement de la rentabilité de la chaîne d'approvisionnement, le suivi des approvisionnements en temps réel, la rapidité et l'efficacité croissantes des transactions, la possible recherche d'un 'sourcing' mondial des produits, la possibilité de réaliser des enchères et un accès meilleur marché et beaucoup plus facile que l'EDI.

NOTES EXPLICATIVES

La section 'Notes explicatives' contient des informations sur la méthodologie et les sources de données utilisées pour réaliser la présente publication. Les ensembles de données d'Eurostat présentés et analysés dans cette publication sont tirés des sources suivantes, qui font partie de la base de données de référence d'Eurostat, New Cronos:

- Statistiques structurelles sur les entreprises - base de données SBS
- Comptes nationaux - base de données HSEC2
- Enquête sur les forces de travail - base de données LFS
- Petites et moyennes entreprises - base de données SME

Cette section comprend aussi des informations sur les variables SBS présentées et la catégorisation des activités du commerce selon la nomenclature NACE Rév. 1.

Sources

Statistiques structurelles sur les entreprises (SBS)

La base de données SBS contient des statistiques structurelles sur les entreprises industrielles et de service en Europe. La collecte des données sur le commerce s'inscrit dans le cadre juridique établi par le **règlement SBS** (règlement n° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996), **Annexe 3** et les dispositions d'application s'y référant.

Le **règlement SBS** établit les normes, les standards et les définitions nécessaires, sans détailler les méthodes concrètes de collecte à appliquer. À ce titre, l'autorité statistique nationale de chaque Etat membre peut conduire la collecte des données de la façon la plus adaptée à sa situation. Grâce à sa procédure de comités, le règlement SBS offre une marge de manœuvre permettant à la Commission de prendre, après consultation des Etats membres, des mesures d'adaptation aux évolutions économiques et techniques.

Les données tirées de la base SBS présentées dans cette publication reflètent la situation de la base de données au 7 mars 2001. Les données pour l'agrégat EU-15 sont estimées et les chiffres pour 1999 sont des chiffres préliminaires. Aucune donnée n'est disponible pour les pays ou les agrégats de l'UE qui ne figurent pas dans les graphiques.

Il convient également de souligner quelques points importants.

De nombreuses activités de commerce sont caractérisées par une population d'entreprises dynamique et par un grand nombre de petites entreprises. Il faut, par conséquent, être prudent en comparant le nombre absolu d'entreprises entre les pays, car de petites différences méthodologiques peuvent provoquer des incohérences.

Les données sur l'emploi se fondent principalement sur les effectifs et ne tiennent donc pas compte des différences au niveau de la durée du travail ou de l'incidence du travail à temps partiel, qui varient sensiblement entre les activités et les pays.

Le chiffre d'affaires n'est pas toujours représentatif du poids économique ou de l'importance d'une activité. Dans le commerce de gros, par exemple, il peut y avoir d'importants chiffres d'affaires, alors que peu de personnes sont occupées; les mêmes produits peuvent également être facturés plusieurs fois. Le commerce automobile mêle les activités de commerce de gros et de détail.

Les mesures de la productivité font en général appel à la notion de valeur ajoutée au coût des facteurs par personne occupée. Celle-ci exclut les recettes et les dépenses inscrites dans les comptes d'entreprise sous les postes 'Produits/charges financiers' et 'Produits/charges exceptionnels'. Le fait que les données relatives à l'emploi ne soient pas calculées en équivalents temps plein a des conséquences

sur les rapports tels que la valeur ajoutée par personne occupée, lorsque l'on effectue une comparaison entre les activités et les pays.

La plupart des pays modifient actuellement leur méthode de collecte pour se conformer au règlement SBS, il convient donc d'être prudent lorsque l'on analyse les taux de croissance.

Les informations contenues dans cette publication sont tirées principalement de trois collections de données de la base SBS¹:

➤ **ENTERPR – Statistiques annuelles sur les entreprises**
(séries ENTER et PRELIM).

• **ENTER:**

Cette base contient des données détaillées sur l'ensemble des entreprises (en général, à partir de 1995). Les séries englobent toutes les activités des entreprises, à l'exception des services financiers. Les données ont été collectées selon les dispositions du règlement SBS. Elles sont ventilées au niveau à quatre chiffres de la nomenclature des activités économiques, NACE Rév. 1.

• **PRELIM:**

Résultats préliminaires de 1999 pour toutes les entreprises (Sections C à K, NACE Rév. 1) – principaux indicateurs. Les données PRELIM couvrent l'ensemble des entreprises, sans seuil de taille. Cette série donne les totaux communautaires pour les entreprises de l'industrie manufacturière (Section D, NACE Rév. 1) et du commerce (Section G, NACE Rév. 1) sans seuil de taille.

➤ **SIZCLASS – Statistiques annuelles sur les entreprises, ventilées par classe de taille**

Cette collection contient cinq séries commençant toutes en 1995, année de la mise en œuvre du règlement. La série utilisée pour la présente publication est stockée dans le fichier **TRADEMP**, qui contient des données sur les classes de taille d'emploi concernant les entreprises dont l'activité principale se situe dans le secteur du commerce (Section G, NACE Rév. 1). Les données sont ventilées selon des classes de taille définies en termes de nombre de personnes occupées: 1, 2-4, 5-9, 10-19, 20-49, 50-99, 100-249, 250-499, 500-999, 1000+. Les données sont ventilées au niveau à trois chiffres de la nomenclature des activités économiques, NACE Rév. 1, et ne concernent qu'un nombre limité d'indicateurs clés.

¹ Dans l'un des cas, les données de la base SME ont été utilisées pour des estimations. Cette base de données contient des statistiques structurelles sur les entreprises, qui ont été fournies par les États membres sur une base volontaire et qui ont été progressivement remplacées par les données SBS.

➤ FATS – Statistiques du commerce des filiales étrangères

Ces statistiques décrivent l'activité globale des entreprises sous contrôle étranger et peuvent être établies à la fois pour les FATS entrantes et sortantes. Les FATS entrantes sont les statistiques des filiales de sociétés étrangères dans l'économie déclarante. Les FATS sortantes sont les statistiques des filiales de sociétés étrangères de l'économie déclarante. Les FATS reprises dans la présente étude sont toutes des FATS entrantes. Le terme 'étranger' figurant dans l'acronyme FATS (Foreign affiliates trade statistics) est utilisé pour désigner les non-résidents, qui peuvent être des personnes physiques ou morales. Aux fins de l'étude FATS, l'entité non résidente peut être un non-résident isolé ou un groupe de non-résidents établis dans le même pays et agissant en commun.

Des informations plus complètes sur la méthodologie des statistiques sur les entreprises sont disponibles aux adresses

<http://europa.eu.int/comm/eurostat/ramon/> ou

http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/bmethods/info/data/new/main_fr.html.

Comptes nationaux

Les bases de données suivantes du domaine Comptes nationaux d'Eurostat (base de données de référence New Cronos - Thème 2) sont utilisées dans la présente publication:

Base de données HIST-HSEC2

La base **HIST-HSEC2** contient des données sur les branches de production, les biens d'investissement et la consommation finale des ménages, qui sont conformes au SEC 79 (Système européen de comptes économiques intégrés), version européenne du Système de comptabilité nationale (SCN) des Nations Unies. Celui-ci donne des définitions communes pour l'ensemble des comptes nationaux, des tableaux entrée-sortie et des comptes financiers (flux ou fonds). La classification de base NACE-CLIO, qui est utilisée pour construire les tableaux entrée-sortie, sert à détailler les agrégats par branche. Pour chaque branche, la valeur ajoutée brute est la différence entre la valeur de la production réelle et la valeur de la consommation intermédiaire.

En ce qui concerne l'emploi, la population occupée couvre toutes les personnes exerçant une activité considérée comme productive (au sens des comptes nationaux), que ces personnes soient civiles ou militaires. Elle comprend aussi bien les résidents que les non-résidents (salariés, indépendants, aides familiaux non rémunérés, membres des forces armées) qui travaillent pour des unités de production résidentes.

Base de données AGGS

Cette base de données contient des données sur les principaux agrégats des comptes nationaux, tels que le produit intérieur brut (PIB), la consommation finale, les soldes de comptes, etc. Les données sont disponibles en prix courants et en prix constants, ainsi que sous forme d'indices des prix. Le concept utilisé repose sur le règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté (SEC 95). Le SEC 95 est le texte qui a remplacé le SEC 79.

Base de données AUX_IND

Les données sur la population utilisées dans les ratios établis par rapport à la population sont tirées de la base **AUX_IND**, qui contient des indicateurs sur la population, l'emploi et les taux de change basés sur les concepts des comptes nationaux. Les données sont disponibles pour les Etats membres de l'Union européenne, ainsi que pour de nombreux pays tiers. Dans le cas de l'évolution de la population à long terme (à partir de 1985), les données ont été exceptionnellement prises de la base de données DEMO (Thème 3, Population et conditions sociales) où des séries longues pour EU-15 sont disponibles.

Enquête sur les forces de travail (LFS)

L'Office statistique des Communautés européennes a organisé la première enquête communautaire sur les forces de travail en 1960, dans les six Etats membres originaux. En 1992, un certain nombre de modifications ont été introduites, afin d'améliorer la qualité des données et leur fiabilité au niveau national et régional. Le règlement (CEE) n° 3711/91 du Conseil, du 16 décembre 1991, a précisé le contenu et les critères de fiabilité de cette nouvelle enquête, qui devait être réalisée chaque année, à partir de 1992. Les définitions et concepts utilisés restent essentiellement ceux adoptés par la treizième Conférence internationale des statisticiens du travail de 1982 et employés dans les enquêtes communautaires entre 1983 et 1991, de sorte qu'un degré de comparabilité élevé est assuré entre les résultats de ces deux séries. La base méthodologique et le contenu de cette nouvelle série d'enquêtes sont décrits dans la publication 'Enquête sur les forces de travail - Méthodes et définitions - 1996'.

Le règlement n° 57/98 du Conseil a été adopté en 1998, de manière à tenir compte de nouvelles exigences statistiques. La base méthodologique et le contenu de cette nouvelle série d'enquêtes sont décrits dans la publication 'Enquête sur les forces de travail - Méthodes et définitions - Edition 1998'. La base de données LFS présente, sous forme de séries chronologiques, les principaux résultats tirés des enquêtes communautaires réalisées entre 1983 et aujourd'hui.

Le principal objectif statistique de l'enquête sur les forces de travail est de diviser la population en âge de travailler (quinze ans et plus) en trois groupes mutuellement

exclusifs et exhaustifs (personnes au travail, personnes sans emploi et personnes inactives) et de fournir des données descriptives et explicatives concernant chacune de ces catégories. Les personnes soumises à l'enquête sont classées dans l'un de ces groupes sur la base d'informations les plus objectives possibles, obtenues à l'aide d'un questionnaire d'enquête portant principalement sur leur activité réelle au cours d'une semaine de référence donnée.

Les instituts nationaux de statistique sont responsables de la sélection de l'échantillon, de la préparation des questionnaires, de la réalisation des interviews des ménages et de la transmission des résultats à Eurostat, conformément à un système d'encodage commun. Eurostat met au point le programme pour l'analyse des résultats et est responsable du traitement et de la diffusion des informations transmises par les instituts nationaux de statistique.

Il est difficile d'obtenir une comparabilité parfaite des données des quinze pays, même en procédant à une enquête unique et directe, c'est-à-dire une enquête effectuée à la même date, au moyen du même questionnaire et selon une même méthode de relevé. L'enquête communautaire sur les forces de travail offre néanmoins un degré de comparabilité considérablement plus élevé que toute autre statistique sur l'emploi ou le chômage actuellement disponible pour les Etats membres. Cela est dû aux facteurs suivants:

- a) l'observation des mêmes caractéristiques dans tous les pays;
- b) une correspondance étroite entre la liste communautaire des questions et les questionnaires nationaux;
- c) l'application des mêmes définitions pour tous les pays;
- d) l'utilisation de nomenclatures communes (par exemple, la NACE Rév. 1 pour les activités économiques);
- e) l'exploitation centralisée des données par Eurostat.

Même si elle est soumise aux contraintes des exigences statistiques de la Communauté, l'enquête communautaire sur les forces de travail correspond à un effort conjoint des Etats membres visant à coordonner leurs enquêtes nationales sur l'emploi, lesquelles doivent répondre à des besoins nationaux spécifiques. En dépit de la coopération étroite entre les instituts nationaux de statistique et Eurostat, il subsiste donc inévitablement un certain nombre de différences entre les enquêtes nationales.

Depuis 1983, la comparabilité entre les résultats des enquêtes successives a été améliorée en stabilisant notamment le contenu des enquêtes et en augmentant leur fréquence; cette continuité sera maintenue dans la nouvelle série d'enquêtes qui a débuté en 1992. Les facteurs suivants risquent cependant de faire obstacle à une comparabilité parfaite:

- a) les chiffres utilisés pour les ajustements des effectifs de la population sont révisés périodiquement en fonction des résultats des nouveaux recensements démographiques;

- b) la période de référence peut être modifiée dans un pays donné;
- c) il se peut qu'en vue d'améliorer la qualité des résultats, certains pays changent le contenu de leur questionnaire ou l'ordre des questions;
- d) les pays peuvent modifier leurs plans de sondage;
- e) la manière de répondre à certaines questions peut être influencée par les circonstances politiques et sociales à la date de l'enquête.

Eurostat indiquera, dans la mesure où ils sont connus, les principaux facteurs qui affectent la comparabilité des données d'enquêtes successives lors de la publication des résultats. Il est également possible que, d'une année sur l'autre, une erreur d'échantillonnage puisse, dans certains cas, excéder l'ampleur de variation, entraînant un changement estimé qui est, en fait, inverse au changement 'réel'.

Autres sources

En plus des données Eurostat, les Chapitres 4 (Analyse par pays) et 5 (Analyse thématique) de cette publication contiennent également des données dont les sources ne sont pas d'Eurostat. La liste de ces autres sources est détaillée ci-dessous:

Auchan
BCG, Boston Consulting Group
Carrefour
CIES, The Food Business Forum
Computer Industry Almanac
Distribución Quinzenal
DSN, Discount Store News
EMarketer
European Retail Analyst
Financial Times
Food Business News
Forrester Research
Global Convenience Store Retailing
Healey & Baker
IRI Infoscan
LSA, Libre Service Actualités
M+M Eurodata
Market Management
McKinsey (analyses sur données Nielsen)
Meeschaert-Rousselle (Fortis Bank)
MITI (Ministère du commerce et de l'industrie), Japon
Négocia, sur la base de données provenant de Pricewaterhouse Cooper, Cies, Elsevier Food International, Lsa, Point de Vente
Nielsen

Nua Internet Surveys
ONS, Office for National Statistics, UK
Retail Intelligence
Retail Week
Telcordia - Internet Netsizer
The Ebeltoft Group
Thomson Financial Securities
US Census Bureau, Statistical Abstract of the United States, 1999.

Variables SBS

Les variables **SBS** sont définies dans le règlement (CE) n° 2700/98 de la Commission, du 17 décembre 1998. Dans la présente publication sont incluses les variables suivantes:

Nombre d'entreprises:

il s'agit du nombre d'entreprises pour la population considérée dans le répertoire statistique d'entreprises préalablement corrigé des erreurs de classement des unités et des défauts d'enregistrement. Sont exclues les entreprises inactives.

Nombre de personnes occupées:

le nombre total de personnes travaillant dans l'unité considérée (personnes percevant une rémunération, propriétaires exploitants et aides familiaux non rémunérés) et de personnes travaillant à l'extérieur de l'unité, tout en faisant partie de celle-ci et en étant rémunérées par elle.

Chiffre d'affaires:

montants facturés par l'unité d'observation au cours de la période de référence, à savoir les ventes sur le marché de biens ou de services fournis à des tiers. Il comprend tous les impôts et taxes grevant les biens ou services facturés par l'unité, à l'exception de la TVA facturée par l'unité à ses clients et des autres impôts déductibles assimilés et directement liés au chiffre d'affaires.

Valeur de la production:

montant de ce qui a été produit, connu à partir des ventes, après déduction des acquisitions de marchandises et des variations du stock.

Valeur ajoutée au coût des facteurs:

revenu brut des activités d'exploitation une fois pris en compte les subventions d'exploitation et les impôts indirects. Elle est égale à: chiffre d'affaires + production immobilisée + autres produits d'exploitation +/-

variations du stock - achats de biens et de services - impôts sur les produits et la production.

Dépenses de personnel:

rémunération totale, en espèces ou en nature, due par un employeur à un salarié en échange du travail effectué par celui-ci au cours de la période de référence. Elles comprennent les impôts et charges sociales des salariés retenus par l'unité ainsi que les charges sociales obligatoires ou facultatives de l'employeur.

Excédent brut d'exploitation:

excédent dégagé par les activités d'exploitation une fois la main-d'œuvre rémunérée. Il équivaut à la valeur ajoutée diminuée des dépenses de personnel.

Investissements bruts en biens corporels:

investissements dans tous les biens corporels (nouveaux ou existants), achetés auprès de tiers ou produits pour compte propre et dont la durée d'utilisation est supérieure à un an; ils incluent aussi les actifs 'non produits' tels que les terrains. Sont exclus les biens d'équipement utilisés dans le cadre de contrats de location ou de location-vente.

Nombre de salariés:

personnes travaillant pour le compte d'un employeur, disposant d'un contrat de travail et percevant une rémunération sous la forme d'un traitement, d'un salaire, d'émoluments, de gratifications, d'un salaire aux pièces ou d'une rémunération en nature. Il comprend également les travailleurs à temps partiel et les travailleurs saisonniers.

Productivité apparente du travail:

valeur ajoutée par personne occupée.

Productivité corrigée du coût de la main-d'œuvre:

(valeur ajoutée au coût des facteurs/dépenses de personnel) * (nombre de salariés/nombre de personnes occupées) * 100.

Coût unitaire de la main-d'œuvre:

dépenses de personnel par salarié.

Taux brut d'exploitation:

excédent brut d'exploitation/chiffre d'affaires.

Nomenclature statistique des activités économiques

Les branches d'activités et services sont classés selon la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, NACE Rév. 1, adoptée afin d'établir une nomenclature statistique commune des activités économiques dans la Communauté européenne et d'assurer la comparabilité entre les nomenclatures nationales et communautaires, et, partant, entre les statistiques nationales et communautaires. La NACE Rév. 1 a remplacé la NACE 70 et a établi un lien direct entre la nomenclature européenne et la classification CITI Rév. 3 développée sous les auspices des Nations Unies et reconnue internationalement. La nomenclature NACE Rév. 1 est établie dans le règlement (CEE) n° 3027/90 du Conseil, modifié par le règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission.

La nomenclature NACE Rév. 1 est composée de différents niveaux d'activités:

Premier niveau: section - identifiée par un code alphabétique

Niveau intermédiaire: sous-section - identifiée par un code alphabétique à deux caractères

Deuxième niveau: division - identifiée par un code numérique à deux chiffres

Troisième niveau: groupe - identifié par un code numérique à trois chiffres

Quatrième niveau: classe - identifiée par un code numérique à quatre chiffres

Le secteur du commerce correspond à la Section G de la nomenclature NACE Rév. 1, qui distingue les catégories suivantes:

Section G: Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques

50 Commerce et réparation automobile

50.1 Commerce de véhicules automobiles

50.2 Entretien et réparation de véhicules automobiles

50.3 Commerce d'équipements automobiles

50.4 Commerce et réparation de motocycles

50.5 Commerce de détail de carburants

51 Commerce de gros et intermédiaires du commerce

51.1 Intermédiaires du commerce de gros

51.2 Commerce de gros de produits agricoles bruts

51.3 Commerce de gros de produits alimentaires

51.4 Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires

51.5 Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles

51.6 Commerce de gros d'équipements industriels

51.7 Autres commerces de gros

52 Commerce de détail et réparation d'articles domestiques

- 52.1 Commerce de détail en magasin non spécialisé
- 52.2 Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé
- 52.3 Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie
- 52.4 Autres commerces de détail en magasin spécialisé
- 52.5 Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
- 52.6 Commerce de détail hors magasin
- 52.7 Réparation d'articles personnels et domestiques